



CGG

société anonyme à conseil d'administration au capital social de 70 826 076 €
siège social : Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75015 Paris
969 202 241 RCS Paris

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE



La présente actualisation a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 8 janvier 2016 conformément à l'article 212-13-IV de son Règlement général. Elle complète le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 13 avril 2015 sous le numéro D.15-0330 (ci-après le « Document de Référence »). Le Document de Référence et son actualisation ne pourront être utilisés à l'appui d'une opération financière que s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Des exemplaires du Document de Référence et de la présente actualisation sont disponibles sans frais au siège social de CGG, Tour Maine Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75015 Paris, sur le site Internet de la société (www.cgg.com) ainsi que sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org).

Remarques générales

Dans la présente Actualisation du Document de Référence, « CGG » et la « Société » désignent la société CGG et le « Groupe » désigne la Société et l'ensemble de ses filiales consolidées.

La présente Actualisation du Document de Référence contient des indications sur les objectifs du Groupe ainsi que des déclarations prospectives. Ces indications et déclarations sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes tels que « croire », « s'attendre à », « pouvoir », « estimer », « avoir l'intention de », « envisager de », « anticiper », « devoir », ainsi que d'autres termes similaires. L'attention du lecteur est attirée sur le fait que la réalisation de ces objectifs et de ces déclarations prospectives dépend de circonstances ou de faits qui devraient se produire dans le futur. Ces déclarations prospectives et ces informations sur les objectifs peuvent être affectées par des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats futurs, les performances et les réalisations du Groupe soient significativement différents des objectifs formulés ou suggérés. Ces facteurs peuvent inclure les évolutions de la conjoncture économique et commerciale, de la réglementation, ainsi que les facteurs de risque exposés au Chapitre 3 du Document de Référence, tel que mis à jour par la présente actualisation.

Les investisseurs sont invités à prendre attentivement en considération les facteurs de risques décrits au Chapitre 3 du Document de Référence, tel que mis à jour par la présente actualisation, avant de prendre une décision d'investissement. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet négatif sur l'activité, la situation financière, les résultats du Groupe ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs.

SOMMAIRE

1	Le Groupe CGG	3
	1.1 Informations financières sélectionnées	3
	1.3 Principales activités du Groupe	6
	1.6 Développements récents	25
2	Environnement, développement durable & salariés	28
	2.2 Salariés	28
3	Risques et contrôle	29
	3.1 Facteurs de risque	29
	3.5 Litiges et arbitrages	35
4	Gouvernement d'entreprise	36
	4.2 Organes d'administration et de direction	36
5	Rémunérations et avantages	38
	5.4 Autres rémunérations	38
	5.5 Opérations réalisées sur les titres de la Société par les dirigeants et les personnes qui leur sont étroitement liées entre le 1er janvier 2015 et la date de la présente Actualisation du Document de Référence	39
6	Situation financière, résultats et perspectives	40
	6.1 Examen de la situation financière et du résultat	40
	6.3 Perspectives	97
7	Informations sur la Société et le capital	101
	7.2 Renseignements de caractère général concernant le capital	101
	7.3 Principaux actionnaires	102
9	Informations complémentaires	103
	9.1 Personnes responsables	103
	9.4 Table de concordance	104

1. LE GROUPE CGG

1.1. INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES

Le tableau ci-dessous décrit les principales informations financières consolidées en normes IFRS pour les périodes de neuf mois closes le 30 septembre 2014 et 2015 ainsi que pour les troisièmes trimestres de chacun des exercices 2014 et 2015.

(En millions de dollars US, sauf données par action et ratios)	3ème trimestre		Neuf mois clos le 30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Résultat :				
Chiffre d'affaires	469,8	693,9	1 511,9	2 189,2
Autres produits des activités ordinaires	0,3	0,3	1,1	1,2
Coût des ventes	(404,4)	(570,7)	(1 318,1)	(1 800,9)
Marge brute	65,7	123,5	194,9	389,5
Coûts nets de recherche et développement	(16,9)	(23,9)	(64,4)	(77,9)
Frais commerciaux	(19,2)	(26,7)	(65,0)	(86,4)
Frais généraux et administratifs	(23,4)	(34,7)	(73,4)	(113,9)
Autres produits et charges, nets	(969,3)	(51,9)	(984,1)	(276,4)
Résultat d'exploitation	(963,1)	(13,7)	(992,0)	(165,1)
Coût de l'endettement financier net	(43,8)	(44,8)	(133,4)	(154,8)
Autres produits (charges) financiers	(5,9)	(4,8)	(9,5)	(49,2)
Impôts sur les bénéfices	(72,4)	(42,5)	(81,9)	(70,6)
Résultat net des entreprises intégrées	(1 085,2)	(105,8)	(1 216,8)	(439,7)
Résultat des sociétés mises en équivalence	10,8	(10,2)	27,0	(39,9)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(1 074,4)	(116,0)	(1 189,8)	(479,6)
Attribué aux :				
Actionnaires \$	(1 074,4)	(118,1)	(1 191,4)	(485,0)
Actionnaires €	(958,8) ⁽¹⁾	(86,7) ⁽¹⁾	(1 062,7) ⁽²⁾	(356,1) ⁽²⁾
Participations ne donnant pas le contrôle \$	-	2,1	1,6	5,4
Résultat net par action :				
Base \$	(6,07)	(0,67)	(6,73)	(2,74)
Base €	(5,41) ⁽¹⁾	(0,50) ⁽¹⁾	(6,00) ⁽²⁾	(2,01) ⁽²⁾
Dilué \$	(6,07)	(0,67)	(6,73)	(2,74)
Dilué €	(5,41) ⁽¹⁾	(0,50) ⁽¹⁾	(6,00) ⁽²⁾	(2,01) ⁽²⁾

(1) Correspond à la différence entre les données au 30 septembre moins le premier semestre en euros.

(2) Converti au taux moyen de 1,1211US\$ et 1,3618US\$ respectivement aux 30 septembre 2015 et 2014.

(En millions de dollars US, sauf données par action et ratios)	30 septembre 2015 (non audité)	31 décembre 2014
Bilan :		
Disponibilités et titres de placement à court terme	335,4	359,1
Besoin en fonds de roulement ⁽³⁾	537,6	539,4
Immobilisations corporelles, nettes	947,0	1 238,2
Études multiclients	1 042,5	947,4
Écarts d'acquisition	1 230,9	2 041,7
Total des actifs	5 609,6	7 061,0
Dette financière ⁽⁴⁾	2 873,1	2 778,9
Capitaux propres — attribuables aux actionnaires de CGG	1 551,6	2 693,0

(3) Comprend les comptes clients et comptes rattachés, stocks et travaux en cours, actifs d'impôt, autres actifs courants et actifs destinés à la vente, diminué des comptes fournisseurs et comptes rattachés, dettes sociales, impôts sur les bénéfices à payer, acomptes clients, produits constatés d'avance, provisions part court-terme et autres passifs courants.

(4) Comprend les dettes financières de long terme (y compris crédits-baux), les dettes financières de court terme (y compris part court-terme des crédits-baux), les concours bancaires de court terme et les intérêts courus.

(En millions de dollars US, sauf données par action et ratios)	3ème trimestre		Neuf mois clos le	
	2015	2014	30 septembre 2015	30 septembre 2014
Autres données financières historiques et autres ratios :				
EBIT ^(a)	(952,3)	(23,9)	(965,0)	(205,0)
EBITDAS ^(b)	107,3	200,7	341,7	486,5
Dépenses d'investissements (immobilisations corporelles) ^(c)	30,2	50,8	112,8	239,2
Investissements en trésorerie dans les études multi-clients	68,0	151,1	218,4	482,1
Endettement net ^(d)	2 537,7	2 579,1	2 537,7	2 579,1
Dette financière ^(e) / EBITDAS ^(b)	na	na	8,4x	5,8x
Endettement net ^(d) / EBITDAS ^(b)	na	na	7,4x	5,3x

(a) Le résultat avant charges d'intérêts et d'impôts (EBIT) a remplacé le résultat d'exploitation comme principal indicateur de performance du Groupe en raison d'une part significative de nos activités gérées au travers de nos joint-ventures. L'EBIT est défini comme le résultat d'exploitation plus le résultat des sociétés mises en équivalence. D'autres sociétés peuvent présenter leur EBIT différemment. L'EBIT ne mesure pas la performance financière en IFRS et ne doit pas être considéré comme une alternative aux Flux de trésorerie provenant de l'exploitation, ni à d'autres mesures de liquidité, ni à une alternative au résultat net comme indicateur de la performance opérationnelle du Groupe ou d'autres mesures de performance présentées en IFRS.

- (b) *L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières, impôts, dépréciations, amortissements nets de ceux capitalisés dans la librairie multi-clients, et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants. Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites sous conditions de performance. L'EBITDAS est présenté comme une information complémentaire, car c'est un agrégat utilisé par certains investisseurs pour déterminer les flux liés à l'exploitation et la capacité à rembourser le service de la dette et à financer les investissements nécessaires. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur EBITDAS différemment. L'EBITDAS ne mesure pas la performance financière en IFRS et ne doit être considéré comme une alternative ni aux flux de trésorerie provenant de l'exploitation, ni à d'autres mesures de liquidité, ni au résultat net, comme indicateur de notre performance opérationnelle ou d'autres mesures de performance présentées en IFRS.*
- (c) *Acquisition d'immobilisations corporelles (y compris les coûts de développement capitalisés et la variation des dettes fournisseurs d'immobilisations ; mais exclut les acquisitions par crédit-bail).*
- (d) *« Endettement net » signifie concours bancaires de court terme, dettes financières de court terme (y compris part court terme des crédits-baux), dettes financières de long terme (y compris part long terme des crédits-baux) net des disponibilités et titres de placement court terme.*
- (e) *Comprend les dettes financières de long terme (y compris crédits-baux), les dettes financières de court terme (y compris part court terme des crédits-baux), les concours bancaires de court terme et les intérêts courus.*

1.3. PRINCIPALES ACTIVITÉS DU GROUPE

CGG est un leader mondial en services et équipements géophysiques.

Le Groupe fournit une gamme étendue de services, d'équipements sous la marque Sercel, et de solutions technologiques à une base élargie de clients opérant dans le monde entier, principalement dans le secteur de l'exploration et de la production des hydrocarbures.

Le Groupe est organisé autour de huit Lignes de Produits, qui sont les suivantes :

- Equipements (comprenant les entités de Sercel telles que Metrolog, GRC et De Regt) ;
- Acquisition Marine ;
- Acquisition Terrestre (y compris électromagnétisme terrestre et géophysique générale) ;
- Multi-Physique ;
- Multi-clients et Nouveaux modèles de business ;
- Imagerie Subsurface ;
- GeoSoftware (regroupant les activités commerciales et de développement de logiciel de Jason et Hampson-Russell) ; et
- GeoConsulting (regroupant les activités de consulting de Jason et Hampson-Russell ainsi que les activités de consulting et de géologie de Robertson et le Service de Gestion de données).

Ces activités sont organisées au sein de quatre segments pour les besoins du reporting financier du Groupe : Equipements, Acquisition de données contractuelles, Géologie, Géophysique et Réservoir (GGR) et Ressources non-opérées.

La Société est à la tête d'un groupe de sociétés comprenant, au 30 septembre 2015, 81 filiales consolidées (76 à l'étranger et 5 en France).

1.3.1. Acquisition de données contractuelles

1.3.1.1 Acquisition Marine

Présentation générale

Au 30 novembre 2015, CGG opère une flotte de 8 navires 3D de grande capacité (12 streamers ou plus), 1 navire source et 1 navire de 3D/2D de moindre capacité, et fournit une gamme complète de services d'acquisition sismique marine 2D ou 3D dans le Golfe du Mexique, la Mer du Nord, au large des côtes de l'Afrique occidentale et du Brésil ainsi que dans la région Asie Pacifique. CGG propose également son expertise d'acquisition de données sismiques marines en zones « frontières » et a fait figure de pionnier en zone arctique et sur la côte Est de l'Afrique. Le Groupe réalise à la fois des études sismiques marines contractuelles et des études multi-clients pour son propre compte.

Description de la flotte de navires du Groupe

Au 30 novembre 2015, la flotte opérationnelle de CGG était composée de 8 navires 3D de grande capacité (12 streamers ou plus), 1 navire source et 1 navire de 3D/2D de moindre capacité.

Les navires *Oceanic Sirius*, *Oceanic Vega*, *Geo Caspian*, *Oceanic Endeavour*, *CGG Alizé*, *Oceanic Champion*, *Viking Vision*, *Geo Celtic* peuvent notamment déployer 12 streamers ou plus simultanément.

Tous les navires 3D de grande capacité de CGG sont équipés de streamers solides Sentinel qui offrent de nombreux avantages par rapport aux streamers des autres fournisseurs, permettant en particulier de réaliser des études dans des eaux plus agitées, d'enregistrer des données de meilleur contenu fréquentiel et meilleur rapport signal sur bruit, et de réduire l'impact des opérations sur l'environnement. Tous les navires de CGG peuvent déployer la technologie BroadSeis, la solution d'acquisition à large bande de fréquence du Groupe, combinant des équipements de pointe, des techniques d'acquisition à l'aide de streamers opérés à profondeur variable et une technologie propriétaire d'imagerie et de suppression des zones d'ombres liées à la réflexion des ondes sismiques. Au 30 novembre 2015, 100 % de la flotte de CGG était aussi capable de déployer la technologie BroadSource, laquelle, combinée avec BroadSeis, permet à CGG d'offrir les meilleures données possibles à large bande de fréquence (2-200 Hz).

Afin de recentrer la flotte opérée 3D du Groupe sur une taille optimale et s'adapter aux conditions de marché extrêmement difficiles, plusieurs mesures de réduction de la flotte ont été prises au cours de l'année 2015, en ligne avec le plan de réduction engagé en 2014 :

- ▶ Le *Symphony* a été vendu le 12 février 2015 pour être détruit.
- ▶ Le *Princess* a été vendu le 5 mars 2015, pour être remis en service par son acheteur dans un autre secteur d'activités.
- ▶ Le *Vantage* et le *Viking II* ont été retournés à leurs propriétaires, respectivement le 28 février 2015 et le 31 mai 2015.
- ▶ Le *Viking* a été retourné à son propriétaire le 16 novembre 2015.
- ▶ L'*Oceanic Phoenix* a cessé d'être exploité depuis mars 2015 et sera retourné à son propriétaire à la fin de sa période de location.
- ▶ Le *Viking Vanquish* a été utilisé comme bateau source au cours de l'année, a cessé d'être exploité fin novembre 2015. Il sera rendu à son propriétaire à la fin de sa période de location, le 2 novembre 2020.
- ▶ Le *Geowave Voyager* et le *Pacific Finder* ont été utilisés comme bateaux source au cours de l'année.

De plus, il a été décidé un nouveau plan de réduction de la taille de la flotte, avec les effets suivants :

- ▶ Le *Geo Caribbean*, le *Geo Coral* et l'*Oceanic Challenger* ont cessé d'être exploités depuis respectivement septembre, octobre et octobre 2015.
- ▶ Le *CGG Alizé*, le *Geo Celtic* et le *Viking Vision* ne seront plus exploités respectivement à partir de janvier, janvier et mars 2016.

GESTION MARITIME DE LA FLOTTE OPÉRÉE

Au 30 novembre 2015, dans l'état à date du plan de réduction, la gestion maritime de la flotte sismique opérée du Groupe est toujours faite principalement par ses deux joint-ventures, CGG Eidsvik Ship Management AS (60 % de la flotte opérée) et Geofield Ship Management

Services SAS (20 % de la flotte opérée), auxquelles s'ajoutent Volstad et Swire Pacific Offshore qui gèrent chacun un navire (10 % de la flotte opérée).

PROPRIÉTÉ DE LA FLOTTE OPÉRÉE

Au 30 novembre 2015, le Groupe était propriétaire des navires *Oceanic Challenger*, *Geowave Voyager*, *Geo Coral*, *Geo Caribbean*, *Geo Celtic*, *CGG Alizé*, copropriétaire de l'*Oceanic Sirius* et de l'*Oceanic Vega* et exploitait le reste de la flotte dans le cadre de contrats d'affrètement.

Le tableau suivant fournit certaines informations concernant les navires sismiques opérés par le Groupe, ou qui étaient arrêtés au 30 novembre 2015 :

Nom du navire	Année de construction	Année de mise à niveau	Année de rattachement	Date d'expiration de l'affrètement	Option d'extension ^(a)	2D /3D	Nombre maximum de streamers ^(b)	Longueur du navire (m)
Navires opérés								
<i>Oceanic Champion</i>	1994	2012	2009	Juin 2020	n.a.	3D	14	107
<i>Oceanic Endeavour</i>	2007	2011	2009	Avril 2018	2 × 5 ans	3D	16	92
<i>Oceanic Vega</i>	2010	n.a.	2010	Juillet 2022	4 × 5 ans	3D	20	106
<i>Pacific Finder</i> ^(c)	2011	n.a.	2011	Mars 2019	1 × 8 ans	3D/2D	4	68
<i>Oceanic Sirius</i>	2011	n.a.	2011	Octobre 2023	4 × 5 ans	3D	20	106
<i>Geo Caspian</i> ^(c)	2010	n.a.	2013	Février 2017	4 × 2 ans	3D	16	108
Navires opérés fin 2015, arrêt planifié en 2016								
<i>CGG Alizé</i>	1999	n.a.	1999	Propriété	n.a.	3D	16	101
<i>Geo Celtic</i>	2007	n.a.	2013	Propriété	n.a.	3D	12	101
<i>Viking Vision</i>	1993	2007	2007	Juillet 2017	2 × 5 ans	3D	14	105
<i>Geowave Voyager</i>	2005	2009	2009	Propriété	n.a.	3D	12	83
Navires arrêtés en 2015								
<i>Oceanic Phoenix</i>	2000	2011	2009	Mars 2019	10 × 1 an	3D	14	101
<i>Geo Caribbean</i>	2008	n.a.	2013	Propriété	n.a.	3D	14	101
<i>Oceanic Challenger</i>	2000	2005	2005	Propriété	n.a.	3D	12	91
<i>Geo Coral</i>	2010	n.a.	2013	Propriété	n.a.	3D	16	108
<i>Viking Vanquish</i> ^(c)	1999	2007	2007	Novembre 2020	n.a.	3D	12	93

(a) Nombre d'années.

(b) Points de traction.

(c) Inclut une option d'achat.

Sur les 10 navires encore opérés par le Groupe au 30 novembre 2015, quatre terminaient leurs derniers contrats commerciaux avant d'être décommissionnés.

Le *Pacific Finder* et le *Geo Caspian* sont les seuls navires affrétés « à temps ». Les autres navires sont en pleine propriété ou affrétés « coque nue ». Parmi ceux affrétés en « coque nue », l'*Oceanic Sirius* et l'*Oceanic Vega* sont en copropriété, au sein respectivement d'Oceanic Seismic Vessels AS et d'Eidesvik Seismic Vessels AS.

Activité de l'acquisition marine en 2015

Cinq acteurs — CGG, PGS, WesternGeco, Polarcus et Dolphin — concentraient 80 % du marché de la Marine 3D fin 2015, dont un d'entre eux, Dolphin, vient en date du 14 décembre 2015 de cesser d'opérer et se déclarer juridiquement en état de banqueroute.

La contraction de la demande sur le marché de l'acquisition sismique marine constatée en 2014 s'est encore accentuée en 2015 sous l'effet de l'évolution négative des prix des hydrocarbures ainsi que des contraintes budgétaires des compagnies pétrolières et gazières. Il en résulte un déséquilibre entre l'offre et la demande malgré l'engagement par l'ensemble des acteurs d'un processus de gel, temporaire ou définitif, et de désarmement de navires sismiques. L'année 2015 a donc été marquée par une moindre utilisation des flottes sismiques. Pour autant, les fondamentaux de ce marché demeurent positifs sur le long terme, puisque la technologie sismique demeure un élément essentiel du processus d'Exploration-Production. CGG s'est ainsi positionné sur les futurs marchés de l'exploration en Russie au travers de la création de AGE, une joint-venture avec notre partenaire russe SovComFlot.

Perspectives pour 2016

En 2015, CGG a poursuivi et accéléré son plan de réduction de sa flotte opérationnelle pour s'ajuster au ralentissement du marché. Ce faisant, le Groupe a conservé ses navires les plus haut de gamme et les plus récents, et s'est appuyé sur son offre Broadband et son positionnement géographique afin de réduire l'impact du faible prix de marché. Le plan de transformation a permis une réduction significative des coûts fixes opérationnels et des investissements industriels en mettant en œuvre des économies de coûts à tous les niveaux de l'organisation.

La feuille de route de l'activité d'acquisition sismique marine du Groupe est de dimensionner la taille de la flotte opérée autant que nécessaire pour s'ajuster aux conditions de marché tout en restant un acteur mondial sur le segment de marché de la haute technologie. Ainsi, le plan de transformation sera poursuivi en 2016 et se traduira par une réduction supplémentaire de la taille de la flotte opérée, des coûts fixes opérationnels et des investissements industriels, avec comme priorités :

- ▶ La réduction de notre flotte 3D de grande capacité à 5 navires opérés début 2016 ;
- ▶ L'affectation des 2/3 de notre flotte restructurée à nos propres opérations pour notre production Multi-Clients ;
- ▶ La mise en œuvre d'un plan de réduction de coûts et de personnels supplémentaire.

1.3.4. Communiqués de presse récents

Les communiqués de presse significatifs du Groupe depuis le 14 avril 2015 sont repris ci-après (à l'exception des communiqués relatifs aux informations financières, qui figurent au paragraphe 6.1.7 de la présente Actualisation du Document de Référence).

Paris, 18 décembre 2015

LES RÉSULTATS DÉFINITIFS DE L'OFFRE D'ÉCHANGE

126,7 millions de dollars ou 93,8% des obligations arrivant à échéance en 2017 apportées

CGG Holding (U.S.) Inc. (« CGG US »), une filiale indirecte de CGG S.A. (CGG S.A., conjointement avec ses filiales « CGG »), a annoncé aujourd'hui les résultats définitifs dans le cadre de son offre d'échange de (i) tout ou partie des Obligations de CGG S.A. à 7¼% arrivant à échéance en 2017 (CUSIP 204386AK2 / ISIN US204386AK24) en circulation (les « Obligations 2017 ») et (ii) jusqu'à un montant cumulé de 135 millions de USD pour les Obligations à 6½% arrivant à échéance en 2021 (CUSIP 204384AB7 / ISIN US204384AB76) de CGG S.A. en circulation (les « Obligations 2021 ») et les Obligations à 6% arrivant à échéance en 2022 (CUSIP 12531TAB5 / ISIN US12531TAB52 ; CUSIP F1704UAC8 / ISIN USF1704UAC83 ; CUSIP 12531TAA7 / ISIN US12531TAA79) (les « Obligations 2022 », et ensemble avec les Obligations 2021 et les Obligations 2022, les « Obligations ») contre des participations dans des prêts senior à terme garantis (les « Prêts à Terme ») et, le cas échéant, du numéraire (l'« Offre d'Echange »). L'Offre d'Echange a expiré à 23h59, heure de New York City, le 17 décembre 2015 (la « Date d'Expiration »).

Les termes et conditions de l'Offre d'Echange ont été détaillés dans la Déclaration d'Offre d'Echange du 19 novembre 2015 (la « Déclaration d'Offre d'Echange »). Cette annonce doit être lue conjointement avec les annonces d'Offre d'Echange du 19 novembre 2015 et du 7 décembre 2015.

Résultats de l'Offre d'Echange

L'agent d'information et d'échange agissant dans le cadre de l'Offre d'Echange a rapporté à CGG US qu'un montant en principal de 126.681.000 de dollars USD (93,8%) sur le montant en principal total de 135 millions de USD des Obligations 2017 en circulation a été valablement apporté avant ou à la Date d'Expiration.

En outre, un montant en principal cumulé de 45.079.000 de dollars USD des Obligations 2021 et de 80.364.000 de dollars USD des Obligations 2022, ont été, valablement, apportés avant ou à la Date d'Expiration. Toutes les Obligations, à l'exception d'un montant en principal de 30.000 de dollars USD, ont été apportées avant ou à 17h00, heure de New York, le 3 décembre 2015 (la « Période d'Offre Anticipée »).

Un montant en principal cumulé de 15.000 de dollars USD des Obligations 2017 a été apporté après la Période d'Offre Anticipée mais avant la Date d'Expiration, et un montant principal équivalent des Obligations 2022 a été simultanément apporté avec ces Obligations 2017.

Les Obligations apportées avant la Période d'Offre Anticipée sont éligibles au titre de la « Contrepartie Totale » composée d'un montant en principal de 1000 dollars USD des Prêts à Terme pour chaque montant en principal de 1000 dollars USD des Obligations auquel s'ajoute, dans la mesure où les Obligations 2017 ont été apportées sans montant équivalent correspondant d'Obligations 2021 ou aux Obligations 2022, de 50 dollars USD cash pour chaque montant en principal de 1000 dollars USD d'Obligations 2017. Les Obligations apportées après la Période d'Offre Anticipée seront éligibles au titre de la « Contrepartie d'Echange » composée du montant en principal de 950 dollars USD des Prêts à Terme pour chaque montant en principal de 1000 dollars USD d'Obligations. En outre, les intérêts courus et dus au titre de toutes les Obligations échangées jusqu'à, mais ne comprenant pas, la date de règlement seront réglés en cash.

En accord avec les termes et conditions de l'Offre d'Echange; CGG US a accepté les montants précédent d'Obligations proposés pour l'échange.

CGG US prendra en charge un montant en principal de 252.122.500 dollars USD des Prêts à Terme à la Date de Règlement pour les Obligations acceptées à titre d'échange.

Date de Règlement

La Date de Règlement doit intervenir le ou autour du 22 décembre 2015 (la « Date de Règlement »).

Paris, 7 décembre 2015

Projet d'augmentation de capital d'un montant de 350 millions d'euros avec maintien du droit préférentiel de souscription

Après revue attentive des différentes options de financement telles qu'annoncées le 5 novembre dernier, CGG souhaite procéder à une augmentation de capital en vue en particulier de financer son Plan de Transformation.

A cette fin, la société annonce aujourd'hui la convocation d'une assemblée générale mixte des actionnaires qui aura pour objet de déléguer à son conseil d'administration la compétence de décider de lancer une augmentation de capital d'un montant maximum de 350 millions d'euros (prime d'émission comprise) par émission d'actions ordinaires, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Ce renforcement des fonds propres viendrait en complément des opérations de refinancement en cours. Les environs 126 millions de dollars (sur un total maximum de 135 millions de dollars) des obligations 2017 de CGG qui ont été déjà apportés pendant la première période de l'offre publique d'échange de CGG Holding (U.S.) Inc., ainsi que le prêt Fugro de 84 millions d'euros seront remplacés par un prêt à terme garanti et à maturité 2019. Au terme de ce processus, la plus grande partie des dettes à moyen terme de CGG à échéances 2016/2018 aura ainsi été rééchelonnée.

Sous réserve de l'approbation par l'assemblée générale des actionnaires et des conditions de marché, cette augmentation de capital serait lancée dans les meilleurs délais à l'issue de l'assemblée générale. Les modalités définitives de cette opération seraient fixées par le conseil d'administration de la Société.

L'assemblée générale est convoquée pour le 11 janvier 2016 à 10 heures au Centre d'Affaires Paris Victoire, 52 rue de la Victoire, Paris 75009. L'ordre du jour et les projets de résolutions publiés au BALO ce jour, sont disponibles sur le site Internet de CGG (www.cgg.com).

Paris, 7 décembre 2015

CGG annonce les résultats de la première période de l'offre d'échange

Environ 126 millions de dollars des obligations arrivant à échéance en 2017 en circulation apportées

CGG Holding (U.S.) Inc. (« CGG US »), une filiale indirecte de CGG S.A. (CGG S.A., conjointement avec ses filiales « CGG »), a annoncé aujourd'hui les résultats de la Période d'Offre Anticipée dans le cadre de son offre d'échange de (i) tout ou partie des Obligations de CGG S.A. à 7¼% arrivant à échéance en 2017 (CUSIP 204386AK2 / ISIN US204386AK24) en circulation (les « Obligations 2017 ») et (ii) jusqu'à un montant cumulé de 135 millions de USD pour les Obligations à 6½% arrivant à échéance en 2021 (CUSIP 204384AB7 / ISIN US204384AB76) de CGG S.A. en circulation (les « Obligations 2021 ») et les Obligations à 6¼% arrivant à échéance en 2022 (CUSIP 12531TAB5 / ISIN US12531TAB52 ; CUSIP F1704UAC8 / ISIN USF1704UAC83 ; CUSIP 12531TAA7 / ISIN US12531TAA79) (les « Obligations 2022 ») contre des participations dans des prêts senior à terme garantis (les « Prêts à Terme ») et, le cas échéant, du numéraire (l'« Offre d'Echange »).

Les termes et conditions de l'Offre d'Echange sont détaillés dans la Déclaration d'Offre d'Echange du 19 novembre 2015 (la « Déclaration d'Offre d'Echange »). Cette annonce doit être lue conjointement avec l'annonce de l'Offre d'Echange du 19 novembre 2015.

Résultats de la Période d'Offre Anticipée

L'agent d'information et d'échange agissant dans le cadre de l'Offre d'Echange a rapporté à CGG US qu'un montant en principal d'environ 126 millions de dollars USD (environ 93%) sur le montant en principal total de 135 millions de USD des Obligations 2017 en circulation a été apporté avant ou à 17h00, heure de New York City, le 3 décembre 2015 (la « Période d'Offre Anticipée »). En outre, un montant en principal cumulé d'environ 45 millions de dollars USD des Obligations 2021 en circulation et d'environ 80 millions de dollars USD des Obligations 2022, ont été, respectivement, apportés pour l'annulation avant ou à l'échéance de la Période d'Offre Anticipée.

Période d'Expiration de l'Offre d'Echange

L'Offre d'Echange expirera à 23h59, heure de New York City, le 17 décembre 2015 sauf extension ou retrait anticipé tel que décrit dans la Déclaration d'Offre d'Echange (le « Délai d'Expiration »). CGG US se réserve le droit d'étendre le Délai d'Expiration à sa seule et absolue discrétion.

Paris, 7 décembre 2015

Soutiens au Projet d'Augmentation de Capital

Suite à l'annonce faite ce matin de son projet d'augmentation de capital, CGG se réjouit du soutien de Bpifrance, actionnaire à hauteur de 7,04%, qui vient d'annoncer qu'il envisage de souscrire, aux côtés de l'IFP Energies Nouvelles, à l'appel au marché à hauteur de la participation que le concert détient, soit 10,62% du capital, sous réserve de la fixation des conditions définitives de l'opération qui seront déterminées lors du lancement effectif de l'augmentation de capital.

Par ailleurs, CGG a été informée que Total envisage de soutenir, si nécessaire, l'augmentation de capital de CGG soumise à l'approbation des actionnaires de la société à hauteur d'un montant maximum de 35 m€ sous réserve de la fixation des conditions définitives de l'opération qui seront déterminées lors du lancement effectif de l'augmentation de capital.

Paris, 19 novembre 2015

CGG annonce une offre d'échange sur ses obligations de premier rang à 7,75% arrivant à échéance en 2017, ses obligations de premier rang à 6,5% arrivant à échéance en 2021, ainsi que sur ses obligations de premier rang à 6,875% arrivant à échéance en 2022

Offre d'Echange :

CGG S.A. a annoncé aujourd'hui que sa filiale, CGG Holding (U.S.) Inc. (CGG US), a lancé une Offre d'Echange concernant les Obligations de Premier Rang à 7,75% arrivant à échéance en 2017, les Obligations de Premier Rang à 6,5% arrivant à échéance en 2021 ainsi que sur les Obligations de Premier Rang à 6,875% arrivant à échéance en 2022 émises par CGG S.A. (les Obligations).

CGG US propose des participations dans des prêts senior à terme garantis (Prêts à Terme) en échange de tout ou partie des Obligations de Premier Rang à 7,75% arrivant à échéance en 2017 et, jusqu'à un montant cumulé de 135 millions de USD, des Obligations de Premier Rang à 6,5% arrivant à échéance en 2021 et/ou des Obligations de Premier Rang à 6,875% arrivant à échéance en 2022 dès lors que cet échange s'accompagne de l'offre d'échange simultanée pour un montant égal ou supérieur aux Obligations de Premier Rang à 7,75% arrivant à échéance en 2017. L'encours obligataire des Obligations de Premier Rang à 7,75% arrivant à échéance en 2017 est actuellement de 135 millions de USD.

Les Prêts à Terme arriveront à échéance le 15 mai 2019, et porteront intérêt, à la discrétion de CGG US, au taux LIBOR majoré de 5,50% par an ou au taux de base ajusté majoré de 4,50% par an. Le taux LIBOR ajusté ne doit pas être inférieur à 1,00% et le taux de base ajusté ne doit pas être inférieur à 2,00%.

Les Obligations qui sont acceptées au titre de l'échange seront annulées. L'Offre d'Echange est consentie conformément aux termes et sous réserve des conditions contenues dans une Déclaration d'Offre d'Echange (*Offer to Exchange Statement*), et est soumise aux conditions et aux limitations qui y sont mentionnées.

L'Offre d'Echange débute aujourd'hui, et expirera à 23h59, heure de New York City, le 17 décembre 2015. Un communiqué plus détaillé concernant l'Offre d'Echange a également été diffusé par CGG US aujourd'hui. Les porteurs d'Obligations de CGG S.A. sont invités à prendre connaissance de ce communiqué dans sa totalité.

Autres Opérations :

CGG prévoit également d'entreprendre certaines actions en vue de refinancer certaines de ses autres dettes.

CGG a acquis, la majorité de la Division Geoscience de Fugro N.V. le 31 janvier 2013. Afin de faciliter cette acquisition, Fugro a consenti un crédit vendeur d'un montant de 125 millions d'euros à CGG S.A. qui a été par la suite augmenté jusqu'à 225 millions d'euros. CGG S.A. a remboursé 140,6 millions d'euros du prêt Fugro. Le montant restant de 84,4 millions d'euros demeure dû. CGG S.A. est actuellement en discussion avec

Fugro sur la possibilité d'échanger le prêt Fugro contre des participations dans les Prêts à Terme. Ces discussions peuvent n'aboutir à aucun accord avec Fugro et, si un accord est trouvé, le calendrier de cet accord n'est pas connu à ce jour.

Le 15 juillet 2013, CGG US a conclu un crédit revolving de droit américain (RCF US) d'un montant maximal de 165 millions de USD, d'une maturité de 5 ans et, le 31 juillet 2013, CGG S.A. a conclu un crédit revolving de droit français (RCF Français) pouvant aller jusqu'à 325 millions de USD, d'une maturité de 3 ans et comportant deux options d'extension de la maturité d'un an chacune.

Les termes du contrat de Prêt à Terme limitent les engagements au titre du RCF US et du RCF Français aux engagements applicables à la date de la présente annonce (respectivement à 165 millions de USD et 325 millions de USD). CGG pourra réduire le montant des engagements au titre du RCF US et du RCF Français en permettant à un ou plusieurs prêteurs au titre du RCF US et/ou RCF Français de devenir prêteurs au titre du contrat de Prêt à Terme. Dans une telle hypothèse, il est prévu que le RCF US et le RCF Français restent en place pour d'éventuels tirages futurs mais qu'ils soient corrélativement réduits du montant des prêts accordés par ces prêteurs au titre du contrat de Prêt à Terme.

Le montant principal maximal des Prêts à Terme autorisés à être mis en place au titre du contrat de Prêt à Terme s'élève à 500 millions de USD, si certaines des opérations suivantes sont réalisées, comprenant des Prêts à Terme contractés au titre de l'Offre d'Echange, des Prêts à Terme consentis par des prêteurs des RCF US et RCF Français qui deviendraient prêteurs au titre du contrat de Prêt à Terme et dont les engagements au titre du RCF US et du RCF Français sont définitivement diminués, des Prêts à Terme consentis en échange de montants dus au titre du prêt Fugro, ainsi que toutes autres opérations de refinancement qui sont autorisées au titre du contrat de Prêt à Terme. Par conséquent, le montant principal total des endettements garantis sur une base *pari passu* par les mêmes actifs que les Prêts à Terme, incluant tous autres engagements dus au titre du RCF US et du RCF Français, n'excédera pas 890 millions de USD.

CGG a annoncé le 5 novembre 2015 son intention de financer les besoins du groupe, y compris en relation avec son projet de transformation, grâce à une cession d'actifs non-stratégiques et grâce à une augmentation des capitaux propres ou à une entrée d'intérêts minoritaires. CGG prévoit de déterminer laquelle de ces deux options sera mise en place après ou durant la période de l'Offre d'Echange.

CGG prévoit actuellement que, si l'option de l'augmentation des capitaux propres est mise en place, elle dégagera suffisamment de revenus pour couvrir les besoins en financement et le plan de transformation à moyen terme. Toute augmentation des capitaux propres entreprise sera vraisemblablement soumise à certaines conditions, telle que l'obtention de l'accord de l'actionnariat. La capacité de CGG de mener à bien une telle augmentation des capitaux propres dépendra de plusieurs facteurs, dont la plupart sont en dehors du contrôle du groupe, tels que les conditions de marché en vigueur au moment considéré. En conséquence, il est possible que CGG ne soit pas en mesure de mener à bien une telle augmentation des capitaux propres, et que les fonds levés dans le cadre d'une telle augmentation des capitaux propres soient inférieurs au montant prévu initialement. Inversement, CGG pourrait obtenir des fonds supplémentaires dans le cadre d'une augmentation des capitaux propres qui pourraient être utilisés à d'autres fins.

Il est possible que CGG ne soit en mesure de mener à bien aucune de ces opérations, ou que ces opérations soient réalisées selon des termes différents de ceux décrits ci-dessus.

Paris, 28 octobre 2015

CGG mandaté par le Ministère du Pétrole et des Hydrocarbures de la République Gabonaise pour la promotion du 11ème cycle de mise aux enchères de blocs

CGG annonce ce jour avoir été mandaté par le Ministère du Pétrole et des Hydrocarbures de la République Gabonaise en qualité de consultant technique dans le cadre de la promotion de son 11ème cycle de mise aux enchères de cinq blocs à fort potentiel pétrolier, situés en eaux profondes.

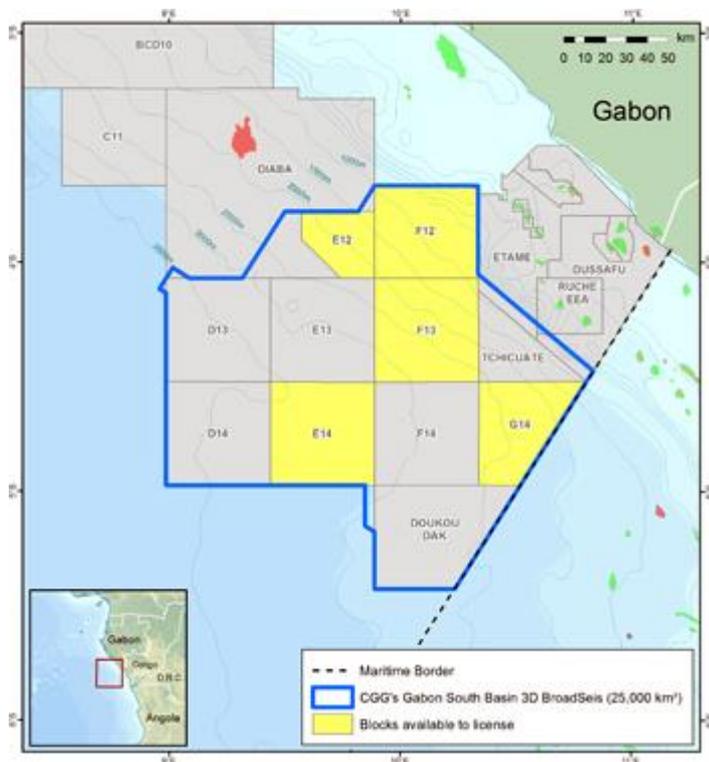
Le cycle de mise aux enchères a été officiellement ouvert le 27 octobre 2015 par Son Excellence, M. Etienne Dieudonné Ngoubou, Ministre du Pétrole et des Hydrocarbures, lors de la 22ème conférence Africa Oil Week au Cap, en Afrique du Sud. La promotion de cette mise aux enchères de blocs au large du Gabon se déroulera sous la forme de séminaires de présentation à Libreville le 24 novembre et ensuite à Paris le 26 novembre, Singapour le 30 novembre et Houston le 3 décembre 2015. Une délégation de la Direction Générale des Hydrocarbures (DGH) ainsi qu'une équipe technique de CGG participeront à ces séminaires.

Le cycle sera ouvert pour cinq mois à compter du 27 octobre 2015 et les offres devront être soumises dès le 15 février 2016 et au plus tard le 31 mars 2016. Toute pré-qualification pour ce cycle de mise aux enchères implique l'achat d'une quantité minimum de données sismiques.

Les eaux profondes du Gabon ont un fort potentiel encore inexploré avec une géologie structurellement complexe, notamment dans la zone pré-salifère. En réponse à ces défis d'exploration, CGG, mandaté pour conseiller l'Etat Gabonais sur la promotion du 11ème cycle d'attributions de blocs, a travaillé avec le Ministère pour l'acquisition de 25 000 km² de nouvelles données sismiques multi-clients BroadSeisTM 3D. Cette étude s'inscrit dans un programme de géosciences dédié et intégré destiné à mieux imager cette zone très intéressante et sous-explorée et couvrir des surfaces en aval-pendage et adjacentes aux récentes découvertes pré-salifères Aptien, telles que Leopard, Diaman, Ruche et Tortue. L'interprétation intégrée de données gravimétriques et magnétiques associée permettra notamment d'améliorer l'imagerie pré-salifère. Un jeu de données complémentaires de suintements d'hydrocarbures et un rapport complet de la prospectivité géologique seront également mis à la disposition des clients.

Jean-Georges Malcor, Directeur Général de CGG, a déclaré : « Dès l'acquisition de notre première étude géophysique dans le pays en 1932, CGG a toujours activement soutenu le Gabon dans le développement de ses ressources naturelles. Nous nous réjouissons de la poursuite de notre étroite collaboration avec l'Etat Gabonais et de cette opportunité pour nos experts en géosciences de contribuer à la promotion du 11ème cycle de mise aux enchères de blocs au Gabon. La grande qualité des résultats intermédiaires obtenus avec notre récente étude BroadSeis, nous autorise à penser que les résultats finaux permettront aux clients de réduire les risques d'exploration dans cette région très prometteuse. D'ores et déjà de nombreuses compagnies pétrolières se sont engagées dans ce programme. »

Plan de position des cinq blocs situés en eaux profondes au large du Gabon et de l'étude BroadSeis de CGG.



Paris, 22 octobre 2015

CGG commence une étude BroadSeis dans le bassin de Barreirinhas au Brésil

CGG annonce ce jour avoir reçu tous les permis nécessaires au démarrage de l'acquisition de la première étude sismique marine à très large bande de fréquences dans le bassin de Barreirinhas situé dans la marge équatoriale du nord du Brésil. Pour obtenir une résolution optimale d'imagerie de ce bassin sous exploré du Brésil, cette étude sismique multi-clients 3D MegaBar sera réalisée avec la technologie BroadSeis d'acquisition sismique à large bande de fréquences, déployée par le navire CGG Oceanic Vega équipé des streamers solides Sentinel® de Sercel.

Cette étude de 14 500 km² a suscité un fort intérêt de la part de nos clients. L'ensemble des données de haut de gamme BroadSeis sera traité avec les technologies d'imagerie de subsurface les plus avancées dans le centre CGG de Rio de Janeiro spécialisé dans le traitement des données sismiques de la marge équatoriale du Brésil. Les premiers résultats du traitement préliminaire seront disponibles à partir de mai 2016.

Jean-Georges Malcor, Directeur Général de CGG, a déclaré : « Avec cette étude de grande envergure CGG répond au fort intérêt des clients pour le potentiel du bassin de Barreirinhas. Cette étude MegaBar établit un nouveau standard régional dans le domaine des acquisitions de données à très large bande de fréquences. Nous avons en effet choisi d'y mettre en œuvre la technologie BroadSeis qui a déjà prouvé toute sa valeur dans l'exploration des marges atlantique et équatoriale du Brésil. Fort de plus de 50 années d'opérations au Brésil, CGG s'engage plus que jamais à relever les défis d'exploration, de développement et de production du pays, sachant que les nouvelles données sismiques régionales nous permettront de mieux comprendre le potentiel géologique de ces nouvelles frontières. »

Paris, 21 octobre 2015

Landmark et CGG annoncent une collaboration technologique dans les logiciels de géoscience de nouvelle génération

Landmark, la filiale d'Halliburton (NYSE : HAL), spécialisée dans les logiciels pour l'industrie pétrolière et gazière, et CGG, leader mondial dans les services et technologie de Géosciences, annoncent ce jour une collaboration technologique dans le domaine des géosciences.

Cette collaboration basée sur l'utilisation de DecisionSpace®, la plateforme de Landmark dédiée au secteur de l'exploration et de la production pétrolière, permettra à leurs clients communs d'accéder en continu aux technologies d'interprétation et de caractérisation de réservoir ainsi qu'aux données géoscience des deux entreprises. Une série de workflows uniques seront ainsi disponibles grâce à l'intégration sur cette plateforme des logiciels spécialisés de géoscience et des données associées.

L'industrie de l'exploration et de la production est en recherche permanente d'une plus grande productivité et l'intégration des processus de travail et des données multiples de géoscience est l'une des solutions. Cette collaboration technologique entre CGG et Landmark permettra d'améliorer de manière significative les workflows dans les domaines du non-conventionnel et de la 4D grâce à une interopérabilité complète des logiciels spécialisés des deux sociétés tout au long du cycle de vie du réservoir.

De plus, Landmark et CGG collaboreront étroitement avec les clients pour développer de nouveaux workflows et répondre ainsi aux défis industriels existants et émergents dans le secteur de l'exploration et de la production. Ceci s'appliquera notamment à la génération de prospects, la localisation des puits et la définition des trajectoires, les modèles de complétion, le calendrier de développement et la gestion du réservoir.

« Depuis toujours, Landmark travaille avec ses clients et ses partenaires pour innover et les aider à maximiser leurs taux de récupération », a déclaré Nagaraj Srinivasan, Vice-Président de Landmark. « Nous pensons que la connaissance approfondie de CGG dans le domaine de la sismique, combinée à notre plateforme moderne et évolutive et à notre suite de logiciels spécialisés, permettra aux clients d'obtenir une meilleure compréhension du réservoir et de sa performance et augmenter les taux de récupération du pétrole et les cash flows associés ».

Sophie Zurquiyah, Directeur Général Délégué de CGG a déclaré : « CGG est historiquement reconnu au sein de l'industrie pétrolière et gazière pour sa contribution technologique à une meilleure connaissance de la subsurface. Avec cette collaboration technologique avec Landmark, nous apportons à nos clients une nouvelle étape dans la compréhension du réservoir pour une efficacité accrue. L'intégration de nos technologies GeoSoftware avec les plateformes logicielles de pointe du marché est au cœur de notre stratégie et cette collaboration renforcera nos liens avec Landmark. Le développement de ces workflows intégrés dans le domaine des logiciels de Géoscience est rendu possible par l'accès à DecisionSpace. Ceci nous permettra de travailler ensemble au développement de nouvelles technologies, à une intégration détaillée de nos logiciels respectifs, à des workflows plus efficaces et à un accès plus rapide à des données complètes et fiables et ainsi mieux répondre aux besoins de nos clients mutuels. »

Paris, 19 octobre 2015

Sercel lance sa solution de positionnement acoustique sous-marine : GeoTag

CGG annonce ce jour le lancement de GeoTag, la solution Sercel de positionnement acoustique de référence pour l'acquisition sismique en fond de mer. GeoTag permet de positionner avec précision tous types de systèmes 'câbles' (OBC) ou autonomes, en fonds marins comme en zones de transition, dans le cadre de missions sismiques de fond de mer jusqu'à 500 mètres de profondeur.

Equipé du plus petit transpondeur disponible sur le marché fixé à l'équipement sismique et interrogé par un émetteur-récepteur à bord, GeoTag apporte une grande fiabilité et une flexibilité accrue. Le design unique du GeoTag rend possible une maintenance rapide telle que le remplacement de batteries pour une efficacité renforcée. Par ailleurs, les transpondeurs peuvent être stockés sur touret et déployés mécaniquement lorsqu'utilisés avec des systèmes OBC, permettant ainsi une non interruption des opérations et une plus grande productivité.

GeoTag permet de positionner avec précision tous types de systèmes 'câbles' (OBC) ou autonomes, en fonds marins comme en zones de transition, dans le cadre de missions sismiques de fond de mer jusqu'à 500 mètres de profondeur.

En ajoutant le positionnement acoustique GeoTag à son offre de produits, Sercel dispose désormais d'une solution complète et de haut de gamme destinée à toute acquisition sismique de fond de mer, y compris les plus importantes qui déploient jusqu'à 10 000 appareils de positionnement acoustique.

Pascal Rouiller, Président Directeur Général de Sercel, a déclaré : « Ce nouveau produit s'appuie sur notre expérience confirmée en positionnement acoustique. Il répond aux besoins de l'industrie d'un positionnement plus précis des équipements sismiques de fond de mer, notamment pour les opérations 4D. »

Paris, 8 octobre 2015

Taux d'utilisation des navires au troisième trimestre 2015 :

Le **taux de disponibilité¹ des navires s'établit à 84%**. Il se compare à un taux de disponibilité de 74% au second trimestre 2015 et de 92% au troisième trimestre 2014.

Le **taux de production² des navires s'établit à 92%**. Il se compare à un taux de production de 94% au second trimestre 2015 et de 92% au troisième trimestre 2014.

Répartition de la flotte au troisième trimestre 2015 :

Au cours du troisième trimestre 2015, 33% de la flotte de navires 3D ont opéré sur des programmes multi-clients.

¹ Le **taux de disponibilité des navires** mesure la disponibilité structurelle de nos navires. Cet indicateur relatif à l'ensemble de la flotte, correspond au temps navires total réduit de la somme du temps en chantier, du temps de « standby » entre contrats et du temps en transit (temps disponible), le tout divisé par le temps navires total de la période.

² Le **taux de production des navires** mesure l'utilisation effective de nos navires lorsqu'ils sont disponibles. Cet indicateur relatif à l'ensemble de la flotte, correspond au temps disponible réduit du temps improductif, le tout divisé par le temps disponible.

Paris, 7 octobre 2015

Le Conseil d'Administration de CGG Annonce la Cooptation de Mr Michael Daly au Poste d'Administrateur

CGG annonce que, sur recommandation du Comité de rémunération et de nomination, le Conseil d'administration de la société, au cours de sa réunion du 30 septembre 2015, a coopté Mr. Michael Daly comme administrateur indépendant de la société, en remplacement de Mr. Terry Young qui a démissionné du Conseil d'administration le 31 juillet 2015. Le Conseil d'administration a également nommé Michael Daly au Comité stratégique et technologique de la société.

Géologue anglais Dr Michael Daly, 62 ans, possède une grande expérience de dirigeant de société pétrolière et du monde académique. Diplômé de l'University College of Wales, Leeds University (PhD) et de Harvard Business School (PMD), Mike a commencé sa carrière avec BP en 1986 en tant que chercheur en géologie. Après une période au cours de laquelle il a occupé différentes fonctions de management opérationnel en Exploration-Production au Moyen-Orient, au Venezuela, Offshore du nord et à Londres, il a été nommé Président des opérations de BP au Moyen-Orient puis en Asie du Sud Est. En 2006, Mike a été nommé Group Vice-Président et Chef Exploration de BP pour le monde entier. De 2010 à 2014, Mike était Exécutive Vice-Président et membre du Comité Exécutif de BP. Il a quitté BP après 28 ans de carrière. Mike est actuellement associé du cabinet Macro Advisory Partner, administrateur de Tullow Oil et Professeur à l'Université des Sciences de la Terre de l'Université d'Oxford.

Paris, 2 septembre 2015

CGG achève l'étude Hail-Shuweihat pour ADNOC

CGG annonce ce jour avoir terminé avec succès et avec le soutien de Seabed Geosolutions, sa coentreprise avec Fugro, l'acquisition de l'étude sismique 3D couvrant les champs pétroliers et gaziers de Hail et Shuweihat dans l'Emirat d'Abou Dhabi, une des zones les plus sensibles écologiquement au monde. Cette étude fait partie d'un projet intégré qui inclut le traitement des données et la caractérisation de réservoir, attribués à CGG par la Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC).

Durant cette étude qui a couvert en deux temps une surface totale de 1 200 km² et a duré plus de 18 mois, les opérations sismiques ont été mises en œuvre selon les standards QHSE les plus élevés. La première partie concernait l'acquisition de plus de 600 km² de données pour le projet Hail situé dans les eaux peu profondes de la réserve naturelle de Merawah, un site marin à la biodiversité très riche et classé au patrimoine mondial de l'UNESCO. Cette première partie a été immédiatement suivie par l'acquisition de plus de 500 km² de données sur une zone terrestre et marine du champ Shuweihat qui, de par sa localisation sur le site de divers projets gouvernementaux de l'Emirat d'Abou Dhabi, a nécessité une planification et une coordination minutieuses.

Le traitement des données de haute qualité collectées durant cette étude et les activités de caractérisation de réservoir se déroulent conjointement dans le centre CGG d'Abou Dhabi. Une bonne connaissance du contexte géologique et l'intégration des données de puits dès le début de la séquence de traitement sismique ont permis d'obtenir des images fiables pour l'extraction de failles et l'identification de pièges stratigraphiques à différentes profondeurs.

La satisfaction d'ADNOC lors de la phase d'acquisition de l'étude Hail-Shuweihat a fortement contribué à l'attribution en faveur de CGG d'un contrat pour une étude en fond de mer de 1 500 km² en eaux peu profondes sur le champ Ghasha-Butini qui sera acquise avec le soutien de Seabed Geosolutions.

Jean-Georges Malcor, Directeur Général de CGG, a déclaré : « CGG est fier d'être un acteur majeur des nombreux projets sismiques actuellement en cours à Abou Dhabi pour le développement de champs d'ADNOC à moyen et long terme. Le choix de CGG pour ce projet intégré démontre la qualité de nos solutions d'acquisition fond de mer et en eaux peu profondes ainsi que notre capacité à délivrer avec succès des études complexes, associant notre expertise en acquisition et en études de réservoir. Nous nous réjouissons tout particulièrement qu'ADNOC souhaite s'appuyer sur notre expérience d'acquisition en zones écologiquement sensibles pour la protection de l'environnement naturel de l'Emirat. »

Paris, 1 septembre 2015

CGG Annonce un Changement d'Organisation

Le Groupe CGG s'est engagé dans un Plan de Transformation ambitieux pour s'adapter au nouvel environnement et aux nouvelles conditions de marché. Une gouvernance et une structure organisationnelle plus centralisées sont ainsi mises en place pour permettre au Groupe d'opérer de façon optimale dans le marché actuel et de préparer son futur.

A compter du 1er septembre, le (C-Com) Comité Corporate est réorganisé comme suit :

Présidé par le Directeur Général, Jean-Georges Malcor, il est composé du Directeur Général Délégué en charge des Finances et de la Stratégie, Stéphane-Paul Frydman, et des deux Directeurs Généraux Délégués en charge des Opérations, Pascal Rouiller et Sophie Zurquiyah ainsi que du Directeur Exécutif en charge des Ressources Humaines, David Dragone.

Ses membres se partagent la gestion globale du Groupe et la responsabilité des différentes Lignes de Produits, Fonctions et Départements du Groupe.

Paris, 27 août 2015

CGG livre la Solution de Gestion des Données Diskos en Norvège

CGG annonce ce jour que sa solution de gestion de données d'Exploration-Production pour les modules Sismique, Puits et Production de la base de données Diskos, le répertoire national de données pétrolières et gazières de la Norvège, est maintenant en production et accessible à tous les membres du groupe Diskos.

La mise en place de la solution de gestion de données AkonTM de CGG pour les répertoires nationaux de données offre de nouvelles fonctionnalités et de nouveaux outils pour une expérience de gestion des données plus facile, plus rapide et plus intuitive à ses utilisateurs. Elle permet notamment l'analyse de plus d'un pétaoctet de données de grande qualité de la base de données du plateau norvégien.

En comparaison avec l'ancien système, la solution de gestion de données Akon de CGG apporte à tous les membres du groupe Diskos, une réponse plus intégrée et plus économique pour le stockage sécurisé et la distribution d'un grand volume de données.

Suite à l'attribution du contrat de gestion de données Diskos en décembre 2013, l'équipe de Gestion de Données de CGG a mis en place sa solution Akon en Norvège en 2014 et a migré l'ensemble des données des trois différents modules depuis un modèle propriétaire vers un modèle de données PPDM publique, intégré et ouvert et logique. Le projet a été mené sous la direction et le contrôle des représentants du comité Diskos et du Norwegian Petroleum Directorate (NPD).

Une nouvelle équipe de Gestion de Données de CGG est maintenant en place en Norvège pour opérer la solution Akon pour Diskos et soutenir les activités de gestion de données d'Exploration-Production du groupe Diskos.

Jean-Georges Malcor, Directeur Général de CGG, a déclaré : « Les défis et les opportunités associés à la gestion des données continuent d'évoluer en parallèle des volumes de données eux-mêmes, et Akon est largement reconnu comme étant une solution répondant efficacement aux besoins de l'industrie. Nous avons à cœur de continuer à développer nos capacités en gestion de données par le futur afin de servir Diskos du mieux possible ainsi que la communauté mondiale du pétrole et du gaz. »

Les membres Diskos peuvent se rendre sur www.diskos.cgg.com pour commencer à utiliser Akon et se lancer dans une nouvelle expérience!

Paris, 3 juin 2015

CGG lance FALCON Plus, la nouvelle technologie de gradio-gravimétrie aéroportée

CGG annonce ce jour le lancement de FALCON Plus, la dernière technologie FALCON de gradio-gravimétrie aéroportée (GGA), qui réduit de moitié le bruit du meilleur GGA et offre des capacités d'exploration plus efficaces.

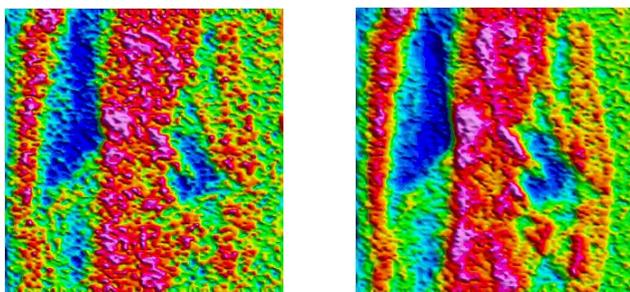
Pensé spécifiquement pour une utilisation sur des avions légers et conçu pour isoler l'instrument de mesure du bruit produit par l'avion, FALCON était déjà reconnu comme étant le système de gradio-gravimétrie aéroportée de l'industrie capable d'acquérir les données avec le plus bas niveau de bruit. Désormais, grâce à de multiples améliorations de l'équipement, du logiciel et de la technologie d'acquisition des données, le nouveau FALCON Plus permet de réduire de moitié le bruit du système FALCON.

Les études gradio-gravimétrie aéroportée peuvent être utilisées pour explorer de larges prospects pour seulement une fraction du coût des études sismiques 2D ou 3D. Cela permet un meilleur retour sur les investissements relatifs à la suite de l'exploration en priorisant les zones futures pour l'exploration sismique. Pour les professionnels de l'exploration qui se concentrent sur des cibles profondes avec des réponses géophysiques de faible intensité, le niveau de bruit de l'instrument GGA est de première importance pour augmenter l'exactitude des résultats.

FALCON Plus offre une résolution spatiale 20 fois meilleure (150 m contre 3 000 m) et une précision jusqu'à 10 fois plus élevée (0,1 mGal contre 1,0 mGal) que les systèmes de gravimétrie aéroportée conventionnels. Plus de 2 000 km² de données par semaine peuvent être enregistrées et évaluées en temps réel lors des études FALCON Plus.

Grâce à sa plus grande résolution, FALCON Plus peut être utilisé pour la cartographie très détaillée de la géologie de proche surface. Sa grande précision rend possible une cartographie précise de la topographie du socle rocheux du sous-sol jusqu'à des profondeurs de plus de 6 000 m. FALCON Plus peut également être déployé avec succès dans des zones d'accès difficile et de topographie escarpée, comme la Papouasie-Nouvelle-Guinée ou les Andes, qui posent de réels défis pour des mesures de gravimétrie terrestre.

Jean-Georges Malcor, Directeur Général de CGG, a déclaré : « Le nouveau FALCON Plus est bâti sur le succès de notre technologie GGA FALCON qui a acquis plus de 3 millions de kilomètres-lignes de données gradio-gravimétriques dans le monde entier depuis son lancement en 1999. CGG est impatient de démontrer les puissantes capacités d'exploration du nouveau FALCON Plus et d'aider nos clients à mieux comprendre leur cible géologique. »



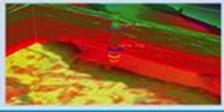
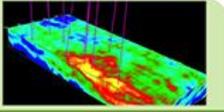
Réponse simulée du gradient vertical de gravité généré par la distribution des roches de proche-surface ainsi que par le socle rocheux du sous-sol en profondeur, dégradé avec les caractéristiques de bruit de FALCON (gauche) et du système récemment commercialisé FALCON Plus (droite). Alors que la réponse du socle rocheux du sous-sol se manifestant par les longueurs d'onde plus élevées est visible sur les deux grilles, seul le système FALCON Plus montre de façon cohérente les formations de géologie de proche-surface caractérisées par des faibles longueurs d'onde. Cela permet une délimitation plus précise des zones nécessitant des corrections sismiques statiques.

Paris, 1 juin 2015

CGG GeoSoftware dévoile de nouvelles technologies d'une portée majeure

CGG annonce ce jour le lancement de nouvelles versions majeures de tous les logiciels de caractérisation de réservoir de la ligne de produits GeoSoftware. Jason 9.0, Hampson-Russell HRS 10.0 et Insight Earth 3.0 ont été développées pour intégrer les dernières innovations technologiques et les processus itératifs de traitement et d'imagerie, pour être facilement utilisables par de nombreuses plateformes informatiques et favoriser ainsi une meilleure compréhension et caractérisation du sous-sol par les compagnies pétrolières et gazières.

Les utilisateurs de logiciels de géoscience doivent répondre à des défis d'exploration et de production de plus en plus complexes tout en intégrant progressivement davantage d'applications logicielles et de séquences. Les nouvelles fonctionnalités des logiciels de GeoSoftware offrent ainsi des technologies de pointe, intégrées et faciles à utiliser pour répondre efficacement à ces enjeux et apporter de nouvelles perspectives contribuant à réduire les risques associés à l'exploration et à la production.

		
Reduce structural uncertainty	Minimize drilling risks	Resolve reservoir uncertainty
Extract maximum value from your seismic data	Facilitate well planning	Integrate engineering and geosciences information for a clearer picture
Reveal more geology through inversion	Match drilling template designs to field development needs	Create a reliable field development plan
Get fast answers for critical decisions	Increase probability of successful wells	Optimize reservoir management strategies

GeoSoftware Technology

CGG GeoSoftware solutions avancées pour réduire le risque et d'incertitude.

Depuis le pendage, l'inversion anisotropique, l'inversion stochastique et la physique des roches à la pression interstitielles, la résonance magnétique nucléaire et l'étude des formations géologiques, les nouvelles technologies de GeoSoftware livrent rapidement des réponses pour les réservoirs conventionnels et non conventionnels. Leur intégration avec des plateformes logicielles développées par des tiers et avec les processus itératifs de GeoSoftware, permet ainsi aux utilisateurs de mieux caractériser les prospects et de bien comprendre les propriétés des réservoirs et leur évolution tout au long de la vie du champ.

Sophie Zurquiyah, Senior Exécutive Vice-Présidente de la Division Géologie, Géophysique & Réservoir (GGR) de CGG, a déclaré : « Nous poursuivons nos efforts pour répondre aux besoins de nos clients en leur proposant des technologies nouvelles, faciles d'utilisation et qui se déploient parfaitement dans leur processus de travail et sur leur plateforme logicielle. Le lancement coordonné de ces nouvelles versions de nos logiciels est une étape importante pour CGG GeoSoftware. HRS 10.0, Jason 9.0 et Insight Earth 3.0 vont permettre de considérablement améliorer la capacité de nos clients à caractériser précisément la subsurface et de tirer profit au maximum des environnements logiciels existants. Associées à l'expertise de GeoConsulting et à l'excellence de notre Imagerie de Subsurface, les nouvelles versions des logiciels de GeoSoftware permettent à CGG de se positionner en tant que fournisseur et prestataire de premier plan de solutions intégrées de géoscience destinées à réduire les risques et les coûts associés à l'exploration, au développement et à la production. »

Paris, 13 mai 2015

Communiqué de presse de CGG relatif au dépôt d'un projet d'offre publique d'échange simplifiée visant les obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes CGG à échéance 1er janvier 2019 (les « OCEANE 2019 ») initiée par la société

CGG

Société anonyme au capital social de 70.826.076 euros
Siège social : Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine, 75015 Paris
969 202 241 R.C.S. Paris

Présentée par

HSBC

Termes de l'Offre

5 obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes à échéance 1^{er} janvier 2020 (les « **OCEANE 2020** ») à émettre pour 2 OCEANE 2019 apportées.

Le présent communiqué établi par CGG relatif à la présente offre, dont le projet a fait l'objet d'un dépôt le 13 mai 2015 auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** »), est publié en application de l'article 231-16 du Règlement Général de l'AMF.

CETTE OFFRE ET LE PROJET DE NOTE D'INFORMATION RESTENT SOUMIS A L'EXAMEN DE L'AMF

Des exemplaires du projet de note d'information sont disponibles sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org) et sur celui de CGG (www.cgg.com) et peuvent être obtenus sans frais auprès de CGG, Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine, 75015 Paris et de HSBC, 109, avenue des Champs-Élysées, 75419 Paris Cedex 08.

Conformément aux dispositions de l'article 231-28 du Règlement Général de l'AMF, les informations relatives aux caractéristiques, notamment juridiques, financières et comptables de la Société seront mises à la disposition du public au plus tard la veille de l'ouverture de l'offre publique d'échange selon les mêmes modalités. Un communiqué sera diffusé pour informer le public des modalités de mise à disposition de ces informations.

1. PRÉSENTATION DE L'OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE SIMPLIFIÉE

En application du Titre III du Livre II et plus particulièrement des articles 233-1 et suivants du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** »), la société CGG, société anonyme au capital de 70 826 076 euros, dont le siège social est situé Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine, 75015 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 969 202 241, et dont les actions sont admises aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris sous le code ISIN FR0000120164 (« **CGG** » ou la « **Société** » et, avec ses filiales consolidées, le « **Groupe** »), s'est engagée irrévocablement auprès de l'AMF à procéder à une offre publique d'échange simplifiée aux termes de laquelle la Société offre aux porteurs d'OCEANE 2019 (telles que définies ci-après) d'échanger leurs OCEANE 2019 contre des OCEANE 2020 (telles que définies ci-après) émises à cet effet dans les conditions indiquées ci-après (l'« **Offre** »).

1.1 Motifs de l'Offre et intentions de la Société

1.1.1 Motifs de l'Offre

Dans le cadre de la gestion dynamique des caractéristiques de son endettement et de sa structure de bilan, CGG a décidé de lancer une offre publique d'échange aux termes de laquelle elle propose aux porteurs de ses obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes à maturité 2019 émises le 20 novembre 2012 (code ISIN FR0011357664) (les « **OCEANE 2019** ») d'échanger leurs titres contre de nouvelles OCEANE à maturité 2020 (les « **OCEANE 2020** ») qui seraient émises dans ce cadre.

L'Offre a pour but d'étendre la maturité moyenne de la dette du Groupe tout en maintenant son coût à un niveau optimal.

Par ailleurs, la probabilité de conversion sera fortement renforcée dans le cadre des OCEANE 2020, celles-ci disposant d'une parité de conversion plus favorable d'environ 12,86 euros contre 32,14 euros pour les OCEANE 2019 avec un coupon relevé en contrepartie de l'allongement d'un an de la maturité.

Le Conseil d'administration de la Société s'est prononcé en faveur de l'Offre dans sa réunion du 12 mai 2015. L'avis motivé du Conseil d'administration figure à la section 2.4 du présent communiqué.

1.1.2 Intentions de la Société pour les douze mois à venir

1.1.2.1 Stratégie et politique industrielle et commerciale

La Société entend poursuivre ses activités dans la continuité de sa stratégie actuelle tout en restant attentif aux opportunités et aux évolutions qu'appellerait le contexte économique global.

CGG est organisé autour de trois Divisions : Équipements ; Acquisition de données et Géologie, Géophysique & Réservoir (« **GGR** »).

- Pour la Division GGR, la stratégie de la Société vise notamment :
 - à continuer d'investir en recherche et développement et dans les talents pour maintenir l'avance de la Société en imagerie haut de gamme et dans les logiciels spécialisés dans les Géosciences ;

- à réduire ses investissements bruts dans les études multi-clients par rapport au pic observé en 2014, tout en continuant d'investir à travers le monde avec un niveau de préfinancement élevé ; et
- à développer à la fois par croissance interne et externe ses activités de conseils en géologie et en ingénierie de réservoir ;
- Pour la Division Équipements, la stratégie de la Société vise notamment :
 - à être en mesure de fournir une gamme intégrée et complète de matériels d'acquisition sismique à la pointe de la technologie grâce aux investissements en recherche et développement et à des acquisitions ciblées de technologies reconnues ;
- Pour la Division Acquisitions, la stratégie de la Société vise notamment :
 - Pour l'activité d'acquisition maritime :
 - o à dimensionner la taille de la flotte de navires 3D de la Société autant que nécessaire pour s'ajuster aux conditions de marché tout en restant un acteur mondial sur le segment de marché de la haute technologie ;
 - Pour l'activité d'acquisition terrestre :
 - o à maintenir et à renforcer la présence de la Société sur certaines zones géographiques qui sont des marchés de niche où CGG bénéficie d'un avantage concurrentiel ;
 - o à répondre à la demande croissante, particulièrement visible au Moyen-Orient, pour une acquisition sismique terrestre de haute résolution et des technologies de pointe ;
 - o continuer à introduire, en proche collaboration avec les clients, de nouvelles technologies permettant de réaliser des acquisitions à haute définition innovantes et efficaces, en capitalisant sur l'ensemble du portefeuille Géosciences du Groupe ;
 - Pour l'activité d'acquisition aéroportée :
 - o finaliser l'implémentation de son plan de restructuration, mettre en place la structure des coûts adéquate et ajustée aux conditions actuelles de marché ;
 - o continuer son programme de rationalisation de la flotte d'avions, avec pour objectif la réduction du nombre de types d'avions afin de maximiser l'efficacité opérationnelle et d'aligner les standards opérationnels au niveau mondial ;
 - o accroître le chiffre d'affaires réalisé dans le secteur pétrolier en s'appuyant sur les autres branches d'activité du Groupe, offrant ainsi un spectre complet de technologies gravimétriques et des services d'interprétation.

1.1.2.2 *Composition des organes sociaux et de la direction après l'Offre et conséquence en matière d'emploi*

La réalisation de l'Offre n'entraînera pas de changement au sein des organes sociaux et de la direction générale de CGG.

Aucune conséquence en matière d'emploi n'est à signaler.

1.1.2.3 *Statuts juridiques de la Société*

La Société n'envisage pas d'apporter de modifications à ses statuts à la suite de l'Offre.

1.1.2.4 *Intentions concernant le maintien de la cotation de la Société à l'issue de l'Offre*

La Société maintiendra la cotation de ses actions sur Euronext Paris à l'issue de l'Offre.

1.1.2.5 *Politiques de distribution de dividendes*

La réalisation de l'Offre n'affectera pas la politique de dividendes de la Société qui sera poursuivie de manière pragmatique.

1.1.2.6 *Synergies, gains économiques et perspectives d'une fusion*

S'agissant d'une offre publique d'échange par CGG portant sur ses propres OCEANE 2019, l'Offre ne s'inscrit pas dans un projet de rapprochement avec d'autres sociétés. En conséquence, elle n'entraîne la réalisation d'aucune synergie ou gain économique.

1.2 Caractéristiques de l'Offre

1.2.1 Titres visés par l'Offre

L'Offre vise la totalité des obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions ordinaires nouvelles ou existantes émises par CGG le 20 novembre 2012 (les « **OCEANE 2019** ») encore en circulation et admises aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris (« **Euronext Paris** ») sous le code ISIN FR0011357664. La description des OCEANE 2019 figure dans le prospectus ayant reçu de l'AMF le visa n°12-542 en date du 13 novembre 2012.

Les OCEANE 2019 non apportées à l'Offre resteront cessibles et admises aux négociations sur Euronext Paris.

1.2.2 Termes de l'Offre

L'Offre a pour objet d'échanger les OCEANE 2019 contre des titres similaires (hormis le taux d'intérêt annuel, la valeur nominale et la maturité), les OCEANE 2020, ayant un ratio d'attribution identique (1 action par OCEANE 2020 contre 1 action par OCEANE 2019).

La Société offre de manière irrévocable aux porteurs d'OCEANE 2019 d'échanger leurs OCEANE 2019, à raison de cinq (5) OCEANE 2020 contre deux (2) OCEANE 2019 remises (la « **Parité d'Échange** »).

De façon à assurer une liquidité suffisante aux futurs porteurs d'Océane 2020, la Société se réserve le droit de ne pas donner suite à l'Offre si les OCEANE 2019 apportées à l'Offre ne représentaient pas au moins 50% de la ligne correspondante¹, étant précisé qu'en toute hypothèse, la Société ne donnera pas suite à l'Offre si les OCEANE 2019 apportées représentaient moins de 40% de la ligne correspondante².

Les caractéristiques des OCEANE 2020 sont décrites à la section 1.3 « Caractéristiques des OCEANE 2020 remises en échange » du projet de note d'information.

1.2.3 Nombre de titres visés par l'Offre détenus par la Société

La Société ne détient aucune OCEANE 2019.

1.2.4 Nombre de titres susceptibles d'être apportés à l'Offre

Au 12 mai 2015, 11 200 995 OCEANE 2019, pouvant donner lieu à la création de 11 200 995 actions nouvelles de la Société en cas de conversion de l'intégralité des OCEANE 2019 en actions nouvelles (soit 5,7 % du capital sur une base totalement diluée compte tenu des instruments dilutifs existants au 31 mars 2015, y compris les OCEANE 2019), étaient encore en circulation.

1.2.5 Modalités de l'Offre

En application des dispositions des articles 231-13 et suivants du Règlement Général de l'AMF, HSBC, en qualité d'établissement présentateur agissant pour le compte de la Société, a déposé le 13 mai 2015 le projet de note d'information relatif à l'Offre auprès de l'AMF. Conformément à l'article 231-13 du Règlement Général de l'AMF, HSBC garantit la teneur et le caractère irrévocable des engagements pris par la Société selon les termes et dans les conditions prévus dans le projet de note d'information.

Cette Offre et le projet de note d'information restent soumis à l'examen de l'AMF.

Un avis de dépôt sera publié par l'AMF sur son site Internet et sera reproduit par Euronext Paris dans un avis référencé. Conformément à l'article 231-16 du Règlement Général de l'AMF, un communiqué de presse comportant les principaux éléments du projet de note d'information et précisant les modalités de mise à disposition de celui-ci sera publié par la Société dans un journal financier de diffusion nationale en date du 13 mai 2015.

L'AMF publiera sur son site Internet, après s'être assurée de la conformité de l'Offre aux dispositions légales et réglementaires, une déclaration de conformité du projet d'Offre qui emportera visa de la note d'information. La note d'information ayant ainsi reçu le visa de l'AMF et les informations relatives aux caractéristiques notamment juridiques, financières et comptables de la Société seront, conformément à l'article 231-28 du Règlement Général de l'AMF, tenues gratuitement à la disposition du public auprès de la Société et de HSBC, au plus tard à la veille du jour de l'ouverture de l'Offre. Ces documents seront également disponibles sur le site Internet de l'AMF.

Un communiqué précisant les modalités de mise à disposition de ces documents sera diffusé au plus tard la veille de l'ouverture de l'Offre.

Préalablement à l'ouverture de l'Offre, l'AMF publiera un avis d'ouverture et de calendrier de l'Offre et Euronext Paris publiera un avis annonçant les modalités et le calendrier de l'opération.

1.2.6 Condition suspensive à l'Offre

Conformément aux dispositions de l'article 231-12 du Règlement Général de l'AMF, le Conseil d'administration de la Société a décidé, dans sa séance du 22 avril 2015, de proposer à l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée pour le 29 mai 2015 un projet de résolution ayant pour objet de conférer au Conseil d'administration une délégation de compétence aux fins de procéder à l'émission des OCEANE 2020 à remettre en échange des OCEANE 2019 qui seraient apportées à l'Offre. A cet effet, un avis de convocation a été publié par la Société le 6 mai 2015 au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires (BALO) et a également fait l'objet d'un avis financier publié dans un journal financier de diffusion nationale en date du 6 mai 2015³.

IFP Energies Nouvelles, qui détient à la date du projet de note d'information 6 346 610 actions, soit 3,58 % du capital de CGG, s'est engagée irrévocablement envers la Société, par courrier en date du 12 mai 2015, à voter en faveur du projet de résolution relatif à l'émission des OCEANE 2020 qui sera soumis au vote des actionnaires lors de ladite assemblée.

Le nombre exact d'OCEANE 2020 à émettre dépendra du nombre d'OCEANE 2019 apportées à l'Offre et sera arrêté par le Directeur Général agissant sur délégation du Conseil d'administration, postérieurement à la publication par l'AMF de l'avis de résultat de l'Offre.

¹ Correspondant à 3,2 % du capital sur la base du capital social actuel.

² Correspondant à 2,5 % du capital sur la base du capital social actuel.

³ Cet avis a fait l'objet d'un avis rectificatif publié le 13 mai 2015 au BALO.

L'adoption de la résolution susvisée par l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société constitue une condition suspensive à l'Offre. Si la résolution nécessaire à l'émission des OCEANE 2020 n'était pas adoptée par l'Assemblée générale, l'Offre serait caduque.

1.2.7 Principaux facteurs de risques liés à l'Offre

Comme pour les OCEANE 2019, les principaux facteurs de risques liés à l'émission des OCEANE 2020 sont les suivants :

- Les OCEANE 2020 sont des titres financiers complexes comprenant une composante obligataire et une composante optionnelle liée aux actions de la Société et ne sont pas nécessairement appropriées pour tous les investisseurs.
- Les modalités des OCEANE 2020 pourraient être modifiées.
- Il n'est pas certain qu'un marché se développe pour les OCEANE 2020. Si un tel marché se développait, il ne peut être exclu que le prix de marché des OCEANE 2020 soit soumis à une forte volatilité.
- Le prix de marché des OCEANE 2020 dépendra de nombreux paramètres (cours de l'action de la Société, volatilité, taux d'intérêt, risque de crédit, niveau de dividende, etc.).
- Les porteurs d'OCEANE 2020 bénéficient d'une protection anti-dilutive limitée.
- La clause de maintien à leur rang des OCEANE 2020 laisse, en certaines circonstances, la Société libre de disposer de la propriété de ses biens ou de conférer toutes sûretés sur lesdits biens.
- La Société ne sera pas tenue de majorer ses paiements au titre des OCEANE 2020 afin de compenser une retenue à la source qui serait instaurée.
- Les OCEANE 2020 font l'objet de restrictions financières limitées.
- Une baisse de la notation de la Société pourrait affecter le cours des OCEANE 2020 et/ou leur négociabilité. En outre, elle pourrait entraîner des coûts supplémentaires pour des besoins de financement ultérieurs.
- La Société pourrait ne pas être en mesure de payer les intérêts ou de rembourser les OCEANE 2020 à leur échéance.
- Il peut exister un risque de change pour certains porteurs d'OCEANE 2020.
- Les stipulations applicables aux OCEANE 2020 pourraient être écartées en cas d'application à la Société du droit français des entreprises en difficulté.

En outre, postérieurement à l'Offre, la liquidité des OCEANE 2019 restant en circulation pourrait être considérablement limitée.

Enfin, il pourrait ne pas être donné suite à l'Offre si le taux d'apport des OCEANE 2019 était insuffisant.

1.2.8 Procédure d'apport à l'Offre

Les porteurs d'OCEANE 2019 dont les titres sont inscrits en compte auprès d'un intermédiaire financier (établissements de crédit, entreprises d'investissement, etc.) et qui souhaiteraient apporter leurs titres à l'Offre dans les conditions proposées devront remettre à l'intermédiaire financier dépositaire de leurs titres un ordre d'apport à l'offre en utilisant le modèle mis à leur disposition par cet intermédiaire, au plus tard à la date de clôture de l'Offre. Cet intermédiaire financier transférera lesdits titres au compte d'Euronext Paris selon les modalités fixées dans l'avis d'ouverture publié par Euronext Paris.

Les porteurs d'OCEANE 2019 dont les titres sont inscrits en compte sous la forme « nominatif pur » dans les registres de la Société et qui souhaiteraient présenter leurs titres à l'Offre devront remettre à BNP Paribas Securities Services, agent financier de la Société, un ordre d'apport à l'offre, conforme au modèle qui leur sera envoyé par BNP Paribas Securities Services.

Les porteurs d'OCEANE 2019 détenues sous la forme « nominatif pur » devront demander leur inscription sous la forme « nominatif administré » pour apporter leurs OCEANE 2019 à l'Offre à moins qu'ils n'en aient demandé au préalable la conversion au porteur.

Les OCEANE 2019 apportées à l'Offre devront être libres de tout gage, nantissement ou restriction de quelque nature que ce soit au libre transfert de leur propriété. La Société se réserve le droit d'écarter les titres apportés à l'Offre qui ne répondraient pas à cette condition.

L'échange des OCEANE 2019 apportées à l'Offre n'est soumis à aucun impôt de bourse et n'entraînera, en principe, aucun frais de courtage pour leurs propriétaires. Aucune commission de guichet ne sera allouée aux intermédiaires financiers. Il ne sera alloué aucune rémunération aux intermédiaires financiers dans le cas où l'Offre serait déclarée sans suite pour quelque raison que ce soit.

Conformément aux dispositions de l'article 232-2 du Règlement Général de l'AMF, les ordres de présentation des titres à l'Offre pourront être révoqués à tout moment jusque et y compris le jour de clôture de l'Offre. Après cette date, les ordres deviendront irrévocables.

1.2.9 Centralisation des ordres

Chaque intermédiaire financier et l'établissement teneur des comptes nominatifs des OCEANE 2019 devront, à la date indiquée dans l'avis d'Euronext Paris, transférer à Euronext Paris les OCEANE 2019 pour lesquelles ils ont reçu un ordre d'apport à l'Offre. Après réception par Euronext Paris de tous les ordres de présentation à l'Offre dans les conditions décrites ci-dessus, Euronext Paris centralisera l'ensemble de ces ordres et déterminera le résultat de l'Offre.

1.2.10 Publication des résultats de l'Offre et règlement-livraison

L'AMF fera connaître le résultat définitif de l'Offre au plus tard 6 jours de bourse après la clôture de l'Offre et Euronext Paris indiquera dans un avis la date de règlement-livraison de l'Offre.

Le règlement-livraison interviendra après réalisation des opérations de centralisation par Euronext Paris et l'émission des titres remis en échange des OCEANE 2019 apportées à l'Offre.

Sur la base du calendrier indicatif présenté ci-dessous, il est envisagé que le règlement-livraison de l'Offre et l'admission des OCEANE 2020 interviennent le 1^{er} juillet 2015.

Les porteurs d'OCEANE 2019 qui apporteront leurs OCEANE 2019 à l'Offre recevront paiement de l'intégralité du coupon payable au titre de la période courant du 1^{er} janvier 2015 au 1^{er} juillet 2015.

1.2.11 Calendrier indicatif de l'Offre

Préalablement à l'ouverture de l'Offre, l'AMF publiera un avis d'ouverture et de calendrier, et Euronext Paris publiera un avis annonçant les modalités et le calendrier de l'Offre. Le calendrier indicatif est présenté ci-après :

6 mai 2015	Diffusion d'un communiqué de presse annonçant le principe de l'Offre
6 mai 2015	Publication au BALO de l'avis de convocation de l'assemblée générale incluant le projet de résolution relatif à l'émission des OCEANE 2020 ainsi que d'un avis financier dans un journal financier de diffusion nationale
13 mai 2015	Dépôt auprès de l'AMF du projet de note d'information relative à l'Offre Mise à disposition du projet de note d'information sur le site Internet de l'AMF Diffusion du communiqué de presse précisant les principales caractéristiques de l'Offre et informant de la mise à disposition du projet de note d'information
28 mai 2015	Déclaration de conformité de l'Offre par l'AMF emportant visa de la note d'information et dépôt du document « Autres Informations » relatif aux caractéristiques juridiques, comptables et financières de la Société
29 mai 2015	Mise à disposition du public et mise en ligne sur le site Internet de l'AMF de la note d'information et du document « Autres Informations » relatif aux caractéristiques juridiques, comptables et financières de la Société Diffusion des communiqués informant de la mise à disposition de la note d'information ainsi que du document « Autres Informations » relatif aux caractéristiques juridiques, comptables et financières de la Société Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de CGG approuvant la résolution relative à l'émission des OCEANE 2020
1 juin 2015	Ouverture de l'Offre
19 juin 2015	Clôture de l'Offre
29 juin 2015	Publication par l'AMF de l'avis de résultat de l'Offre
1 ^{er} juillet 2015	Règlement-livraison de l'Offre et première cotation des OCEANE 2020 émises dans le cadre de l'Offre

1.2.12 Intentions des porteurs d'OCEANE 2019

La Société n'a pas connaissance de l'intention des porteurs d'OCEANE 2019.

1.2.13 Restrictions concernant l'Offre à l'étranger

L'Offre n'a fait l'objet d'aucune demande d'enregistrement ou demande de visa auprès d'une autorité de contrôle des marchés financiers autre que l'AMF. Par conséquent, les porteurs d'OCEANE 2019 situés hors de France ne pourront valablement apporter leurs titres à l'Offre que dans la mesure où le droit étranger auquel ils sont soumis le leur permet. En effet, la diffusion du projet de note d'information, l'Offre, l'acceptation de l'Offre, ainsi que la livraison des titres peuvent faire l'objet d'une réglementation spécifique ou de restrictions dans certains pays.

En conséquence, l'Offre ne s'adresse pas aux personnes soumises à de telles restrictions, ni directement, ni indirectement, et n'est pas susceptible de faire l'objet d'une quelconque acceptation à partir d'un pays où l'Offre fait l'objet de restrictions. Il revient aux porteurs d'OCEANE 2019 situés hors de France de se renseigner sur les restrictions qui leur sont éventuellement applicables et de s'y conformer. Le projet de note d'information et tout autre document relatif à l'Offre ne constituent ni une offre de vente, ni une sollicitation d'une offre d'achat de valeurs mobilières dans toute juridiction dans laquelle une telle offre ou sollicitation est illégale. Les personnes venant à entrer en possession du projet de note d'information doivent se tenir informées des restrictions légales applicables et les respecter. Le non-respect de ces restrictions est susceptible de constituer une violation des lois et règlements applicables en matière boursière dans l'un de ces pays. La Société décline toute responsabilité en cas de violation par toute personne située hors de France des règles étrangères qui lui sont éventuellement applicables.

États-Unis d'Amérique

Concernant les États-Unis, il est précisé que l'Offre n'est pas faite, directement ou indirectement, aux États-Unis, à des personnes résidentes des États-Unis, par les moyens des services postaux ou par tout moyen de communications ou instrument de commerce (y compris, sans limitation, les transmissions par télécopie, télex, téléphone et courrier électronique) des États-Unis ou par l'intermédiaire des services d'une bourse de valeurs des États-Unis. En conséquence, aucun exemplaire et aucune copie du projet de note d'information, et aucun autre document relatif au projet de note d'information ou à l'Offre ne pourra être envoyé par courrier, ni communiqué, ni diffusé aux États-Unis de quelque manière que ce soit.

Aucun porteur d'OCEANE 2019 ne pourra apporter ses titres à l'Offre s'il n'est pas en mesure de déclarer (i) qu'il n'a pas reçu aux États-Unis de copie du projet de note d'information ou de tout autre document relatif à l'Offre, et qu'il n'a pas envoyé de tels documents aux États-Unis, (ii) qu'il n'a pas utilisé, directement ou indirectement, les services postaux, les moyens de télécommunications ou autres instruments de commerce ou les services d'une bourse de valeur des États-Unis en relation avec l'Offre, (iii) qu'il n'était pas sur le territoire des États-Unis lorsqu'il a accepté les termes de l'Offre ou transmis son ordre d'apport à offre de ses titres et (iv) qu'il n'est ni agent, ni mandataire d'une personne résidant aux États-Unis. Les intermédiaires habilités ne pourront pas accepter des ordres d'apport de titres qui n'auront pas été effectués en conformité avec les dispositions ci-dessus.

Le projet de note d'information ne constitue ni une offre de vente ni une sollicitation d'un ordre d'achat de valeurs mobilières aux États-Unis et n'a pas été soumise à la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Ni les OCEANE 2020 qui seront remis en échange des OCEANE 2019 apportées, ni les actions nouvelles émises sur conversion des OCEANE 2020, n'ont été et ne seront enregistrés au titre du *Securities Act of 1933* tel que modifié des États-Unis (le « *Securities Act* ») et sont offerts uniquement en dehors des États-Unis aux ressortissants non-américains dans le cadre exclusif d'opérations hors des États-Unis (« *offshore transactions* ») conformément à la Réglementation S du *Securities Act*. En conséquence, les OCEANE 2020 ne pourront pas être offerts à la vente ou vendus aux États-Unis, ou pour le compte ou au bénéfice de ressortissants américains (« *US persons* » tel que défini par la Réglementation S du *Securities Act*), à moins qu'il existe une exemption d'enregistrement en vertu du *Securities Act*.

Pour les besoins des trois paragraphes qui précèdent, on entend par États-Unis, les États-Unis d'Amérique, leurs territoires et possessions, ou l'un quelconque de ces États, et 1e District de Columbia.

Espace Économique Européen

S'agissant des États membres de l'Espace Économique Européen autres que la France (les « **États membres** ») ayant transposé la Directive Prospectus, aucune action n'a été entreprise et ne sera entreprise à l'effet de permettre une offre au public d'OCEANE 2020 rendant nécessaire la publication d'un prospectus dans l'un ou l'autre des États membres. Par conséquent, les OCEANE 2020 peuvent être offertes dans les États membres uniquement:

- (a) à des investisseurs qualifiés, tels que définis dans la Directive Prospectus ;
- (b) à moins de 150 personnes physiques ou morales (autres que des investisseurs qualifiés tels que définis dans la Directive Prospectus Modificative) par Etat membre ; ou
- (c) dans des circonstances entrant dans le champ d'application de l'article 3(2) de la Directive Prospectus.

Pour les besoins du présent paragraphe, (i) l'expression « **offre au public d'OCEANE 2020** » dans un État membre donné signifie toute communication adressée à des personnes, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, et présentant une information suffisante sur les conditions de l'offre et sur les OCEANE 2020 objet de l'offre, pour permettre à un investisseur de décider d'acheter ou de souscrire ces OCEANE 2020, telle que cette notion a été, le cas échéant, modifiée dans l'État membre considéré, (ii) l'expression « **Directive Prospectus** » signifie la Directive 2003/71/CE du 4 novembre 2003, telle que transposée dans l'État membre (telle que modifiée, y compris par la Directive Prospectus Modificative dès lors que celle-ci aura été transposée par l'État membre considéré) et (iii) l'expression « **Directive Prospectus Modificative** » signifie la Directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010.

Ces restrictions de vente concernant les États membres s'ajoutent à toute autre restriction de vente applicable dans les États membres ayant transposé la Directive Prospectus.

1.3 Principales caractéristiques des OCEANE 2020 remises en échange

Nombre maximum d'OCEANE 2020 pouvant être émises (dans l'hypothèse où le nombre maximum d'OCEANE 2019 était apportée à l'Offre)	28 002 485 OCEANE 2020 pouvant donner lieu à la création d'un nombre maximum de 28 002 485 actions nouvelles de la Société (soit 13.1 % du capital sur une base totalement diluée compte tenu des instruments dilutifs existants au 31 mars 2015 et de l'OCEANE 2020).
Nature, catégorie et numéro d'identification des OCEANE 2020	Obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions ordinaires nouvelles ou existantes de la Société. Code ISIN FR0012739548.
Devise d'émission	Euro.
Valeur nominale des OCEANE 2020	12,86 euros.
Droits attachés aux OCEANE 2020	<p>Les OCEANE 2020 sont des titres financiers portant intérêt et donnant droit à l'attribution d'actions nouvelles ou existantes dans les conditions résumées ci-après.</p> <p>Rang des OCEANE 2020</p> <p>Les OCEANE 2020 et leurs intérêts constituent des engagements chirographaires, directs, généraux, inconditionnels, non subordonnés et non assorties de sûretés de la Société, venant au même rang entre eux et au même rang que toutes les dettes et garanties chirographaires (sous réserve de celles bénéficiant d'une préférence prévue par la loi), présentes ou futures de la Société.</p> <p>Maintien des OCEANE 2020 à leur rang</p> <p>Exclusivement en cas de sûretés consenties par la Société ou ses Filiales Importantes au bénéfice des porteurs d'autres obligations ou autres titres financiers négociables représentatifs de titres de créance émis ou garantis par la Société ou ses Filiales Importantes.</p> <p>Taux nominal - Intérêt</p> <p>Taux nominal annuel de 1,75 %, payable semestriellement à terme échu les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année (chacune, une « Date de Paiement d'Intérêts »), soit environ 0,11 euro par OCEANE 2020 et par semestre. Il est précisé que si la Date de Paiement d'Intérêts n'est pas un jour ouvré, le coupon sera payé le premier jour ouvré suivant.</p> <p>Les porteurs d'OCEANE 2019 qui apporteront leurs OCEANE 2019 à l'Offre recevront paiement de l'intégralité du coupon au titre de la période courant du 1er janvier 2015 au 1er juillet 2015.</p> <p>Date d'entrée en jouissance</p> <p>Date d'émission, de jouissance et de règlement des OCEANE 2020 prévue le 1^{er} juillet 2015 (la « Date d'Emission »).</p> <p>Durée de l'emprunt</p> <p>4 ans et 184 jours.</p>

	<p>Date d'échéance</p> <p>Le 1^{er} janvier 2020.</p> <p>Amortissement normal des OCEANE 2020</p> <p>En totalité le 1^{er} janvier 2020 (ou le jour ouvré suivant si cette date n'est pas un jour ouvré) par remboursement au pair.</p> <p>Amortissement anticipé des OCEANE 2020 au gré de la Société</p> <ul style="list-style-type: none"> à tout moment, pour tout ou partie des OCEANE 2020, sans limitation de prix ni de quantité, par rachats en bourse ou hors bourse ou par offres de rachat ou d'échange ; à tout moment, à compter du 15 janvier 2017 jusqu'à l'échéance des OCEANE 2020, pour la totalité des OCEANE 2020 en circulation sous réserve d'un préavis d'au moins 30 jours calendaires, par remboursement au pair majoré des intérêts courus, si la moyenne arithmétique, calculée sur dix jours de bourse consécutifs parmi les vingt qui précèdent la parution de l'avis de remboursement anticipé, des produits des premiers cours cotés de l'action de la Société constatés sur Euronext Paris et du Ratio d'Attribution d'Actions en vigueur à chaque date, excède 130% de la valeur nominale des OCEANE 2020 ; à tout moment, pour la totalité des OCEANE 2020 en circulation sous réserve d'un préavis d'au moins 30 jours calendaires, par remboursement, au pair majoré des intérêts courus, si leur nombre restant en circulation est inférieur à 10 % du nombre d'OCEANE 2020 émises. <p>Exigibilité anticipée des OCEANE 2020</p> <p>Possible, au pair majoré des intérêts courus, notamment en cas de défaut de la Société.</p> <p>Remboursement anticipé au gré des porteurs en cas de changement de contrôle</p> <p>Possible, au pair majoré des intérêts courus.</p> <p>Droit à l'attribution d'actions (Conversion/Échange des OCEANE 2020 en actions)</p> <p>À tout moment à compter de la Date d'Émission et jusqu'au septième jour ouvré inclus qui précède la date de remboursement normal ou anticipé, les porteurs d'OCEANE 2020 pourront demander l'attribution d'actions de la Société à raison d'une action pour une OCEANE, sous réserve d'ajustements (le « Droit à l'Attribution d'Actions »).</p> <p>La Société pourra à son gré remettre des actions nouvelles à émettre ou des actions existantes ou une combinaison des deux.</p> <p>Taux de rendement actuariel annuel brut</p> <p>1,75% (en l'absence de conversion et/ou d'échange en actions et en l'absence d'amortissement anticipé).</p> <p>Droit applicable</p> <p>Droit français.</p>
<p>Demande d'admission à la négociation</p>	<p>Les OCEANE 2020 feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur Euronext Paris ainsi qu'aux opérations d'Euroclear France, d'Euroclear Bank S.A./N.V. et de Clearstream Banking, société anonyme (Luxembourg). Leur cotation est prévue le 1^{er} juillet 2015, sous le code ISIN FR0012739548.</p>
<p>Informations concernant les actions sous-jacentes</p>	<p>Droits attachés aux actions sous-jacentes et modalités d'exercice de ces droits</p> <p>Les actions nouvelles émises sur conversion des OCEANE 2020 porteront jouissance à compter du premier jour de l'exercice social dans lequel se situe la date d'exercice du droit à l'attribution d'actions. Elles feront l'objet de demandes périodiques d'admission aux négociations sur Euronext Paris, le cas échéant, sur une deuxième ligne de cotation jusqu'à leur assimilation aux actions existantes.</p> <p>Les actions existantes porteront jouissance courante. Elles seront immédiatement négociables en bourse.</p> <p>A la date du projet de note d'information, les actions de la Société sont admises aux négociations sur Euronext Paris (ISIN FR0000120164) ainsi que sur le New York Stock Exchange (sous forme d'<i>American Depositary Share</i>).</p> <p>En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société, les principaux droits attachés aux actions sont les suivants :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • droit à dividendes ; • droit de vote ; • droit préférentiel de souscription ; • droit de participation à tout excédent en cas de liquidation. <p>Un droit de vote double est conféré aux actions inscrites au nominatif détenues depuis au moins deux ans par un même actionnaire.</p> <p>Restrictions à la libre négociabilité</p> <p>Sans objet.</p>
Notation de l'emprunt	Néant.

1.4 Éléments d'appréciation de la parité d'échange

La synthèse sur la prime /décote implicite de l'Offre figure ci-après.

Les termes de l'Offre font ressortir une prime / décote sur le cours de bourse de l'OCEANE 2019 observé au 5 mai 2015 (c'est-à-dire au dernier cours de clôture avant l'annonce de l'Offre) comprise entre -2,3% et +4,0% (sur la base d'hypothèses de marge de crédit implicite de 600pbs à 800pbs pour calculer la valeur théorique de l'OCEANE 2020).

Sur la base du cours de l'action CGG à la clôture du 12 mai 2015, d'une volatilité implicite de 40%, d'une valeur théorique de l'OCEANE 2019 avec une marge de crédit implicite de 550pbs, et en faisant varier l'écart de marge de crédit entre l'OCEANE 2019 et l'OCEANE 2020 entre 0pbs et 150pbs, la prime s'établit entre +0,4% et +5,3%.

En faisant varier le cours actuel de l'action CGG entre -50% et +50% par rapport au cours de clôture du 12 mai 2015, la prime / décote s'établit entre -5,2% et +14,7% sur la base d'une volatilité de 40%, de la valeur théorique de l'OCEANE 2019 avec une marge de crédit de 600 pbs et de la valeur théorique de l'OCEANE 2020 avec une marge de crédit de 700 pbs.

2. INCIDENCE DE L'OFFRE POUR LES ACTIONNAIRES ACTUELS DE CGG

2.1 Incidence de l'Offre sur la répartition du capital et des droits de vote de la Société

Le tableau ci-après présente, sur la base de la répartition du capital social et des droits de vote de la Société au 6 mai 2015, l'incidence de l'Offre sur la répartition du capital et des droits de vote dans l'hypothèse où un nombre maximum d'OCEANE 2019 était apporté à l'Offre et où la totalité des OCEANE 2020 remises en échange était convertie en actions nouvelles:

	Répartition de l'actionariat au 6 mai 2015		Avant l'Offre et après conversion de la totalité des OCEANE 2019 en actions nouvelles (1)		Après l'Offre et après conversion de la totalité des OCEANE 2020 en actions nouvelles (1) et (2)	
	En % du capital	En % des droits de vote	En % du capital	En % des droits de vote	En % du capital	En % des droits de vote
Bpifrance	7,04%	12,68%	6,62%	11,99%	6,07%	11,10%
IFP Énergies Nouvelles	3,58%	6,46%	3,37%	6,11%	3,09%	5,65%
Autres actionnaires	89,38%	80,86%	90,01%	81,89%	90,83%	83,25%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

(1) Hors effet de l'exercice des autres instruments dilutifs actuellement en circulation.

(2) Dans l'hypothèse où un nombre maximum d'OCEANE 2019 est apporté à l'Offre.

2.2 Incidence de l'Offre sur le pourcentage de capital détenu par les actionnaires

Dans l'hypothèse où (i) un nombre maximum d'OCEANE 2019 était apporté à l'Offre et (ii) la totalité des OCEANE 2020 remises en échange était convertie en actions nouvelles, l'incidence de l'Offre sur la participation dans le capital d'un actionnaire détenant 1% du capital de la Société au 6 mai 2015, par rapport à la dilution maximale qu'il pourrait subir en cas de conversion de la totalité des OCEANE 2019 en actions nouvelles (hors effet de l'exercice des autres instruments dilutifs actuellement en circulation) serait la suivante :

	Participation de l'actionnaire
Avant l'Offre et avant conversion de la totalité des OCEANE 2019 en actions nouvelles	1,00 %
Avant l'Offre et après conversion de la totalité des OCEANE 2019 en actions nouvelles (1)	0,94%
Après l'Offre et après conversion de la totalité des OCEANE 2020 en actions nouvelles (1) et (2)	0,86%

(1) Hors effet de l'exercice des autres instruments dilutifs actuellement en circulation.

(2) Dans l'hypothèse où un nombre maximum d'OCEANE 2019 est apporté à l'Offre..

2.3 Incidence de l'Offre sur la quote-part des capitaux propres

Dans l'hypothèse où (i) un nombre maximum d'OCEANE 2019 était apporté à l'Offre et (ii) la totalité des OCEANE 2020 remises en échange était convertie en actions nouvelles, l'incidence de l'Offre sur la quote-part des capitaux propres dans le capital d'un actionnaire détenant une action de la Société, sur la base des capitaux propres consolidés, part du groupe, au 31 mars 2015, par rapport à l'incidence sur la quote-part des capitaux propres en cas de conversion de la totalité des OCEANE 2019 en actions nouvelles (hors effet de l'exercice des autres instruments dilutifs actuellement en circulation) serait la suivante :

	Quote - part des capitaux propres d'une action
Avant l'Offre et avant conversion de la totalité des OCEANE 2019 en actions nouvelles	15,23\$
Avant l'Offre et après conversion de la totalité des OCEANE 2019 en actions nouvelles (1)	14,32\$
Après l'Offre et après conversion de la totalité des OCEANE 2020 en actions nouvelles (1) et (2)	13,15\$

(1) Hors effet de l'exercice des autres instruments dilutifs actuellement en circulation.

(2) Dans l'hypothèse où un nombre maximum d'OCEANE 2019 est apporté à l'Offre.

2.4 Avis motivé du Conseil d'administration de CGG

Le Conseil d'administration de la Société a rendu, en date du 12 mai 2015, l'avis motivé suivant sur l'Offre :

« Le Conseil d'administration de la Société a pris connaissance du projet d'offre publique d'échange simplifiée visant les OCEANE 2019 émises par la Société et d'émission, en contrepartie des titres apportés à cette offre, des OCEANE 2020.

A la lumière des éléments qui précèdent, le Conseil d'administration, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés, émet un avis favorable sur le projet d'offre publique d'échange simplifiée et considère que ses conditions sont conformes tant aux intérêts propres de la Société qu'à ceux de ses salariés et actionnaires. En conséquence, le Conseil décide, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés, de recommander aux porteurs d'OCEANE 2019 d'apporter leurs titres à l'offre publique d'échange simplifiée initiée par la Société. »

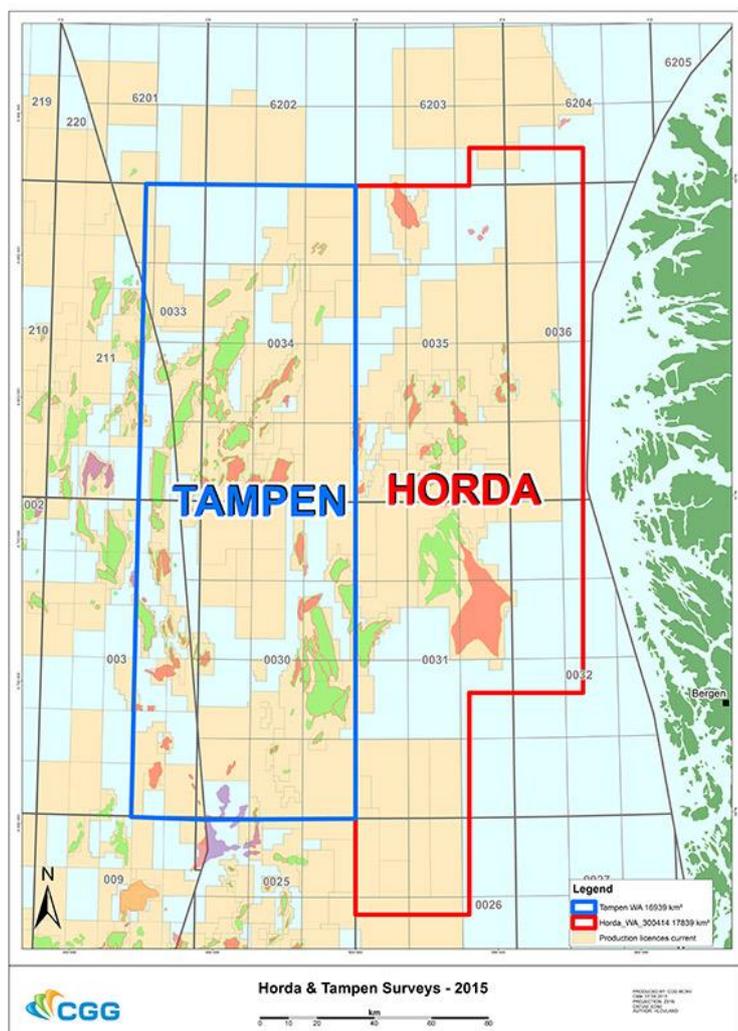
Paris, 13 mai 2015

CGG commence une nouvelle étude multi-clients BroadSeis en Norvège

L'étude Tampen vient en extension du programme Horda, qui couvre désormais plus de 35 000 km²

CGG annonce ce jour un prolongement de la partie ouest du programme Horda 3D BroadSeisTM/ BroadSourceTM dont l'acquisition a commencé en 2014 dans le secteur septentrional norvégien de la Mer du Nord. Tampen, la nouvelle étude multi-clients située dans le nord du Viking Graben au large de la Norvège et du Royaume-Uni et prévue de se terminer en 2016, ajoutera 17 000 km² de données supplémentaires aux 18 000 km² de données de l'étude initiale Horda qui se terminera cette année. Le programme complet Horda offrira ainsi une couverture continue et uniforme de 35 000 km² d'images sismiques à très large bande de fréquences, dans une des régions du monde les plus prolifiques en pétrole.

Tampen couvrira une zone mature à fort potentiel qui inclue des champs tels que Statfjord, Gullfaks, Snorre et Osberg en Norvège ainsi que plusieurs autres champs majeurs au Royaume-Uni.



Plan de position du prolongement Tampen du programme multi-clients Horda 3D BroadSeis/ BroadSource de CGG.

A l'issue du programme complet Horda, les compagnies pétrolières disposeront d'un ensemble unique d'études de Géoscience pour les activités d'exploration et de développement du secteur septentrional norvégien de la Mer du Nord, à savoir : un contexte géologique et une analyse de potentiel, des données sur les champs potentiels, des images satellite de suintements d'hydrocarbures, une base de données de puits haut de gamme, des données de biostratigraphie, de sédimentologie et de géochimie, ainsi que des produits de caractérisation sismique de réservoir appuyés par des données sismiques de réservoir de qualité.

Le traitement préliminaire (fast-track) et final des données du programme complet Horda est réalisé en Norvège grâce aux toutes dernières technologies CGG d'imagerie de données sismiques à très large bande de fréquences. Les premières images 3D obtenues après un traitement préliminaire d'une section de 8 500 km² de l'étude Horda ont d'ores et déjà été livrées dès l'automne 2014, soit dix semaines seulement après la finalisation de la phase d'acquisition. Les données fast-track pour les 18 000 km² de l'étude Horda et pour la section de cette saison de l'étude Tampen seront disponibles au quatrième trimestre de l'année 2015.

Jean-Georges Malcor, Directeur Général de CGG, a déclaré : « Notre première étude Horda a reçu un tel accueil de la part des principaux acteurs industriels de la zone septentrionale de la Mer du Nord que nous avons décidé d'étendre le modèle à la zone de Tampen. Nous sommes convaincus que l'ensemble de ce programme représente le futur des études sismiques multi-clients en Norvège et offre aux clients un ensemble de données extensif, détaillé, intégré et rentable dans une région pétrolière offshore à très fort potentiel. Les études Horda et Tampen leur

permettront à partir des découvertes existantes et des nouveaux prospects de bien calibrer et comparer la réponse sismique et ainsi de réduire le risque de forage de structures adjacentes à d'anciennes découvertes et favoriser le développement de nouveaux modèles géologiques dans cette région. »

Paris, 22 avril 2015

CGG Acquiert Taurus Reservoir Solutions

CGG annonce ce jour l'acquisition de Taurus Reservoir Solutions Ltd., basée à Calgary. Taurus, qui sera intégrée au sein de la ligne de produits GeoConsulting de CGG, propose une offre technologique spécialisée dans l'ingénierie de réservoir et la simulation géomécanique ainsi que des services de conseil pour l'industrie pétrolière. A travers une offre de solutions qui s'échelonnent du puits individuel jusqu'à l'échelle d'un champ, Taurus apporte ainsi une nouvelle compréhension du sous-sol pour les réservoirs conventionnels ou non conventionnels.

L'activité GeoConsulting de CGG offre une large gamme de services de conseil et de produits non exclusifs en géologie et en géophysique (G&G) destinés à l'exploration-production. L'ajout de Taurus permettra à CGG de renforcer ses workflows et ses expertises G&G et à nos clients de prendre les meilleures décisions d'emplacement et de complétion des puits de forage, pour optimiser la production tout au long de la vie du gisement.

Sophie Zurquiyah, Senior Exécutive Vice-Présidente de la Division Géologie, Géophysique & Réservoir (GGR) de CGG, a déclaré : « Nous nous réjouissons de l'extension de notre offre en géoscience vers le réservoir grâce aux compétences nouvelles en géomécanique et ingénierie de Taurus. Le leadership mondial de Taurus dans son domaine est parfaitement aligné avec la culture de CGG et l'ajout de sa technologie et de son expertise nous permettra d'aider nos clients à mieux relever des défis de plus en plus complexes en terme de développement et de production de réservoirs, grâce à une intégration plus étroite des disciplines de géoscience et d'ingénierie. »

Dr.Tony Settari, Président et co-fondateur de Taurus, a ajouté : « Nous nous félicitons de rejoindre CGG et nous avons hâte d'unir notre technologie et notre expertise en géomécanique, en ingénierie de réservoir traditionnel et en fracturation à l'offre en géoscience de CGG. De cette combinaison unique ressortiront des solutions qui répondront mieux aux défis de subsurface les plus difficiles et qui permettront aux compagnies pétrolières et gazières de réduire davantage les risques et les coûts associés à la production d'hydrocarbures. »

1.6. DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS

Depuis le dépôt du Document de Référence le 13 avril 2015, les principaux événements intervenus au sein du Groupe ont été les suivants :

^ CGG a acquis le 22 avril 2015 Taurus Reservoir Solutions Ltd., basée à Calgary :

Voir paragraphe 1.3.4 « Communiqués de presse récents ».

^ Litiges et arbitrages :

Voir paragraphe 3.5. « Litiges et arbitrages ».

^ Cession de la librairie Multi-Clients terrestre canadienne :

Voir paragraphe 6.1.6 « Communiqués de presse récents ».

^ Nouvelle étape du plan de transformation :

Voir paragraphe 6.1.6 « Communiqués de presse récents ».

^ Gouvernance :

Voir paragraphe 4.2 « Organes d'administration et de direction ».

^ Annonce du plan de restructuration :

Le 5 novembre 2015, CGG a annoncé publiquement et en interne la partie de restructuration de sa nouvelle étape du plan de transformation. Ce plan de restructuration, soumis à l'accord des représentants sociaux, comporte la Réduction supplémentaire de 930 emplois dans le Groupe au niveau mondial. Le cout cash total de cette nouvelle étape de transformation du Groupe, qui s'ajoute au plan de transformation initié courant 2014, comprend principalement, sans pour autant s'y limiter, des coûts de licenciements ainsi que des coûts de maintenance de bateaux mis à quai et a été estimé à environ 200 millions de dollars US. Une part significative de ces couts sera provisionnée dans les comptes du Groupe CGG dans les comptes du quatrième trimestre 2015.

^ Rééchelonnement de dettes moyen-termes au travers d'échange de dettes :

Le 19 novembre 2015, CGG S.A. a annoncé que sa filiale, CGG Holding (U.S.) Inc. (CGG US), a lancé une Offre d'Echange concernant les Obligations de Premier Rang à 7,75% arrivant à échéance en 2017, les Obligations de Premier Rang à 6,5% arrivant à échéance en 2021 ainsi que sur les Obligations de Premier Rang à 6,875% arrivant à échéance en 2022 émises par CGG S.A. (les Obligations). CGG US propose des participations dans des prêts senior à terme garantis (Prêts à Terme) en échange de tout ou partie des Obligations de Premier rang à 7,75% arrivant à échéance en 2017 et, jusqu'à un montant cumulé de 135 millions de dollars US, des Obligations de Premier Rang à 6,5% arrivant à échéance en 2021 et/ou des Obligations de Premier Rang à 6,875% arrivant à échéance en 2022 dès lors que cet échange s'accompagne de l'offre d'échange simultanée pour un montant égal ou supérieur aux Obligations de Premier Rang à 7,75% arrivant à échéance en 2017. L'encours obligatoire des Obligations de Premier Rang à 7,75% arrivant à échéance en 2017 était de 135 millions de dollars US au 30 septembre 2015.

Les Prêts à Terme arriveront à échéance le 15 mai 2019, et porteront intérêt, à la discrétion de CGG US, au taux LIBOR majoré de 5,50% par an ou au taux de base ajusté majoré de 4,50% par an. Le taux LIBOR ajusté ne doit pas être inférieur à 1,00% et le taux de base ajusté ne doit pas être inférieur à 2,00%. Les Obligations qui sont acceptées au titre de l'échange seront annulées.

CGG a acquis, la majorité de la Division Geoscience de Fugro N.V. le 31 janvier 2013. Afin de faciliter cette acquisition, Fugro a consenti un crédit vendeur d'un montant de 125 millions d'euros à CGG S.A. qui a été par la suite augmenté jusqu'à 225 millions d'euros. CGG S.A. a remboursé 140,6 millions d'euros du prêt Fugro. Le montant restant de 84,4 millions d'euros demeure dû.

Le 7 décembre 2015, CGG a annoncé que :

- 126 millions de dollars US sur les 135 millions de dollars US d'obligation 2017 (93%) ont été apportées pendant la période d'offre anticipée. Ces obligations seront échangées contre des participations dans des prêts seniors à terme garantis à échéance 2019. Le résultat final de l'échange, clôturé le 17 décembre 2015, a confirmé le montant de 126 millions de dollars US d'obligations 2017 échangé contre le prêt senior à terme garanti à échéance 2019.

- Les 84 millions d'euros de prêt Fugro seront échangés contre le prêt senior à terme garanti à échéance 2019

Au terme de ce processus, la plus grande partie des dettes à moyen terme de CGG à échéances 2016/2018 a ainsi été rééchelonnée.

^ Intention de lancer une augmentation de capital de 350 millions d'euros pour financer le plan de transformation :

Après revue attentive des différentes options de financement telles qu'annoncées le 5 novembre, CGG souhaite procéder à une augmentation de capital en vue en particulier de financer son Plan de Transformation. A cette fin, la société a annoncé le 7 décembre 2015 la convocation d'une assemblée générale mixte des actionnaires qui aura pour objet de déléguer à son conseil d'administration la compétence de décider de lancer une augmentation de capital d'un montant maximum de 350 millions d'euros (prime d'émission comprise) par émission d'actions ordinaires, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires. L'assemblée générale est convoquée pour le 11 janvier 2016

La recouvrabilité de nos actifs dépend du succès de l'implémentation de notre nouvelle étape du plan de transformation annoncée le 5 novembre 2015, complétant le plan initié courant 2014. Le cout cash total relatif à notre transformation à décaisser après la fin d'année 2015 est évalué à 300 millions de dollars US dont jusqu'à 200 millions de dollars US seront à décaisser sur 2016. Le financement de ces couts cash de transformation dépend de l'augmentation de capital d'un montant maximal de 350 millions d'euros.

2. ENVIRONNEMENT, DEVELOPPEMENT DURABLE & SALARIES

Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits dans le Document de Référence. Ces renseignements restent, à la date de la présente actualisation, exacts et sont mis à jour par les informations figurant ci-dessous :

2.2. SALARIÉS

Au 30 septembre 2015, le Groupe CGG comptait 7 658 collaborateurs permanents, dont 1 790 en France.

Dans le cadre de son Plan de Transformation, le Groupe a annoncé son intention de procéder à la réduction de 930 emplois au niveau mondial (voir le paragraphe 6.1.6. « Communiqués de presse récents »). Des consultations des instances représentatives du personnel ont été lancées en France et en Suisse, ces deux pays cumulés représentant plus de 70% du plan de réduction d'effectif. Les procédures de consultation sont achevées en Suisse ; en France, elles devraient s'achever mi-mars 2016.

3. RISQUES ET CONTRÔLE

Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits dans le Document de Référence. Ces renseignements restent, à la date de la présente actualisation, exacts et sont mis à jour par les informations figurant ci-dessous :

3.1. FACTEURS DE RISQUE

Risques liés aux perspectives et à la liquidité du Groupe

Dans un contexte de marché difficile, lié notamment à la chute du prix du pétrole depuis mi-2014, le Groupe doit faire face à la diminution de l'offre et la demande pour ses produits et services et la pression qui en résulte sur les prix de l'industrie. Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015, le résultat d'exploitation du Groupe s'est élevé à une perte de 992 millions de dollars US (ou une perte de 2 millions de dollars US en excluant la dépréciation des écarts d'acquisition, des actifs et les coûts de restructuration), contre une perte de 165 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014, (ou un produit de 131 millions de dollars US avant coûts de restructuration) et une perte de 698 millions de dollars US pour l'exercice 2014 (ou un produit de 242 millions de dollars US avant coûts de restructuration). Il est difficile cependant de prévoir la durée de la situation économique actuelle, la persistance d'un déséquilibre durable entre l'offre et la demande, le maintien ou non des prix du pétrole à leur niveau bas actuel, et de déterminer si le contexte de marché se détériorera davantage.

Afin de faire face à cette dégradation de l'environnement économique de ses différents secteurs d'activités, le Groupe a décidé de lancer une nouvelle étape de son Plan de Transformation, qui inclut notamment un rééchelonnement de sa dette et une augmentation de capital d'environ 350 millions d'euros.

Le Groupe a ainsi procédé à une offre d'échange portant sur ses obligations à échéance 2017, 2021 et 2022 contre des participations dans des prêts senior à terme (term loans) garantis et à maturité 2019 (voir le paragraphe 1.3.4 « Communiqués de presse récents »). 126,7 millions de dollars (sur un total maximum de 135 millions de dollars) des obligations 2017 de CGG ont ainsi été apportés au titre de l'offre publique d'échange. En outre, le prêt Fugro⁴ de 84 millions d'euros a également été remplacé par un prêt senior à terme garanti et à maturité 2019. Au terme de ce processus, la plus grande partie des dettes à moyen terme de CGG à échéance 2016 à 2018 aura ainsi été rééchelonnée.

En complément de ce financement, le Groupe entend réaliser, sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires du 11 janvier 2016, une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires d'un montant total d'environ 350 millions d'euros.

La Société a initié des renégociations des conditions de ses financements bancaires avec ses banques prêteuses. S'il ne parvenait pas à finaliser sa restructuration financière dans les conditions souhaitées, et notamment s'il ne parvenait pas à réaliser l'augmentation de capital envisagée, le Groupe pourrait devoir mettre en place des plans de financement alternatifs, y compris vendre des actifs, réduire ou retarder des investissements ou procéder à d'autres restructurations de sa dette. Le Groupe ne peut pas garantir que ses actifs pourront être vendus ou, si ceux-ci étaient vendus, garantir les délais dans lesquels ces ventes pourraient avoir lieu et le montant des fonds qui pourraient être tirés, ou qu'un financement additionnel pourrait être obtenu ou être obtenu à des conditions acceptables. A la date de la présente actualisation du Document de Référence, la Société ne dispose pas d'un fonds de roulement net suffisant pour faire face à ses obligations au cours des douze prochains mois. Si le Groupe ne parvenait pas à réaliser l'augmentation de capital envisagée ou mettre en place des plans de financement alternatifs, il pourrait ainsi ne pas être en mesure de répondre à ses besoins en fonds de roulement, ce qui pourrait avoir un effet significatif défavorable sur sa situation financière et ses perspectives.

Risques liés à la mise en œuvre du Plan de Transformation de CGG

Le 5 novembre 2015, le Groupe a annoncé l'entrée dans une nouvelle étape de son Plan de Transformation mis en place depuis fin 2013 et visant à transformer CGG d'une société d'acquisition sismique en un groupe intégré dans les géosciences ; le Plan inclut notamment un recentrage sur les activités à haute valeur ajoutée et une réduction de la flotte à cinq navires principalement dédiée aux Multi-Clients ainsi que la poursuite des actions d'économies de coûts et de réduction d'investissements (voir le paragraphe 6.1.6. « Communiqués de presse récents »). Cette nouvelle étape devrait permettre au Groupe de faire face à un environnement de marché difficile et qui pourrait encore se détériorer. Le Groupe ne peut néanmoins donner aucune assurance que ce plan sera suffisant dans le cadre d'une conjoncture particulièrement dégradée (notamment si le prix du pétrole devait poursuivre sa chute et s'établir en moyenne sur les années 2016-17 en deçà de 40 dollars US le baril - soit une chute de plus de 25 % par rapport au prix moyen 2015 -, ce qui conduirait vraisemblablement les compagnies pétrolières à limiter plus encore leurs dépenses d'investissement en Exploration-Production) et ne peut garantir que cette nouvelle étape du Plan de Transformation permettra d'atteindre les résultats escomptés dans les délais attendus. Si le Groupe ne parvenait pas à mettre en œuvre le Plan de Transformation de manière efficace ou s'il ne produisait pas les résultats escomptés, cela pourrait avoir un effet significatif défavorable sur ses résultats, sa situation financière et ses perspectives.

3.1.1 Risques liés à l'activité de la Société et de ses filiales

3.1.1.1. Les incertitudes sur l'environnement économique et la volatilité des prix du pétrole et du gaz pourraient avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe

Les conditions économiques et générales de marché sont incertaines et volatiles. Dans le passé, les contractions et les incertitudes de l'économie ont affaibli la demande en pétrole et gaz tandis que la mise en service de nouvelles capacités de production ont conduit à une augmentation de l'offre, avec pour conséquence une baisse des prix, et partant la réduction des dépenses d'exploration en hydrocarbures et de la demande en produits et services du Groupe. Le prix du baril de Brent a baissé de 110 dollars US au 31 décembre 2013 à 37,28 dollars US au 31 décembre

⁴ Tel que décrit au paragraphe 6.1.4 du Document de Référence.

2015. Il est difficile cependant de prévoir la durée de la situation économique actuelle, la persistance d'un déséquilibre durable entre l'offre et la demande, le maintien ou non des prix du pétrole à leur niveau bas actuel, et de déterminer si le contexte de marché se détériorera davantage et lesquels des produits et services du Groupe seront défavorablement affectés. Néanmoins, la diminution de l'offre et la demande pour nos produits et services et la pression qui en résulte sur les prix de l'industrie affecte négativement l'activité du Groupe, ses résultats, sa situation financière et sa trésorerie.

Le Groupe a subi par le passé et pourra subir dans le futur des pertes de valeur dès lors que des événements ou des changements de circonstances peuvent réduire la juste valeur d'un actif sous sa valeur nette comptable. Le Groupe peut également avoir à procéder à des dévaluations d'actifs et à supporter des charges non récurrentes. Pour l'année 2014, ces dépréciations d'actifs et charges non récurrentes se sont élevées à 939 millions de dollars US. Pour les trois premiers trimestres de 2015, ces dépréciations d'actifs et charges non récurrentes se sont élevées à 1 038 millions de dollars US. Ces conditions peuvent avoir des effets négatifs sur l'activité du Groupe, sa situation financière, ses résultats opérationnels et sa trésorerie.

Les incertitudes sur la situation générale de l'économie et/ou sur le niveau à moyen terme du prix des hydrocarbures ont eu et sont encore susceptibles d'avoir un effet négatif sur la performance commerciale et la situation financière de nombreuses entreprises, ce qui pourrait avoir une incidence sur les clients et fournisseurs du Groupe. Le climat actuel de l'économie et de l'industrie pétrolière peut conduire les clients à annuler ou retarder leurs commandes ou mettre les fournisseurs dans l'impossibilité de fournir les biens et services convenus. Les clients étatiques du Groupe peuvent avoir à faire face à des déficits budgétaires leur interdisant de financer des projets existants ou envisagés ou les conduisant à résilier leurs contrats sans préavis ou dans un délai très court. Si les fournisseurs, vendeurs, sous-traitants ou autre cocontractants du Groupe sont dans l'impossibilité d'exécuter leurs obligations vis-à-vis du Groupe ou de ses clients, le Groupe peut être amené à fournir des services supplémentaires ou conclure des arrangements alternatifs avec des tiers, à des conditions moins favorables, afin d'assurer l'exécution et la délivrance de ses services vis-à-vis de ses clients. Ces circonstances peuvent également conduire à des conflits et litiges avec les partenaires ou clients du Groupe, qui pourraient avoir un effet négatif sur sa réputation, son activité, sa situation financière et ses résultats opérationnels.

Les bouleversements des marchés de crédit, tels que le monde en a connu dans le passé, pourraient aussi affecter CGG et ses clients. Un accès limité à des sources de financement externes a conduit certaines sociétés, dans le passé, à limiter leurs investissements à des niveaux permis par leur flux de trésorerie internes. Certaines sociétés ont vu leur accès aux liquidités limité ou soumis à des conditions plus contraignantes. Dans ce contexte, les clients du Groupe peuvent ne pas être en mesure d'emprunter des capitaux ou de le faire à des conditions raisonnables, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur leur demande en produits et services du Groupe et entraver leur capacité à respecter leurs délais de paiement ou à procéder à leurs paiements.

En outre, l'impact potentiel sur les liquidités des principales institutions financières peut limiter la capacité du Groupe à financer sa stratégie opérationnelle au travers de tirages sur des financements existants ou de mise en place de nouveaux financements souscrits auprès d'investisseurs privés ou sur le marché, à des conditions que le Groupe estime raisonnables. La volatilité persistante des marchés financiers pourrait avoir un effet défavorable sur la capacité du Groupe à refinancer tout ou partie de son endettement et à financer ses besoins opérationnels. Le Groupe ne peut être certain que des financements supplémentaires seront disponibles, si cela est nécessaire, dans la perspective d'investissements futurs sur certains projets, d'acquisitions éventuelles ou autres opportunités ou pour répondre à la pression concurrentielle. Si des financements complémentaires ne sont pas disponibles, ou ne le sont qu'à des conditions défavorables, cela pourrait avoir un effet négatif sur l'activité et la performance financière du Groupe.

3.1.1.5. Le Groupe est soumis à un risque lié à une éventuelle dépréciation accélérée des écarts d'acquisition (Goodwill)

Les multiples regroupements d'entreprises opérés dans le passé par le Groupe ont conduit à la comptabilisation au bilan comme actifs incorporels d'écarts d'acquisition très substantiels. Ceux-ci s'élèvent à 1 231 millions de dollars US au bilan au 30 septembre 2015. Ces écarts d'acquisition ont été affectés à des unités génératrices de trésorerie (décrites à la note 11 des comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2014) dont la valeur recouvrable est estimée à chaque clôture. Cette valeur est généralement déterminée en fonction d'une estimation par le Groupe des flux de trésorerie futurs attendus des unités génératrices de trésorerie sous revue. L'estimation prend en compte notamment toute réduction du périmètre d'actifs (décommissionnement ou gel provisoire de l'utilisation de certains navires), tout changement de mode d'utilisation de tel ou tel actif (comme l'utilisation d'un navire sismique comme bateau-source), ou toute éventuelle sous-performance significative en termes de génération de flux de trésorerie par rapport aux résultats précédemment attendus, pouvant tenir, par exemple, à une sous-performance propre des actifs sous revue ou à une sous-performance liée à un changement ou à une détérioration du contexte industriel ou de l'environnement économique. Sur ces bases, à chaque clôture de comptes, s'il est anticipé que la valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie donnée sera inférieure à celle de ses capitaux employés figurant au bilan, le Groupe peut être amené à constater une dépréciation de la valeur de tel ou tel actif et/ou une dépréciation partielle ou totale des écarts d'acquisition. Une telle dépréciation n'aurait en soi pas d'incidence en termes de génération de flux de trésorerie, mais serait susceptible d'avoir un impact négatif important sur le résultat opérationnel du Groupe, le résultat net, et en conséquence sur le niveau des capitaux propres du Groupe et sur le ratio de la dette nette sur capitaux propres. Du fait de la dégradation durable des conditions de marché et de la réduction drastique de sa flotte, le Groupe a déprécié au 30 septembre 2015 ses écarts d'acquisition marine de 365 millions de dollars US et ses écarts d'acquisition au sein de Géologie, Géophysique & Réservoir (« GGR ») et de 439 millions de dollars US, soit un total de dépréciations de 804 millions de dollars US sur les trois premiers trimestres de 2015. Eu égard en particulier à la situation financière du Groupe, aucune garantie ne peut être donnée quant au fait que le Groupe n'aura pas besoin de comptabiliser des dépréciations supplémentaires d'écarts d'acquisition, qui pourraient être importants, au-delà de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

3.1.2. Risques liés à l'industrie

3.1.2.4. La flotte de navires du Groupe a fait l'objet de mesures d'adaptation très significatives afin de prendre en compte les changements du marché sismique. Des mesures d'ajustement pourraient être décidées dans le futur en fonction des conditions du marché sismique, ce qui pourrait générer des surcoûts d'exploitation

La flotte de navires opérée par le Groupe a fait l'objet dans le temps de mesures d'adaptation très significatives afin de prendre en compte les changements du marché sismique et la stratégie de la marine. Ainsi, le plan de capacité de 2009 a réduit le périmètre de la flotte afin de l'ajuster à la diminution de la demande du marché et, le plan de performance de 2010 l'a repositionné et concentré sur le segment de marché le plus haut de gamme en matière de services et de technologie.

En février 2014, CGG a annoncé son intention de réduire sa flotte de 18 à 13 navires 3D haut de gamme avant fin 2016, puis a décidé au cours de l'été 2014 d'accélérer la mise en œuvre de ce plan de réduction pour le mettre en œuvre complètement dès 2014. En conséquence, l'exploitation du *Symphony*, *Princess*, du *Viking II* et du *Vantage* a été stoppée au cours de cette année, le *Viking II* et le *Vantage* ayant vocation à être retournés à leur propriétaire à la fin de leur période de location. Le *Viking* et le *Geowave Voyager* ont quant à eux été convertis en bateaux source.

En février 2015, dans un environnement de marché encore plus dégradé, CGG a annoncé son intention de réduire sa flotte opérée de 13 à 11 navires 3D haut de gamme dès 2015.

Au 30 novembre 2015, la flotte opérationnelle de CGG était composée de 8 navires 3D de grande capacité (12 streamers ou plus), 1 navire source et 1 navire de 3D/2D de moindre capacité. A compter de janvier 2016, le *CGG Alizé* et le *Geo Celtic* ne seront plus exploités. L'exploitation du *Viking Vision* s'arrêtera, quant à elle, en mars 2016.

Les réductions du périmètre de la flotte opérées par le passé, celles qui viennent d'être décidées et vont être mises en œuvre, ainsi que celles qui pourraient encore être réalisées dans le futur sont susceptibles de se traduire par la constatation de charges exceptionnelles dans les comptes et restreindre le périmètre opérationnel d'activité d'acquisition marine. Les charges non récurrentes liées à la réduction de la flotte se sont élevées à 251 millions de dollars US en 2014 et à 22,3 millions de dollars US pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015.

3.1.3 Risques liés à l'endettement du Groupe

3.1.3.1. La dette importante du Groupe pourrait être significativement défavorable à sa santé financière et l'empêcher de respecter ses engagements

L'endettement du Groupe est important. Au 30 septembre 2015, la dette financière nette du Groupe (définie comme étant la dette financière brute moins la trésorerie et autres liquidités) était de 2 538 millions de dollars US, ce qui correspond à une dette remboursable en numéraire ou en actions de 2 563 millions de dollars US (définie comme étant la dette financière nette diminuée des leases financiers et avant retraitements comptables IFRS liés aux emprunts convertibles et aux frais d'émission). Ce montant est à mettre en face d'un montant total de capitaux employés de 4 148 millions de dollars US. Le Groupe ne peut garantir qu'il sera en mesure dans le futur de générer les liquidités suffisantes pour respecter les engagements relatifs à sa dette ou des résultats suffisants pour couvrir ses charges fixes. La dette nette du Groupe CGG à fin décembre 2015 devrait s'établir à 2 502 millions de dollars US.

L'importance de la dette du Groupe pourrait avoir des conséquences importantes. Elle pourrait en particulier :

- ^ accroître sa vulnérabilité à des situations économiques et sectorielles défavorables ;
- ^ conduire à devoir dédier au service de cette dette une partie importante du flux de trésorerie provenant des opérations, réduisant ainsi les disponibilités pour le financement des investissements et des autres dépenses générales de l'entreprise ;
- ^ limiter sa capacité de planification et d'adaptation aux changements dans le secteur dans lequel il opère ;
- ^ donner un avantage concurrentiel à ses concurrents moins endettés ;
- ^ limiter sa capacité à faire de nouveaux emprunts ; et
- ^ accroître le risque qu'un changement de régulation ait sur le Groupe une incidence importante.

3.1.3.2. Les emprunts du Groupe contiennent certaines clauses restrictives qui pourraient limiter la capacité du Groupe à s'adapter aux modifications du marché ou à développer des opportunités

Les accords régissant les emprunts du Groupe (y-compris le contrat de crédit Term Loan à maturité 2019 mis en place le 17 décembre 2015) et ses crédits syndiqués français et américain contiennent des clauses restrictives qui limiteront la capacité du Groupe et la capacité de certaines de ses filiales à, entre autres :

- ▶ contracter ou garantir un endettement supplémentaire ou émettre des actions de préférence ;
- ▶ payer des dividendes ou effectuer d'autres distributions ;
- ▶ acquérir des participations ou rembourser toute dette subordonnée par anticipation ;
- ▶ souscrire certaines sûretés ;
- ▶ conclure des conventions avec des personnes ou entités affiliées ;
- ▶ émettre ou vendre des actions de ses filiales ;
- ▶ conclure des conventions de *sale-and-leaseback* ; et
- ▶ vendre des actifs ou procéder à une fusion ou à une consolidation avec toute autre société.

Le respect des restrictions stipulées par certains de ces contrats oblige le Groupe à satisfaire certains ratios et tests, notamment relatifs à la couverture des intérêts consolidés et à l'endettement net. L'exigence qui lui est faite de se conformer à ces dispositions pourrait nuire à sa capacité de s'adapter aux modifications de la conjoncture sur le marché, de profiter des opportunités intéressantes qui se présentent à lui, d'obtenir du financement, de céder des actifs, de financer ses investissements ou de résister aux baisses d'activités actuelles ou futures.

Des informations détaillées relatives à l'endettement ainsi qu'aux restrictions stipulées dans les emprunts du Groupe figurent à la note 13 des comptes consolidés de l'exercice 2014.

Les conventions de crédit syndiqué française et américaine imposent au Groupe de respecter les ratios et tests suivants, à la fin de chaque trimestre sur une période de 12 mois glissants :

- ▶ le ratio d'endettement maximal (défini comme la dette nette sur l'EBITDAS) : à la suite des modifications aux accords de crédit intervenues en 2015, ce ratio a été augmenté de 3,75× à 4,00× pour les 12 mois glissants clos le 30 juin 2016 avec mise en suspens du covenant pour la période close le 31 décembre 2015, à 3,75× pour les 12 mois glissants clos le 30 juin 2017, et à 3,50× pour les périodes suivantes de 12 mois glissants.
- ▶ le seuil minimal du ratio EBITDAS rapporté aux charges d'intérêts par trimestre et sur douze mois glissants a été ramené à 3,00.

L'accord de crédit nordique conclu en décembre 2014 avec un pool de banques dirigé par Nordea impose au Groupe de respecter les ratios suivants :

- ▶ le seuil minimal de Trésorerie et équivalents de trésorerie est fixé à 75 millions de dollars US ;
- ▶ le ratio d'endettement maximal (défini comme la dette nette sur l'EBITDAS) : suite à l'amendement fait en 2014, ce ratio a été accru de 3,75× à 4,00× pour les 12 mois glissants clos le 30 juin 2016 avec mise en suspens du covenant pour la période close le 31 décembre 2015, à 3,75× pour les 12 mois glissants clos le 30 juin 2017, et à 3,50× pour les périodes suivantes de 12 mois glissants.
- ▶ le seuil minimal du ratio EBITDAS rapporté aux charges financières est fixé à 3,00.

L'accord de crédit nordique comprend également une obligation de maintenir la valeur des actifs donnés en garantie à hauteur de 150 % du montant du principal restant dû au titre dudit crédit, ou, le cas échéant, de procéder au paiement de ce différentiel de valeur. Au 31 décembre 2015, ce ratio était d'environ 165%.

Au 30 septembre 2015, ces ratios financiers et les niveaux atteints étaient les suivants :

Ratio	Crédit syndiqué US	Crédit syndiqué français	Convention de crédit à terme et de crédit revolver	30.09.2015
	Référence	Référence	Référence	
Dette nette financière/EBITDAS	≤ 4,00	≤ 4,00	≤ 4,00	3,25 ×
EBITDAS/charge d'intérêts totale	≥ 3,00	≥ 3,00	≥ 3,00	5,10 ×
Liquidité minimum	n/a	n/a	Cash + Cash Équivalents > 75 millions US\$	335 millions US\$

3.1.3.4. Le Groupe et ses filiales pourraient recourir à un endettement supplémentaire substantiel

Le Groupe et ses filiales pourraient recourir à l'avenir à un endettement supplémentaire substantiel (y compris toute dette garantie). Les dispositions des emprunts obligataires, des conventions de crédit syndiqué français et américain, son crédit nordique et des contrats de crédit en vigueur actuellement ainsi que le contrat de crédit Term Loan à maturité 2019 mis en place le 17 décembre 2015, limitent la capacité d'endettement futur du Groupe et de ses filiales, mais n'interdisent pas la souscription de dettes supplémentaires.

Au 30 septembre 2015, le Groupe disposait de 105 millions de dollars US de lignes de long terme confirmées et non utilisées.

La souscription d'un endettement supplémentaire par le Groupe augmenterait corrélativement les risques s'y rapportant.

3.1.3.6. Risque de liquidité

La volatilité persistante des marchés financiers pourrait avoir un effet défavorable sur la capacité du Groupe à refinancer tout ou partie de son endettement et à financer ses besoins opérationnels. Le Groupe ne peut être certain que des financements supplémentaires seront disponibles, si cela est nécessaire, dans la perspective d'investissements futurs sur certains projets, d'acquisitions éventuelles ou autres opportunités ou pour répondre à la pression concurrentielle. Si des financements complémentaires ne sont pas disponibles, ou ne le sont qu'à des conditions défavorables, cela pourrait avoir un effet négatif sur l'activité et la performance financière du Groupe.

Au 30 septembre 2015, l'endettement net du Groupe était de 2 538 millions de dollars US, constitué de 2 873 millions de dollars US de dettes financières (sur la base d'un taux de clôture de 1.1203 dollar US pour 1 euro, dont 299 millions d'euros au titre de la « composante dette » au sens d'IFRS des OCEANE à échéance 2019 et 2020, et dont 39 millions de dollars US de découverts bancaires et intérêts courus) et de 335 millions de dollars US de disponibilités. La dette nette du Groupe CGG à fin décembre 2015 devrait s'établir à 2 502 millions de dollars US. La liquidité du Groupe, qui correspond à la somme de la trésorerie disponible et des lignes de crédit non-tirées, devrait s'établir à 420 millions de dollars US à fin décembre 2015.

Au 30 septembre 2015, les sources de financement se composaient :

- ^ des emprunts obligataires d'un montant respectif de 135 millions de dollars US (Senior Notes 7,75 % à échéance 2017), de 400 millions d'euros (Senior Notes 5,875 % à échéance 2020), de 650 millions de dollars US (Senior Notes 6,50 % à échéance 2021) et 500 millions de dollars US (Senior Notes 6,875 % à échéance 2022) ;
- ^ des obligations à option de conversion ou d'échange en actions ordinaires nouvelles ou existantes (« OCEANE ») pour un total de 360 millions d'euros, dont 35 millions d'euros à 1,25 % à échéance 2019 et 325 millions d'euros à 1,75 % à échéance 2020 ;
- ^ du crédit syndiqué français, d'un montant de 325 millions de dollars US mobilisé à hauteur de 112 millions d'euros et de 130 millions de dollars US au 30 septembre 2015 ; la facilité de crédit « French Revolver » s'élevait à 325 millions de dollars US jusqu'au 31 juillet 2016 et à 275 millions de dollars US jusqu'au 31 juillet 2017 ;
- ^ du crédit syndiqué américain, d'un montant de 165 millions de dollars US, mobilisé à hauteur de 130 millions de dollars US au 30 septembre 2015 ;
- ^ de l'accord de crédit nordique d'un montant de 250 millions de dollars US, mobilisé à hauteur de 227,5 millions de dollars US au 30 septembre 2015 dont 127,5 millions de dollars US au titre de la part crédit à terme et 100 millions de dollars US au titre de la part crédit revolver ;
- ^ du crédit vendeur accordé par Fugro, d'un montant de 84,4 millions d'euros et 3,2 millions de dollars US au 30 septembre 2015 ; et
- ^ de différentes lignes de crédit bilatérales confirmées, pour un total de 21 millions de dollars US, réparties entre plusieurs filiales du Groupe et mobilisées à hauteur de 14 millions de dollars US au 30 septembre 2015.

Le 22 décembre 2015, le Groupe a clôturé une offre d'échange ouverte le 19 novembre 2015 portant sur ses obligations à échéance 2017, 2021 et 2022 contre des participations dans des prêts senior à terme (term loans) garantis et à maturité 2019. Il en résulte que 126,7 millions de dollars (sur un total maximum de 135 millions de dollars) des obligations 2017, 45,1 millions de dollars (sur un total maximum de 650 millions de dollars) des obligations 2021 et 80,4 millions de dollars (sur un total maximum de 500 millions de dollars) des obligations 2022, ont ainsi été apportées au titre de l'offre d'échange, réduisant d'autant la dette financière du Groupe au titre de ces obligations. En outre, le prêt Fugro⁵ de 84 millions d'euros a également été remplacé par un prêt senior à terme garanti et à maturité 2019. Au terme de ce processus, le Groupe dispose d'une nouvelle source de financement sous forme de prêts senior à terme (term loans) garantis et à échéance 2019 pour un montant total d'environ 342 millions de dollars US.

La ventilation des passifs financiers (hors ajustements IFRS et prime d'émission) par échéance du Groupe figure dans le tableau ci-après :

En millions de dollars US	30.09.2015	2016		2017 à 2019		2020 et au-delà		Total	
	Total Nominal	Nominal	Intérêts	Nominal	Intérêts	Nominal	Intérêts	Nominal	Intérêts
Emprunts obligataires	2 068	-	120	169	340	1 899	200	2 068	660
Emprunts bancaires	625	39	23	478	35	108	1	625	59
Dettes de location de financement	90	9	5	27	11	54	6	90	22
Banques créditrices	1	-	-	-	-	-	-	1	-
Autres dettes financières	98	3	5	95	5	-	-	98	10
Instruments dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trésorerie	-335	-	-	-	-	-	-	-335	-
Total passifs financiers nets	2 546	51	153	769	391	2 060	207	2 546	751

Un certain nombre de restrictions et engagements encadrent les emprunts obligataires, les conventions de crédit syndiqué français et américain et l'accord de crédit nordique. En particulier certains ratios financiers doivent être respectés. À titre indicatif, les niveaux atteints au 30 septembre 2015 sont indiqués dans le paragraphe 3.1.3.2. ci-dessus.

Au 30 septembre 2015, le Groupe disposait de ressources financières d'un montant total de 361 millions de dollars US (incluant la trésorerie, les équivalents de trésorerie, les valeurs mobilières de placement et la part non tirée des lignes de crédits syndiqués, mais n'incluant pas la trésorerie détenue dans des filiales qui n'est pas disponible immédiatement en raison de contraintes locales) pour faire face à ses obligations.

Le Groupe bénéficie d'une appréciation tendancielle qui évalue l'orientation possible (positive ou négative) d'une notation de crédit dans le temps. Pour déterminer une notation de perspective, les agences de notation s'intéressent à toutes les évolutions économiques et opérationnelles de l'entreprise et de son industrie.

Les notations des agences de crédit applicables au Groupe s'établissent respectivement, à la date de la présente actualisation de ce document :

	Standard & Poors (rapport du 16 novembre 2015)	Moody's (rapport du 16 décembre 2015)
Perspectives	Négative	Négative
Notation Corporate	CCC+	B3 ^(*)
Facilités de crédit sécurisées	B-	Ba3 ^(*)
Emprunts obligataires non sécurisés	CCC+	Caa1 ^(*)
		^(*) Sous surveillance en vue d'une baisse de notation

3.1.3.7. Risque de taux

Le Groupe peut être amené à souscrire une partie de ses dettes financières auprès d'institutions financières à taux d'intérêt variables indexés sur des durées de tirage allant d'un à douze mois. Il peut en résulter une variation de la charge d'intérêt correspondante en fonction de l'évolution des taux d'intérêt à court terme. Ce risque est cependant atténué dans la mesure où une partie importante de la dette contractée par le Groupe est constituée d'emprunts obligataires à taux fixe ainsi que d'un certain nombre de contrats de crédit-bail et de lignes de crédit bancaires à moyen terme de durées variables également à taux fixes. Cette dette n'est pas exposée aux fluctuations des taux d'intérêt.

⁵ Tel que décrit au paragraphe 6.1.4 du Document de Référence.

Exposition nette au risque de taux avant et après opération de couverture

L'exposition au risque de taux par maturité au 30 septembre 2015 figure dans le tableau ci-après :

30.09.2015 En millions de dollars US	Actifs financiers ^(a) (A)		Passifs financiers ^(a) (B)		Exposition nette avant couverture (C) = (A) - (B)		Instruments de taux de couverture (D)		Exposition nette après couverture (E) = (C) + (D)	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
Moins d'un an	49	129	43	8	5	121	—	—	5	121
De 1 à 2 ans	—	—	311	255	(311)	(255)	—	—	(311)	(255)
De 3 à 5 ans	—	—	1 596	130	(1 596)	(130)	—	—	(1 596)	(130)
Plus de 5 ans	—	—	538	—	(538)	—	—	—	(538)	—
Total	49	129	2 487	394	(2 438)	(264)	—	—	(2 438)	(264)

(a) Hors découverts bancaires, intérêts courus, ajustements IFRS et prime d'émission.

Sensibilité au risque de taux sur les actifs et passifs financiers au 30 septembre 2015

(En millions de dollars US)	30.09.2015	
	Impact en résultat avant impôt	Impact en capitaux propres avant impôt
Impact d'une variation de + 1,0 % des taux d'intérêt	-2,6	-2,6
Impact d'une variation de - 1,0 % des taux d'intérêt	2,6	2,6

L'analyse de sensibilité porte sur une exposition nette de -264 millions de dollars US.

Le taux moyen de la part variable de la dette au 30 septembre 2015 était de 3,1 % alors que le taux de rémunération des actifs financiers était de 0,9 %.

3.1.3.8. Exposition aux fluctuations des taux de change

L'endettement du Groupe est pour partie libellé en euros et est valorisé en dollars US au taux de change de clôture. Au 30 septembre 2015, la composante euros de la dette nette de 2 538 millions de dollars US s'élevait à 935 millions d'euros sur la base d'un taux de clôture de 1,1203. D'une clôture à l'autre, une variation de plus de 10 cents du taux de clôture est ainsi susceptible d'avoir un impact de l'ordre de 100 millions de dollars US sur la dette nette du Groupe.

3.1.4. Autres risques de nature financière

3.1.4.1. Risque de change au 30 septembre 2015

(Conversion en millions de dollars)	30.09.2015						
	Actif	Passif	Engagements en devises	Position nette avant couverture	Instruments financiers de couverture	Autre instrument de couverture	Position nette après couverture
	(a)	(b)	(c)	(d) = (a) - (b) ± (c)	(e)	(f)	(g) = (d) + (e) - (f)
US\$ ⁽¹⁾	2 139,4	1 539,7	-	599,7	(1,6)	600,0	(1,9)

(1) Actifs et passifs monétaires en dollars US dans les sociétés dont la monnaie fonctionnelle est l'euro.

(En millions de dollars)	30.09.2015						
	Actif	Passif	Engagements en devises	Position nette avant couverture	Instruments financiers de couverture	Position nette après couverture	
	(a)	(b)	(c)	(d) = (a) - (b) ± (c)	(e)	(g) = (d) + (e) - (f)	
EUR ^(a)	110,0	120,0	-	10,0	-	10,0	

(a) Actifs et passifs monétaires en euros dans les sociétés dont la monnaie fonctionnelle est le dollar US.

La position de change avant couverture concerne essentiellement l'euro. Le Groupe tend à ramener à l'équilibre cette position de change par une politique consistant soit en des ventes à terme de dollars US correspondant à une partie des créances futures dès qu'elles entrent en carnet de commande pour les entités en devise fonctionnelle euro, soit en des achats spots ou à terme d'euro, pour les entités en devise fonctionnelle dollars US. Ainsi, bien que le Groupe tente de minimiser ce risque, il ne peut garantir que les fluctuations de taux de change n'auront pas un effet significativement défavorable sur ses résultats. À ce jour, la base de coût euro du Groupe est estimée à 450 millions d'euros. Aussi, une variation défavorable de 10 cents du dollar par rapport à l'euro diminuerait le résultat avant impôt du Groupe et ses fonds propres d'environ 45 millions de dollars US.

	Impact sur le résultat avant impôt		Impact sur les capitaux propres avant impôt	
	Hausse de 10 cents ^(a)	Baisse de 10 cents ^(a)	Hausse de 10 cents ^(a)	Baisse de 10 cents ^(a)
Millions de dollars US	45	(45)	45	(45)
TOTAL	45	(45)	45	(45)

(a) variation du dollar par rapport à l'euro.

Le Groupe gère son exposition bilancielle en maintenant un équilibre entre actifs et passifs en devises et en réajustant les écarts éventuels par des ventes à terme ou des opérations en capital.

À travers l'IAS 12, le Groupe se trouve par ailleurs sur le plan comptable exposé aux variations de change au niveau de l'imposition différée lorsque la monnaie fonctionnelle de l'entité propriétaire d'actifs non monétaires ne coïncide pas avec la monnaie fiscale.

En ce qui concerne le risque de change lié à des investissements dans des filiales opérationnelles, le Groupe considère que celui-ci est faible, car la majorité des entités opérationnelles ont pour devise fonctionnelle le dollar US.

3.1.4.2. Risque sur actions et instruments financiers

Le Groupe est sujet au risque de fluctuation de la valeur des actions et autres instruments financiers qu'il détient.

Toute intervention sur les actions propres de la Société est décidée par le Conseil d'administration avec faculté de subdélégation au Directeur général dans les conditions fixées par la réglementation applicable.

La Société détenait 800 000 actions propres au 30 septembre 2015, pour un montant au bilan de la société mère de 2,5 millions d'euros (2,8 millions de dollars US). Ces actions propres ne sont pas valorisées dans les comptes consolidés du Groupe.

La politique de placement de la Société n'autorise pas de placement à court terme sur des actions tierces.

La juste valeur des actions propres au 30 septembre 2015 s'élève à :

(En millions de dollars US)	30.09.2015					Total
	Titres à la juste valeur	Titres disponibles à la vente	Titres détenus jusqu'à l'échéance	Dérivés		
Actions	2,8	—	—	—	—	2,8
Total	2,8	—	—	—	—	2,8

3.5. LITIGES ET ARBITRAGES

La Société fait l'objet de réclamations et d'actions judiciaires dans le cours normal de son activité. À ce jour, il n'existe aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société ou de son Groupe.

La description des litiges et arbitrages figurant dans le Document de Référence est complétée comme suit :

Demande d'information du *Bureau of Industry and Security* (BIS) du Département du Commerce américain

Le 10 septembre 2015, le BIS a mis un terme à ce dossier par l'émission d'une *warning letter* sans aucune pénalité financière. Le 29 juillet 2015, l'US Office of Foreign Assets Control (OFAC) a émis une *pre-penalty notice*. Un accord transactionnel a été signé le 15 décembre 2015. Au titre de cet accord, CGG a versé une amende d'un montant de 614 250 dollars US.

4. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits dans le Document de Référence. Ces renseignements restent, à la date de la présente actualisation, exacts et sont mis à jour par les informations figurant ci-dessous :

4.2. ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

4.2.1. Conseil d'administration

4.2.1.1. Membres du Conseil d'administration de la Société à la date de la présente Actualisation du Document de Référence

Nom	Âge	Fonctions	Date de première nomination au Conseil ⁽⁵⁾	Date d'échéance du mandat ⁽⁶⁾
M. Remi DORVAL ⁽¹⁾ (Administrateur indépendant) Nationalité : française	64 ans	Président du Conseil d'administration	8 mars 2005	Assemblée générale de 2018
M. Jean-Georges MALCOR Nationalité : française	59 ans	Directeur Général ^(*) et administrateur	4 mai 2011	Assemblée générale de 2019
M. Didier HOUSSIN ⁽¹⁾⁽²⁾ Nationalité : française	58 ans	Administrateur	30 juillet 2015	Assemblée générale de 2016
M. Loren CARROLL ⁽²⁾ (Administrateur indépendant) Nationalité : américaine	72 ans	Administrateur	12 janvier 2007	Assemblée générale de 2017
Mme. Anne GUERIN ^{(1)(3)(**)} Nationalité : française	47 ans	Administrateur	22 avril 2015	Assemblée générale de 2016
Mme. Agnès LEMARCHAND ⁽²⁾⁽³⁾ (Administrateur indépendant) Nationalité : française	60 ans	Administrateur	21 septembre 2012	Assemblée générale de 2017
Mme. Gilberte LOMBARD ⁽²⁾⁽⁴⁾ (Administrateur indépendant) Nationalité : française	71 ans	Administrateur	4 mai 2011	Assemblée générale de 2019
Mme. Hilde MYRBERG ⁽²⁾⁽³⁾ (Administrateur indépendant) Nationalité : norvégienne	58 ans	Administrateur	4 mai 2011	Assemblée générale de 2019
M. Robert F. SEMMENS ⁽¹⁾⁽³⁾ Nationalité : américaine	58 ans	Administrateur	13 décembre 1999	Assemblée générale de 2019
Mme. Kathleen SENDALL ⁽³⁾⁽⁴⁾ (Administrateur indépendant) Nationalité : canadienne	62 ans	Administrateur	5 mai 2010	Assemblée générale de 2018
M. Daniel VALOT ⁽⁴⁾ Nationalité : française	71 ans	Administrateur	14 mars 2001	Assemblée générale de 2016
M. Michael DALY ⁽¹⁾ (Administrateur indépendant) Nationalité : anglaise	62 ans	Administrateur	30 septembre 2015	Assemblée générale de 2017

(1) Membre du Comité de Technologie/Stratégie.

(2) Membre du Comité d'audit.

(3) Membre du Comité de rémunération et de nomination.

(4) Membre du Comité hygiène, sécurité, environnement et développement durable.

(5) L'ensemble des administrateurs a été nommé en application de l'article L. 225-17 du Code de commerce.

(6) Depuis l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2007, les administrateurs sont nommés pour une durée de quatre ans.

(*) Mandat de Directeur Général renouvelé par le Conseil d'administration du 26 mars 2014 pour une durée de trois ans à compter du 4 juin 2014.

(**) Mme Anne Guérin a été cooptée le 22 avril 2015 en remplacement de M. Jean-Yves Gilet. Cette cooptation a été ratifiée par l'Assemblée Générale du 29 mai 2015.

Mme Anne Guérin est administrateur de la Société depuis le 22 avril 2015, cooptée en remplacement de Monsieur Jean-Yves Gilet. Cette cooptation a été ratifiée par l'Assemblée Générale du 29 mai 2015. Mme Guérin a été désignée sur proposition de Bpifrance, un actionnaire de la Société détenant 7,04% du capital et 12,68% des droits de vote au 31 décembre 2015. Elle a été nommée pour la durée restant à courir du mandat de M. Jean-Yves Gilet, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015. Mme Guérin est également membre du Comité de Rémunération et de Nomination et du Comité Technologie/Stratégie de la Société.

Mme Guérin est née le 16 août 1968. Elle est diplômée de l'ESCP EUROPE. Elle a commencé sa carrière en 1991 comme chargée d'affaires dans le réseau de la Banque du Développement des PME où elle avait une activité de crédit moyen et long terme pour une clientèle de PME-PMI. Après un passage à la Direction Marketing, elle a rejoint en 2000 l'équipe d'Avenir Entreprises, structure de capital investissement du groupe sur le segment des PME, comme chargée d'affaires puis directeur de participations jusqu'en 2005. Après un séjour de trois ans à Dublin où elle a pu s'investir dans des associations comme Irish Blind Sports ou ATD Fourth World, Mme Guérin est devenue en 2008 Directrice Régionale Bpifrance pour l'Île de France-Ouest avant de prendre la Direction des Financements Internationaux en 2014, afin de lancer une nouvelle activité de crédit export chez Bpifrance. Mme Guérin est également administrateur de l'association VoisinMalin, entreprise sociale dans les quartiers populaires.

M. Terry Young, ancien membre du Conseil d'administration, a démissionné de ses fonctions au 30 juillet 2015. Le Conseil d'administration du 30 septembre 2015 a décidé de coopter en remplacement M. Michael Daly pour la durée de mandat restant à courir de M. Young, soit jusqu'à l'Assemblée générale de 2017. L'Assemblée générale des actionnaires du 11 janvier 2016 a ratifié la cooptation de M. Michael Daly en tant qu'administrateur. M. Daly est également membre du Comité Technologie/Stratégie de la Société.

Géologue anglais, Michael Daly, 62 ans, possède une grande expérience de dirigeant de société pétrolière et du monde académique. Diplômé de l'University College of Wales, de Leeds University (PhD) et de Harvard Business School (PMD), M. Daly a commencé sa carrière avec BP en 1986 en tant que chercheur en géologie. Après une période au cours de laquelle il a occupé différentes fonctions de management opérationnel en

Exploration-Production au Moyen-Orient, au Venezuela, en mer du nord et à Londres, il a été nommé Président des opérations de BP au Moyen-Orient puis en Asie du Sud Est. En 2006, il a été nommé Group Vice-Président et Chef Exploration de BP pour le monde entier. De 2010 à 2014, M. Daly était Executive Vice-Président et membre du Comité Exécutif de BP. Il a quitté BP après 28 ans de carrière. Il est actuellement associé du cabinet Macro Advisory Partner, administrateur de Tullow Oil et Professeur à l'Université des Sciences de la Terre de l'Université d'Oxford.

M. Olivier Appert, ancien membre du Conseil d'administration, a démissionné de ses fonctions au 30 juillet 2015. Le Conseil d'administration du 30 juillet 2015 a décidé de coopter en remplacement M. Didier Houssin pour la durée de mandat restant à courir de M. Appert, soit jusqu'à l'Assemblée générale de 2016. M. Houssin a été désigné sur proposition d'IFP Energies Nouvelles, un actionnaire de la Société détenant 3.58% du capital et 6.46% des droits de vote au 31 décembre 2015. L'Assemblée générale des actionnaires du 11 janvier 2016 a ratifié la cooptation de M. Didier Houssin en tant qu'administrateur. M. Houssin est également membre du Comité d'Audit et du Comité Technologie/Stratégie de la Société.

Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (1977) et de l'Ecole Nationale d'Administration (1983), M. Didier Houssin a exercé des fonctions internationales au Ministère de l'Industrie de 1983 à 1987, puis a été détaché auprès de TOTAL jusqu'en 1990. Il a été ensuite sous-directeur des affaires économiques et financières au ministère de l'industrie puis Directeur des ressources énergétiques et minérales de 1997 à 2004, avant de devenir Directeur Général Délégué du BRGM. De juillet 2007 jusqu'à octobre 2012, Monsieur Didier Houssin était Directeur des marchés et de la sécurité énergétiques à l'Agence Internationale de l'Energie (AIE). A ce titre, il était chargé de l'analyse des marchés énergétiques et en particulier des marchés du pétrole, du gaz et de l'électricité, des énergies renouvelables et de la sécurité d'approvisionnement. De décembre 2012 à avril 2015, il était Directeur des politiques et des technologies énergétiques durables à l'AIE. A ce titre, il était responsable du développement des technologies à bas carbone et de la transition énergétique (scénarios ETP à horizon 2050, Roadmaps technologiques, capture et séquestration du carbone, réseau international de RD&D de l'AIE). Il a été nommé Président d'IFP Energies nouvelles le 8 avril 2015. Il est également président de la Fondation Tuck.

4.2.3. Conflits d'intérêts

Il n'existe aucun lien familial entre les membres du Conseil d'administration et les autres principaux dirigeants de la Société.

À la connaissance de la Société, aucun des membres du Conseil d'administration ni aucun des mandataires sociaux n'a fait l'objet d'une condamnation pour fraude prononcée au cours des cinq dernières années. Aucun d'entre eux n'a participé en qualité de dirigeant à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation au cours des cinq dernières années et aucun n'a fait l'objet d'une incrimination ni d'une sanction publique officielle prononcée par une autorité statutaire ou réglementaire. Aucun d'entre eux n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ni d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années.

Il est précisé qu'il n'existe pas de conflits d'intérêt potentiels entre les devoirs à l'égard de la Société des administrateurs, du Président du Conseil d'administration, du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués et leurs intérêts privés.

Il n'existe à ce jour aucun contrat de services liant les membres du Conseil d'administration à la Société ou à l'une quelconque de ses filiales.

4.2.4. Comité Corporate

Le 1^{er} septembre 2015, le Groupe a décidé de réorganiser son organisation interne afin de s'adapter au nouvel environnement et aux nouvelles conditions de marché. En outre, le Conseil d'administration de la Société a décidé de nommer Madame Sophie ZURQUIYAH en qualité de Directeur Général Délégué de la Société, à compter du 1^{er} septembre 2015 et jusqu'au 25 février 2018. Au titre de ce mandat, Mme Sophie ZURQUIYAH assistera le Directeur Général de la Société en assurant la direction des fonctions Technologie et Excellence Opérationnelle Globale.

Le Comité Corporate (« C-Com ») est ainsi désormais composé comme suit :

M. Jean-Georges MALCOR	Directeur Général
M. Stéphane-Paul FRYDMAN	Directeur Général Délégué SEVP, Finance
M. Pascal ROUILLER	Directeur Général Délégué Chief Operating Officer
Mme Sophie ZURQUIYAH	Directeur Général Délégué Chief Operating Officer
M. David DRAGONE	EVP, Ressources humaines

M^{me} Béatrice Place-Faget, en sa qualité de Secrétaire Général et Directeur Juridique du Groupe, est secrétaire du Comité Corporate.

Le Directeur Général et les Directeurs Généraux Délégués sont les seuls mandataires sociaux membres du Comité Corporate.

5. RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES

5.4. Autres rémunérations

5.4.1. Options de souscription d'actions

Le tableau suivant présente l'historique des attributions d'options de souscription d'actions à la date de la présente Actualisation du Document de Référence :

	Plan 2008	Plan 2009	Plans 2010			Plan 2011	Plan 2012	Plan 2013	Plan 2014	Plan 2015	Total
Date du Conseil d'administration	14/03/2008	16/03/2009	06/01/2010	22/03/2010	21/10/2010	24/03/2011	26/06/2012	24/06/2013	26/06/2014	25/06/2015	
Nombre de bénéficiaires	130	149	1	339	3	366	413	672	752	749	
Nombre total d'actions initialement attribuées	1 188 500 ⁽¹⁾	1 327 000	220 000	1 548 150	120 000	1 164 363	1 410 625	1 642 574	1 655 843	1 769 890	12 046 945
dont le nombre pouvant être souscrites par :											
<i>Les mandataires sociaux :</i>											
<i>Robert Brunck (*)</i>	200 000	200 000	0	200 000	0	66 667	N/A	N/A	N/A	N/A	666 667
<i>Remi Dorval</i>	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
<i>Jean-Georges Malcor</i>	—	—	220 000	162 500	0	133 333	200 000 (***)	200 000 (****)	200 000	220 600	1 336 433
<i>Stéphane-Paul Frydman</i>	40 000	40 000	—	60 000	—	45 000	100 000 (***)	100 000 (****)	100 000	111 000	596 000
<i>Pascal Rouiller</i>	40 000	40 000	—	60 000	—	45 000	100 000 (***)	100 000 (****)	100 000	111 000	596 000
<i>Sophie Zurquiyah (**)</i>	—	—	—	—	—	—	—	120 000	60 000	75 900	255 900
Point de départ d'exercice des options	15/03/2009	17/03/2010	07/01/2010	23/03/2011	22/10/2011	25/03/2012	27/06/2014	25/06/2015	27/06/2016	26/06/2017	
Date d'expiration	14/03/2016	16/03/2017	06/01/2018	22/03/2018	21/10/2018	24/03/2019	26/06/2020	24/06/2021	26/06/2022	25/06/2023	
Prix de souscription (en €) ⁽¹⁾⁽²⁾⁽⁴⁾	30,95	8,38	13,98	18,47	16,05	24,21	17,84	18,47	10,29	6,01	
Conditions d'exercice ⁽⁵⁾	- acquisition par 1/3 sur les 3 premières années du plan; - pour les résidents français, interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 15/03/2012.	- acquisition par 1/3 sur les 3 premières années du plan; - pour les résidents français, interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 17/03/13.	- acquisition pour moitié immédiatement puis par 1/4 sur les deux années suivantes; - interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 07/01/14.	- acquisition par 1/3 sur les 3 premières années du plan; - pour les résidents français, interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 23/03/14.	- acquisition par 1/3 sur les 3 premières années du plan; - pour les résidents français, interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 22/10/14.	- acquisition par 1/3 sur les 3 premières années du plan; - pour les résidents français, interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 25/03/2015.	- acquisition en trois tranches (50% après deux ans, 25% après trois ans et 25% après 4 ans); - pour les résidents français, interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 26/06/16.	- acquisition en trois tranches (50% après deux ans, 25% après trois ans et 25% après 4 ans).	- acquisition en trois tranches (50% après deux ans, 25% après trois ans et 25% après 4 ans).	- acquisition en trois tranches (50% après deux ans, 25% après trois ans et 25% après 4 ans).	
Nombre d'actions souscrites au 30 novembre 2015 ⁽³⁾	0	452 950	0	38 382	0	0	0	0	0	0	491 332
Nombre cumulé d'options de souscription annulées ou caduques au 30 novembre 2015 ⁽³⁾	146 264	89 675	0	123 250	42 097	143 677	146 632	192 553	154 365	88 395	1 126 908
Options de souscription restantes au 30 novembre 2015 ⁽⁴⁾	1 098 122	828 039	231 538	1 404 922	84 194	1 078 232	1 337 617	1 450 021	1 501 478	1 681 495	10 695 658
Dont le nombre restant détenu par :											
<i>Les mandataires sociaux</i>											
<i>Robert Brunck (*)</i>	210 489	189 429	—	210 493	—	70 165	N/A	N/A	N/A	N/A	680 576
<i>Remi Dorval</i>	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
<i>Jean-Georges Malcor</i>	—	—	231 538	171 026	—	140 329	210 484	200 000	200 000	220 600	1 373 977
<i>Stéphane-Paul Frydman</i>	42 098	37 072	—	63 149	—	47 361	105 243	100 000	100 000	111 000	605 923
<i>Pascal Rouiller</i>	42 098	0	—	63 149	—	47 361	105 243	100 000	100 000	111 000	568 851
<i>Sophie Zurquiyah (**)</i>	—	—	—	—	—	—	—	120 000	60 000	75 900	255 900

(1) Compte tenu des ajustements opérés à la suite de la division par 5 du nominal de l'action de juin 2008.

(2) Le prix de souscription est égal à la moyenne des 20 cours de bourse précédant le conseil d'administration les ayant attribuées.

(3) Sans prise en compte des différents ajustements intervenus depuis la mise en place des plans.

(4) Compte tenu des ajustements opérés à la suite de l'augmentation de capital du 23 octobre 2012 sur l'ensemble des plans à l'exception de celui du 24 juin 2013, du 26 juin 2014 et du 25 juin 2015.

(5) Des conditions de performance sont en outre applicables aux mandataires sociaux et aux membres du Comité Exécutif ou du Comité Corporate (voir paragraphe 4.3.3.2 du Document de référence)

(*) M. Brunck a quitté le Groupe le 4 juin 2014. Du fait de son statut de retraité, il conserve le bénéfice de ses options conformément aux règlements de plan.

(**) Mme. Sophie Zurquiyah a été nommée mandataire social de CGG SA à compter du 1er septembre 2015.

(***) Pour les membres du Comité Corporate et les mandataires sociaux, ce plan est soumis à des conditions de performance qui n'ont pas été remplies pour la première tranche en 2014 (correspondant à l'acquisition de 50% de l'attribution totale) ni pour la deuxième tranche en 2015 (correspondant à l'acquisition de 25% de l'attribution totale).

(****) Pour les membres du Comité Corporate et les mandataires sociaux, ce plan est soumis à des conditions de performance qui n'ont pas été remplies pour la première tranche en 2015 (correspondant à l'acquisition de 50% de l'attribution totale).

5.4.2. Rémunération variable pluriannuelle sous forme d'unités de performance

Le Conseil d'administration de la Société, sur proposition du Comité de Nomination-Rémunération a mis en place, le 25 juin 2015, un système de rémunération variable pluriannuelle sous la forme d'unités de performance. Les conditions de ce plan sont identiques à celles du plan mis en place le 26 juin 2014, décrit au paragraphe 5.2.2 du Document de Référence. La détermination de la rémunération variable pluriannuelle dépend de critères qualitatifs préétablis précis ; ces critères ne sont néanmoins pas rendus publics pour des raisons de confidentialité.

Au titre du plan du 25 juin 2015, le Conseil d'administration a attribué :

- 27 500 unités de performance à M. Jean-Georges Malcor, Directeur Général de la Société,
- 12 500 unités de performance à Monsieur Stéphane-Paul Frydman, Directeur Général Délégué,
- 12 500 unités de performance à Monsieur Pascal Rouiller, Directeur Général Délégué, et
- 10 000 unités de performance à Mme Sophie Zurquiyah. A la date d'attribution, Mme Sophie Zurquiyah n'était pas encore mandataire social de la Société. Elle a été nommée Directeur Général Délégué le 1^{er} septembre 2015.

5.5. Opérations réalisées sur les titres de la Société par les dirigeants et les personnes qui leur sont étroitement liées entre le 1^{er} janvier 2015 et la date de la présente Actualisation du Document de Référence

Nom	Nature de l'opération	Date	Nombre de titres	Prix unitaire	Montant de l'opération
Olivier APPERT Administrateur	Achat d'actions	26/01/2015	520	4,7760 €	2 483,52 €
	Achat d'actions	03/03/2015	390	6,3840 €	2 489,76 €
Robert SEMMENS Administrateur	Achat d'actions	16/03/2015	2 000	5,79 €	11 587,60 €
Gilberte LOMBARD Administrateur	Achat d'actions	17/03/2015	2 000	5,455 €	10 910,00 €
	Achat d'actions	05/08/2015	2 500	4,205 €	10 512,50 €
Michael DALY Administrateur	Achat d'actions	30/11/2015	1 000	3,185 €	3 185,00 €
Didier HOUSSIN Administrateur	Achat d'actions	08/12/2015	1 000	2,817 €	2 817,00 €

6. SITUATION FINANCIERE, RESULTATS ET PERSPECTIVES

Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits dans le Document de Référence. Ces renseignements restent, à la date de la présente actualisation, exacts et sont mis à jour par les informations figurant ci-dessous :

6.1. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT

6.1.5.1. Rapport financier trimestriel au 30 septembre 2015

CONSIDERATIONS PROSPECTIVES

Ce document comprend des considérations prospectives. Ces considérations sont fondées sur la vision de la direction du Groupe et sur des hypothèses faites quant à la réalisation d'événements futurs.

Ces considérations prospectives sont dépendantes de risques, d'incertitudes et d'hypothèses qui concernent notamment :

- L'impact du contexte économique et de crédit, ainsi que des prix du gaz et du pétrole ;
- Les risques sociaux, politiques et économiques liés aux opérations de CGG ;
- La capacité à développer une stratégie intégrée pour CGG ;
- Les risques liés aux activités opérées au travers de nos joint-ventures ;
- La dépréciation des écarts d'acquisition ;
- La capacité à vendre nos données de la librairie multiclents ;
- L'exposition au risque de marché des changes ;
- La capacité de financer les opérations dans des conditions satisfaisantes ;
- L'impact de la variation des coûts du carburant dans les acquisitions de la Marine ;
- La part de la production interne dans le résultat des opérations ;
- Le développement et l'acceptation des nouveaux équipements et services de CGG ;
- Les difficultés et coûts engendrés par la protection des droits de propriété intellectuelle et l'exposition au risque de plaintes d'autres opérateurs ;
- La capacité du Groupe à recruter et à retenir des employés qualifiés ;
- Les risques opérationnels courants et notre capacité à avoir les assurances adéquates ;
- Les difficultés liées de façon temporaire ou permanente à la réduction de capacité de notre flotte ;
- La possibilité de mettre fin de façon unilatérale à certains des contrats en carnet de commande ou de les reporter par nos clients ;
- Les effets de la concurrence ;
- Le niveau de dépenses de l'industrie du pétrole et du gaz et les fluctuations de la demande pour les services et équipements sismiques ;
- La capacité du Groupe à mettre en œuvre son Plan de Transformation ;
- Le niveau élevé des coûts fixes quel que soit le niveau d'activité ;
- L'aspect saisonnier de nos revenus ;
- Les coûts de conformité aux réglementations sur l'environnement, la santé et la sécurité ;
- Le montant substantiel de l'endettement de CGG et des ratios financiers à respecter ;
- La capacité à accéder aux marchés d'endettement et d'instruments financiers durant la période couverte par ces considérations prospectives qui dépendra des conditions générales de marché et de la notation de l'endettement de CGG ;
- L'exposition au risque de taux d'intérêt ;
- Le succès dans la gestion des risques courants.

Il n'est pas pris ici l'engagement d'actualiser ou de réviser ces considérations prospectives en fonction de telle ou telle nouvelle information et de l'occurrence de tel ou tel événement. Par ailleurs, les considérations prospectives relatives aux divers risques, incertitudes et hypothèses évoqués dans le présent document peuvent ne pas se réaliser.

Certains de ces risques sont décrits de manière détaillée dans le rapport annuel « Document de Référence » pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 et qui a été déposé à l'Autorité des Marchés Financiers le 13 avril 2015. Ce document est disponible sur le site internet www.cgg.com. Une copie de ce document, qui inclut un jeu complet d'états financiers consolidés audités, peut être demandée en contactant le Service Relations Investisseurs au +33 1 64 47 38 31 ou en envoyant un mail à invrelparis@cgg.com ou invrelhouston@cgg.com ou en écrivant à l'adresse suivante : CGG – Service Relations Investisseurs – Tour Maine Montparnasse 33 avenue du Maine – 75015 PARIS – France.

PARTIE I : COMPTES CONSOLIDES

COMPTES DE RESULTAT INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions ou indication contraire	3ème trimestre	
	2015	2014
Chiffres d'affaires	469,8	693,9
Autres produits des activités ordinaires	0,3	0,3
Total produits des activités ordinaires	470,1	694,2
Coût des ventes	(404,4)	(570,7)
Marge brute	65,7	123,5
Coûts nets de recherche et développement	(16,9)	(23,9)
Frais commerciaux	(19,2)	(26,7)
Frais généraux et administratifs	(23,4)	(34,7)
Autres produits et charges, nets	(969,3)	(51,9)
Résultat d'exploitation	(963,1)	(13,7)
Coût de l'endettement financier brut	(44,2)	(45,2)
Produits financiers sur la trésorerie	0,4	0,4
Coût de l'endettement financier net	(43,8)	(44,8)
Autres produits (charges) financiers	(5,9)	(4,8)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	(1 012,8)	(63,3)
Impôts différés sur les variations de change	(0,6)	(9,1)
Autres impôts sur les bénéfices	(71,8)	(33,4)
Total impôts sur les bénéfices	(72,4)	(42,5)
Résultat net des entreprises intégrées	(1 085,2)	(105,8)
Résultat des sociétés mises en équivalence	10,8	(10,2)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(1 074,4)	(116,0)
<i>Attribué aux :</i>		
Actionnaires	\$ (1 074,4)	(118,1)
Actionnaires ⁽¹⁾	€ (958,8)	(86,7)
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ –	2,1
Nombre moyen pondéré d'actions émises	177 065 192	177 065 192
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options	– ⁽²⁾	– ⁽²⁾
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites	– ⁽²⁾	– ⁽²⁾
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux obligations convertibles	– ⁽²⁾	– ⁽²⁾
Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif	177 065 192	177 065 192
Résultat net par action		
Résultat net attribuable aux actionnaires		
– Base	\$ (6,07)	(0,67)
– Base ⁽¹⁾	€ (5,41)	(0,50)
– Dilué	\$ (6,07)	(0,67)
– Dilué ⁽¹⁾	€ (5,41)	(0,50)

(1) Correspond à la différence entre les données au 30 septembre moins le premier semestre en euros.

(2) Dès lors que le résultat de l'exercice est une perte, les plans d'attribution de stock-options, d'actions gratuites sous condition de performance et les obligations convertibles ont un effet relatif. Par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

COMPTES DE RESULTAT INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Neuf mois clos le 30 septembre

Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions ou indication contraire	Neuf mois clos le 30 septembre	
	2015	2014
Chiffres d'affaires	1 511,9	2 189,2
Autres produits des activités ordinaires	1,1	1,2
Total produits des activités ordinaires	1 513,0	2 190,4
Coût des ventes	(1 318,1)	(1 800,9)
Marge brute	194,9	389,5
Coûts nets de recherche et développement	(64,4)	(77,9)
Frais commerciaux	(65,0)	(86,4)
Frais généraux et administratifs	(73,4)	(113,9)
Autres produits et charges, nets	(984,1)	(276,4)
Résultat d'exploitation	(992,0)	(165,1)
Coût de l'endettement financier brut	(134,8)	(156,1)
Produits financiers sur la trésorerie	1,4	1,3
Coût de l'endettement financier net	(133,4)	(154,8)
Autres produits (charges) financiers	(9,5)	(49,2)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	(1 134,9)	(369,1)
Impôts différés sur les variations de change	(1,8)	(13,3)
Autres impôts sur les bénéfices	(80,1)	(57,3)
Total impôts sur les bénéfices	(81,9)	(70,6)
Résultat net des entreprises intégrées	(1 216,8)	(439,7)
Résultat des sociétés mises en équivalence	27,0	(39,9)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(1 189,8)	(479,6)
Attribué aux :		
Actionnaires	\$ (1 191,4)	(485,0)
Actionnaires ⁽¹⁾	€ (1 062,7)	(356,1)
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ 1,6	5,4
Nombre moyen pondéré d'actions émises	177 065 192	176 958 659
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options	_ ⁽²⁾	_ ⁽²⁾
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites	_ ⁽²⁾	_ ⁽²⁾
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux obligations convertibles	_ ⁽²⁾	_ ⁽²⁾
Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif	177 065 192	176 958 659
Résultat net par action		
Résultat net attribuable aux actionnaires		
– Base	\$ (6,73)	(2,74)
– Base ⁽¹⁾	€ (6,00)	(2,01)
– Dilué	\$ (6,73)	(2,74)
– Dilué ⁽¹⁾	€ (6,00)	(2,01)

⁽¹⁾ Converti au taux moyen de 1,1211US\$ et 1,3618US\$ respectivement au 30 septembre 2015 et 2014.

⁽²⁾ Dès lors que le résultat de l'exercice est une perte, les plans d'attribution de stock-options, d'actions gratuites sous condition de performance et les obligations convertibles ont un effet relutif. Par conséquent, les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

ETATS DU RESULTAT GLOBAL INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US	Au 30 septembre	
	2015	2014
Résultat net de l'ensemble consolidé	(1 189,8)	(479,6)
Eléments appelés à être reclassés ultérieurement dans le résultat net:		
Produits (charges) sur couverture des flux de trésorerie.....	0,9	(2,0)
Impôts.....	(0,3)	0,7
Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie	0,6	(1,3)
Produits (charges) sur actifs financiers disponibles à la vente.....	(0,7)	–
Impôts.....	–	–
Produits (charges) nets sur actifs financiers disponibles à la vente	(0,7)	–
Variation de l'écart de conversion	(14,9)	(43,9)
Total des éléments appelés à être reclassés ultérieurement dans le résultat net (1)	(15,0)	(45,2)
Eléments non classés ultérieurement en résultat:		
Produits (charges) sur écarts actuariels des plans de retraite	(5,8)	(0,5)
Impôts.....	2,0	0,2
Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite	(3,8)	(0,3)
Total des éléments non reclassés ultérieurement en résultat (2)	(3,8)	(0,3)
Autres éléments du résultat global des sociétés, nets d'impôts (1) +(2).....	(18,8)	(45,5)
Etat du résultat global consolidé de la période	(1 208,6)	(525,1)
<i>Attribué aux :</i>		
<i>Actionnaires de la société mère</i>	<i>(1 208,1)</i>	<i>(530,1)</i>
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>(0,5)</i>	<i>5,0</i>

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

ETATS DE SITUATION FINANCIERE CONSOLIDES

Montants en millions de dollars US, sauf indication contraire	30 septembre 2015 (non audité)	31 décembre 2014
ACTIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	335,4	359,1
Clients et comptes rattachés, nets	689,2	942,5
Stocks et travaux en cours, nets	364,4	417,3
Créances d'impôt	115,1	145,9
Autres actifs courants, nets	93,8	126,5
Actifs détenus en vue de la vente, nets	36,5	38,3
Total actif courant	1 634,4	2 029,6
Impôts différés actif	55,7	98,2
Participations et autres immobilisations financières, nettes	160,1	141,8
Sociétés mises en équivalence	166,0	137,7
Immobilisations corporelles, nettes	947,0	1 238,2
Immobilisations incorporelles, nettes	1 415,5	1 373,8
Ecart d'acquisition des entités consolidées, nets	1 230,9	2 041,7
Total actif non-courant	3 975,2	5 031,4
TOTAL ACTIF	5 609,6	7 061,0
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Concours bancaires court terme	0,9	2,9
Dettes financières – part court terme	84,6	75,7
Fournisseurs et comptes rattachés	294,5	444,2
Dettes sociales	161,4	222,5
Impôts sur les bénéfices à payer	37,4	72,2
Acomptes clients	55,4	54,4
Provisions – part court terme	92,2	106,0
Autres passifs courants	120,5	231,8
Total passif courant	846,9	1 209,7
Impôts différés passif	189,9	153,8
Provisions – part long terme	168,5	220,3
Dettes financières – part long terme	2 787,6	2 700,3
Autres passifs non courants	20,5	30,7
Total dettes et provisions non-courantes	3 166,5	3 105,1
Capital social : 279 621 151 actions autorisées et 177 065 192 émises au nominal de 0,40 € au 30 septembre 2015 et 177 065 192 au 31 décembre 2014	92,8	92,8
Primes d'émission et d'apport	1 409,7	3 180,4
Réserves	1 185,5	562,0
Autres réserves	120,4	64,7
Titres d'autocontrôle	(20,6)	(20,6)
Résultat de la période attribué aux actionnaires de la société mère	(1 191,4)	(1 154,4)
Résultats directement enregistrés en capitaux propres	(7,0)	(7,6)
Ecart de conversion	(37,8)	(24,3)
Total capitaux propres – attribuable aux actionnaires de la société mère ...	1 551,6	2 693,0
Participations ne donnant pas le contrôle	44,6	53,2
Total capitaux propres	1 596,2	2 746,2
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	5 609,6	7 061,0

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US	Neuf mois clos le 30 septembre	
	2015	2014
EXPLOITATION		
Résultat net de l'ensemble consolidé	(1 189,8)	(479,6)
Amortissements et dépréciations	1 216,5	467,7
Amortissements et dépréciations des études multiclients	177,4	283,5
Amortissements et dépréciations capitalisés en études multiclients	(61,7)	(106,0)
Augmentation (diminution) des provisions	(55,5)	56,8
Charges liées aux stock-options	1,5	6,4
Plus ou moins-values de cessions d'actif	(0,8)	(5,2)
Résultat des mises en équivalence	(27,0)	39,9
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	5,1	30,7
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie	(7,3)	46,7
Flux de trésorerie net incluant le coût de la dette et la charge d'impôt	58,4	340,9
Annulation du coût de la dette financière	133,4	154,8
Annulation de la charge d'impôt	81,9	70,6
Flux de trésorerie net hors coût de la dette et charge d'impôt	273,7	566,3
Impôt décaissé	(17,7)	(32,9)
Flux de trésorerie net avant variation du besoin en fonds de roulement	256,0	533,4
<i>Variation des actifs et passifs circulants :</i>		
- (augmentation) diminution des clients et comptes rattachés	171,0	105,7
- (augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	27,8	39,6
- (augmentation) diminution des autres actifs circulants	47,0	(3,8)
- augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés	(137,3)	(86,0)
- augmentation (diminution) des autres passifs circulants	(86,5)	(84,2)
Impact du change sur les actifs et passifs financiers	12,0	12,1
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	290,0	516,8
INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, nette des variations de fournisseurs d'immobilisations, hors études multiclients	(112,8)	(239,2)
Investissement en trésorerie dans les études multiclients	(218,4)	(482,1)
Valeurs de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	9,7	4,3
Plus ou moins-values sur immobilisations financières	4,4	1,2
Acquisition de titres consolidés, nette de trésorerie acquise	(19,3)	(8,1)
Variation des prêts et avances donnés/reçus	(21,6)	(4,0)
Variation des subventions d'investissement	(0,6)	-
Variation des autres actifs financiers non courants	3,1	(1,8)
Flux de trésorerie affectés aux investissements	(355,5)	(729,7)
FINANCEMENT		
Remboursement d'emprunts	(222,1)	(1 148,7)
Nouveaux emprunts	396,3	1 251,8
Païement du principal des contrats de crédit-bail	(6,1)	(6,6)
Augmentation (diminution) nette des découverts bancaires	(1,9)	(2,3)
Charges d'intérêt payées	(101,4)	(89,1)
<i>Augmentation de capital :</i>		
- par les actionnaires de la société mère	-	0,1
- par les participations ne donnant pas le contrôle	-	-
<i>Dividendes versés et remboursement de capital :</i>		
- aux actionnaires	-	-
- aux participations ne donnant pas le contrôle des sociétés intégrées	(7,5)	(35,5)
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement	57,3	(30,3)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	(15,5)	(4,8)
Incidence des variations de périmètre	-	(30,0)
Variation de trésorerie	(23,7)	(278,0)
Trésorerie à l'ouverture	359,1	530,0
Trésorerie à la clôture	335,4	252,0

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

(Montants en millions de dollars US excepté pour les données par actions)	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement enregistrés en Capitaux propres	Ecart de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société-mère	Participation ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Au 1er janvier 2014	176 890 866	92,7	3 180,4	575,1	(46,1)	(20,6)	(7,6)	26,0	3 799,9	90,2	3 890,1
<i>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1)</i>				(0,3)					(0,3)		(0,3)
<i>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2)...</i>							(1,3)		(1,3)		(1,3)
<i>Variation de l'écart de conversion (3) .</i>							0,8	(44,3)	(43,5)	(0,4)	(43,9)
Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)				(0,3)			(0,5)	(44,3)	(45,1)	(0,4)	(45,5)
Résultat net (4)				(485,0)					(485,0)	5,4	(479,6)
Etat du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)+(4)				(485,3)				(44,3)	(530,1)	5,0	(525,1)
Augmentation de capital	174 326	0,1		(0,1)					-		-
Dividendes									-	(7,5)	(7,5)
Paiements fondés sur des actions				6,4					6,4		6,4
Variation de l'écart de conversion généré par la maison mère						73,9			73,9		73,9
Remboursement d'obligations convertibles, net d'impôts différés				(16,1)					(16,1)		(16,1)
Variation de périmètre et autres				0,9					0,9	(18,5)	(17,6)
Au 30 septembre 2014	177 065 192	92,8	3 180,4	80,9	27,8	(20,6)	(8,1)	(18,3)	3 334,9	69,2	3 404,1
(Montants en millions de dollars US excepté pour les données par actions)	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement enregistrés en Capitaux propres	Ecart de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société-mère	Participation ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Au 1er janvier 2015	177 065 192	92,8	3 180,4	(592,4)	64,7	(20,6)	(7,6)	(24,3)	2 693,0	53,2	2 746,2
<i>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1)</i>				(3,8)					(3,8)		(3,8)
<i>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2)...</i>							0,6		0,6		0,6
<i>Produits (charges) nets sur actifs financiers disponibles à la vente (3)...</i>							(0,7)		(0,7)		(0,7)
<i>Variation de l'écart de conversion (4) .</i>							0,7	(13,5)	(12,8)	(2,1)	(14,9)
Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3) +(4)				(3,8)			0,6	(13,5)	(16,7)	(2,1)	(18,8)
Résultat net (5)				(1 191,4)					(1 191,4)	1,6	(1 189,8)
Etat du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)+(4) +(5)				(1 195,2)			0,6	(13,5)	(1 208,1)	(0,5)	(1 208,6)
Dividendes									-	(7,5)	(7,5)
Paiements fondés sur des actions				1,9					1,9		1,9
Variation de l'écart de conversion généré par la maison mère						55,7			55,7		55,7
Offre publique d'échange d'obligations convertibles, net d'impôt différé				8,5					8,5		8,5
Reconstitution des réserves de la maison mère			(1 770,7)	1 770,7					-		-
Variation de périmètre et autres				0,6					0,6	(0,6)	-
Au 30 septembre 2015	177 065 192	92,8	1 409,7	(5,9)	120,4	(20,6)	(7,0)	(37,8)	1 551,6	44,6	1 596,2

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES NON AUDITES

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES

CGG S.A. (« la Compagnie ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») est un acteur mondial dans l'industrie des services géophysiques et géologiques, qui fournit une large gamme de services pour l'acquisition, le traitement et l'interprétation de données sismiques ainsi que les logiciels de traitement et d'interprétation des données aux clients du secteur de la production et de l'exploration du gaz et du pétrole. Elle est également un fabricant mondial d'équipements géophysiques.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement (CE) n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés intermédiaires résumés ci-joint sont établis conformément à la norme IAS 34 publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptée par l'Union Européenne.

Les comptes consolidés intermédiaires ont été autorisés par le Comité d'audit le 21 décembre 2015 pour publication.

Les Etats Financiers sont présentés en dollars US et ont été préparés selon la méthode du coût historique, excepté pour certains éléments de l'actif et du passif évalués à la juste valeur.

Pour établir les Etats Financiers consolidés conformément au référentiel IFRS, certains éléments de l'état de situation financière, du compte de résultat et des informations annexes sont déterminés par la Direction du Groupe à partir de jugements et d'estimations et sur la base d'hypothèses. Les chiffres réels peuvent donc différer de façon significative des données estimées en raison de changement des conditions économiques, de modification des lois et règlements, de changement de stratégie et de l'imprécision inhérente à l'utilisation de données estimées.

Principaux principes comptables

Ces principes comptables sont identiques à ceux qui ont été retenus pour la préparation des comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2014, décrits dans le rapport annuel 20-F pour l'exercice 2014 déposé auprès de la SEC le 13 avril 2015 et le Document de Référence déposé auprès de l'AMF le même jour, à l'exception des normes et interprétations nouvellement adoptées :

- Amendement d'IAS19 « Régime à prestations définies : contribution des membres du personnel » ;
- Améliorations annuelles 2010-2012 ;
- Améliorations annuelles 2011-2013.

L'adoption de ces normes et interprétations n'a pas eu d'impact sur les comptes consolidés intermédiaires au 30 septembre 2015.

En outre, le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 30 septembre 2015 :

- IFRS 9 « Instruments financiers — classification et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers » ;
- Améliorations annuelles 2012-2014 ;
- Amendement d'IFRS11 « Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune » ;
- Amendement d'IAS16 et IAS38 « Clarification sur les modes d'amortissement acceptables » ;
- IFRS 15 « Produits provenant des contrats avec les clients » ;
- Amendements d'IFRS10 et IAS28 « Vente ou contribution d'actifs entre un Groupe et ses filiales ou Joint-Venture » ;
- Amendement d'IAS1 « Présentation des états financiers » - Initiative Informations à fournir.

La revue de ces textes est actuellement en cours afin de mesurer leur impact potentiel sur les comptes consolidés.

Jugements et utilisation d'estimations

Les jugements et hypothèses utilisés dans les états financiers sont résumés dans le tableau suivant :

Jugements et estimations	Hypothèses clés
Juste valeur des actifs et passifs acquis dans le cadre des différentes allocations du prix d'acquisition	Modèles utilisés pour déterminer la juste valeur
Caractère recouvrable des créances clients	Estimation du risque de défaillance des clients
Evaluation des participations et immobilisations financières	Estimation de la juste valeur des actifs financiers
Amortissement et dépréciation des études multiclients	Estimation de la valeur des sociétés mises en équivalence
Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	Taux de marge attendu par catégorie d'études
Valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des actifs incorporels	Durée d'utilité des études multiclients
Avantages postérieurs à l'emploi	Durée d'utilité des actifs
Provisions pour restructuration et contrats déficitaires	Perspectives industrielles du marché de la géophysique
Provisions pour risques, charges et litiges	Taux d'actualisation (WACC)
Reconnaissance du chiffre d'affaires	Taux d'actualisation
Coûts de développement	Taux d'adhésion aux avantages postérieurs à l'emploi
Impôts différés actifs	Taux d'inflation
	Estimation des coûts futurs liés aux plans de restructuration et aux contrats déficitaires
	Appréciation du risque lié aux litiges auxquels le Groupe est partie prenante
	Estimation de l'avancement des contrats
	Estimation de la juste valeur des programmes de fidélisation des clients
	Estimation de la juste valeur des différents éléments identifiables d'un contrat
	Estimation des avantages futurs des projets
	Hypothèses de réalisation de bénéfices fiscaux futurs

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu lorsqu'il peut être estimé de manière fiable, lorsqu'il est probable que tous les avantages économiques associés à la transaction vont bénéficier au Groupe et lorsque les coûts associés à la transaction (supportés ou restant à supporter) peuvent être mesurés de manière fiable.

— Etudes multiclients

Le chiffre d'affaires généré par les études multiclients est composé (i) des préfinancements et (ii) de la vente de licences d'utilisation après achèvement des études (« après-ventes »).

Préfinancements — D'une manière générale, le Groupe obtient des engagements d'achats de la part de clients avant l'achèvement même de l'étude sismique. Ces engagements couvrent tout ou partie des blocs de la zone d'étude. En contrepartie, le client est généralement habilité à intervenir directement dans la définition ou à participer aux spécifications du projet, et autorisé à accéder en priorité aux données acquises, le plus souvent à des conditions préférentielles d'achat. Le Groupe comptabilise les paiements qu'il reçoit durant les périodes de mobilisations comme des avances et ces paiements sont présentés dans l'état de situation financière en « acomptes clients ».

Les préfinancements sont reconnus en chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement, c'est à dire en fonction de l'avancement physique dudit projet.

Après-ventes — d'une manière générale, le Groupe accorde une licence d'utilisation permettant un accès non exclusif à des données sismiques correctement formatées et dûment définies issues de la bibliothèque d'études multiclients, en contrepartie d'un paiement fixe et déterminé. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires à la signature du contrat et lorsque le client a accès aux données.

Si le contrat comporte de multiples éléments, le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation contractuelle. Chaque élément est comptabilisé selon la règle applicable à chaque élément.

Après-ventes sur des contrats — le Groupe conclut des accords dans lesquels il octroie des licences d'accès pour un nombre déterminé de blocs de la bibliothèque d'études multiclients. Ces contrats permettent au client de sélectionner des blocs spécifiques et d'accéder aux données sismiques correspondantes pour une durée limitée. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires dès que le client a accès aux données et a sélectionné les blocs, et que le chiffre d'affaires peut être estimé de manière fiable.

— Etudes exclusives

Le Groupe réalise des services sismiques — acquisition et traitement — pour le compte de clients donnés. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires lorsque ces services sont contractuellement exécutés selon la méthode à l'avancement, c'est-à-dire en fonction du taux d'exécution du contrat apprécié sur la base de coûts engagés en fonction de la réalisation effective de la prestation de services sur les coûts totaux lorsque ceux-ci peuvent être estimés de façon fiable.

La facturation et les coûts relatifs aux transits des navires sismiques au démarrage de l'étude sont différés et reconnus sur la durée du contrat au rythme de l'avancement technique.

Dans certains contrats d'études exclusives et dans un nombre limité d'études multiclients, le Groupe s'engage à respecter certains objectifs. Le Groupe diffère la reconnaissance du chiffre d'affaires sur ces contrats jusqu'à ce que tous les jalons qui donnent au client un droit d'annulation ou de remboursement soient atteints.

— Vente de matériel

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de la livraison aux clients. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

— Vente de logiciels et de matériel informatique

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel informatique ou de logiciels est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de l'acceptation du produit par le client, et dès lors que le Groupe n'a plus d'obligations résiduelles significatives. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

Si la vente d'un logiciel ou d'un matériel informatique nécessite un aménagement particulier qui entraîne une modification ou une adaptation du produit, l'ensemble est comptabilisé, comme pour un contrat de prestation classique, selon la méthode à l'avancement.

Si le contrat comporte de multiples sections (par exemple mises à jour ou améliorations, support client post-contractuel telle que la maintenance, ou des services), le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation indiquée dans le contrat. Chaque élément est comptabilisé selon la règle applicable à chaque section.

Le chiffre d'affaires relatif à la maintenance concerne notamment des contrats « support client » post-livraison et est enregistré en « acomptes clients » et rattaché en produits au compte de résultat de manière linéaire sur la durée du contrat.

— *Autres prestations géophysiques*

Le chiffre d'affaires provenant des autres prestations géophysiques est comptabilisé dans le compte de résultat lorsque les prestations géophysiques ont été réalisées et, dans le cadre de contrats long-terme, suivant la méthode à l'avancement à la date de clôture.

— *Programmes de fidélisation des clients*

Le Groupe peut octroyer des crédits de prestations à ses principaux clients. Ces crédits sont déterminés contractuellement sur la base des volumes d'affaires annuels réalisés auprès de ces clients et facturés, et sont utilisables sur des services futurs.

Ces crédits sont considérés comme un élément séparé de la vente initiale. Le chiffre d'affaires relatif à ces crédits n'est reconnu que lorsque l'obligation a été remplie.

Ces crédits sont mesurés à leur juste valeur sur la base des taux contractuels et des volumes d'affaires annuels prévisionnels.

Etudes multiclients

Les études multiclients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d'utilisation est cédée aux clients de façon non exclusive. L'ensemble des coûts liés à l'acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles (y compris les éventuels coûts de transit). Les études multiclients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. Le Groupe examine à chaque clôture la librarie des études pour toute dépréciation éventuelle des études au niveau pertinent (études ou groupes d'études indépendants).

Les études multiclients sont classées dans une même catégorie lorsqu'elles sont situées dans une même zone géographique avec les mêmes perspectives de ventes, ces estimations étant généralement fondées sur les historiques de ventes.

Les études multiclients sont amorties sur la période attendue de commercialisation des données en appliquant au chiffre d'affaires comptabilisé un taux d'amortissement en fonction de la catégorie d'étude.

Le Groupe utilise généralement des taux d'amortissement de 50 % à 80 % qui correspondent au rapport des coûts totaux estimés par le chiffre d'affaires total estimé, à moins d'indications spécifiques conduisant à l'utilisation d'un taux différent.

Pour toute catégorie d'études et à compter de la date de livraison, un amortissement linéaire minimum sur une période de cinq à sept ans est pratiqué lorsque le total cumulé d'amortissements déterminé à partir des ventes est inférieur à l'équivalent de cet amortissement minimum.

Dépenses de développement

Les dépenses de recherche et développement, engagées dans le but d'acquérir un savoir-faire technique ou scientifique, sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « Coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement, si elles concernent la découverte ou l'amélioration d'un processus, sont capitalisées si les critères suivants sont réunis :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles,
- il est probable que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs. Le Groupe doit démontrer, entre autres, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité.

Les dépenses capitalisées comprennent le coût des matériels, les salaires directs, ainsi qu'un prorata approprié de charges indirectes. Toutes les autres dépenses de développement sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement capitalisées sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les coûts de développement capitalisés sont amortis sur 5 ans.

Les frais de recherche et de développement en compte de résultat représentent le coût net des dépenses de développement qui ne sont pas capitalisées, des dépenses de recherche et des subventions acquises au titre de la recherche et du développement.

Emprunts convertibles

- Le Groupe comptabilise séparément les composantes d'une obligation convertible qui, d'une part, crée un passif financier et, d'autre part, confère au porteur de l'obligation une option de conversion de l'obligation en instrument de capitaux propres du Groupe.
- Le Groupe détermine d'abord la valeur comptable de la composante passif en évaluant la juste valeur d'un passif analogue (y compris les composantes dérivées n'ayant pas la qualité de capitaux propres) non assorti d'une composante capitaux propres associée.
- La valeur comptable de l'instrument de capitaux propres représenté par l'option de conversion de l'instrument en actions ordinaires est ensuite déterminée en déduisant la juste valeur du passif financier de la juste valeur de l'instrument financier composé pris dans son ensemble. La valeur comptable de l'instrument de capitaux propres est présentée nette de l'imposition différée relative.

- La somme des valeurs comptables attribuées aux composantes de passif et de capitaux propres lors de la comptabilisation initiale est toujours égale à la juste valeur qui serait attribuée à l'instrument dans sa globalité.

NOTE 2 – ACQUISITIONS ET CESSIONS

Vente de l'activité contractuelle terrestre en Amérique du Nord à Geokinetics

Le 30 septembre 2014, CGG a cédé son activité terrestre en Amérique du Nord à Geokinetics contre des titres de participation de cette société. Ces titres non consolidés sont présentés dans les « participations et autres immobilisations financières » au bilan du Groupe et sont comptabilisés à leur juste valeur.

L'impact net résultant de cette cession dans nos états financiers n'était pas significatif pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014.

NOTE 3 – ECART D'ACQUISITION

(En millions de dollars US)	30 septembre 2015	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Solde en début de période	2 041,7	2 483,2	2 415,5
Augmentation	1,9	—	721,6
Dépréciation	(803,8)	(415,0)	(640,0)
Reclassement en Actif détenus en vue de la vente	—	(13,7)	(13,0)
Effets de change.....	(8,9)	(12,8)	(0,9)
Solde en fin de période	1 230,9	2 041,7	2 483,2

Prenant acte du bas de cycle particulièrement long que traverse le marché sismique, mis en lumière à l'été 2015 par les tendances baissières du cours du pétrole ainsi que les communications des majors du secteur des hydrocarbures, CGG a décidé une réduction drastique de sa flotte marine à 5 navires ainsi que la mise en place de nouvelles mesures d'adaptation du Groupe. Cette flotte réduite sera désormais allouée en moyenne aux deux tiers à des études multiclients tandis qu'un tiers tirera des études exclusives. L'unité génératrice de trésorerie Multiclients inclut les coûts Marine, les investissements industriels et les capitaux employés des bateaux alloués à la production Multiclients.

Alors que nous effectuons habituellement nos tests de valeur au 31 décembre pour la clôture annuelle, les changements mentionnés plus haut constituent un indice de perte de valeur nous amenant à réviser nos prévisions financières et à tester la valeur recouvrable de nos actifs au 30 septembre 2015. Une dépréciation de nos écarts d'acquisition de 804 millions de dollars US a été reconnue au 30 septembre 2015. Une dépréciation de 415 millions de dollars US au 31 décembre 2014 et de 640 millions de dollars US au 31 décembre 2013 a été reconnue suite au test annuel de valeur des écarts d'acquisition et comptabilisée dans la ligne « Autres produits et charges nets » du Compte de résultat consolidé (voir la note 21 «Autres produits et charges d'exploitation » dans notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2014).

Revue des tests de valeur

La Direction du Groupe effectue au moins une fois par an un test de valeur des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et des actifs à durée de vie indéterminée affectés aux unités génératrices de trésorerie, afin d'apprécier si une dépréciation pour perte de valeur est nécessaire.

La valeur recouvrable retenue par le Groupe correspond à la valeur d'utilité des actifs, unités génératrices de trésorerie ou groupe d'unités génératrices de trésorerie, définie comme étant l'ensemble des flux de trésorerie futurs actualisés. Dans certains cas, la valeur recouvrable retenue est la juste valeur des actifs minorée des coûts de cession, le cas échéant définie par rapport à un marché actif.

Suite à la réorganisation de CGG en quatre secteurs au 3^{ème} trimestre 2015, les unités génératrices de trésorerie ont été redéfinies en cohérence avec les nouveaux secteurs à présenter. L'unité génératrice de trésorerie Marine a été scindée en trois : i/ Unité génératrice de trésorerie Marine exclusive, ii/ Marine multiclients, intégrée dans l'unité génératrice de trésorerie Multiclients et iii/ Unité génératrice de trésorerie ressources marine non opérées. L'unité génératrice de trésorerie Marine exclusive est incluse dans le segment Acquisition de Données Contractuelles, la Marine Multiclients a été intégrée dans l'unité Multiclients au sein du segment GGR et l'unité ressources marine non opérées se trouve dans le nouveau segment Ressources Non Opérées.

Par conséquent, il y a maintenant neuf unités génératrices de trésorerie. Une unité génératrice de trésorerie est un groupe homogène d'actifs qui génère des flux de trésorerie qui sont largement indépendants de ceux générés par d'autres groupes d'actifs.

Le tableau suivant décrit le détail des écarts d'acquisition du Groupe par segment:

(En millions de dollars US)	30 septembre 2015	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Acquisition de Données Contractuelles ⁽¹⁾	—	366	782
Ressources Non Opérées	—	—	—
UGT Multiclients	284	447	447
UGTs d'Imagerie et Réservoir	770	455	456
Groupe d'UGTs GGR	—	590	590
GGR	1 054	1 492	1 493
Equipement	177	184	208
TOTAL	1 231	2 042	2 483

(1) L'écart d'acquisition du segment Acquisition de Données Contractuelles est porté uniquement par l'unité génératrice de trésorerie Marine en 2013 et 2014

L'écart d'acquisition supporté par le groupe constitué des quatre unités génératrices de trésorerie de GGR a été alloué aux unités génératrices de trésorerie de ce groupe au 3^{ème} trimestre 2015. Cette allocation a été réalisée selon le prorata de leur valeur relative et a été allouée comme suit : 273 millions de dollars US à l'UGT Multiclients et 317 millions de dollars US aux UGTs d'Imagerie et Réservoir.

Depuis 2013, l'écart d'acquisition résiduel du segment Acquisition de Données Contractuelles était porté uniquement par l'unité génératrice de trésorerie Marine. Dès lors, les hypothèses utilisées pour déterminer la valeur recouvrable et l'analyse des sensibilités seront détaillées pour l'unité génératrice de trésorerie Marine et non pour les unités génératrices de trésorerie Acquisition de Données Contractuelles.

Hypothèses retenues pour la détermination de la valeur recouvrable

Pour déterminer la valeur recouvrable des actifs en approche de valeur d'utilité, la Direction du Groupe est amenée à retenir certains jugements, certaines estimations et hypothèses au regard d'éléments incertains. Les valeurs d'utilité sont déterminées sur la base d'hypothèses économiques, et de conditions d'exploitation prévisionnelles comme présentées ci-dessous :

- [^] flux de trésorerie prévisionnels estimés du budget 2016 et des perspectives 2017-2018 tels que présentés au Comité d'Audit du 2 novembre 2015 ;
- [^] utilisation des flux de trésorerie normatifs au-delà de la troisième année ; le poids des flux normatifs actualisés représente plus de 80% de la valeur d'utilité totale ;
- [^] taux de croissance à long terme entre 2% et 2,5% en fonction de l'activité ;
- [^] taux d'actualisation, inchangé par rapport à 2014, considéré comme reflétant le coût moyen pondéré du capital (CMPC) du secteur concerné :
 - » 10,0 % pour le secteur Équipements (correspondant à un taux avant impôt de 14,0 %),
 - » 8,5 % pour l'unité génératrice de trésorerie Marine exclusive du secteur Acquisition de Données Contractuelles (correspondant à un taux avant impôt de 10,4%),
 - » 9,5 % pour les unités génératrices de trésorerie du secteur GGR (correspondant à un taux avant impôt compris entre 12,9% and 14,2%).

CGG opère sur un marché cyclique actuellement en baisse suite à la chute drastique des prix du pétrole et le ralentissement notable des programmes d'exploration. Le point bas du cycle dans lequel nous sommes peut encore durer quelques années. Au delà du seul changement de périmètre et de l'allocation de notre flotte pour deux tiers à la production multiclient, les prévisions financières à moyen terme utilisées notamment pour l'année normative ont été ajustées pour refléter ce nouvel environnement.

L'unité génératrice de trésorerie Marine est fortement impactée par les conditions de marché qui apparaissent plus durablement détériorées que prévu avant l'été 2015. Suite à la nouvelle phase de notre plan de réduction de flotte et aux conditions de marché difficiles, le test de valeur de notre unité génératrice de trésorerie Marine au 30 septembre 2015 s'est traduit par une dépréciation pour perte de valeur des écarts d'acquisition à hauteur de 365 millions de dollars US. Il n'y a plus d'écart d'acquisition dans l'unité génératrice de trésorerie Marine exclusive (et donc plus dans le segment Acquisition de Données Contractuelles) et dans l'unité génératrice de trésorerie ressources marine non opérées (et donc dans le segment Ressources Non Opérées).

Bien que le segment GGR résiste mieux aux conditions de marché que l'Acquisition de Données Contractuelles, l'intégration des bateaux tirant des études multiclients dans le segment GGR et la révision de nos prévisions financières, se traduisent par une dépréciation d'écart d'acquisition de 439 millions de dollars US. Sur ces 439 millions de dollars US, 436 millions de dollars US sont liés à l'UGT Multiclients et s'expliquent principalement par l'allocation de 273 millions de dollars US de l'écart d'acquisition supporté par le groupe d'UGTs de GGR décrite ci-dessus. Après dépréciation des écarts d'acquisition, les capitaux employés de l'unité génératrice de trésorerie Multiclients s'élèvent à 1 403 millions de dollars US à fin septembre dont 284 millions de dollars US d'écart d'acquisition. Après dépréciation des écarts d'acquisition, les capitaux employés des unités génératrices de trésorerie d'Imagerie et Réservoir s'élèvent à 1 180 millions de dollars US à fin septembre dont 770 millions de dollars US d'écart d'acquisition.

En 2014, une dépréciation pour perte de valeur d'écarts d'acquisition de 415 millions de dollars US a été reconnue pour l'unité génératrice de trésorerie Marine. En 2013, des dépréciations pour perte de valeur des écarts d'acquisition à hauteur de 582 millions de dollars US et 58 millions de dollars US ont été reconnues respectivement pour les unités génératrices de trésorerie Marine et Terrestre. Aucune perte de valeur n'a été enregistrée pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Sensibilité aux changements dans les hypothèses retenues

Le changement de certaines hypothèses définies par la Direction du Groupe, en particulier le taux d'actualisation et les flux normatifs (basés sur l'EBITDAS) retenus, peut affecter significativement l'évaluation de la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie, et donc les résultats du test de valeur du Groupe. Le profil du cycle peut affecter, dans une moindre mesure que les deux facteurs précédents, l'évaluation de la valeur d'utilité de nos unités génératrices de trésorerie. Les flux de trésorerie générés pendant l'année 2017 (choisie comme année médiane de la séquence de trois ans) représentent une hypothèse importante.

Les changements d'hypothèses sont présentés de la façon suivante :

En millions de dollars US	Écart d'acqui siti on	Excédent des flux de trésorerie futurs attendus actualisé sur la valeur nette comptable des actifs incluant les écarts d'acquisition	Sensibilité des flux de trésorerie 2017		Sensibilité des flux de trésorerie normatifs		Sensibilité sur le taux d'actualisation (net d'impôt)	
			Diminution de 10%	Augmentati on de 10%	Diminution de 10%	Augmentati on de 10%	Diminution de 0,25%	Augmentati on de 0,25%
UGT Multiclients	284	0	(9)	+9	(123)	+123	+56	(52)
UGTs d'Imagerie et Réservoir.....	770	690	(8)	+8	(161)	+161	+72	(67)
Secteur Equipement.....	177	1 129	(7)	+7	(161)	+161	+65	(60)
Total	1 231							

NOTE 4 – DETTES FINANCIERES

La dette financière brute du Groupe au 30 septembre 2015 s'élève à 2 873,1 millions de dollars US. Elle s'élevait à 2 778,9 millions de dollars US au 31 décembre 2014.

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015

Offre publique d'échange simplifiée d'obligations convertibles

En mai 2015, CGG a lancé une offre publique d'échange simplifiée visant à apporter 11 200 995 obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes à échéance 2019 (OCEANE 2019) contre de nouvelles obligations convertibles OCEANE 2020. La parité d'échange est fixée à 5 OCEANE 2020 contre 2 OCEANE 2019.

Le 26 juin 2015, les porteurs d'OCEANE 2019 ont échangé 90,3% de leurs obligations, soit 10 114 014 obligations. En rémunération de cet apport, le Groupe a procédé à l'émission de 25 285 035 OCEANE 2020 à échéance 1^{er} janvier 2020 pour un montant nominal total de 325,1 millions d'euros (ou 363,7 millions de dollars US convertis au taux de clôture historique de 1,1189).

La valeur nominale unitaire des OCEANE 2020 a été fixée à 12,86 euros (contre 32,14 euros pour l'OCEANE 2019).

Ces nouvelles obligations portent intérêt à un taux annuel de 1,75 % payable semestriellement à terme échu le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année (contre 1,25 % pour l'OCEANE 2019) ; et donnent droit à l'attribution d'actions CGG nouvelles ou existantes à raison d'une action pour une obligation, sous réserve d'éventuels ajustements ultérieurs. Ces obligations peuvent faire l'objet d'un remboursement anticipé au gré de CGG SA, sous certaines conditions.

Au 30 juin 2015, les composantes capitaux propres et passif financier des OCEANE 2019 apportées ont été décomptabilisées. Les obligations OCEANE 2020 ont été comptabilisées à leur juste valeur pour un montant de 275,2 millions d'euros (ou 307,8 millions de dollars US convertis au taux de clôture historique de 1,1189). La juste valeur de la composante passif a été estimée avec un taux d'intérêt à 6,63 % et s'élève à 265,4 millions d'euros (ou 296,9 millions de dollars US). La composante capitaux propres s'élève à 9,7 millions d'euros (ou 10,9 millions de dollars US).

D'autre part, CGG n'ayant pas exercé son option de remboursement anticipé des 9,7% restant, le solde résiduel de la dette financière relative aux OCEANE 2019 s'établit à 30,3 millions d'euros (ou 34 millions de dollars US convertis au taux de clôture historique de 1,1189) dans les comptes consolidés établis au 30 septembre 2015.

L'impact de la transaction sur le résultat net consolidé est non significatif. L'impact sur les capitaux propres s'élève à 8,6 millions de dollars US, net d'impôts différés.

Modification de nos lignes de crédit

Afin d'assouplir notre flexibilité financière et suite à l'accord unanime des 16 institutions financières impliquées, en juin 2015, les lignes de crédit « French Revolver », « Revolver US », le prêt à terme et crédit renouvelable « Nordic » et la facilité de crédit de 45 millions de dollars US sécurisée par le navire Geowave Voyager ont fait l'objet d'avenants.

Conformément à ces avenants,

- (i) Concernant les ratios financiers du Groupe :
 - le ratio d'endettement maximal (défini comme la dette nette sur l'EBITDAS) a été accru à 4,00x pour les 4 trimestres glissants clos jusqu'au 30 juin 2016, à 3,75x pour les 4 trimestres glissants clos jusqu'au 30 juin 2017, à 3,50x pour les 4 trimestres glissants clos jusqu'au 30 juin 2018, à 3,25x pour les 4 trimestres glissants clos jusqu'au 30 juin 2019 et à 3,00x pour les périodes suivantes ;
 - le seuil minimal du ratio EBITDAS rapporté aux intérêts financiers est réduit de 4,00 à 3,00.
- (ii) Dans le cadre de ses accords de crédits existants, CGG a désormais la possibilité de lever jusqu'à 500 millions de dollars US de dette sécurisée supplémentaire, sur une base pari passu avec les lignes de crédit « French Revolver » et « Revolver US ». Les éléments apportés en sûreté et/ou en nantissement comprennent notamment les streamers de la flotte, la bibliothèque multiclients américaine et les titres des principales entités opérationnelles Sercel (Sercel SA et Sercel Inc), et les titres des principales entités opérationnelles GGR.

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014

Obligations convertibles OCEANE 2016

Au 30 septembre 2014, les 360 millions d'euros d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions OCEANE 2016 ont été totalement remboursées.

La contrepartie payée et tous les coûts de transactions liés au rachat ont été alloués aux composantes passif et capitaux propres de l'instrument à la date de la transaction. La perte allouée à la composante passif s'élevait à 37,6 millions de dollars US et a été comptabilisée sur la ligne « autres produits (charges) financières » de notre compte de résultat. L'impact négatif dans les capitaux propres s'est élevé à 16,3 millions de dollars US, net d'impôts.

L'amortissement accéléré des frais d'émission a été comptabilisé sur la ligne « Coût de l'endettement financier net » de notre compte de résultat pour un montant de 2,5 millions de dollars US.

Obligations à haut rendement, emprunts et facilités de crédit

Au cours des neuf mois clos le 30 septembre 2014, le Groupe a procédé au remboursement de l'intégralité des 225 millions de dollars US de l'emprunt obligataire 9½% à échéance 2016, ainsi qu'au remboursement à hauteur de 265 millions de dollars US de l'emprunt obligataire 7¾% à échéance 2017.

L'amortissement accéléré des frais d'émission d'emprunt relatifs a été comptabilisé sur la ligne « Coût de l'endettement financier net » de notre compte de résultat pour un montant global de 8,6 millions de dollars US. La pénalité pour remboursement anticipé s'est élevée à 8,7 millions de dollars US et a été comptabilisée sur la ligne « Autres produits (charges) financiers » de notre compte de résultat.

Le Groupe a également émis des obligations à haut rendement à échéance 2020 pour un montant de 400 millions d'euros (ou 546,3 millions de dollars US convertis au taux de clôture historique de 1,3658) et des obligations à échéance 2022 pour 500 millions de dollars US.

NOTE 5 - ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET ZONE GEOGRAPHIQUE

Prenant acte du bas de cycle particulièrement long que traverse le marché sismique, mis en lumière à l'été 2015 par les tendances baissières du cours du pétrole, CGG a décidé au 3^{ème} trimestre 2015 une réduction drastique de sa flotte marine à 5 navires ainsi que la mise en place de nouvelles mesures d'adaptation du Groupe. Cette flotte réduite sera désormais allouée en moyenne aux deux tiers à des études multiclients tandis qu'un tiers tirera des études exclusives. En raison de cette réduction de flotte, une partie des actifs possédés ne seront pas opérés pendant une certaine période. Les coûts de ces ressources non opérées ainsi que les coûts du Plan de Transformation du Groupe sont reportés dans un nouveau secteur opérationnel. Depuis le 3^{ème} trimestre 2015, le Groupe est organisé en quatre secteurs qui sont les secteurs utilisés dans notre reporting financier. Ces secteurs sont :

- **Acquisition de Données Contractuelles**, qui regroupe les secteurs opérationnels suivants :
 - Acquisition Marine : services d'acquisition sismique menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique;
 - Acquisition Terrestre et Multi-Physique : autres services d'acquisition sismique menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique.
- **Géologie, Géophysique et Réservoir (« GGR »)**. Ce secteur opérationnel regroupe les activités données multiclients (développement et gestion d'une bibliothèque d'études sismiques et géologiques que nous menons et vendons à plusieurs clients sur une base non-exclusive), et Imagerie et Réservoir (services de traitement, d'imagerie et d'interprétation de données et d'études de réservoir pour des tiers, conseil géophysique et solutions logiciels sismiques; solutions de gestion de données géologiques). Le secteur GGR inclut les coûts, les investissements industriels et les capitaux employés des bateaux alloués à la production-multiclients.
- **Équipement**, qui est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine. Nous opérons cette activité au travers de notre filiale Sercel.
- **Ressources Non Opérées**, qui comprend les coûts des ressources marine non opérées ainsi que les coûts du Plan de Transformation du Groupe (principalement des provisions pour restructuration et des provisions pour contrats déficitaires). Les capitaux employés de ce secteur comprennent les actifs non opérés et les provisions relatives au Plan de Transformation du Groupe. Dans ce secteur, la valeur recouvrable retenue est la juste valeur diminuée des coûts de sortie.

L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée par le principal décideur opérationnel pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

En complément du résultat d'exploitation, le résultat avant charges d'intérêts et d'impôts (« EBIT ») peut être utilisé comme un indicateur de performance par le management en raison d'une part significative de nos activités gérées au travers de nos sociétés mises en équivalence. L'EBIT correspond au résultat d'exploitation, plus le résultat des sociétés mises en équivalence.

Les ventes internes analytiques entre les secteurs d'activité sont effectuées aux prix du marché. Elles correspondent principalement à des ventes de matériels effectuées par le secteur Equipement pour les secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR (la référence étant le marché spot). Comme GGR comprend la capacité marine allouée aux études multiclients, il n'y a plus de services rendus par l'Acquisition de Données Contractuelles pour GGR au titre des études multiclients. Les transactions entre les filiales du Groupe sont effectuées au prix du marché.

Ces revenus intersecteurs et le résultat opérationnel en découlant sont éliminés en consolidation et présentés dans la colonne « Éliminations et autres ».

Les ventes intersecteurs du secteur Equipement et le résultat opérationnel en découlant, sont éliminés en consolidation et présentés comme suit dans les tableaux ci-dessous : (i) le résultat d'exploitation et l'EBIT relatifs à nos secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR sont présentés après élimination des dépenses d'amortissement correspondant aux marges inter-segments incluses dans les immobilisations vendues par le secteur Équipement aux secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR ; et (ii) les dépenses d'investissements industriels de nos secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR sont présentées après élimination de la marge intersecteur.

Le résultat d'exploitation et l'EBIT incluent des éléments exceptionnels qui sont mentionnés s'ils sont significatifs. Les frais de siège qui couvrent principalement les activités de direction, de financement et d'administration juridique et fiscale sont inclus dans la colonne "Éliminations et autres" dans les tableaux qui suivent. Le Groupe ne présente pas d'éléments du résultat financier par secteur d'activité dans la mesure où ces indicateurs sont suivis au niveau de la société-mère.

Les actifs identifiables sont ceux utilisés dans l'activité de chaque secteur d'activité. Les actifs non affectés aux activités et ceux du siège sont relatifs aux « participations et autres immobilisations financières » et « trésorerie et équivalents de trésorerie » dans les états de situation financière consolidés. Le Groupe ne présente pas ces actifs par zone géographique.

Les capitaux employés représentent le total des actifs hors « trésorerie et équivalents de trésorerie », moins (i) les « passifs courants » hors « concours bancaires » et « dettes financières court terme » et (ii) les passifs non courants hors « dettes financières ».

Les tableaux ci-après présentent le chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation et l'EBIT par secteur d'activité, ainsi que le chiffre d'affaires par zone géographique (localisation client).

Analyse par Secteur d'activité

Pour le trimestre clos le 30 septembre,

En millions de dollars US	2015						2014 (retraité)					
	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Eliminations et Autres	Total Consolidé	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Eliminations et Autres	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers	147,7	-	226,6	95,5	-	469,8	222,3	-	304,7	166,9	-	693,9
Chiffre d'affaires intersecteur	4,5	-	-	7,3	(11,8)	-	12,9	-	-	13,5	(26,4)	-
Chiffre d'affaires total	152,2	-	226,6	102,8	(11,8)	469,8	235,2	-	304,7	180,4	(26,4)	693,9
Dotation aux amortissements (hors multiclents)	(537,3)	(4,6)	(483,7)	(10,4)	-	(1 036,0)	(90,5)	(3,8)	(50,1)	(11,9)	-	(156,3)
Dotation aux amortissements multiclents	-	-	(51,2)	-	-	(51,2)	-	-	(88,9)	-	-	(88,9)
Résultat d'exploitation	(529,1)	(10,3)	(409,9)	4,9	(18,7)	(963,1)	(70,3)	(8,2)	69,7	29,3	(34,2)	(13,7)
Résultat des sociétés mises en équivalence (1).....	10,8	-	-	-	-	10,8	(8,7)	-	(1,5)	-	-	(10,2)
Résultat avant intérêts et taxes (2)	(518,3)	(10,3)	(409,9)	4,9	(18,7)	(952,3)	(79,0)	(8,2)	68,2	29,3	(34,2)	(23,9)
Acquisition d'immobilisations (hors multiclents) (3)	14,5	-	7,5	4,6	3,6	30,2	26,8	-	9,7	9,8	4,5	50,8
Investissement en trésorerie dans les études multiclents	-	-	68,0	-	-	68,0	-	-	151,1	-	-	151,1

(1) Le résultat opérationnel des sociétés mises en équivalence s'élève à 11,8 millions de dollars US pour le 3^{ème} trimestre 2015 contre (5,7) millions de dollars US pour le 3^{ème} trimestre 2014.

(2) Au niveau Groupe, le résultat d'exploitation et l'EBIT consolidés avant coûts liés au Plan de Transformation s'élèvent respectivement à 4,3 millions de dollars US et 15,1 millions de dollars US pour le 3^{ème} trimestre 2015, contre 50,7 millions de dollars US et 40,5 millions de dollars US pour le 3^{ème} trimestre 2014.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2015, l'EBIT du secteur Acquisition de Données Contractuelles inclut :

- (i) (365,0) millions de dollars US de dépréciation de l'écart d'acquisition Marine;
- (ii) (110,0) millions de dollars US de dépréciation d'équipements Marine;
- (iii) (25,0) millions de dollars US de dépréciation d'immobilisations incorporelles.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, l'EBIT du secteur Acquisition de Données Contractuelles incluait (55,0) millions de dollars US de dépréciation de notre participation dans la joint-venture SBGS (Seabed Geosolutions BV), société mise en équivalence ;

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2015, l'EBIT du secteur Ressources Non Opérées comprend (5,7) millions de dollars US liés au Plan de Transformation des activités Marine. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, l'EBIT du secteur Ressources Non Opérées comprenait (4,4) millions de dollars US liés au Plan de Transformation des activités Marine.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2015, l'EBIT du secteur GGR comprend :

- (i) (438,8) millions de dollars US liés à la dépréciation d'écarts d'acquisition d'UGTs de GGR ;
- (ii) (11,2) millions de dollars US liés à la dépréciation d'immobilisations incorporelles.

Pour le 3^{ème} trimestre 2015, la colonne « Eliminations et Autres » inclut des frais de siège d'un montant de (9,4) millions de dollars US et des éliminations intersecteurs pour (9,3) millions de dollars US. Pour le 3^{ème} trimestre 2014, la colonne « Eliminations et Autres » incluait des frais de siège d'un montant de (12,4) millions de dollars US et des éliminations intersecteurs pour (21,8) millions de dollars US.

(3) Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles comprennent des coûts de développement capitalisés de (7,6) millions de dollars US pour le 3^{ème} trimestre 2015 et (12,0) millions de dollars US pour le 3^{ème} trimestre 2014. La colonne « Eliminations et Autres » correspond à la variation des fournisseurs d'immobilisations.

Pour les neuf mois clos le 30 septembre,

En millions de dollars US, excepté les actifs et capitaux employés en milliards de dollars US	2015						2014 (retraité)					
	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipment	Eliminations et Autres	Total Consolidé	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipment	Eliminations et Autres	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers ..	483,0	-	723,0	305,9	-	1 511,9	816,2	-	894,4	478,6	-	2 189,2
Chiffre d'affaires intersecteur	18,1	-	-	28,9	(47,0)	-	30,8	-	-	104,4	(135,2)	-
Chiffre d'affaires total.....	501,1	-	723,0	334,8	(47,0)	1 511,9	847,0	-	894,4	583,0	(135,2)	2 189,2
Dotation aux amortissements (hors multicients)	(613,2)	(13,7)	(558,4)	(31,2)	-	(1 216,5)	(243,9)	(12,6)	(156,1)	(55,1)	-	(467,7)
Dotation aux amortissements multicients.....	-	-	(177,4)	-	-	(177,4)	-	-	(283,5)	-	-	(283,5)
Résultat d'exploitation	(607,9)	(36,0)	(317,8)	25,8	(56,1)	(992,0)	(164,3)	(99,9)	146,9	87,3	(135,1)	(165,1)
Résultat des sociétés mises en équivalence (1).....	27,0	-	-	-	-	27,0	(37,0)	-	(2,9)	-	-	(39,9)
Résultat avant intérêts et taxes (2)....	(580,9)	(36,0)	(317,8)	25,8	(56,1)	(965,0)	(201,3)	(99,9)	144,0	87,3	(135,1)	(205,0)
Acquisition d'immobilisations (hors multicients) (3) ...	58,2	-	26,3	16,6	11,7	112,8	170,7	-	4,3	47,9	16,3	239,2
Investissement en trésorerie dans les études multicients	-	-	218,4	-	-	218,4	-	-	482,1	-	-	482,1
Capitaux employés....	0,8	-	2,6	0,7	-	4,1	1,5	(0,1)	3,8	0,8	-	6,0
Total actifs identifiables.....	1,1	0,2	2,9	0,9	-	5,1	1,9	-	4,1	1,0	0,1	7,1

(1) Le résultat opérationnel des sociétés mises en équivalence s'élève à 34,1 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 contre (31,9) millions de dollars US pour la période comparable 2014.

(2) Au niveau Groupe, le résultat d'exploitation et l'EBIT consolidés avant coûts liés au Plan de Transformation s'élèvent respectivement à (2,0) millions de dollars US et 25,0 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015, contre 131,1 millions de dollars US et 91,2 millions de dollars US pour la période comparable 2014.

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015, l'EBIT du secteur Acquisition de Données Contractuelles inclut :

- (i) (365,0) millions de dollars US de dépréciation de l'écart d'acquisition Marine;
- (ii) (110,0) millions de dollars US de dépréciation d'équipements Marine;
- (iii) (25,0) millions de dollars US de dépréciation d'immobilisations incorporelles.

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014, l'EBIT du secteur Acquisition de Données Contractuelles incluait :

- (i) (107,0) millions de dollars US de dépréciation de notre participation dans la joint-venture SBGS, société mise en équivalence;
- (ii) (26,2) millions de dollars US liés à la dépréciation d'équipements Marine;
- (iii) Et un gain net de 11,1 millions de dollars US généré par la cession de 2% du capital de la société Ardiseis FZCO.

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015, l'EBIT du secteur Ressources Non Opérées comprend (22,3) millions de dollars US liés au Plan de Transformation des activités Marine. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, l'EBIT du secteur Ressources Non Opérées comprenait (87,3) millions de dollars US liés au Plan de Transformation des activités Marine.

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015, l'EBIT du secteur GGR comprend :

- (i) (438,8) millions de dollars US liés à la dépréciation d'écarts d'acquisition d'UGTs de GGR ;
- (ii) (11,2) millions de dollars US liés à la dépréciation d'immobilisations incorporelles.

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014, l'EBIT du secteur GGR incluait (36,7) millions de dollars US de dépréciations d'études multicients acquises au Brésil en 2007-2009.

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014, l'EBIT du secteur Equipement incluait des dépréciations d'immobilisations incorporelles pour (21,7) millions de dollars US.

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015, la colonne « Eliminations et Autres » inclut des frais de siège d'un montant de (27,0) millions de dollars US et des éliminations intersecteurs pour (29,1) millions de dollars US. Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014, la colonne « Eliminations et Autres » incluait des frais de siège d'un montant de (43,5) millions de dollars US et des éliminations intersecteurs pour (91,6) millions de dollars US.

(3) Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles comprennent des coûts de développement capitalisés de (29,1) millions de dollars US et (43,0) millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 et 2014 respectivement. La colonne « Eliminations et Autres » correspond à la variation des fournisseurs d'immobilisations.

Chiffre d'affaires par zone géographique

Les tableaux ci-après présentent les chiffres d'affaires consolidés par destination géographique et leur poids par rapport au chiffre d'affaires consolidé total :

En millions de dollars US, excepté les pourcentages	Pour le trimestre clos le 30 septembre			
	2015		2014	
Amérique du nord.....	93,4	20 %	206,2	30%
Amérique latine.....	89,6	19 %	67,8	10%
Europe, Afrique et Moyen Orient.....	192,5	41 %	301,9	43%
Asie Pacifique.....	94,3	20 %	118,0	17%
Total.....	469,8	100 %	693,9	100%

En millions de dollars US, excepté les pourcentages	Pour les neuf mois clos le 30 septembre			
	2015		2014	
Amérique du nord.....	303,9	20 %	568,6	26%
Amérique latine.....	162,7	11 %	262,2	12%
Europe, Afrique et Moyen Orient.....	668,4	44 %	930,9	42%
Asie Pacifique.....	376,9	25 %	427,5	20%
Total.....	1 511,9	100 %	2 189,2	100%

NOTE 6 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES

En millions de dollar US	Neuf mois clos le 30 septembre	
	2015	2014
Dépréciation des écarts d'acquisitions.....	(803,8)	–
Dépréciation d'actifs.....	(148,9)	(191,8)
Charges de restructuration.....	(71,4)	(34,5)
Variation des provisions pour restructuration.....	34,1	(69,9)
Autres produits (charges) non récurrents.....	8,4	15,0
Éléments non récurrents nets.....	(981,6)	(281,2)
Gains (pertes) de change sur contrats de couverture.....	(2,6)	0,5
Plus (moins) valeurs sur cessions d'actifs.....	0,1	4,3
Total Autres produits et charges, net.....	(984,1)	(276,4)

Les « éléments non récurrents, nets » s'élèvent à (981,6) millions de dollars US au 30 septembre 2015, dont (968,8) millions de dollars US comptabilisés au cours du 3^{ème} trimestre 2015. Sur la période comparable 2014, les « éléments non récurrents, nets » s'élevaient à (281,2) millions de dollars US, dont (49,4) millions de dollars US comptabilisés sur le 3^{ème} trimestre 2014.

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015

Dépréciation des écarts d'acquisition

Au cours du 3^{ème} trimestre 2015, le Groupe a comptabilisé des dépréciations d'écarts d'acquisitions pour 365,0 millions de dollars relatif à la Marine et 438,8 millions de dollars US relatifs aux unités génératrices de trésorerie GGR (voir note 3 des états financiers intermédiaires consolidés au 30 septembre 2015).

Dépréciation d'actifs

Ce poste comprend des dépréciations de navires et d'équipements sismiques pour un montant de 110,0 millions de dollars US. La valeur recouvrable retenue pour nos bateaux possédés correspond à la juste valeur des actifs diminuée des coûts de sortie, la juste valeur étant déterminée par référence à un marché actif. Cette ligne inclut également des dépréciations d'immobilisations incorporelles pour 36,2 millions de dollars US.

Charges de restructuration et variation des provisions pour restructuration

Au cours des neuf mois clos le 30 septembre 2015, le Groupe a dépensé 71,4 millions de dollars US au titre du Plan de Transformation du Groupe. Ces coûts ont été compensés par les reprises de provisions correspondantes. Des provisions complémentaires, et notamment des provisions pour des coûts liés au départ du personnel, ont été également comptabilisées au cours du 3^{ème} trimestre.

Plus (moins) valeurs sur cessions d'actifs

Ce poste comprend des plus ou moins-values sur cessions de matériel, ainsi que le coût des équipements Marine endommagés et/ou mis au rebut. Les indemnités correspondantes perçues des assurances sont présentées en «Autres produits (charges) non récurrents ».

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014

Dépréciation d'actifs

Ce poste incluait (i) (26,4) millions de dollars US de dépréciations d'équipements marine dans le cadre du Plan de Transformation Marine, (ii) (36,7) millions de dollars US de dépréciations d'études multiclients acquises au Brésil en 2007-2009, (iii) (128,7) millions de dollars US de

dépréciations liées aux activités de fond de mer ('seabed'), dont (107,0) millions de dollars US de dépréciation de notre participation dans la société mise en équivalence Seabed Geosolutions BV et (21,7) millions de dollars US de dépréciations d'immobilisations incorporelles.

Charges de restructuration

Ce poste comprenait essentiellement des coûts liés au départ du personnel et à la fermeture de certains sites dans le cadre du Plan de Transformation du Groupe.

Variation des provisions pour restructuration

Ce poste incluait des provisions pour contrats déficitaires, pour départ de personnel et fermetures de sites liées au Plan de Transformation du Groupe.

Plus (moins) values sur cessions d'actifs

Ce poste comprenait un gain net de 11,1 millions de dollars US généré par la cession de 2% du capital de la société Ardiseis FZCO; ainsi que le coût des équipements marine endommagés et/ou mis au rebut. Les indemnités correspondantes perçues des assurances sont présentées en «Autres produits (charges) non récurrents ».

NOTE 7 – CREANCES ET COMPTES RATTACHES

En 2014 et 2015, le Groupe a conclu des contrats d'affacturage avec divers établissements bancaires. Au 30 septembre 2015, le montant total des créances commerciales transférées s'élève à 23,7 millions de dollars US contre 81,1 millions de dollars US au 31 décembre 2014. Les principaux risques conservés par le Groupe sont le risque de non-paiement pour une période de 30 jours et le risque de litige commercial, lesquels ont été historiquement bas au regard des créances transférées.

En conséquence, le Groupe n'a constaté que des montants non significatifs correspondant à son implication continue. Les coûts relatifs reconnus en résultat d'exploitation sont non significatifs.

NOTE 8 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le 31 octobre 2015, CGG a vendu sa bibliothèque multiclients Canadienne et collecté le montant correspondant.

Le 4 novembre 2015, CGG a obtenu l'accord des institutions financières pour être dispensé du ratio d'endettement maximal (défini comme la dette nette sur l'EBITDAS) pour le 31 décembre 2015. Cette dispense est valable pour tous les financements soumis à ce ratio.

Annnonce du plan de restructuration

Le 5 novembre 2015, CGG a annoncé publiquement et en interne la partie de restructuration de sa nouvelle étape du plan de transformation. Ce plan de restructuration, soumis à l'accord des représentants sociaux, comporte la Réduction supplémentaire de 930 emplois dans le Groupe au niveau mondial. Le cout cash total de cette nouvelle étape de transformation du Groupe, qui s'ajoute au plan de transformation initié courant 2014, comprend principalement, sans pour autant s'y limiter, des coûts de licenciements ainsi que des coûts de maintenance de bateaux mis à quai et a été estimé à environ 200 millions de dollars US. Une part significative de ces couts sera provisionnée dans les comptes du Groupe CGG dans les comptes du quatrième trimestre 2015.

Rééchelonnement de dettes moyen-termes au travers d'échange de dettes

Le 19 novembre 2015, CGG S.A. a annoncé que sa filiale, CGG Holding (U.S.) Inc. (CGG US), a lancé une Offre d'Echange concernant les Obligations de Premier Rang à 7,75% arrivant à échéance en 2017, les Obligations de Premier Rang à 6,5% arrivant à échéance en 2021 ainsi que sur les Obligations de Premier Rang à 6,875% arrivant à échéance en 2022 émises par CGG S.A. (les Obligations). CGG US propose des participations dans des prêts senior à terme garantis (Prêts à Terme) en échange de tout ou partie des Obligations de Premier rang à 7,75% arrivant à échéance en 2017 et, jusqu'à un montant cumulé de 135 millions de dollars US, des Obligations de Premier Rang à 6,5% arrivant à échéance en 2021 et/ou des Obligations de Premier Rang à 6,875% arrivant à échéance en 2022 dès lors que cet échange s'accompagne de l'offre d'échange simultanée pour un montant égal ou supérieur aux Obligations de Premier Rang à 7,75% arrivant à échéance en 2017. L'encours obligataire des Obligations de Premier Rang à 7,75% arrivant à échéance en 2017 était de 135 millions de dollars US au 30 septembre 2015.

Les Prêts à Terme arriveront à échéance le 15 mai 2019, et porteront intérêt, à la discrétion de CGG US, au taux LIBOR majoré de 5,50% par an ou au taux de base ajusté majoré de 4,50% par an. Le taux LIBOR ajusté ne doit pas être inférieur à 1,00% et le taux de base ajusté ne doit pas être inférieur à 2,00%. Les Obligations qui sont acceptées au titre de l'échange seront annulées.

CGG a acquis, la majorité de la Division Geoscience de Fugro N.V. le 31 janvier 2013. Afin de faciliter cette acquisition, Fugro a consenti un crédit vendeur d'un montant de 125 millions d'euros à CGG S.A. qui a été par la suite augmenté jusqu'à 225 millions d'euros. CGG S.A. a remboursé 140,6 millions d'euros du prêt Fugro. Le montant restant de 84,4 millions d'euros demeure dû.

Le 7 décembre 2015, CGG a annoncé que :

- 126 millions de dollars US sur les 135 millions de dollars US d'obligation 2017 (93%) ont été apportées pendant la période d'offre anticipée. Ces obligations seront échangées contre des participations dans des prêts seniors à terme garantis à échéance 2019. Le résultat final de l'échange, clôturé le 17 décembre 2015, a confirmé le montant de 126 millions de dollars US d'obligations 2017 échangé contre le prêt senior à terme garanti à échéance 2019.
- Les 84 millions d'euros de prêt Fugro seront échangés contre le prêt senior à terme garanti à échéance 2019

Au terme de ce processus, la plus grande partie des dettes à moyen terme de CGG à échéances 2016/2018 a ainsi été rééchelonnée.

Intention de lancer une augmentation de capital de 350 millions d'euros pour financer le plan de transformation

Après revue attentive des différentes options de financement telles qu'annoncées le 5 novembre, CGG souhaite procéder à une augmentation de capital en vue en particulier de financer son Plan de Transformation. A cette fin, la société a annoncé le 7 décembre 2015 la convocation d'une assemblée générale mixte des actionnaires qui aura pour objet de déléguer à son conseil d'administration la compétence de décider de lancer

une augmentation de capital d'un montant maximum de 350 millions d'euros (prime d'émission comprise) par émission d'actions ordinaires, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires. L'assemblée générale est convoquée pour le 11 janvier 2016

La recouvrabilité de nos actifs dépend du succès de l'implémentation de notre nouvelle étape du plan de transformation annoncée le 5 novembre 2015, complétant le plan initié courant 2014. Le cout cash total relatif à notre transformation à décaisser après la fin d'année 2015 est évalué à 300 millions de dollars US dont jusqu'à 200 millions de dollars US seront à décaisser sur 2016. Le financement de ces couts cash de transformation dépend de l'augmentation de capital d'un montant maximal de 350 millions d'euros.

PARTIE 2 : PRESENTATION ET ANALYSE DU CONTEXTE ET DES RESULTATS DES OPERATIONS

Organisation du Groupe

Prenant acte du bas de cycle particulièrement long que traverse le marché sismique, et à l'aune des communications des Majors du secteur des hydrocarbures à l'été 2015 soulignant la nécessité de couper dans leurs dépenses d'exploration dans un contexte de repli marqué et durable du prix du baril, CGG a décidé au troisième trimestre 2015 de réduire sa flotte marine à 5 navires et de mettre en œuvre de nouvelles mesures d'adaptation du Groupe. Cette flotte réduite sera désormais allouée en moyenne aux deux tiers à des programmes multiclients tandis qu'un tiers tirera des études exclusives. En conséquence, une partie des actifs possédés ne seront pas opérés pendant une certaine période : les coûts afférents à ces ressources non-opérées ainsi que les coûts du Plan de Transformation du Groupe sont reportés dans un nouveau secteur opérationnel. Depuis le 3^{ème} trimestre 2015, le Groupe est organisé en quatre secteurs qui sont les secteurs utilisés dans notre reporting financier. Ces secteurs sont :

- **Acquisition de données contractuelles** qui regroupe les secteurs opérationnels suivants :
 - Acquisition Marine : services d'acquisition sismique menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
 - Acquisition Terrestre et Multi-Physique : autres services d'acquisition sismique menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique.
- **Géologie, Géophysique et Réservoir (« GGR »)** qui regroupe les activités Données Multiclients (développement et gestion d'une bibliothèque d'études sismiques et géologiques que nous menons et vendons à plusieurs clients sur une base non-exclusive) et Imagerie et Réservoir (services de traitement, d'imagerie et d'interprétation de données et d'études de réservoir pour des tiers, conseil géophysique et solutions logiciels sismiques ; solutions de gestion de données géologiques). Le secteur GGR inclut les coûts, les investissements industriels et les capitaux employés des navires alloués aux programmes multiclients.
- **Équipement**, qui est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine. Nous opérons cette activité au travers de notre filiale Sercel.
- **Ressources Non-Opérées**, qui comprend les coûts de ressources non-opérées ainsi que les coûts liés au Plan de Transformation du Groupe (principalement des provisions pour restructuration et des provisions pour contrats déficitaires). Les capitaux employés de ce secteur comprennent les actifs non-opérés marine et les provisions relatives au Plan de Transformation du Groupe. Dans ce secteur, la valeur recouvrable retenue est la juste valeur diminuée des coûts de sortie.

Facteurs affectant les résultats des opérations

Environnement de marché des activités géophysiques

La demande globale des services et équipements géophysiques est dépendante des dépenses des sociétés pétrolières et gazières en matière d'exploration, de production, de développement et de gestion des champs pétroliers. Nous estimons que le niveau de dépense de ces compagnies dépend de leurs estimations de leurs capacités à approvisionner dans le futur le marché pétrolier et gazier et de l'équilibre entre l'offre et la demande d'hydrocarbure.

Le marché des activités géophysiques est historiquement extrêmement cyclique. Nous estimons que beaucoup de facteurs contribuent à la volatilité du marché comme la fragilité géopolitique qui peut avoir un impact négatif sur la confiance et la visibilité qui sont essentielles à nos clients pour une perspective à long terme et pour l'équilibre à long et moyen terme entre l'offre et la demande. Au cours des derniers trimestres, les dépenses des sociétés d'Exploration et de Production ont été faibles dans l'ensemble, en rupture avec la tendance des années antérieures. Dans un contexte de repli marqué du prix du baril de pétrole au second semestre 2014, et même si nous sommes convaincus des perspectives favorables à terme pour un groupe de Geoscience entièrement intégré, nous anticipons une période difficile pour le secteur de l'Exploration, avec une pression sur les prix et des volumes d'affaires relativement incertains. Suite aux annonces de l'été 2015, la situation du marché sismique s'est encore tendue, avec un consensus sur un prix du baril plus durablement faible.

(Pour plus de détails sur l'industrie géophysique, se référer au Document de Référence 2014 « Chapitre VI – Perspectives » déposé auprès de l'AMF le 13 avril 2015).

Acquisitions et cessions

Vente de l'activité contractuelle terrestre en Amérique du Nord à Geokinetics

Le 30 septembre 2014, CGG a cédé son activité terrestre en Amérique du Nord à Geokinetics contre des titres de participation de cette société. Ces titres non consolidés sont présentés dans les « participations et autres immobilisations financières » au bilan du Groupe et sont comptabilisés à leur juste valeur.

L'impact net résultant de cette cession dans nos états financiers n'est pas significatif pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes du Groupe au 1^{er} octobre 2015 s'élevait à 0,8 milliard de dollars US. Les contrats de services peuvent occasionnellement être modifiés par consentement mutuel, et dans certains cas peuvent être annulés par le client avec un préavis très court et sans pénalité. En conséquence, le carnet de commandes à une date donnée peut ne pas représenter le résultat opérationnel réel d'une période à venir.

Comparaison entre le 3^{ème} trimestre 2015 et le 3^{ème} trimestre 2014

Chiffre d'affaires

Le tableau ci-après présente le chiffre d'affaires consolidé par secteur pour chacune des périodes présentées :

	3 ^{ème} trimestre	
	2015	2014 (retraité)
En millions de dollars US		
Acquisition de Données Contractuelles Marine	110	175
Acquisition Terrestre et Multi-Physique	42	60
Chiffre d'affaires du secteur Acquisition de Données Contractuelles	152	235
Données Multiclients.....	84	133
Imagerie et Réservoir	143	172
Chiffre d'affaires du secteur GGR.....	227	305
Production du secteur Equipement.....	103	180
Production éliminée et autres.....	(12)	(26)
Chiffre d'affaires consolidé.....	470	694

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe au 3^{ème} trimestre 2015 a diminué de 32% à 470 millions de dollars US contre 694 millions de dollars US pour la période comparable en 2014, principalement en raison du redimensionnement et de la réduction du périmètre de nos activités et des conditions de marché difficiles.

Article I. Acquisition de Données Contractuelles

Le chiffre d'affaires du secteur d'Acquisition de Données Contractuelles a diminué de 35% au 3^{ème} trimestre 2015 à 152 millions de dollars US contre 235 millions de dollars US pour la période comparable en 2014, du fait du redimensionnement de notre flotte de navires, de la réduction du périmètre de nos activités terrestres, ainsi que des conditions de marché détériorées.

Le chiffre d'affaires externe a diminué de 34% à 148 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2015 contre 222 millions de dollars US pour la période comparable en 2014.

Acquisition de Données Contractuelles Marine

Le chiffre d'affaires de l'activité d'Acquisition de Données Contractuelles Marine (comprenant les revenus internes) a diminué de 37% au 3^{ème} trimestre 2015 à 110 millions de dollars US contre 175 millions de dollars US pour la période comparable en 2014, du fait de la réduction de la flotte, de conditions de marché détériorées, avec la poursuite de la chute des prix et du faible taux de disponibilité des navires. Ce taux est en baisse à 84% au 3^{ème} trimestre 2015, comparé à 92% au 3^{ème} trimestre 2014, en raison principalement de la non utilisation commerciale de certains navires. Le taux de production s'établit à 92% et se compare à un taux de production de 92%, au 3^{ème} trimestre 2014. Ce trimestre, la flotte a été dédiée à 33% à des programmes multiclients contre 44% au 3^{ème} trimestre 2014.

Acquisition Terrestre et Multi-Physique

Le chiffre d'affaires des activités d'Acquisition Terrestre et Multi-Physique (comprenant les revenus internes) s'est élevé au 3^{ème} trimestre 2015 à 42 millions de dollars US, en baisse de 31%, contre 60 millions de dollars US pour la période comparable en 2014. La baisse d'activité est principalement due au changement de méthode de consolidation de la société Ardiseis FZCO en Juin 2014 et à la cession de nos activités terrestres d'Amérique du Nord en Septembre 2014 en Acquisition Terrestre, alors que la conjoncture de marché défavorable a plus particulièrement impacté notre business line Multi-Physique.

Géologie, Géophysique & Réservoir (GGR)

Le chiffre d'affaires du secteur GGR a diminué de 26% à 227 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2015 contre 305 millions de dollars US pour la période comparable en 2014 en raison principalement du marché moins favorable, impacté par le report de certaines dépenses d'exploration de nos clients et la réduction des appels d'offres sur certains marchés.

Données multiclients

Le chiffre d'affaires de l'activité de données multiclients est en diminution de 37% à 84 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2015 contre 133 millions de dollars US pour la période comparable en 2014.

Les préfinancements ont diminué de 46% à 57 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2015 contre 104 millions de dollars US pour la période comparable en 2014. Le recul des revenus de préfinancement est fortement corrélé à la réduction de 56% de nos investissements multiclients. Le taux de préfinancement s'est élevé à 83% au 3^{ème} trimestre 2015 contre 69% pour la période comparable en 2014.

Imagerie et Réservoir

Le chiffre d'affaires de l'activité Imagerie et Réservoir a diminué de 17% au 3^{ème} trimestre 2015 à 143 millions de dollars US contre 172 millions de dollars US pour la période comparable en 2014.

La demande en Imagerie, logiciels et services liés au réservoir a faibli dans le contexte de marché actuel, impacté par des reports de dépenses d'exploration, mais demeure dynamique comparée au reste du marché sismique. La demande pour une imagerie de haute qualité reste soutenue et explique la très bonne performance de nos activités aux Etats-Unis.

Equipement

La production totale du secteur Equipement (comprenant les revenus internes et externes), est en baisse de 43% au 3^{ème} trimestre 2015 à 103 millions de dollars US contre 180 millions de dollars US pour la période comparable en 2014. Les ventes d'équipements Marine ont représenté 28% du chiffre d'affaires total.

Les ventes internes ont représenté 7% du chiffre d'affaires au 3^{ème} trimestre 2015 et 2014.

Le chiffre d'affaires externe du secteur Equipement a baissé de 43% en passant de 167 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2014 à 96 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2015. Cette diminution résulte de la faiblesse générale du marché de l'acquisition sismique.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation, y compris les amortissements et dépréciations, sont en diminution de 29% à 404 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2015 contre 571 millions de dollars US pour la période comparable de 2014, principalement en raison du plan de réduction de la flotte, du redimensionnement de nos activités d'Acquisition de Données Contractuelles et de la baisse du volume de notre activité Equipement. Les dotations aux amortissements des études multiclients ont représenté 61% des revenus multiclients au 3^{ème} trimestre 2015 contre 66% au 3^{ème} trimestre 2014. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les charges d'exploitation s'élevaient à 86% au 3^{ème} trimestre 2015 contre 82% pour la période comparable de 2014. La marge brute d'exploitation a diminué de 47%, à 66 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2015 contre 124 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2014, représentant respectivement 14% et 18% du chiffre d'affaires consolidé.

Les dépenses de recherche et de développement ont diminué de 29% à 17 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2015 contre 24 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2014, représentant respectivement 4% et 3% du chiffre d'affaires.

Les dépenses commerciales et de marketing ont diminué de 28% à 19 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2015 contre 27 millions de dollars US au cours de la période comparable en 2014.

Les dépenses administratives et générales ont diminué de 33% au 3^{ème} trimestre 2015 à 23 millions de dollars US contre 35 millions de dollars US pour la période comparable en 2014 en conséquence de l'avancement du Plan de Transformation et d'une évolution favorable des taux de change. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les dépenses administratives et générales représentent respectivement 5% du chiffre d'affaires consolidé au 3^{ème} trimestre 2015 et 2014.

Les autres charges d'exploitation se sont élevées à 969 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2015. Elles incluent principalement (i) 804 millions de dollars US de dépréciation d'écart d'acquisition Marine et GGR liée à la réduction de la flotte marine et à la révision de nos prévisions financières (pour une description plus détaillée de la dépréciation des écarts d'acquisition, voir la note 3 des états financiers intermédiaires consolidés) (ii) 146 millions de dollars US de dépréciation d'équipements et autres immobilisations incorporelles (ii) et 17 millions de dollars US de coûts de restructuration lié à notre Plan de Transformation (constitués essentiellement de charges de personnel et de frais de fermeture de sites, net de reprise de provisions).

Les autres charges d'exploitation se sont élevées à 52 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2014, et incluent principalement des charges non récurrentes pour 55 millions de dollars US liées à la dépréciation de notre participation dans la société mise en équivalence Seabed Geosolutions BV.

(Pour une description plus détaillée des charges de restructuration de la période, voir la note 6 « Autres produits et charges nets » des états financiers intermédiaires consolidés au 30 septembre 2015).

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est une perte de 963 millions de dollars US (ou un résultat de 4 millions de dollars US en excluant la dépréciation des écarts d'acquisition, des actifs et les coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) au 3^{ème} trimestre 2015 pour les raisons décrites plus haut contre une perte de 14 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2014 (ou un produit de 51 millions de dollars US avant coûts de restructuration liés au Plan de Transformation).

Le résultat d'exploitation du secteur Acquisition de Données Contractuelles au 3^{ème} trimestre 2015 est une perte de 529 millions de dollars US contre une perte de 70 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2014. En excluant la dépréciation des écarts d'acquisition, des actifs et les coûts de restructuration liés au Plan de Transformation, le résultat d'exploitation du secteur Acquisition de Données Contractuelles est une perte de 24 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2015 contre 11 millions de dollars US avant coûts de restructuration pour la période comparable en 2014.

Le résultat d'exploitation du secteur GGR est une perte de 410 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2015 contre un résultat de 70 millions de dollars US pour la période comparable en 2014. En excluant la dépréciation des écarts d'acquisition, des actifs et les coûts de restructuration liés au Plan de Transformation, le résultat d'exploitation du secteur GGR s'est élevé à 47 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2015, contre 71 millions de dollars US à la même période en 2014.

Le résultat d'exploitation du secteur Equipement au 3^{ème} trimestre 2015 s'est élevé à 5 millions de dollars US contre 29 millions de dollars US pour la période comparable en 2014.

Le résultat d'exploitation du secteur Ressources Non Opérées est une perte de 10 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2015 (ou une perte de 5 millions de dollars US en excluant la dépréciation des écarts d'acquisition, des actifs et les coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) contre une perte de 8 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2014 (ou une perte de 4 millions de dollars US avant coûts de restructuration pour la période comparable en 2014).

Sociétés mises en équivalence

Les profits des sociétés mises en équivalence se sont élevés à 11 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2015 contre une perte de 10 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2014, principalement en raison de l'amélioration de la performance opérationnelle de nos JVs et des mesures de restructuration mises en œuvre au niveau de SBGS JV.

Résultat avant charges d'intérêts et impôts (« EBIT »)

L'EBIT, tel que présenté en note 5 des états financiers consolidés intermédiaires au 3^{ème} trimestre 2015 est une perte de 952 millions de dollars US (ou un profit de 15 millions de dollars US en excluant la dépréciation des écarts d'acquisition, des actifs et les coûts de restructuration liés au

Plan de Transformation) pour les raisons décrites plus haut, contre une perte de 24 millions de dollars US pour la période 2014 comparable (ou un profit de 40 millions de dollars US avant coûts de restructuration).

L'EBIT du secteur Acquisition de Données Contractuelles au 3^{ème} trimestre 2015 est une perte de 518 millions de dollars US (ou une perte de 13 millions de dollars US en excluant la dépréciation des écarts d'acquisition, des actifs et les coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) contre une perte de 79 millions de dollars US pour la période 2014 comparable (ou une perte de 20 millions de dollars US avant coûts de restructuration).

L'EBIT du secteur GGR au 3^{ème} trimestre 2015 est une perte de 410 millions de dollars US (ou un profit de 47 millions de dollars US en excluant la dépréciation des écarts d'acquisition, des actifs et les coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) contre un profit de 68 millions de dollars US pour la période 2014 comparable (ou 69 millions de dollars US avant coûts de restructuration).

L'EBIT du secteur Equipement au 3^{ème} trimestre 2015 a diminué à 5 millions de dollars US contre 29 millions de dollars US pour la période 2014 comparable.

L'EBIT du secteur Ressources Non Opérées au 3^{ème} trimestre 2015 est une perte de 10 millions de dollars US (ou une perte de 5 millions de dollars US en excluant la dépréciation des écarts d'acquisition, des actifs et les coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) contre une perte de 8 millions de dollars US pour la période 2014 comparable (ou une perte de 4 millions de dollars US avant coûts de restructuration).

(Pour une description plus détaillée des charges de restructuration de la période, voir la note 6 « Autres produits et charges nets » des états financiers intermédiaires consolidés au 30 septembre 2015).

Résultat financier et charges financières

Le coût net de l'endettement financier a diminué de 2% à 44 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2015 contre 45 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2014.

Les autres charges financières au 3^{ème} trimestre 2015 se sont élevées à 6 millions de dollars US contre une charge financière de 5 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2014.

Impôts

La charge d'impôts s'élève à 72 million de dollars US au 3^{ème} trimestre 2015. La charge d'impôt s'élevait à 43 millions de dollars US au 3^{ème} trimestre 2014. Suite à la révision des prévisions financières du Groupe, l'impôt différé actif sur pertes antérieures du groupe fiscal français a été totalement déprécié pour un montant de 48 millions de dollars US.

Résultat net

Le résultat net consolidé au 3^{ème} trimestre 2015 est une perte de 1 074 millions de dollars US, incluant une charge de restructuration de 1 015 millions de dollars US liée aux dépréciations des écarts d'acquisition, des actifs et au Plan de Transformation, contre une perte de 116 millions de dollars US pour la période comparable en 2014, résultant de l'ensemble des facteurs présentés ci-avant.

Comparaison entre les neuf mois clos le 30 septembre 2015 et les neuf mois clos le 30 septembre 2014

Chiffre d'affaires

Le tableau ci-après présente le chiffre d'affaires consolidé par secteur pour chacune des périodes présentées :

	Au 30 septembre	
	2015	2014 (retraité)
En millions de dollars US		
Acquisition de Données Contractuelles Marine	368	607
Acquisition Terrestre et Multi-Physique	133	240
Chiffre d'affaires du secteur Acquisition de Données Contractuelles	501	847
Données multiclients.....	303	388
Imagerie et Réservoir	420	506
Chiffre d'affaires du secteur GGR	723	894
Production du secteur Equipement	335	583
Production éliminée et autres.....	(47)	(135)
Chiffre d'affaires consolidé.....	1 512	2 189

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 a diminué de 31% à 1 512 millions de dollars US contre 2 189 millions de dollars US pour la période comparable en 2014, principalement en raison du redimensionnement de nos activités, des réductions du périmètre de nos activités et des conditions de marché difficiles.

Acquisition de Données Contractuelles

Le chiffre d'affaires du secteur Acquisition de Données Contractuelles (comprenant les revenus internes) a diminué de 41% pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 à 501 millions de dollars US contre 847 millions de dollars US pour la période comparable en 2014, du fait du redimensionnement de notre flotte de navires et de la réduction du périmètre de nos activités terrestres, ainsi que des conditions de marché détériorées. Le chiffre d'affaires externe a diminué de 41% à 483 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 contre 816 millions de dollars US pour la période comparable en 2014.

Acquisition de Données Contractuelles Marine

Le chiffre d'affaires de l'Acquisition de Données Contractuelles Marine (comprenant les revenus internes) s'est élevé pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 à 368 millions de dollars US contre 607 millions de dollars US pour la période comparable en 2014, soit une baisse de 39%, du fait principalement de la réduction de la flotte, de conditions de marché et de prix défavorables.

Acquisition Terrestre et Multi-Physique

Le chiffre d'affaires des activités d'Acquisition Terrestre et Multi-Physique (comprenant les revenus internes) s'est élevé pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 à 133 millions de dollars US, en baisse de 45%, contre 240 millions de dollars US pour la période comparable en 2014. La baisse d'activité est principalement due au changement de méthode de consolidation de la société Ardiseis FZCO depuis le 30 juin 2014 et à la cession des activités terrestres d'Amérique du Nord en septembre 2014. Notre activité Multi-Physique a été impactée par des conditions de marché difficiles.

Géologie, Géophysique & Réservoir (GGR)

Le chiffre d'affaires du secteur GGR a diminué de 19% à 723 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 contre 894 millions de dollars US pour la période comparable en 2014 en raison de conditions de marché dégradées.

Données Multiclients

Le chiffre d'affaires de l'activité de Données Multiclients a diminué de 22% à 303 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 contre 388 millions de dollars US pour la période comparable en 2014 dans un contexte de baisse de certaines dépenses d'exploration.

Les préfinancements se sont élevés à 182 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 contre 277 millions de dollars US pour la période comparable en 2014 en baisse de 34%. Le recul des revenus de préfinancement est lié à la réduction de 55% de nos investissements multiclients ce trimestre. Le taux de préfinancement s'est élevé à 83% au 1^{er} semestre 2015 contre 57% pour la période comparable en 2014.

Imagerie et Réservoir

Le chiffre d'affaires de l'activité Imagerie et Réservoir est en baisse de 17% pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 à 420 millions de dollars US contre 506 millions de dollars US pour la période comparable en 2014 en raison du repli du marché, se traduisant par un report des dépenses de nos clients.

Equipement

La production totale du secteur Equipement (comprenant les revenus internes et externes) a diminué de 43% pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 à 335 millions de dollars US contre 583 millions de dollars US pour la période comparable en 2014. Les ventes d'équipements Marine ont représenté 33% du chiffre d'affaires total.

Les ventes internes ont représenté 9% du chiffre d'affaires du secteur Equipement pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 contre 18% pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014.

Le chiffre d'affaires externe du secteur Equipement a également baissé de 36% en passant de 479 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014 à 306 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015.

Cette diminution résulte de la faiblesse générale du marché de l'acquisition sismique à travers le monde.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation, y compris les amortissements et dépréciations, ont diminué de 27% à 1 318 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 contre 1 801 millions de dollars US pour la période comparable de 2014, principalement en raison de la réduction de la flotte, du redimensionnement de nos activités d'Acquisition de Données Contractuelles et de la baisse du volume des ventes de notre secteur Equipement. Les dotations aux amortissements des études multiclients ont représenté 58% des revenus multiclients pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 contre 64% pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les charges d'exploitation s'élevaient à 87% pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 contre 82% pour la période comparable de 2014.

La marge brute d'exploitation a diminué de 50%, soit 195 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 contre 390 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014, représentant respectivement 13% et 18% du chiffre d'affaires consolidé.

Les dépenses de recherche et de développement ont diminué de 17% à 64 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 contre 78 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014, représentant 4% pour chacune des périodes.

Les dépenses commerciales et de marketing ont diminué de 25% à 65 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 contre 86 millions de dollars US au cours de la période comparable en 2014.

Les dépenses administratives et générales ont diminué de 36% pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 à 73 millions de dollars US contre 114 millions de dollars US pour la période comparable en 2014 en conséquence de l'avancement du Plan de Transformation et d'une évolution favorable des taux de change. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les dépenses administratives et générales s'élevaient à 5% du chiffre d'affaires consolidé pour la période des neuf mois clos en 2015 et 2014.

Au cours des neuf mois clos le 30 septembre 2015, les autres charges d'exploitation se sont élevées à 984 millions de dollars US, intégrant principalement (i) 804 millions de dollars US de dépréciation d'écart d'acquisition Marine et GGR liée à la réduction de la flotte marine et à la révision de nos prévisions financières (*pour une description plus détaillée de la dépréciation des écarts d'acquisition, voir la note 3 des états financiers intermédiaires consolidés*) (ii) 146 millions de dollars US de dépréciation d'équipements Marine et autres immobilisations incorporelles et (iii) 40 millions de dollars US de coûts de restructuration lié à notre Plan de Transformation (constitués essentiellement de charges de personnel et de frais de fermeture de sites, nets de reprises des provisions).

Au cours des neuf mois clos le 30 septembre 2014, les autres charges d'exploitation se sont élevées à 276 millions de dollars US, incluant principalement des coûts de restructuration pour 296 millions de dollars US liés au Plan de Transformation du Groupe ainsi qu'à des dépréciations concernant nos activités multiclients et Seabed.

(Pour une description plus détaillée des coûts de restructuration de la période liés au Plan de Transformation, voir la note 6 « Autres produits et charges » des états financiers intermédiaires consolidés au 30 septembre 2015).

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est une perte de 992 millions de dollars US (ou une perte de 2 millions de dollars US en excluant la dépréciation des écarts d'acquisition, des actifs et les coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 pour les raisons décrites plus haut contre une perte de 165 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014, (ou un produit de 131 millions de dollars US avant coûts de restructuration).

Le résultat d'exploitation du secteur Acquisition de Données Contractuelles pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 est une perte de 608 millions de dollars US contre une perte de 164 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014. En excluant la dépréciation des écarts d'acquisition, des actifs et les coûts de restructuration liés au Plan de Transformation, le résultat d'exploitation du secteur Acquisition de Données Contractuelles est une perte de 103 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 contre une perte de 19 millions de dollars US avant coûts de restructuration pour la période comparable en 2014.

Le résultat d'exploitation du secteur GGR est une perte de 318 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 contre un profit de 147 millions de dollars US pour la période comparable en 2014. En excluant la dépréciation des écarts d'acquisition, des actifs et les coûts de restructuration liés au Plan de Transformation, le résultat d'exploitation du secteur GGR s'est élevé à 145 millions de dollars US contre 189 millions de dollars US avant coût de restructuration pour la période comparable en 2014.

Le résultat d'exploitation du secteur Equipement pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 s'est élevé à 26 millions de dollars US contre 87 millions de dollars US pour la période comparable en 2014 (ou un profit de 109 millions de dollars US avant coûts de restructuration).

Le résultat d'exploitation du secteur Ressources Non Opérées est une perte de 36 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 (ou une perte de 14 millions de dollars US en excluant la dépréciation des écarts d'acquisition, des actifs et les coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) contre une perte de 100 millions de dollars US pour la période comparable 2014 (ou une perte de 13 millions de dollars US en excluant les coûts de restructuration).

Sociétés mises en équivalence

Les profits des sociétés mises en équivalence se sont élevés à 27 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 contre une perte de 40 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014, principalement en raison de l'amélioration de la performance opérationnelle de nos joint-ventures et des mesures de restructuration mises en œuvre au niveau de SBGS JV.

Résultat avant charges d'intérêts et impôts (« EBIT »)

L'EBIT, tel que présenté en note 5 des états financiers consolidés intermédiaires pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 est une perte de 965 millions de dollars US (ou un profit de 25 millions de dollars US en excluant la dépréciation des écarts d'acquisition, des actifs et les coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) contre une perte de 205 millions de dollars US pour les raisons décrites plus haut, pour la période 2014 comparable (ou un profit de 91 millions de dollars US avant coûts de restructuration).

L'EBIT du secteur Acquisition de Données Contractuelles pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 est une perte de 581 millions de dollars US (ou une perte de 76 millions de dollars US en excluant la dépréciation des écarts d'acquisition, des actifs et les coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) contre une perte de 201 millions de dollars US pour la période 2014 comparable (ou une perte de 56 millions de dollars US avant coûts de restructuration). Les résultats pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 étaient impactés par la contribution positive des sociétés mises en équivalence qui était un gain de 27 millions de dollars US, principalement due à SBGS JV.

L'EBIT du secteur GGR pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 est une perte de 318 millions de dollars US (ou un profit de 145 millions de dollars US en excluant la dépréciation des écarts d'acquisition, des actifs et les coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) contre un produit de 144 millions de dollars US pour la période 2014 comparable (ou 186 millions de dollars US avant coût de restructuration).

L'EBIT du secteur Equipement pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 a diminué à 26 millions de dollars US contre 87 millions de dollars US pour la période 2014 comparable (ou 109 millions de dollars US avant coût de restructuration).

L'EBIT du secteur Ressources Non Opérées pour les neuf mois clos le 30 septembre est une perte de 36 millions de dollars US (ou une perte de 14 millions de dollars US en excluant la dépréciation des écarts d'acquisition, des actifs et les coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) contre une perte de 100 millions de dollars US pour la période 2014 comparable US (ou une perte de 13 millions de dollars US en excluant la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs ainsi que les coûts de restructuration liés au Plan de Transformation)

(Pour une description plus détaillée des coûts de restructuration liés au Plan de Transformation de la période, voir la note 6 des états financiers intermédiaires consolidés au 30 septembre 2015).

Résultat financier et charges financières

Le coût net de l'endettement financier a diminué de 14% à 133 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 contre 155 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014. Cette diminution est principalement due à l'amortissement accéléré des frais d'émission lié aux remboursements anticipés de l'emprunt obligataire 9½% à échéance 2016 d'un montant nominal initial de 350 millions de dollars US, de l'emprunt obligataire 7¼% à échéance 2017 d'un montant nominal de 400 millions de dollars US et de nos obligations à option de conversion de 360 millions d'euros, pour un montant global de 11 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015.

Les autres charges financières pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 se sont élevées à 10 millions de dollars US contre une charge de 49 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014. Cette diminution est principalement due à une charge non récurrente de 46 millions de dollars US liée aux remboursements anticipés effectués sur les neuf mois clos le 30 septembre 2014.

Impôts

La charge d'impôts s'est élevée à 82 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015. La charge d'impôts s'élevait à 71 millions de dollars US sur la période comparable 2014. Suite à la révision des prévisions financières du Groupe, l'impôt différé actif sur pertes antérieures du groupe fiscal français a été totalement déprécié pour un montant de 48 millions de dollars US.

Résultat net

Le résultat net consolidé pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 est une perte de 1 190 millions de dollars US, incluant un coût de restructuration de 1 038 millions de dollars US lié aux dépréciations des écarts d'acquisition, des actifs et au Plan de Transformation, contre une perte de 480 millions de dollars US pour la période comparable en 2014, résultant de l'ensemble des facteurs présentés ci-avant.

Ressources et besoins financiers

Les principaux besoins financiers du Groupe sont liés au financement des opérations d'exploitation courantes, des investissements industriels, des investissements dans les études multiclients d'une part et au financement du plan de transformation du Groupe d'autre part.

CGG prévoit de financer ses besoins en capitaux avec la trésorerie provenant des opérations. La capacité de CGG à honorer ses échéances de remboursement des dettes financières ou le paiement des intérêts financiers, ainsi qu'à financer ses investissements ou à refinancer sa dette, dépend de sa performance future, laquelle est sujette, dans une certaine mesure, au contexte économique, financier, compétitif, législatif, réglementaire et à d'autres facteurs hors de son contrôle. Compte tenu du niveau d'activité actuel, du niveau d'investissement projeté, et des échéances à court et moyen-terme de remboursement de la dette financière, nous estimons que la trésorerie générée par les opérations, la trésorerie et disponibilités à court terme existantes et les lignes de crédit disponibles (105 millions de dollars US au 30 septembre 2015) sont suffisantes pour financer nos activités opérationnelles au cours des douze prochains mois. De plus, CGG prévoit de financer son plan de transformation du Groupe à travers la vente d'actifs non stratégiques ainsi qu'au travers d'une augmentation de capital ou au travers d'une entrée d'intérêts minoritaires dans certaines de nos activités stratégiques.

En mai 2015, CGG a lancé une offre publique d'échange simplifiée visant à échanger les obligations convertibles OCEANE 2019 existantes contre de nouvelles obligations convertibles OCEANE 2020, tel que présenté dans la note 4 des états financiers intermédiaires consolidés.

Afin d'assouplir notre flexibilité financière et suite à l'accord unanime des 16 institutions financières impliquées, les lignes de crédit « French Revolver », « Revolver US », le prêt à terme et crédit renouvelable « Nordic » et la facilité de crédit de 45 millions de dollars US sécurisée par le navire Geowave Voyager ont fait l'objet d'avenants.

Conformément à ces avenants,

- (i) Concernant les ratios financiers du Groupe :
 - le ratio d'endettement maximal (défini comme la dette nette sur l'EBITDAS) a été accru à 4,00x pour les 4 trimestres glissants clos le 30 juin 2016, à 3,75x pour les 4 trimestres glissants clos le 30 juin 2017, à 3,50x pour les 4 trimestres glissants clos le 30 juin 2018, à 3,25x pour les 4 trimestres glissants clos le 30 juin 2019 et à 3,00x pour les périodes de 4 trimestres glissants suivantes ;
 - le seuil minimal du ratio EBITDAS rapporté aux intérêts financiers est réduit de 4,00 à 3,00.
- (ii) Dans le cadre de ses accords de crédits existants, CGG a désormais la possibilité de lever jusqu'à 500 millions de dollars US de dette sécurisée supplémentaire, sur une base pari passu avec les lignes de crédit « French Revolver » et « Revolver US ». Les éléments apportés en sûreté et/ou en nantissement comprennent notamment les streamers de la flotte, la bibliothèque multiclients américaine, les titres des principales entités opérationnelles Sercel (Sercel SA et Sercel Inc.), et les titres des principales entités opérationnelles GGR.

(Voir note 8 des états financiers intermédiaires consolidés pour plus d'informations sur les événements postérieurs à la clôture relatifs à nos ressources et besoins financiers).

Flux de trésorerie

Exploitation

L'excédent de trésorerie issu des opérations d'exploitation s'est élevé à 290 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 (ou 362 millions de dollars US avant coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) contre 517 millions de dollars US (ou 543 millions de dollars US avant coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014. Avant variation du besoin en fonds de roulement, l'excédent de trésorerie issu des opérations d'exploitation s'est élevé à 256 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 par rapport à 533 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014.

La variation du besoin en fonds de roulement pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 a eu un impact positif de 34 millions de dollars US contre un impact négatif de 17 millions de dollars US sur la période 2014 comparable, principalement en raison d'une variation favorable des dettes fournisseurs.

Investissement

Le flux de trésorerie affecté aux investissements s'est élevé à 356 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 contre 730 millions de dollars US pour la période 2014 comparable.

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015, les investissements industriels (net de la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisation) se sont élevés à 113 millions de dollars US, en retrait de 53% par rapport à la même période en 2014. Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014, les investissements industriels (net de la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisation) s'élevaient à 239 millions de dollars US, principalement dus à notre segment Acquisition de Données Contractuelles.

Le Groupe a également investi 218 millions de dollars US dans la bibliothèque d'études multiclients pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015, principalement en Afrique de l'Ouest, en Scandinavie et en Asie Pacifique, contre 482 millions de dollars US pour la période comparable en 2014. Au 30 septembre 2015, la valeur nette comptable de la bibliothèque d'études multiclients s'élevait à 1 042 millions de dollars US contre 947 millions de dollars US au 31 décembre 2014.

Financement

L'excédent de trésorerie issu des opérations de financement s'est élevé à 57 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 contre 30 millions de dollars US utilisés pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014.

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015, le Groupe a réalisé un tirage d'un montant de 401 millions de dollars US et un remboursement d'un montant de 189 millions de dollars US sur ses facilités de crédit.

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014, la Groupe a émis un emprunt obligataire de 400 millions d'euros au taux de 5,875% à échéance 2020 (ou 549 millions de dollars US convertis au taux moyen historique de 1,3726 dollars) et un emprunt obligataire de 500 millions de dollars US, au taux de 6,875% à échéance 2022.

Les fonds issus de ces placements obligataires ont permis le rachat des obligations à option de conversion OCEANE d'un montant nominal de 360 millions d'euros, au taux de 1¼%, et à échéance 2016, le remboursement anticipé de la totalité de l'emprunt obligataire 9½% d'un montant nominal de 225 millions de dollars US à échéance 2016, le remboursement de 265 millions de dollars US de l'emprunt obligataire de 400 millions de dollars US, au taux de 7¼% et à échéance 2017. Le Groupe a également procédé au remboursement anticipé de l'échéance 2015 du crédit vendeur accordé par Fugro pour un montant de 28,1 millions d'euros (ou 39 millions de dollars US convertis au taux moyen historique de 1,3726).

Au cours des neuf mois clos le 30 septembre 2014, le Groupe a également réalisé un tirage d'un montant de 213 millions de dollars US et un remboursement d'un montant de 71 millions de dollars US.

Au 30 septembre 2014, la ligne « Dividendes versés et remboursements de capital aux participations ne donnant pas le contrôle des sociétés intégrées » incluait le paiement de l'option d'achat sur les titres Geomar SAS détenus par le Groupe Louis Dreyfus Armateurs (LDA)

(Voir note 4 des états financiers intermédiaires consolidés pour plus d'informations sur notre dette financière).

Dette financière nette

La dette financière nette au 30 septembre 2015 s'élevait à 2 538 millions de dollars US contre 2 420 millions de dollars US au 31 décembre 2014. Le ratio dette financière nette sur capitaux propres s'élevait à 164% au 30 septembre 2015 contre 90% au 31 décembre 2014.

La dette financière brute comprend les concours bancaires, la part à court terme des dettes financières et les dettes financières à long terme. La dette financière nette correspond à la dette financière brute moins les disponibilités et valeurs mobilières de placement.

La dette financière nette est présentée comme une information complémentaire car certains investisseurs estiment que présenter la dette nette des disponibilités fournit une meilleure appréciation du risque d'endettement financier. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur dette nette différemment. La dette nette ne mesure pas la performance financière en IFRS et ne doit pas être considérée comme une alternative à d'autres mesures de performances présentées en IFRS.

Le tableau suivant présente les différents éléments de la dette nette aux 30 septembre 2015 et 31 décembre 2014 :

En millions de dollars US	30 septembre 2015 (non audité)	31 décembre 2014
Concours bancaires	0,9	2,9
Part à court terme des dettes financières	84,6	75,7
Dettes financières à long terme	2 787,6	2 700,3
Dette financière brute	2 873,1	2 778,9
Moins disponibilités et valeurs mobilières de placement	(335,4)	(359,1)
Dette financière nette	2 537,7	2 419,8

Au 30 septembre 2015, les montants disponibles sur les lignes de crédit existantes s'élèvent à 105 millions de dollars US.

(Pour une description plus détaillée de nos activités de financement, voir la section « Ressources Financières » dans notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2014.)

EBIT et EBITDAS (non audité)

L'EBIT est défini comme le résultat d'exploitation plus le résultat des sociétés mise en équivalence. L'EBIT est présenté comme une information complémentaire car c'est un agrégat utilisé par le management pour apprécier la contribution des entités mises en équivalence aux résultats du Groupe.

L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières, taxes, dépréciations, amortissements nets de ceux capitalisés dans la librairie multiclients, et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants. Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites sous conditions de performance. L'EBITDAS est présenté comme une information complémentaire car c'est un agrégat utilisé par certains investisseurs pour déterminer les flux liés à l'exploitation et la capacité à rembourser le service de la dette et à financer les investissements nécessaires.

D'autres sociétés peuvent présenter leur EBIT et EBITDAS différemment. L'EBIT et l'EBITDAS ne mesurent pas la performance financière en IFRS et ne doivent pas être considérés comme une alternative aux Flux de trésorerie provenant de l'exploitation, ni à d'autres mesures de liquidité, ni à une alternative au résultat net comme indicateur de notre performance opérationnelle ou d'autres mesures de performance présentées en IFRS.

Au cours des neuf mois clos le 30 septembre 2015, l'EBIT est une perte de 965 millions de dollars US ou un produit de 25 millions de dollars US avant les coûts de restructuration liés au Plan de Transformation contre une perte de 205 millions de dollars US pour la période comparable en 2014 (ou un produit de 91 millions de dollars US avant éléments non récurrents).

Le tableau ci-après présente une réconciliation de l'EBIT avec le résultat d'exploitation provenant du compte de résultat, pour chaque période mentionnée :

En millions de dollars US	Au 30 septembre	
	2015	2014
EBIT	(965,0)	(205,0)
Moins le résultat des sociétés mises en équivalence	(27,0)	39,9
Résultat d'exploitation	(992,0)	(165,1)

L'EBITDAS s'est élevé à 342 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 représentant 23% du chiffre d'affaires consolidé (ou 379 millions de dollars US avant les coûts de restructuration liés au Plan de Transformation représentant 25% du chiffre d'affaires consolidé), contre 487 millions de dollars US pour la période comparable de 2014 (ou 591 millions de dollars US avant coûts de restructuration, soit 26% du chiffre d'affaires consolidé).

Le tableau ci-après présente une réconciliation de l'EBITDAS avec les flux de trésorerie provenant de l'exploitation du tableau de financement, pour chaque période mentionnée :

En millions de dollars US	Au 30 septembre	
	2015	2014
EBITDAS	341,7	486,5
Autres produits (charges) financiers	(9,5)	(49,2)
Augmentation (diminution) des provisions	(55,5)	56,8
(Plus) ou moins-values de cessions d'actif	(0,8)	(5,2)
Dividendes reçus	5,1	30,7
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie	(7,3)	46,7
Impôt décaissé	(17,7)	(32,9)
(Augmentation) diminution des clients et comptes rattachés	171,0	105,7
(Augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	27,8	39,6
(Augmentation) diminution des autres actifs circulants	47,0	(3,8)
Augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés	(137,3)	(86,0)
Augmentation (diminution) des autres passifs circulants	(86,5)	(84,2)
Impact du change sur les actifs et passifs financiers	12,0	12,1
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	290,0	516,8

Obligations contractuelles (non audité)

Le tableau suivant présente pour les exercices à venir les paiements futurs relatifs aux obligations et engagements contractuels au 30 septembre 2015 :

En millions de dollars US	Paiements dus par période				
	Moins d'un an	2-3 ans	4-5 ans	Après 5 ans	Total
Dettes financières.....	42,7	677,4	989,0	1 150,0	2 859,1
Obligations issues des crédits-baux (non actualisés)	13,3	26,4	22,2	20,2	82,1
Obligations issues des locations simples	215,1	321,5	187,7	161,9	886,2
- Contrat d'affrètement coque-nue des navires ^(a)	136,5	219,9	129,3	73,0	558,7
- Autres obligations issues des locations simples	78,6	101,6	58,4	88,9	327,5
Autres obligations à long terme (intérêts)	147,4	264,8	222,3	93,8	728,3
Total Obligations contractuelles ^(b)	418,5	1 290,1	1 421,2	1 425,9	4 555,7

(a) dont 152,6 millions de dollars US pour les navires inclus dans le plan de réduction de la flotte.

(b) Les paiements en devises sont convertis en dollar US au taux de change du 30 septembre 2015.

Rapprochement de l'EBITDAS avec les US GAAP (non audité)

Principales différences entre les IFRS et les US GAAP sur l'EBITDAS

Les principales différences entre les IFRS et les US GAAP concernant l'EBITDAS sont relatives au traitement des plans de retraite et des coûts de développement.

Plan de retraite

Selon le référentiel IFRS, en conformité avec "IAS 19 – révisée", les écarts actuariels sont reconnus dans l'état du compte de résultat étendu (SORIE) part groupe.

Selon le référentiel US GAAP, le Groupe applique FAS 158 "Employers'Accounting for Defined Benefit Pension and Other Postretirement Plan, an amendment of FASB Statements No. 87, 88, 106, and 132(R)", applicable pour les exercices clos à compter du 15 décembre 2006, les gains et les pertes sont amortis sur la période résiduelle d'emploi au cours de laquelle les avantages seront perçus, et sont reconnus dans le compte de résultat.

Coûts de développement

Selon le référentiel IFRS, les dépenses de développement doivent être inscrites à l'actif, en immobilisations incorporelles à condition qu'elles répondent aux critères suivants :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable ;
- la faisabilité technique du projet est démontrée ;
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles ;
- il est probable que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs.

Selon les normes US GAAP, toutes les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice auquel elles se rapportent.

Rapprochement de l'EBITDAS avec les US GAAP

En millions de dollars US	Au 30 septembre	
	2015	2014
EBITDAS	341,7	486,5
Effets des écarts actuariels sur les plans de retraite.....	-	-
Annulation des frais de développement capitalisés en IFRS.....	(29,1)	(41,2)
EBITDAS selon les US GAAP	312,6	445,3

PARTIE 3: CONTROLES ET PROCEDURES

Il n'y a eu aucun changement dans notre contrôle interne sur le reporting financier durant la période couverte par ce rapport qui aurait affecté matériellement ou qui pourrait affecter matériellement notre contrôle interne sur le reporting financier.

6.1.5.2. Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés intermédiaires résumés du 1^{er} janvier au 30 septembre 2015

Au Conseil d'Administration de CGG SA,

En notre qualité de commissaires aux comptes de CGG SA et en réponse à votre demande dans le cadre du projet d'augmentation de capital sans suppression du droit préférentiel de souscription et du prospectus y afférent, nous avons effectué un examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de CGG SA couvrant la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis par la Direction de CGG SA et approuvés dans leur version finale le 21 décembre 2015 par les membres du Comité d'Audit du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause notre conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 8 « Evènements postérieurs à la clôture » qui présente les actions initiées par la Société en vue de s'assurer de la recouvrabilité des actifs et de financer le plan de transformation annoncé le 5 novembre 2015.

Fait à Courbevoie et Paris La Défense, le 21 décembre 2015

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

Jean-Luc BARLET

Pierre JOUANNE

Laurent VITSE

Paris, France, le 5 novembre 2015

Résultats du 3^{ème} Trimestre 2015

Cash-Flow libre positif dans un environnement de marché très difficile Nouvelle étape du Plan de Transformation

T3 : Résultat Opérationnel¹ et Cash-Flow libre¹ positifs

- Chiffre d'Affaires de \$470m, stable en séquentiel
- Résultat Opérationnel Groupe¹ de \$4m et EBIT¹ de \$15m
 - Acquisition de Données Contractuelles²: réduction des pertes de la marine
 - Equipement: marge opérationnelle de 5% dans de faibles volumes
 - GGR: marge opérationnelle solide de 21%
- EBITDAs¹ de \$122m et Investissements en baisse de 51% d'une année sur l'autre à \$98m
- Résultat net de \$(1074)m après \$(1015)m de dépréciation d'écarts d'acquisition et charges non-récurrentes
- Cash-Flow libre¹ de \$22m au T3 et de \$(61)m pour les 9 premiers mois
- Liquidité Groupe de \$440m à fin septembre
- Ratio Dette Nette/EBITDAs à 3,25x à fin septembre et mise en suspens du covenant au 31 décembre 2015

Nouvelle étape : Recentrage sur les activités à haute valeur-ajoutée Flotte réduite à 5 navires principalement dédiée aux Multi-Clients

- GGR à plus de 60% et Acquisition de Données Contractuelles à moins de 15% du Chiffre d'Affaires futur du Groupe
- Flotte réduite à 5 navires d'ici au T2 2016 et dédiée pour 2/3 aux programmes multi-clients. 3 navires déjà arrêtés à fin octobre
- Réduction supplémentaire de 930 emplois³ dans le Groupe au niveau mondial
- \$950m de charges non-récurrentes non-cash correspondant principalement à des dépréciations d'écarts d'acquisition
- \$200m de charges non-récurrentes cash à enregistrer dans les comptes futurs et à déboursier principalement au T2-T3 2016
- Financement de la transformation du Groupe par ventes d'actifs non-stratégiques et par augmentation des capitaux propres ou entrée d'intérêts minoritaires

¹ Chiffres avant charges non-récurrentes liées au Plan de Transformation

² Nouvelle structure de reporting (cf. Appendix)

³ Plan soumis à l'accord de nos représentants sociaux

PARIS, France – 5 novembre 2015 – CGG (ISIN: 0000120164 – NYSE: CGG), leader mondial dans les Géosciences, annonce aujourd'hui ses résultats consolidés, non audités du troisième trimestre 2015.

Jean-Georges Malcor, Directeur Général de CGG, a déclaré :

« Dans un marché très difficile, la bonne performance cash de ce trimestre est le fruit des actions d'économies de coûts et de réduction d'investissements que nous avons mis en place depuis fin 2013 dans le cadre de notre plan stratégique et qui vise à transformer CGG d'une société d'acquisition sismique en un groupe intégré dans les géosciences.

Anticipant des conditions de marché qui continuent à se dégrader au quatrième trimestre et qui pourraient rester durablement détériorées, nous proposons aujourd'hui d'intensifier la stratégie mise en œuvre depuis deux ans avec une nouvelle étape. Ce mouvement majeur passera principalement par une réduction de la flotte à cinq navires dont les deux tiers de la capacité seront désormais dédiés aux programmes Multi-Clients. Cette action permettra de ramener l'activité d'Acquisition de données contractuelles à moins de 15% du chiffre d'affaires consolidé, réduisant ainsi l'exposition du Groupe à cette activité cyclique, très concurrentielle et fortement consommatrice en capitaux. L'ajustement de la flotte et les mesures de réduction de coûts entraîneront la suppression de près de 13% des emplois dans le monde. Cette nouvelle étape de notre Plan de Transformation est soumise pour approbation aux représentants du personnel pour une mise en œuvre au cours du premier semestre 2016. Elle engendre un coût non-cash de \$950 millions dans les comptes trimestriels et se traduira par un coût cash de près de \$200 millions à comptabiliser ultérieurement.

Nous envisageons de financer les besoins du Groupe, notamment lié au Plan de Transformation, par ventes d'actifs non-stratégiques et par augmentation des capitaux propres ou entrée d'intérêts minoritaires.

Cette nouvelle étape nous permet de bâtir un groupe rééquilibré autour de positions uniques en Equipement, en Multi-Clients, en Imagerie et Réservoir et en expertise technologique en Acquisition de données. CGG devrait ainsi être résilient tout le long de la phase difficile du cycle pour redevenir fortement générateur de cash lors du rebond du marché. »

Evènement post-clôture :

CGG a vendu sa librairie Multi-Clients terrestre canadienne le 31 octobre 2015.

- **Résultats du troisième trimestre**
 - Chiffre d'Affaires de \$470m, stable en séquentiel
 - Résultat opérationnel, avant charges non-récurrentes (CNR), de \$4m
 - EBIT, avant CNR, de \$15m avec une contribution positive des sociétés mises en équivalence, liée principalement à la Joint-Venture SGBS

- EBITDAS de \$122m et Cash-Flow libre positif avant charges non-récurrentes de \$22m
 - Suite à la détérioration des conditions de marché et à la mise en place d'une nouvelle étape de réduction de la flotte ; des dépréciations d'actifs, dépréciations des écarts d'acquisition et charges non-récurrentes de \$1015m ont été passées ce trimestre :
 - \$500m répartis entre \$365m de dépréciations des écarts d'acquisition de la Marine et \$135m de dépréciations d'actifs, principalement liés aux navires
 - \$450m de dépréciation des écarts d'acquisition GGR
 - \$48m de dépréciations d'impôts différés actifs sur pertes passées
 - \$17m d'autres coûts de transformation, principalement liés à des licenciements
 - Résultat Net, après CNR, de \$(1074)m
 - Le carnet de commandes s'établit à \$821m au 1er octobre 2015. Le taux de couverture de la flotte s'établit à ce jour à 92% au T4 2015. Pour 2016, cet indicateur ne sera plus pertinent, la flotte devenant principalement dédiée à l'activité Multi-Clients.
- **Mise en place d'une nouvelle segmentation de reporting**
 - Nouvelle segmentation sans impact au niveau des comptes consolidés
 - Création du segment « Ressources Non-Opérées » regroupant les actifs de la Marine mis à l'arrêt et les coûts de restructuration du Groupe
 - La division GGR intègre désormais les capitaux employés de la Marine dédiés à l'activité Multi-Clients
 - La production du segment de l'Acquisition de Données est désormais limitée aux seuls revenus contractuels

Chiffres clés du 3^{ème} trimestre 2015
Avant charges non-récurrentes (CNR)

En million \$	Troisième Trimestre 2014	Deuxième Trimestre 2015	Troisième Trimestre 2015
Chiffre d'Affaires	694	473	470
Equipement	180	107	103
Acquisition de données contractuelles	235	130	152
Géologie, Géophysique & Réservoir (GGR)	305	257	227
Eliminations	(26)	(21)	(12)
EBITDAS	208	112	122
Equipement	42	17	15
Acquisition de données contractuelles	26	(24)	11
GGR	176	136	113
Ressources non-opérées	0	0	0
Coûts Corporate & Eliminations	(36)	(17)	(17)
Taux de marge d'EBITDAS	30,0%	23,6%	26,0%
Résultat Opérationnel	51	(25)	4
Equipement	29	7	5
Acquisition de données contractuelles	(11)	(57)	(24)
GGR	71	51	47
Ressources non-opérées	(4)	(6)	(5)
Coûts Corporate & Eliminations	(34)	(20)	(19)
Taux de marge opérationnelle	7,3%	(5,2)%	0,9%
EBIT	40	(9)	15
Equipement	29	7	5
Acquisition de données contractuelles	(20)	(41)	(13)
GGR	69	51	47
Ressources non-opérées	(4)	(6)	(5)
Eliminations	(34)	(20)	(19)
Taux de marge d'EBIT	5,8%	(1,9)%	3,2%
Cash-Flow Opérationnel	156	101	145
Frais financiers nets	(50)	(46)	(50)
Dont partie cash	(17)	(49)	(26)
Cash-Flow Libre	(63)	(64)	22

Chiffres clés du 3^{ème} trimestre 2015
Après charges non-récurrentes (CNR)

En million \$	Troisième Trimestre 2014	Deuxième Trimestre 2015	Troisième Trimestre 2015
EBITDAS	201	106	107
Résultat Opérationnel	(14)	(30)	(963)
EBIT	(24)	(14)	(952)
Frais financiers nets	(50)	(46)	(50)
Total Impôts sur bénéfices	(43)	(1)	(72)
Dont Impôts différés liés aux variations de devises	(9)	0,5	(1)
Résultat Net	(116)	(61)	(1074)
<i>Charges non-récurrentes (CNR)</i>	<i>(64)</i>	<i>(5)</i>	<i>(967)</i>
Cash-Flow Opérationnel	136	80	120
Cash-Flow Libre	(83)	(85)	(3)
Dette nette	2579	2497	2538
Capitaux Employés	5983	5185	4148

Chiffres clés des neuf premiers mois de l'année 2015
Avant charges non-récurrentes(CNR)

En million \$	Fin septembre 2014	Fin septembre 2015
Chiffre d'Affaires	2189	1512
Equipement	583	335
Acquisition de données contractuelles	847	501
Géologie, Géophysique & Réservoir (GGR)	894	723
Eliminations	(135)	(47)
EBITDAS	591	379
Equipement	143	57
Acquisition de données contractuelles	92	5
GGR	486	369
Ressources non-opérées	0	0
Coûts Corporate & Eliminations	(130)	(52)
Taux de marge d'EBITDAS	27,0%	25,1%
Résultat Opérationnel	131	(2)
Equipement	109	26
Acquisition de données contractuelles	(19)	(103)
GGR	189	145
Ressources non-opérées	(13)	(14)
Coûts Corporate & Eliminations	(135)	(56)
Taux de marge opérationnelle	6,0%	(0,1)%
EBIT	91	25
Equipement	109	26
Acquisition de données contractuelles	(56)	(76)
GGR	186	145
Ressources non-opérées	(13)	(14)
Coûts Corporate & Eliminations	(135)	(56)
Taux de marge d'EBIT	4,2%	1,7%
Cash-Flow Opérationnel	543	362
Frais financiers nets	(146)	(143)
Dont partie cash	(68)	(101)
Cash-Flow Libre	(267)	(61)

Chiffres clés des neuf premiers mois de l'année 2015
Après charges non-récurrentes (CNR)

En million \$	Fin septembre 2014	Fin septembre 2015
EBITDAs	487	342
Résultat Opérationnel	(165)	(992)
EBIT	(205)	(965)
Frais financiers nets	(204)	(143)
Total Impôts sur bénéfices	(71)	(82)
Dont Impôts différés liés aux variations de devises	(13)	(2)
Résultat Net	(480)	(1190)
<i>Charges non-récurrentes (CNR)</i>	<i>(296)</i>	<i>(990)</i>
Cash-Flow Opérationnel	517	290
Cash-Flow Libre	(293)	(133)
Dettes nettes	2579	2538
Capitaux Employés	5983	4148

Résultats du troisième trimestre 2015 par segment opérationnel et avant charges non-récurrentes

Equipement

Equipement	Troisième Trimestre 2014	Deuxième Trimestre 2015	Troisième Trimestre 2015	Variation d'une année sur l'autre	Variation d'un trimestre à un autre
En million \$					
Chiffre d'Affaires Total	180	107	103	(43)%	(4)%
<i>Chiffre d'Affaires Externe</i>	<i>167</i>	<i>97</i>	<i>96</i>	<i>(43)%</i>	<i>(1)%</i>
EBITDAs	42	17	15	(63)%	(9)%
<i>Taux de marge</i>	<i>23,0%</i>	<i>15,9%</i>	<i>15,0%</i>	<i>(800) bps</i>	<i>(90)bps</i>
Résultat Opérationnel	29	7	5	(83)%	(27)%
<i>Taux de marge</i>	<i>16,2%</i>	<i>6,3%</i>	<i>4,8%</i>	<i>(1140) bps</i>	<i>(150)bps</i>
EBIT	29	7	5	(83)%	(27)%
Capitaux Employés (en milliard \$)	0,8	0,7	0,7	NA	NA

Le chiffre d'affaires total de l'Equipement est de \$103 millions, en baisse de 43% par rapport au troisième trimestre 2014 et de 4% en séquentiel. Comme lors du deuxième trimestre, les ventes marines sont impactées par un faible volume de livraison dans un environnement de marché difficile. Les ventes terrestres ont bénéficié de livraisons partielles à nos clients au Moyen-Orient.

Les ventes d'équipements Marine ont représenté 28% des ventes totales, comparé à 24% au deuxième trimestre 2015. Les ventes internes sont en légère baisse séquentielle, elles ne représentent que 7% des ventes totales comparé à 9% au deuxième trimestre 2015. Les ventes externes se sont élevées à \$96 millions, stable en séquentiel.

L'EBITDAs de l'Equipement atteint \$15 millions soit un taux de marge de 15,0%.

Le résultat opérationnel de l'Equipement s'élève à \$5 millions soit un taux de marge de 4,8%, grâce aux efforts importants et continus de réduction des coûts.

Les capitaux employés de l'Equipement sont de \$0,7 milliard à fin septembre 2015.

Acquisition de Données Contractuelles

Acquisition de Données Contractuelles	Troisième Trimestre 2014	Deuxième Trimestre 2015	Troisième Trimestre 2015	Variation d'une année sur l'autre	Variation d'un trimestre à un autre
En million \$					
Chiffre d'Affaires Total	235	130	152	(35)%	17%
<i>Total Acquisition Marine</i>	<i>175</i>	<i>86</i>	<i>110</i>	<i>(37)%</i>	<i>29%</i>
<i>Total Acquisition Terrestre & Multi-Physiques</i>	<i>60</i>	<i>44</i>	<i>42</i>	<i>(30)%</i>	<i>(5)%</i>
EBITDAs	26	(24)	11	(60)%	144%
<i>Taux de marge</i>	<i>11,1%</i>	<i>(18,3)%</i>	<i>6,9%</i>	<i>(420) bps</i>	<i>2520 bps</i>
Résultat Opérationnel	(11)	(57)	(24)	(111)%	58%
<i>Taux de marge</i>	<i>(4,8)%</i>	<i>(43,4)%</i>	<i>(15,6)%</i>	<i>(1080) bps</i>	<i>2780 bps</i>
EBIT	(20)	(41)	(13)	35%	68%
<i>Taux de marge</i>	<i>(8,5)%</i>	<i>(31,6)%</i>	<i>(8,5)%</i>	<i>0 bp</i>	<i>2310 bps</i>
Capitaux Employés (en milliard \$)	1,5	1,3	0,8	NA	NA

Le chiffre d'affaires total de l'Acquisition de données contractuelles est de \$152 millions, en baisse de 35% d'une année sur l'autre et en hausse de 17% en séquentiel.

- Le chiffre d'affaires en **Acquisition de données contractuelles Marine** est de \$110 millions, en baisse de 37% d'une année sur l'autre et en hausse de 29% en séquentiel. Le taux de disponibilité des navires est de 84%. Il se compare à un taux de disponibilité de 74% au deuxième trimestre 2015 et de 92% au troisième trimestre 2014. Le taux de production des navires s'établit à 92% et se compare à un taux de production de 94% au deuxième trimestre 2015 et de 92% au troisième trimestre 2014.
- Le chiffre d'affaires en **Acquisition de données Terrestre et Multi-Physiques** est de \$42 millions, en baisse de 30% d'une année sur l'autre et de 5% en séquentiel. Les mesures de restructurations prises ces deux dernières années se sont traduites par une bonne performance financière de l'activité terrestre.

L'EBITDAs de l'Acquisition de données contractuelles s'élève à \$11 millions soit un taux de marge de 6,9%.

Le Résultat Opérationnel de l'Acquisition de données contractuelles est de \$(24) millions. Le taux de disponibilité plus élevé, ainsi que notre programme de réduction des coûts, nous ont permis de diminuer significativement les pertes de la Marine contractuelle ce trimestre.

L'EBIT de l'Acquisition de données contractuelles est de \$(13) millions. Les contributions positives des sociétés mises en équivalence proviennent principalement des JV Seabed Geosolutions et Argas.

L'EBIT de l'Acquisition de données contractuelles après les charges non-récurrentes inclut \$(505) millions d'éléments non-récurrents liés au Plan de Transformation.

Les capitaux employés de l'Acquisition de données contractuelles sont de \$0,8 milliard à fin septembre 2015.

Géologie, Géophysique & Réservoir (GGR)

GGR	Troisième Trimestre 2014	Deuxième Trimestre 2015	Troisième Trimestre 2015	Variation d'une année sur l'autre	Variation d'un trimestre à un autre
En million \$					
Chiffre d'Affaires Total GGR	305	257	227	(26)%	(12)%
Multi-clients	133	120	84	(37)%	(30)%
<i>Pré-financements</i>	104	83	57	(46)%	(32)%
Imagerie & Réservoir	172	137	143	(17)%	4%
EBITDAs	176	136	113	(36)%	(17)%
<i>Taux de marge</i>	57,9%	52,8%	49,8%	(810) bps	(300) bps
Résultat Opérationnel	71	51	47	(44)%	(10)%
<i>Taux de marge</i>	23,2%	19,9%	20,5%	(270) bps	60 bps
EBIT	69	51	47	(34)%	(10)%
<i>Taux de marge</i>	22,7%	19,9%	20,5%	(220) bps	60 bps
Capitaux Employés (en milliard \$)	3,8	3,3	2,6	NA	NA

Le chiffre d'affaires total de GGR est de \$227 millions, en baisse de 26% d'une année sur l'autre et de 12% en séquentiel.

- Le chiffre d'affaires en **données multi-clients** est de \$84 millions, en baisse de 37% d'une année sur l'autre et de 30% en séquentiel. Ce trimestre, la flotte a été dédiée à 33% à des programmes multi-clients contre 44% au T3 2014 et 42% au T2 2015.
 - Les *pré-financements* sont de \$57 millions, en baisse de 46% d'une année sur l'autre et de 32% en séquentiel. Les investissements cash multi-clients se sont élevés à \$68 millions, en baisse de 55% d'une année sur l'autre et de 14% en séquentiel. Le taux de préfinancement cash s'établit à 83% contre 106% au T2 2015 et 69% au T3 2014.
 - Les *après-ventes* sont de \$27 millions, en baisse de 5% d'une année sur l'autre et de 25% en séquentiel.
- Le chiffre d'affaires en **Imagerie & Réservoir** est de \$143 millions, en baisse de 17% d'une année sur l'autre et en hausse de 4% en séquentiel. Les activités en Imagerie & Réservoir ont été impactées par le report de certaines dépenses d'investissements ce trimestre, Geosoftware a cependant profité de quelques bonnes ventes de Geovation.

L'**EBITDAs** de GGR atteint \$113 millions, soit un taux de marge de 49,8%.

Le **Résultat Opérationnel** de GGR s'élève à 47 millions, soit un taux de marge de 20,5%. Le taux d'amortissement des études multi-clients s'est élevé sur le trimestre à 61%. La valeur nette comptable de la librairie de données multi-clients s'établit à \$1042 millions à fin septembre 2015. A cette date, la librairie terrestre représente 12% et la librairie marine 88% de l'ensemble.

L'**EBIT** de GGR s'élève à \$47 millions, soit un taux de marge de 20,5%.

L'**EBIT** de GGR après les charges non-récurrentes inclut \$(456) millions d'éléments non-récurrents liés au Plan de Transformation.

Les **capitaux employés** de GGR sont de \$2,6 milliards à fin septembre 2015.

Ressources Non-Opérées

Ressources Non-Opérées	Troisième Trimestre 2014	Deuxième Trimestre 2015	Troisième Trimestre 2015	Variation d'une année sur l'autre	Variation d'un trimestre à un autre
En million \$					
EBITDAs	0	0	0	NA	NA
Résultat Opérationnel	(4)	(6)	(5)	(21)%	27%
EBIT	(4)	(6)	(5)	(21)%	27%
Capitaux Employés (en milliard \$)	(0,1)	(0,1)	0,0	NA	NA

Le segment des **Ressources non-opérées** englobe les coûts des actifs non-utilisés de la Marine, ainsi que les coûts liés au Plan de Transformation. Les capitaux employés de ce segment incluent les actifs non-utilisés de la Marine et les provisions liées au Plan de Transformation du Groupe.

L'**EBITDAs** des **Ressources non-opérées** est nul.

Le **Résultat Opérationnel** des **Ressources non-opérées** s'élève à \$(5) millions.

L'**EBIT** des **Ressources non-opérées** s'élève à \$(5) millions.

L'**EBIT** des **Ressources non-opérées** après les charges non-récurrentes inclut \$(6) millions d'éléments non-récurrents liés au Plan de Transformation.

Les **capitaux employés** des **Ressources non-opérées** sont nuls à fin septembre 2015.

Résultats Financiers du troisième trimestre 2015

Le Chiffre d'affaires de CGG est de \$470 millions, en baisse de 32% d'une année sur l'autre et de 1% en séquentiel. Il est constitué à 20% par la contribution de l'Équipement, à 32% par la contribution de l'Acquisition de données contractuelles et à 48% par la contribution de GGR.

En million \$	Troisième Trimestre 2014	Deuxième Trimestre 2015	Troisième Trimestre 2015	Variation d'une année sur l'autre	Variation d'un trimestre à un autre
Chiffre d'Affaires Groupe	694	473	470	(32)%	(1)%
Équipement	180	107	103	(43)%	(4)%
Acquisition de données contractuelles	235	130	152	(35)%	17%
GGR	305	257	227	(26)%	(12)%
Eliminations	(26)	(21)	(12)	NA	NA

L'EBITDAs du Groupe est de \$122 millions et le taux de marge est de 26,0%. Après les charges non-récurrentes, l'EBITDAs du Groupe est de \$107 millions.

En million \$	Troisième Trimestre 2014	Deuxième Trimestre 2015	Troisième Trimestre 2015	Variation d'une année sur l'autre	Variation d'un trimestre à un autre
EBITDAs Groupe	208	112	122	(41)%	9%
Taux de marge	30,0%	23,6%	26,0%	(400) bps	240 bps
Équipement	42	17	15	(63)%	(9)%
Acquisition de données contractuelles	26	(24)	11	(60)%	144%
GGR	176	136	113	(36)%	(17)%
Ressources non-opérées	0	0	0	NA	NA
Eliminations	(25)	(9)	(8)	NA	NA
Coûts Corporate	(11)	(8)	(9)	NA	NA
Charges non-récurrentes (CNR)	(7)	(5)	(15)	NA	NA

Le Résultat Opérationnel du Groupe est de \$4 millions, soit un taux de marge de 0,9%. Après les charges non-récurrentes, le résultat opérationnel du Groupe est de \$(963) millions.

En million \$	Troisième Trimestre 2014	Deuxième Trimestre 2015	Troisième Trimestre 2015	Variation d'une année sur l'autre	Variation d'un trimestre à un autre
Résultat Opérationnel Groupe	51	(25)	4	92%	118%
Taux de marge	7,3%	(5,2)%	0,9%	(640) bps	610 bps
Équipement	29	7	5	(83)%	(27)%
Acquisition de données contractuelles	(11)	(57)	(24)	(111)%	58%
GGR	71	51	47	(34)%	(9)%
Ressources non-opérées	(4)	(6)	(5)	(21)%	27%
Eliminations	(22)	(13)	(9)	NA	NA
Coûts Corporate	(12)	(7)	(9)	NA	NA
Charges non-récurrentes (CNR)	(64)	(5)	(967)	NA	NA

L'EBIT du Groupe est de \$15 millions, soit un taux de marge de 3,2%. Après les charges non-récurrentes, l'EBIT du Groupe est de \$(952) millions.

Les **Charges Non-Récurrentes** s'élèvent à \$967 millions:

- \$500m partagés entre \$365 millions de dépréciations des écarts d'acquisition de la marine et \$135 millions de dépréciations d'actifs, principalement liés aux navires.
- \$450 millions de dépréciation des écarts d'acquisition non-affectés au sein de GGR.
- \$17 millions d'autres coûts de transformation, principalement liés à des licenciements.

Les **Charges financières nettes** s'élèvent à \$50 millions :

- Le coût de la dette s'élève à \$44 millions. Le montant total d'intérêts effectivement payés au cours du trimestre atteint \$26 millions.
- Les autres éléments financiers représentent une contribution négative de \$6 millions.

Autres Impôts sur Bénéfices s'élèvent à \$72 millions, incluant \$48 millions de dépréciations de nos impôts différés actifs sur pertes passées du groupe fiscal français.

Le Résultat Net est une perte de \$(1074) millions après les charges non-récurrentes.

Après prise en compte des intérêts minoritaires, **le Résultat Net part du Groupe** est une perte de \$(1074) millions/ €(959) millions correspondant à un résultat net par action de \$(6,07)/ €(5,41).

Cash-Flow

Le cash-flow dégagé par les opérations s'établit à \$145 millions comparé à \$136 millions au troisième trimestre 2014. Après les charges non-récurrentes, le cash-flow dégagé par les opérations ressort à \$120 millions.

Les investissements du Groupe pour le troisième trimestre 2015 sont de \$98 millions, en baisse de 16% en séquentiel et de 52% d'une année sur l'autre.

- **Les investissements industriels** s'élèvent à \$22 millions, en baisse de 19% en séquentiel et de 42% d'une année sur l'autre.
- **Les investissements en Recherche et Développement** s'élèvent à \$8 millions.
- **Les investissements cash multi-clients** s'élèvent à \$68 millions, en baisse de 14% en séquentiel et de 55% d'une année sur l'autre.

En millions de \$	Troisième Trimestre 2014	Deuxième Trimestre 2015	Troisième Trimestre 2015
Investissements	202	117	98
Industriels	39	28	22
R&D	12	10	8
Cash Multi-clients	151	79	68
<i>MC marine</i>	134	74	57
<i>MC Terrestre</i>	18	5	11

Cash-Flow Libre

Le cash-flow libre est positif de \$22 millions ce trimestre, hors charges non-récurrentes, contre \$(63) millions au troisième trimestre 2014. Après les charges non-récurrentes, le cash-flow libre est négatif de \$(3) millions.

Comparaison du troisième trimestre 2015 avec le deuxième trimestre 2015 et le troisième trimestre 2014

Principaux éléments financiers	Troisième Trimestre 2014	Deuxième Trimestre 2015	Troisième Trimestre 2015
En Million \$			
Taux de Change euro/dollar	1,34	1,10	1,11
Chiffre d'Affaires	694	473	470
<i>Equipement</i>	180	107	103
<i>Acquisition de données contractuelles</i>	235	130	152
GGR	305	257	227
<i>Eliminations</i>	(26)	(21)	(12)
Marge brute	123	39	66
Résultat opérationnel avant CNR	51	(25)	4
<i>Equipement</i>	29	7	5
<i>Acquisition de données contractuelles</i>	(11)	(57)	(24)
GGR	71	51	47
<i>Ressources non-opérées</i>	(4)	(6)	(5)
<i>Coûts Corporate & Eliminations</i>	(34)	(20)	(19)
CNR	(64)	(5)	(967)
Résultat opérationnel après CNR	(14)	(30)	(963)
Mises en équivalence avant CNR	(10)	15	11
EBIT avant CNR	40	(9)	15
EBIT après CNR	(24)	(14)	(952)
Frais financiers nets	(50)	(46)	(50)
Autres Impôts sur bénéfices	(33)	(1)	(72)
Impôts différés liés aux variations de devises	(9)	0,5	(1)
Résultat Net	(116)	(61)	(1074)
Résultat net par action en \$	(0,67)	(0,35)	(6,07)
Résultat net par action en €	(0,50)	(0,32)	(5,41)
EBITDAs avant CNR	208	112	122
<i>Equipement</i>	42	17	15
<i>Acquisition de données contractuelles</i>	26	(24)	11
GGR	176	136	113
<i>Ressources non-opérées</i>	0	0	0
<i>Coûts Corporate & Eliminations</i>	(36)	(17)	(17)
<i>Charges non-récurrentes</i>	(7)	(5)	(15)
EBITDAs après CNR	201	106	107
Investissements industriels/ R&D (incluant les variations de fournisseurs d'immobilisations)	46	36	27
Investissements cash multi-clients	151	79	68

Résultats Financiers des neuf premiers mois 2015

Le Chiffre d'Affaires Total de CGG est de \$1512 millions en baisse de 31% par rapport aux neuf premiers mois 2014, en raison de conditions de marché difficiles et de la réduction du périmètre d'activité. Il est constitué à 20% de la contribution de l'Équipement, à 32% de la contribution de l'Acquisition de données contractuelles et à 48% de la contribution de GGR.

En million \$	Fin septembre 2014	Fin septembre 2015	Variation
Chiffre d'Affaires Groupe	2189	1512	(31)%
Équipement	583	335	(43)%
Acquisition de données contractuelles	847	501	(41)%
GGR	894	723	(19)%
Eliminations	(135)	(47)	NA

L'EBITDAs du Groupe est de \$379 millions en baisse de 36% et le taux de marge est de 25,1%. Après les éléments non-récurrents, l'EBITDAs du Groupe est de \$342 millions.

En million \$	Fin septembre 2014	Fin septembre 2015	Variation
EBITDAs	591	379	(36)%
Taux de marge	27,0%	25,1%	(190) bps
Équipement	143	57	(60)%
Acquisition de données contractuelles	92	5	(94)%
GGR	486	369	(24)%
Ressources non-opérées	0	0	NA
Eliminations	(90)	(26)	NA
Coûts corporate	(40)	(26)	NA
Charges non-récurrentes (CNR)	(104)	(37)	NA

Le Résultat Opérationnel du Groupe est de \$(2) millions, soit un taux de marge de (0,1)%. Après éléments non-récurrents, le résultat opérationnel du Groupe est de \$(992) millions. Les conditions de marché se sont détériorées sur l'année avec le ralentissement des dépenses d'investissements et le report de projets de nos clients.

- La marge opérationnelle de la division Équipement est de 7,7%. Ce segment fait preuve d'une résilience persistante face à la baisse des volumes de ventes, grâce à d'importantes réductions de coûts et à la flexibilité de son organisation industrielle.
- La marge opérationnelle de la division Acquisition de données contractuelles est de (20,5)% (hors charges non-récurrentes), malgré un taux de production élevé de 93% et de bonnes performances opérationnelles. La performance financière du segment Acquisition de données contractuelles a été impactée par des conditions de prix dégradées et un faible taux de disponibilité en moyenne.
- La marge opérationnelle du segment GGR est de 20,0% avec une performance solide de tous les segments d'activité. L'activité Multi-Client s'est établie à \$303 millions, et le taux de préfinancement a atteint 83%. Le taux d'amortissement des études multi-clients s'est élevé sur les neuf premiers mois 2015 à 58%, avec la valeur nette comptable de la librairie de données multi-clients à \$1042 millions à fin septembre 2015. L'activité Imagerie a réalisé une bonne performance, notamment en Amérique du Nord. Les activités Réservoir et Géologie ont été impactées par le report de certaines dépenses d'investissements.

En million \$	Fin septembre 2014	Fin septembre 2015	Variation
Résultat opérationnel	131	(2)	(101)%
Taux de marge	6,0%	(0,1)%	(610) bps
Équipement	109	26	(76)%
Acquisition de données contractuelles	(19)	(103)	(447)%
GGR	189	145	(23)%
Ressources non-opérées	(13)	(14)	(9)%
Eliminations	(92)	(29)	NA
Coûts corporate	(44)	(27)	NA
Charges non-récurrentes (CNR)	(296)	(40)	NA

L'EBIT du Groupe est de \$25 millions, en baisse de 73%, soit une marge de 1,7%. Après les éléments non-récurrents, l'EBIT du Groupe est de \$(965) millions.

Les charges non-récurrentes totales ont été de \$990 millions :

- \$500 millions partagés entre \$365 millions de dépréciations des écarts d'acquisition de la marine et \$135 millions de dépréciations d'actifs, principalement liés aux navires.

- \$450 millions de dépréciation des écarts d'acquisition non-affectés au sein de GGR.
- \$40 millions d'autres coûts de transformation, principalement liés à des licenciements.

Les Charges financières nettes s'élèvent à \$143 millions :

- Le coût de la dette s'élève à \$133 millions. Le montant total d'intérêts effectivement payés atteint \$101 millions.
- Les autres éléments financiers représentent une perte de \$10 millions, dus à l'impact de change.

Les impôts sont de \$80 millions, principalement dus à \$48 millions de dépréciations d'impôts différés actifs sur pertes passées du groupe fiscal français.

Le Résultat Net est une perte de \$(1190) millions après les charges non-récurrentes.

Après prise en compte des intérêts minoritaires, **le Résultat Net part du Groupe** est une perte de \$(1191) millions / €(1063) millions correspondant à un résultat net par action de \$(6,73) / €(6,00).

Cash-Flow

Le cash-flow dégagé par les opérations, ressort à \$362 millions avant les charges non-récurrentes et à \$290 millions après les charges non-récurrentes.

Les investissements du Groupe sont de \$331 millions pour les neuf premiers mois 2015, en baisse de 54% d'une année sur l'autre.

- Les **investissements industriels** s'élèvent à \$84 millions, en baisse de 57% d'une année sur l'autre.
- Les **investissements en Recherche et Développement** s'élèvent à \$29 millions.
- Les **investissements cash multi-clients** s'élèvent à \$218 millions, en baisse de 55% d'une année sur l'autre.

En million \$	Fin septembre 2014	Fin septembre 2015
Investissements	721	331
Industriels	196	84
R&D	43	29
Cash Multi-clients	482	218
<i>MC Marine</i>	437	197
<i>MC Terrestre</i>	45	22

Cash-flow libre

Après paiement des charges d'intérêts et des investissements et hors charges non-récurrentes, le **cash-flow libre** est négatif de \$(61) millions, contre \$(267) millions pour les neuf premiers mois 2014. Après les charges non-récurrentes, le cash-flow libre est négatif de \$(133) millions.

Bilan

Ratio d'endettement net sur capitaux propres :

La dette brute du Groupe s'établit à \$2,874 milliards à fin septembre 2015. La trésorerie disponible est de \$336 millions. La dette nette ressort ainsi à \$2,538 milliards.

En conséquence, le ratio « dette nette sur capitaux propres part du Groupe » s'établit à 164% à fin septembre 2015 contre 90% à fin décembre 2014.

La liquidité du Groupe, qui correspond à la somme de la trésorerie disponible et des lignes de crédit non-tirées, atteint \$440 millions à fin septembre 2015.

Le Ratio Dette Nette/EBITDAs s'élève à 3,25x à fin septembre et la levée du covenant au 31 décembre 2015 a été négociée avec nos banques prêteuses.

Comparaison des neuf premiers mois 2015 et 2014

Principaux éléments financiers	Fin septembre 2014	Fin septembre 2015
En Million \$		
<i>Taux de Change euro/dollar</i>	1,36	1,12
Chiffre d'Affaires	2189	1512
<i>Equipement</i>	583	335
<i>Acquisition de données contractuelles</i>	847	501
<i>GGR</i>	894	723
<i>Eliminations</i>	(135)	(47)
Marge brute	389	195
Résultat opérationnel avant CNR	131	(2)
<i>Equipement</i>	109	26
<i>Acquisition de données contractuelles</i>	(19)	(103)
<i>GGR</i>	189	145
<i>Ressources non opérées</i>	(13)	(14)
<i>Coûts Corporate & Eliminations</i>	(135)	(56)
<i>Charges non-récurrentes</i>	(296)	(990)
Résultat opérationnel après CNR	(165)	(992)
Mises en équivalence avant CNR	(40)	27
EBIT avant CNR	91	25
EBIT après CNR	(205)	(965)
Frais financiers nets	(204)	(143)
Impôts	(57)	(80)
Impôts différés liés aux variations de devises	(13)	(2)
Résultat Net	(480)	(1190)
Résultat net par action en \$	(2,74)	(6,73)
Résultat net par action en €	(2,01)	(6,00)
EBITDAs avant CNR	591	379
<i>Equipement</i>	143	57
<i>Acquisition de données contractuelles</i>	92	5
<i>GGR</i>	486	369
<i>Ressources non-opérées</i>	0	0
<i>Coûts Corporate & Eliminations</i>	(130)	(52)
<i>Charges non-récurrentes</i>	(104)	(37)
EBITDAs après CNR	487	342
Investissements industriels/ R&D (incluant les variations de fournisseurs d'immobilisations)	223	101
Investissements cash multi-clients	482	218

ANCIEN FORMAT DE REPORTING

T3.2014 – T2 et T3.2015
&
Neuf premiers mois 2014 et 2015

Ancien format - Chiffres clés du 3^{ème} trimestre 2015
Avant charges non-récurrentes (CNR)

En million \$	Troisième Trimestre 2014	Deuxième Trimestre 2015	Troisième Trimestre 2015
Chiffre d'Affaires	694	473	470
Equipement	180	107	103
Acquisition de données	418	223	225
Géologie, Géophysique & Réservoir (GGR)	305	257	227
Eliminations	(209)	(114)	(85)
EBITDAs	208	112	122
Equipement	42	17	15
Acquisition de données	72	6	34
GGR	178	138	114
Coûts Corporate & Eliminations	(84)	(49)	(41)
<i>Taux de marge d'EBITDAs</i>	30,0%	23,6%	25,9%
<i>Taux de marge Equipement</i>	23,0%	15,9%	15,0%
<i>Taux de marge Acquisition de données</i>	17,3%	2,7%	15,3%
<i>Taux de marge GGR</i>	58,6%	53,6%	50,5%
Résultat Opérationnel	51	(25)	4
Equipement	29	7	5
Acquisition de données	0	(55)	(22)
GGR	74	53	48
Coûts Corporate & Eliminations	(52)	(30)	(27)
<i>Taux de marge opérationnelle</i>	7,3%	(5,2)%	0,9%
<i>Taux de marge Equipement</i>	16,2%	6,3%	4,8%
<i>Taux de marge Acquisition de données</i>	0,1%	(24,6)%	(9,9)%
<i>Taux de marge GGR</i>	28,1%	20,7%	21,2%
EBIT	40	(9)	15
Equipement	29	7	5
Acquisition de données	(8)	(40)	(12)
GGR	73	53	48
Coûts Corporate & Eliminations	(54)	(29)	(26)
<i>Taux de marge d'EBIT</i>	5,8%	(1,9)%	3,2%
<i>Taux de marge Equipement</i>	16,2%	6,3%	4,8%
<i>Taux de marge Acquisition de données</i>	(2,0%)	(17,7)%	(5,1)%
<i>Taux de marge GGR</i>	24,0%	20,7%	21,2%

**Ancien format - Chiffres clés des neuf premiers mois de l'année 2015
Avant charges non-récurrentes (CNR)**

En million \$	Fin septembre 2014	Fin septembre 2015
Chiffre d'Affaires	2189	1512
Equipement	583	335
Acquisition de données	1458	744
Géologie, Géophysique & Réservoir (GGR)	894	723
Eliminations	(746)	(290)
EBITDAs	591	379
Equipement	143	57
Acquisition de données	248	84
GGR	498	374
Eliminations	(299)	(136)
Taux de marge d'EBITDAs	27,0%	25,0%
<i>Taux de marge Equipement</i>	<i>24,6%</i>	<i>17,1%</i>
<i>Taux de marge Acquisition de données</i>	<i>17,0%</i>	<i>11,3%</i>
<i>Taux de marge GGR</i>	<i>55,6%</i>	<i>51,7%</i>
Résultat Opérationnel	131	(2)
Equipement	109	26
Acquisition de données	8	(96)
GGR	213	150
Coûts Corporate & Eliminations	(199)	(82)
Taux de marge opérationnelle	6,0%	(0,1)%
<i>Taux de marge Equipement</i>	<i>18,7%</i>	<i>7,7%</i>
<i>Taux de marge Acquisition de données</i>	<i>0,6%</i>	<i>(12,9)%</i>
<i>Taux de marge GGR</i>	<i>23,8%</i>	<i>20,7%</i>
EBIT	91	25
Equipement	109	26
Acquisition de données	(17)	(69)
GGR	198	150
Coûts Corporate & Eliminations	(199)	(82)
Taux de marge d'EBIT	4,2%	1,7%
<i>Taux de marge Equipement</i>	<i>18,7%</i>	<i>7,7%</i>
<i>Taux de marge Acquisition de données</i>	<i>(1,1)%</i>	<i>(9,3)%</i>
<i>Taux de marge GGR</i>	<i>22,1%</i>	<i>20,7%</i>

Nouveau format de reporting

2014 (T1, T2, T3, T4 et année pleine)
&
2015 (T1, T2, T3)

Nouveau format - Chiffres clés de l'année 2014
Avant charges non-récurrentes (CNR)

En million \$	Premier Trimestre 2014	Deuxième Trimestre 2014	Troisième Trimestre 2014	Quatrième Trimestre 2014	2014
Chiffre d'Affaires	806	689	694	906	3095
Equipement	206	196	180	219	802
Acquisition de données contractuelles	358	254	235	210	1057
Géologie, Géophysique & Réservoir (GGR)	290	300	305	489	1384
Eliminations	(48)	(61)	(26)	(12)	(148)
EBITDAs	188	195	208	402	994
Equipement	52	50	42	67	210
Acquisition de données contractuelles	28	38	26	3	95
GGR	155	155	176	365	851
Ressources non-opérées	0	0	0	0	0
Coûts Corporate & Eliminations	(46)	(48)	(36)	(32)	(162)
<i>Taux de marge d'EBITDAs</i>	23,4%	28,3%	30,0%	44,4%	32,1%
<i>Taux de marge Equipement</i>	25,0%	25,6%	23,0%	30,4%	26,2%
<i>Taux de marge Acquisition de données contractuelles</i>	7,7%	15,1%	11,1%	1,4%	9,0%
<i>Taux de marge GGR</i>	53,4%	51,5%	57,9%	74,6%	61,5%
Résultat Opérationnel	35	46	51	111	242
Equipement	41	38	29	55	164
Acquisition de données contractuelles	(13)	6	(11)	(48)	(67)
GGR	59	59	71	140	328
Ressources non-opérées	(3)	(6)	(4)	(4)	(17)
Coûts Corporate & Eliminations	(49)	(51)	(34)	(31)	(166)
<i>Taux de marge opérationnelle</i>	4,3%	6,7%	7,3%	12,2%	7,8%
<i>Taux de marge Equipement</i>	20,0%	19,6%	16,2%	25,3%	20,5%
<i>Taux de marge Acquisition de données contractuelles</i>	(3,7)%	2,3%	(4,8)%	(23,1)%	(6,4)%
<i>Taux de marge GGR</i>	20,5%	19,5%	23,2%	28,5%	23,7%
EBIT	18	33	40	69	160
Equipement	41	38	29	55	164
Acquisition de données contractuelles	(30)	(6)	(20)	(88)	(144)
GGR	59	58	69	137	323
Ressources non-opérées	(3)	(6)	(4)	(4)	(17)
Coûts Corporate & Eliminations	(49)	(51)	(34)	(31)	(166)
<i>Taux de marge d'EBIT</i>	2,2%	4,7%	5,8%	7,6%	5,2%
<i>Taux de marge Equipement</i>	20,0%	19,6%	16,2%	25,3%	20,5%
<i>Taux de marge Acquisition de données contractuelles</i>	(8,2)%	(2,5)%	(8,5)%	(41,7)%	(13,6)%
<i>Taux de marge GGR</i>	20,4%	19,2%	22,7%	28,0%	23,3%

Nouveau format - Chiffres clés de l'année 2015
Avant charges non-récurrentes

En million \$	Premier Trimestre 2015	Deuxième Trimestre 2015	Troisième Trimestre 2015
Chiffre d'Affaires	570	473	470
Equipement	125	107	103
Acquisition de données contractuelles	219	130	152
Géologie, Géophysique & Réservoir (GGR)	239	257	227
Eliminations	(13)	(21)	(12)
EBITDAs	145	112	122
Equipement	25	17	15
Acquisition de données contractuelles	19	(24)	11
GGR	120	136	113
Ressources non-opérées	0	0	0
Coûts Corporate & Eliminations	(19)	(17)	(17)
Taux de marge d'EBITDAs	25,5%	23,6%	26,0%
<i>Taux de marge Equipement</i>	<i>19,8%</i>	<i>15,9%</i>	<i>15,0%</i>
<i>Taux de marge Acquisition de données contractuelles</i>	<i>8,5%</i>	<i>(18,3)%</i>	<i>6,9%</i>
<i>Taux de marge GGR</i>	<i>50,3%</i>	<i>52,8%</i>	<i>49,8%</i>
Résultat Opérationnel	18	(25)	4
Equipement	14	7	5
Acquisition de données contractuelles	(23)	(57)	(24)
GGR	47	51	47
Ressources non-opérées	(3)	(6)	(5)
Coûts Corporate & Eliminations	(17)	(20)	(19)
Taux de marge opérationnelle	3,2%	(5,2)%	0,9%
<i>Taux de marge Equipement</i>	<i>11,3%</i>	<i>6,3%</i>	<i>4,8%</i>
<i>Taux de marge Acquisition de données contractuelles</i>	<i>(10,3)%</i>	<i>(24,6)%</i>	<i>(15,6)%</i>
<i>Taux de marge GGR</i>	<i>19,7%</i>	<i>20,7%</i>	<i>20,5%</i>
EBIT	19	(9)	15
Equipement	14	7	5
Acquisition de données contractuelles	(22)	(41)	(13)
GGR	47	51	47
Ressources non-opérées	(3)	(6)	(5)
Coûts Corporate & Eliminations	(17)	(20)	(19)
Taux de marge d'EBIT	3,3%	(1,9)%	3,2%
<i>Taux de marge Equipement</i>	<i>11,3%</i>	<i>6,3%</i>	<i>4,8%</i>
<i>Taux de marge Acquisition de données contractuelles</i>	<i>(9,9)%</i>	<i>(17,7)%</i>	<i>(8,5)%</i>
<i>Taux de marge GGR</i>	<i>19,7%</i>	<i>20,7%</i>	<i>20,5%</i>

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

AU 30 SEPTEMBRE 2015

ETAT DE SITUATION FINANCIERE CONSOLIDE

Montants en millions de dollars US, sauf indication contraire	30 septembre 2015 (non audité)	31 décembre 2014
ACTIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	335,4	359,1
Clients et comptes rattachés, nets	689,2	942,5
Stocks et travaux en cours, nets	364,4	417,3
Créances d'impôt	115,1	145,9
Autres actifs courants, nets	93,8	126,5
Actifs détenus en vue de la vente, nets	36,5	38,3
Total actif courant	1 634,4	2 029,6
Impôts différés actif	55,7	98,2
Participations et autres immobilisations financières, nettes	160,1	141,8
Sociétés mises en équivalence	166,0	137,7
Immobilisations corporelles, nettes	947,0	1 238,2
Immobilisations incorporelles, nettes	1 415,5	1 373,8
Ecart d'acquisition des entités consolidées, nets	1 230,9	2 041,7
Total actif non-courant	3 975,2	5 031,4
TOTAL ACTIF	5 609,6	7 061,0
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Concours bancaires court terme	0,9	2,9
Dettes financières – part court terme	84,6	75,7
Fournisseurs et comptes rattachés	294,5	444,2
Dettes sociales	161,4	222,5
Impôts sur les bénéfices à payer	37,4	72,2
Acomptes clients	55,4	54,4
Provisions – part court terme	92,2	106,0
Autres passifs courants	120,5	231,8
Total passif courant	846,9	1 209,7
Impôts différés passif	189,9	153,8
Provisions – part long terme	168,5	220,3
Dettes financières – part long terme	2 787,6	2 700,3
Autres passifs non courants	20,5	30,7
Total dettes et provisions non-courantes	3 166,5	3 105,1
Capital social : 279 621 151 actions autorisées et 177 065 192 émises au nominal de 0,40 € au 30 septembre 2015 et 177 065 192 au 31 décembre 2014	92,8	92,8
Primes d'émission et d'apport	1 409,7	3 180,4
Réserves	1 185,5	562,0
Autres réserves	120,4	64,7
Titres d'autocontrôle	(20,6)	(20,6)
Résultat de la période attribué aux actionnaires de la société mère	(1 191,4)	(1 154,4)
Résultats directement enregistrés en capitaux propres	(7,0)	(7,6)
Ecart de conversion	(37,8)	(24,3)
Total capitaux propres – attribuable aux actionnaires de la société mère	1 551,6	2 693,0
Participations ne donnant pas le contrôle	44,6	53,2
Total capitaux propres	1 596,2	2 746,2
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	5 609,6	7 061,0

i.

COMPTES DE RESULTAT INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Neuf mois clos le 30 septembre

Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions ou indication contraire	2015	2014
Chiffres d'affaires	1 511,9	2 189,2
Autres produits des activités ordinaires	1,1	1,2
Total produits des activités ordinaires	1 513,0	2 190,4
Coût des ventes	(1 318,1)	(1 800,9)
Marge brute	194,9	389,5
Coûts nets de recherche et développement	(64,4)	(77,9)
Frais commerciaux	(65,0)	(86,4)
Frais généraux et administratifs	(73,4)	(113,9)
Autres produits et charges, nets	(984,1)	(276,4)
Résultat d'exploitation	(992,0)	(165,1)
Coût de l'endettement financier brut	(134,8)	(156,1)
Produits financiers sur la trésorerie	1,4	1,3
Coût de l'endettement financier net	(133,4)	(154,8)
Autres produits (charges) financiers	(9,5)	(49,2)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	(1 134,9)	(369,1)
Impôts différés sur les variations de change	(1,8)	(13,3)
Autres impôts sur les bénéfices	(80,1)	(57,3)
Total impôts sur les bénéfices	(81,9)	(70,6)
Résultat net des entreprises intégrées	(1 216,8)	(439,7)
Résultat des sociétés mises en équivalence	27,0	(39,9)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(1 189,8)	(479,6)
<i>Attribué aux :</i>		
Actionnaires \$	(1 191,4)	(485,0)
Actionnaires ⁽¹⁾ €	(1 062,7)	(356,1)
Participations ne donnant pas le contrôle \$	1,6	5,4
Nombre moyen pondéré d'actions émises	177 065 192	176 958 659
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options	– ⁽²⁾	– ⁽²⁾
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites	– ⁽²⁾	– ⁽²⁾
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux obligations convertibles	– ⁽²⁾	– ⁽²⁾
Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif	177 065 192	176 958 659
Résultat net par action		
Résultat net attribuable aux actionnaires		
– Base \$	(6,73)	(2,74)
– Base ⁽¹⁾ €	(6,00)	(2,01)
– Dilué \$	(6,73)	(2,74)
– Dilué ⁽¹⁾ €	(6,00)	(2,01)

⁽¹⁾ Converti au taux moyen de 1,1211US\$ et 1,3618US\$ respectivement au 30 septembre 2015 et 2014.

⁽²⁾ Dès lors que le résultat de l'exercice est une perte, les plans d'attribution de stock-options, d'actions gratuites sous condition de performance et les obligations convertibles ont un effet relatif. Par conséquent, les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.

COMPTE DE RESULTAT INTERMEDIAIRE CONSOLIDE NON AUDITE

Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions ou indication contraire	3ème trimestre	
	2015	2014
Chiffres d'affaires	469,8	693,9
Autres produits des activités ordinaires	0,3	0,3
Total produits des activités ordinaires	470,1	694,2
Coût des ventes	(404,4)	(570,7)
Marge brute	65,7	123,5
Coûts nets de recherche et développement	(16,9)	(23,9)
Frais commerciaux	(19,2)	(26,7)
Frais généraux et administratifs	(23,4)	(34,7)
Autres produits et charges, nets	(969,3)	(51,9)
Résultat d'exploitation	(963,1)	(13,7)
Coût de l'endettement financier brut	(44,2)	(45,2)
Produits financiers sur la trésorerie	0,4	0,4
Coût de l'endettement financier net	(43,8)	(44,8)
Autres produits (charges) financiers	(5,9)	(4,8)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	(1 012,8)	(63,3)
Impôts différés sur les variations de change	(0,6)	(9,1)
Autres impôts sur les bénéfices	(71,8)	(33,4)
Total impôts sur les bénéfices	(72,4)	(42,5)
Résultat net des entreprises intégrées	(1 085,2)	(105,8)
Résultat des sociétés mises en équivalence	10,8	(10,2)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(1 074,4)	(116,0)
<i>Attribué aux :</i>		
Actionnaires\$	(1 074,4)	(118,1)
Actionnaires ⁽¹⁾ €	(958,8)	(86,7)
Participations ne donnant pas le contrôle \$	–	2,1
Nombre moyen pondéré d'actions émises	177 065 192	177 065 192
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options	– ⁽²⁾	– ⁽²⁾
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites	– ⁽²⁾	– ⁽²⁾
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux obligations convertibles	– ⁽²⁾	– ⁽²⁾
Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif	177 065 192	177 065 192
Résultat net par action		
Résultat net attribuable aux actionnaires		
– Base \$	(6,07)	(0,67)
– Base ⁽¹⁾ €	(5,41)	(0,50)
– Dilué\$	(6,07)	(0,67)
– Dilué ⁽¹⁾ €	(5,41)	(0,50)

(1)

Correspond à la différence entre les données au 30 septembre moins le premier semestre en euros.

(2)

Dès lors que le résultat de l'exercice est une perte, les plans d'attribution de stock-options, d'actions gratuites sous condition de performance et les obligations convertibles ont un effet relatif. Par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.

ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITE NON AUDITEE

Pour les neuf mois clos le 30 septembre,

En millions de dollars US excepté les actifs et capitaux employés en milliards de dollars US	2015						2014 (retraité)					
	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Eliminations et Autres	Total Consolidé	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Eliminations et Autres	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers	483,0	–	723,0	305,9	–	1 511,9	816,2	–	894,4	478,6	–	2 189,2
Chiffre d'affaires intersecteur secteurs	18,1	–	–	28,9	(47,0)	–	30,8	–	–	104,4	(135,2)	–
Chiffre d'affaires total	501,1	–	723,0	334,8	(47,0)	1 511,9	847,0	–	894,4	583,0	(135,2)	2 189,2
Dotation aux amortissements (hors multiclients)	(613,2)	(13,7)	(558,4)	(31,2)	–	(1 216,5)	(243,9)	(12,6)	(156,1)	(55,1)	–	(467,7)
Dotation aux amortissements multiclients	–	–	(177,4)	–	–	(177,4)	–	–	(283,5)	–	–	(283,5)
Résultat d'exploitation	(607,9)	(36,0)	(317,8)	25,8	(56,1)	(992,0)	(164,3)	(99,9)	146,9	87,3	(135,1)	(165,1)
Résultat des sociétés mises en équivalence (1)	27,0	–	–	–	–	27,0	(37,0)	–	(2,9)	–	–	(39,9)
Résultat avant intérêts et taxes (2)	(580,9)	(36,0)	(317,8)	25,8	(56,1)	(965,0)	(201,3)	(99,9)	144,0	87,3	(135,1)	(205,0)
Acquisition d'immobilisations (hors multiclients) (3)	58,2	–	26,3	16,6	11,7	112,8	170,7	–	4,3	47,9	16,3	239,2
Investissement en trésorerie dans les études multiclients -clients, nettes de trésorerie	–	–	218,4	–	–	218,4	–	–	482,1	–	–	482,1
Capitaux employés	0,8	–	2,6	0,7	–	4,1	1,5	(0,1)	3,8	0,8	–	6,0
Total actifs identifiables	1,1	0,2	2,9	0,9	–	5,1	1,9	–	4,1	1,0	0,1	7,1

(1) Le résultat opérationnel des sociétés mises en équivalence s'élève à 34,1 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 contre (31,9) millions de dollars US pour la période comparable 2014.

(2) Au niveau Groupe, le résultat d'exploitation et l'EBIT consolidés avant coûts liés au Plan de Transformation s'élèvent respectivement à (2,0) millions de dollars US et 25,0 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015, contre 131,1 millions de dollars US et 91,2 millions de dollars US pour la période comparable 2014.

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015, l'EBIT du secteur Acquisition de Données Contractuelles inclut :

- (i) (365,0) millions de dollars US de dépréciation de l'écart d'acquisition Marine;
- (ii) (110,0) millions de dollars US de dépréciation d'actifs Marine;
- (iii) (25,0) millions de dollars US de dépréciation d'immobilisations incorporelles;

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014, l'EBIT du secteur Acquisition de Données Contractuelles incluait :

- (i) (107,0) millions de dollars US de dépréciation de notre participation dans la joint-venture SBGS, société mise en équivalence;
- (ii) (26,2) millions de dollars US liés à la dépréciation d'équipements Marine;
- (iii) Et un gain net de 11,1 millions de dollars US généré par la cession de 2% du capital de la société Ardiséis FZCO.

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015, l'EBIT du secteur Ressources Non Opérées comprend (22,3) millions de dollars US liés au Plan de Transformation des activités Marine. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, l'EBIT du secteur Ressources Non Opérées comprenait (87,3) millions de dollars US liés au Plan de Transformation des activités Marine.

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015, l'EBIT du secteur GGR comprend :

- (i) (438,8) millions de dollars US liés à la dépréciation d'écarts d'acquisition d'UGTs de GGR,
- (ii) (11,2) millions de dollars US de dépréciation d'immobilisations incorporelles,

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014, l'EBIT du secteur GGR incluait (36,7) millions de dollars US de dépréciations d'études multiclients acquises au Brésil en 2007-2009.

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014, l'EBIT du secteur Equipement incluait des dépréciations d'immobilisations incorporelles pour (21,7) millions de dollars US.

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015, la colonne « Eliminations et Autres » inclut des frais de siège d'un montant de (27,0) millions de dollars US et des éliminations intersecteurs pour (29,1) millions de dollars US. Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2014, la colonne « Eliminations et Autres » incluait des frais de siège d'un montant de (43,5) millions de dollars US et des éliminations intersecteurs pour

(91,6) millions de dollars US.

- (3) Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles comprennent des coûts de développement capitalisés de (29,1) millions de dollars US et (43,0) millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2015 et 2014 respectivement. La colonne « Eliminations et Autres » correspond à la variation des fournisseurs d'immobilisations.

En millions de dollars US	Pour le trimestre clos le 30 septembre,											
	2015						2014 (retraité)					
	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Eliminations et Autres	Total Conso lidé	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Eliminations et Autres	Total Conso lidé
Chiffre d'affaires tiers	147,7	–	226,6	95,5	–	469,8	222,3	–	304,7	166,9	–	693,9
Chiffre d'affaires intersectoriel	4,5	–	–	7,3	(11,8)	–	12,9	–	–	13,5	(26,4)	–
Chiffre d'affaires total	152,2	–	226,6	102,8	(11,8)	469,8	235,2	–	304,7	180,4	(26,4)	693,9
Dotation aux amortissements (hors multicients)	(537,3)	(4,6)	(483,7)	(10,4)	–	(1 036,0)	(90,5)	(3,8)	(50,1)	(11,9)	–	(156,3)
Dotation aux amortissements multicients	–	–	(51,2)	–	–	(51,2)	–	–	(88,9)	–	–	(88,9)
Résultat d'exploitation	(529,1)	(10,3)	(409,9)	4,9	(18,7)	(963,1)	(70,3)	(8,2)	69,7	29,3	(34,2)	(13,7)
Résultat des sociétés mises en équivalence (1)	10,8	–	–	–	–	10,8	(8,7)	–	(1,5)	–	–	(10,2)
Résultat avant intérêts et taxes (2)	(518,3)	(10,3)	(409,9)	4,9	(18,7)	(952,3)	(79,0)	(8,2)	68,2	29,3	(34,2)	(23,9)
Acquisition d'immobilisations (hors multicients) (3)	14,5	–	7,5	4,6	3,6	30,2	26,8	–	9,7	9,8	4,5	50,8
Investissement en trésorerie dans les études multicients-clients, nettes de trésorerie	–	–	68,0	–	–	68,0	–	–	151,1	–	–	151,1

- (1) Le résultat opérationnel des sociétés mises en équivalence s'élève à 11,8 millions de dollars US pour le 3^{ème} trimestre 2015 contre (5,7) millions de dollars US pour le 3^{ème} trimestre 2014.

- (2) Au niveau Groupe, le résultat d'exploitation et l'EBIT consolidés avant coûts liés au Plan de Transformation s'élèvent respectivement à 4,3 millions de dollars US et 15,1 millions de dollars US pour le 3^{ème} trimestre 2015, contre 50,7 millions de dollars US et 40,5 millions de dollars US pour le 3^{ème} trimestre 2014.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2015, l'EBIT du secteur Acquisition de Données Contractuelles inclut :

- (i) (365,0) millions de dollars US de dépréciation de l'écart d'acquisition Marine;
- (ii) (110,0) millions de dollars US de dépréciation d'équipements Marine;
- (iii) (25,0) millions de dollars US de dépréciation d'immobilisations incorporelles;

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, l'EBIT du secteur Acquisition de Données Contractuelles incluait :

- (i) (55,0) millions de dollars US de dépréciation de notre participation dans la joint-venture SBGS (Seabed Geosolutions BV), société mise en équivalence ;

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2015, l'EBIT du secteur Ressources Non Opérées comprend (5,7) millions de dollars US liés au Plan de Transformation des activités Marine. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, l'EBIT du secteur Ressources Non Opérées comprenait (4,4) millions de dollars US liés au Plan de Transformation des activités Marine.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2015, l'EBIT du secteur GGR comprend

- (i) (438,8) millions de dollars US liés à la dépréciation d'écarts d'acquisition d'UGTs de GGR,
- (ii) (11,2) millions de dollars US liés à la dépréciation d'immobilisations incorporelles.

Pour le 3^{ème} trimestre 2015, la colonne « Eliminations et Autres » inclut des frais de siège d'un montant de (9,4) millions de dollars US et des éliminations intersecteurs pour (9,3) millions de dollars US. Pour le 3^{ème} trimestre 2014, la colonne « Eliminations et Autres » incluait des frais de siège d'un montant de (12,4) millions de dollars US et des éliminations intersecteurs pour (21,8) millions de dollars US.

- (3) Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles comprennent des coûts de développement capitalisés de (7,6) millions de dollars US pour le 3^{ème} trimestre 2015 et (12,0) millions de dollars US pour le 3^{ème} trimestre 2014. La colonne « Eliminations et Autres » correspond à la variation des fournisseurs d'immobilisations.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE INTERMEDIAIRE CONSOLIDE NON AUDITE

Montants en millions de dollars US	Neuf mois clos le 30 septembre	
	2015	2014
EXPLOITATION		
Résultat net de l'ensemble consolidé	(1 189,8)	(479,6)
Amortissements et dépréciations	1 216,5	467,7
Amortissements et dépréciations des études multiclients	177,4	283,5
Amortissements et dépréciations capitalisés en études multiclients	(61,7)	(106,0)
Augmentation (diminution) des provisions	(55,5)	56,8
Charges liées aux stock-options	1,5	6,4
Plus ou moins-values de cessions d'actif	(0,8)	(5,2)
Résultat des mises en équivalence	(27,0)	39,9
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	5,1	30,7
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie	(7,3)	46,7
Flux de trésorerie net incluant le coût de la dette et la charge d'impôt	58,4	340,9
Annulation du coût de la dette financière	133,4	154,8
Annulation de la charge d'impôt	81,9	70,6
Flux de trésorerie net hors coût de la dette et charge d'impôt	273,7	566,3
Impôt décaissé	(17,7)	(32,9)
Flux de trésorerie net avant variation du besoin en fonds de roulement	256,0	533,4
<i>Variation des actifs et passifs circulants :</i>		
- (augmentation) diminution des clients et comptes rattachés	171,0	105,7
- (augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	27,8	39,6
- (augmentation) diminution des autres actifs circulants	47,0	(3,8)
- augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés	(137,3)	(86,0)
- augmentation (diminution) des autres passifs circulants	(86,5)	(84,2)
Impact du change sur les actifs et passifs financiers	12,0	12,1
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	290,0	516,8
INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, nette des variations de fournisseurs d'immobilisations, hors études multiclients	(112,8)	(239,2)
Investissement en trésorerie dans les études multiclients	(218,4)	(482,1)
Valeurs de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	9,7	4,3
Plus ou moins-values sur immobilisations financières	4,4	1,2
Acquisition de titres consolidés, nette de trésorerie acquise	(19,3)	(8,1)
Variation des prêts et avances donnés/reçus	(21,6)	(4,0)
Variation des subventions d'investissement	(0,6)	-
Variation des autres actifs financiers non courants	3,1	(1,8)
Flux de trésorerie affectés aux investissements	(355,5)	(729,7)
FINANCEMENT		
Remboursement d'emprunts	(222,1)	(1 148,7)
Nouveaux emprunts	396,3	1 251,8
Paiement du principal des contrats de crédit-bail	(6,1)	(6,6)
Augmentation (diminution) nette des découverts bancaires	(1,9)	(2,3)
Charges d'intérêt payées	(101,4)	(89,1)
<i>Augmentation de capital :</i>		
- par les actionnaires de la société mère	-	0,1
- par les participations ne donnant pas le contrôle	-	-
<i>Dividendes versés et remboursement de capital :</i>		
- aux actionnaires	-	-
- aux participations ne donnant pas le contrôle des sociétés intégrées	(7,5)	(35,5)
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement	57,3	(30,3)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	(15,5)	(4,8)
Incidence des variations de périmètre	-	(30,0)
Variation de trésorerie	(23,7)	(278,0)
Trésorerie à l'ouverture	359,1	530,0
Trésorerie à la clôture	335,4	252,0

6.1.7 Évènements significatifs survenus depuis le 30 septembre 2015

Depuis le 30 septembre 2015, il n'est pas survenu de changement significatif de la situation financière et commerciale du Groupe, à l'exception des éléments décrits dans la présente actualisation du Document de Référence.

Eléments de Bilan à fin décembre 2015

- La dette nette du Groupe CGG à fin décembre 2015 devrait s'établir à 2 502 millions de dollars US. La dette nette était de 2 538 millions de dollars US à fin septembre 2015.
- La liquidité du Groupe, qui correspond à la somme de la trésorerie disponible et des lignes de crédit non-tirées, devrait s'établir à 420 millions de dollars US à fin décembre 2015.
- Au cours du quatrième trimestre 2015, la bonne performance cash s'explique notamment par de fortes ventes multi-clients de 242 millions de dollars US (comparés à 299 millions de dollars US au cours du quatrième trimestre 2014), des ventes équipement de 102 millions de dollars US (comparés à 219 millions de dollars US au cours du quatrième trimestre 2014) et par une très bonne gestion des coûts et du fonds de roulement.
- Selon Jean-Georges Malcor, Directeur général de CGG: *“Ces fortes ventes multi-clients confirment notre excellence technologique et la qualité de notre bibliothèque d'images sismiques situées dans des bassins géologiques sédimentaires majeurs.”*

Taux d'utilisation des navires au quatrième trimestre 2015

- Le taux de disponibilité (1) des navires s'établit à 92%. Il se compare à un taux de disponibilité de 87% au quatrième trimestre 2014 et de 84% au troisième trimestre 2015.
- Le taux de production (2) des navires s'établit à 89%. Il se compare à un taux de production de 92% au quatrième trimestre 2014 et de 92% au troisième trimestre 2015.
- Au cours du quatrième trimestre, 73% de la flotte a opéré sur des contrats exclusifs et 27% pour des programmes multi-clients.

Pour mémoire, le 5 novembre 2015 la Société a indiqué qu'elle estimait que, pour l'année 2015, les investissements industriels devraient s'élever à 100 à 125 millions de dollars US et les investissements cash multi-clients être de l'ordre de 275 à 325 millions de dollars US.

Environnement de marché

La croissance du secteur des services pétroliers, et donc de la sismique, s'est fortement ralentie dès le milieu de l'année 2013 du fait d'arbitrages effectués par les compagnies pétrolières internationales en défaveur des projets d'exploration, et plus largement des dépenses d'investissement en Exploration-Production, afin de générer plus de cash-flows sur le court terme et maintenir une rémunération soutenue de leurs actionnaires. Cette tendance s'est confirmée au cours de l'année 2014, avec des dépenses globales d'Exploration-Production qui ont finalement été stables, et des dépenses en sismique qui ont baissé de 10 %. Durant la seconde partie de l'année 2014, le prix du baril de pétrole a fortement chuté et de manière rapide, suite à la décision de l'Arabie Saoudite de maintenir sa part de marché mondiale et de laisser l'équilibre offre/demande fixer le juste prix de marché. Ainsi, en l'espace de sept mois, les prix du pétrole ont baissé de 59 % en passant de 115 dollars US par baril (mi-juin 2014) à 47 dollars US par baril (mi-janvier 2015), ce qui a conduit les compagnies pétrolières à réduire drastiquement leurs prévisions de dépenses d'Exploration-Production pour 2015.

En 2015, le prix moyen du Brent s'est établi à près de 53 dollars US (*source : BP/investor/trading update*), en baisse de 45% par rapport à 2014. A ce niveau de prix, les compagnies pétrolières internationales (IOC) ne génèrent pas de trésorerie positive après paiement du dividende et dépenses d'investissement d'Exploration-Production, même après les avoir réduites fortement (d'environ 20 % entre 2014 et 2015). En ce qui concerne les compagnies pétrolières nationales (NOC), la priorité est à la gestion de la rente pétrolière et du taux de déclin de leurs champs. Dans ce contexte, les investissements d'Exploration-Production en 2015 ont diminué d'environ 10 % par rapport à 2014, avec pour exception notable le Moyen-Orient où ces investissements ont continué à augmenter d'environ 5 % (*source : Société sur la base de rapports indépendants*). Enfin, pour les producteurs de pétrole de schiste, ces investissements ont fortement baissé, d'environ 35 % par rapport à 2014, puisqu'une partie des puits ne sont plus rentables au prix moyen actuel du baril de pétrole. En termes de production, l'offre de pétrole est toujours en hausse puisque les principaux producteurs au Moyen-Orient continuent de tenir leur position de maintien de parts de marché, et qu'aux États-Unis la production de pétrole de schiste a été beaucoup plus résiliente qu'attendu, ne commençant à diminuer qu'au deuxième semestre 2015. Du côté de la demande de pétrole, celle-ci s'est révélée plus forte que prévu, notamment aux États-Unis, en Europe ou en Inde, car encouragée par de bas prix. Le marché du pétrole est toutefois toujours déséquilibré avec une offre supérieure à la demande de 1,5 à 2 mbj.

Pour 2016, la chute des prix du brut au second semestre 2015 a conduit les compagnies pétrolières à prévoir une baisse supplémentaire de 5 à 10 % des investissements d'Exploration-Production. Ce serait la première fois depuis 1986-87 que ces investissements connaîtraient deux années de baisse consécutive, et les compagnies pétrolières estiment qu'il faudrait revenir à un prix du baril entre 60 et 70 \$ pour les voir repartir à la hausse. Si l'on considère seulement les dépenses d'investissement en Exploration (qui soutiennent la majeure partie de l'activité du Groupe CGG), elles sont encore plus en repli avec un ratio des dépenses d'Exploration sur les dépenses d'Exploration-Production au plus bas depuis 15 ans, preuve de la frilosité de la plupart des compagnies pétrolières à investir sur des projets à long terme. En ce qui concerne le segment d'activité « offshore », de nombreux projets d'exploration ou de développement y ont été gelés ou arrêtés, car le coût de revient d'un baril (futur) extrait d'une zone de mer profonde ou ultra-profonde est encore souvent bien au-dessus du prix moyen actuel du baril, ce qui amène beaucoup de compagnies pétrolières à privilégier d'autres projets. De fait, ce segment devrait voir ses investissements encore fortement baisser en 2016.⁶

Mais cette situation de sous-investissement dans l'exploration pétrolière, et notamment dans l'exploration offshore, n'est pas tenable sur le long terme. Actuellement, la croissance de production des gisements conventionnels *onshore* (Iran, Irak...) et les gains de productivité des gisements non-conventionnels (pétrole de schiste aux États-Unis) permettent de répondre à la fois à la croissance de la demande mondiale et à la déplétion naturelle des gisements en exploitation. A moyen terme, cette déplétion continue et rapide des gisements conventionnels *onshore* induira un renouvellement des besoins d'imagerie sismique des producteurs, notamment au Moyen-Orient, en Chine ou en Russie. Sur le long terme, la croissance de la demande mondiale ne pourra être satisfaite sans le développement de nouveaux gisements offshore, qui redeviendront rentables après une baisse significative des coûts des services pétroliers offshore, résultant notamment d'une meilleure collaboration entre les sociétés de service et les compagnies pétrolières sur toutes les étapes de la chaîne d'exploitation d'un gisement et le développement d'une vision intégrée du réservoir. Dès lors, ces évolutions permettent d'entrevoir des perspectives de croissance favorables pour la géophysique et les géosciences à long terme.

Une stratégie commerciale basée sur la différenciation technologique

Le Groupe continuera d'axer sa stratégie sur les équipements et les services sismiques haut-de-gamme, et sur les solutions intégrées dans les domaines de la géologie, de la géophysique et de la caractérisation du réservoir. L'objectif est de développer des solutions basées sur une approche multidisciplinaire, en intégrant les technologies les plus innovantes de chacun des domaines d'expertise du Groupe tout en améliorant ou adaptant ces technologies aux besoins de ses clients. C'est notamment le cas du programme multi-clients StagSeis dans le Golfe du Mexique ou de l'étude « Bedias Creek » dans le domaine des hydrocarbures de schiste aux États-Unis, qui intègrent les activités d'équipement, d'acquisition, d'imagerie du sous-sol et d'expertise géologique du Groupe. En plus de la haute qualité de ses services et de sa technologie, s'ajoute pour CGG le souci d'une bonne gestion en matière d'hygiène, de sécurité et d'environnement (« HSE »), qui est essentielle pour établir des relations durables avec ses clients.

CGG considère que sa différenciation sur le long terme résultera du développement de technologies d'acquisition utilisant des équipements sismiques haut de gamme et combinées à une imagerie de sous-sol de haut niveau. Cette combinaison améliorera de manière significative la qualité de l'image et maintiendra des délais raisonnables de livraison de produits pour satisfaire les processus de décision d'exploration et de forage de ses clients. Cette différenciation technologique sera renforcée en amont par l'expertise du Groupe en conseil géologique et en aval par ses logiciels et ses services de caractérisation de réservoir, pour fournir à ses clients des solutions fiables de modélisation statique et dynamique des réservoirs, permettant ainsi une meilleure évaluation des réserves connues ou futures et des taux de récupération plus élevés dans les champs en production.

De manière générale, les clients du Groupe accordent une importance grandissante, et ce très en amont dans le cycle de mise en production, au positionnement futur des puits de forage et à leur configuration. Cela se traduit par un intérêt grandissant de la part des compagnies pétrolières et gazières pour le contenu technologique des données sismiques, et cela afin d'en extraire les propriétés très spécifiques du réservoir en amont du processus de décision d'investissement. Les clients du Groupe veulent notamment prédire les champs de contrainte et les fractures pour s'assurer de la sécurité et de la précision du forage des puits ainsi que des opérations d'extraction tout en optimisant leur retour sur investissement. Ces exigences pourraient fortement influencer le traitement sismique et les activités de caractérisation de réservoirs, et pourraient ainsi accroître la composante géoscientifique du marché de la sismique.

Les solutions innovantes de Sercel

Dans le domaine des équipements, Sercel maintient un niveau de recherche et développement élevé qui se justifie par le fort contenu technologique des équipements sismiques qui intègrent de nombreuses technologies de pointe telles que les technologies de transmission sans fil, de transmission haute et basse fréquence, d'électronique miniaturisée mais également d'optique ou d'acoustique.

⁶ Source : Société sur la base de rapports indépendants

La société estime que la part du marché de Sercel a augmenté de 69% à 73% sur la période 2013 à 2015⁷.

Sercel a lancé plusieurs nouveaux produits en 2014 et 2015, notamment :

- ▶ Les vibrateurs Nomad 65 Neo et Nomad 90 Neo qui permettent de générer une plus large plage de fréquences d'ondes sismiques, et constituent donc la source idéale pour des études sismiques terrestres à large bande de fréquence (*broadband*) ;
- ▶ GeoWave[®] II, le premier outil de puits numérique multi-niveaux spécialement conçu pour supporter de hautes températures (jusqu'à 400 °F/205 °C) et de hautes pressions (jusqu'à 25 000 psi/1 725 bar), et qui permet d'être déployé jusqu'à 120 niveaux en utilisant un câble standard ;
- ▶ QuietSea[™], un système de surveillance acoustique passive (*passive acoustic monitoring*) pour détecter la présence de mammifères marins pendant les études sismiques marines ;
- ▶ GeoTag, la solution de référence de positionnement acoustique pour l'acquisition sismique en fond de mer, afin de positionner avec précision tous types de systèmes câbles (OBC) ou autonomes, en fonds marins comme en zones de transition, dans le cadre de missions sismiques jusqu'à 500 mètres de profondeur.

Le développement et l'amélioration des techniques d'acquisition terrestre et marine

Le Groupe estime que la croissance de la demande de services géophysiques continuera à être associée aux nouvelles technologies. Le Groupe prévoit que les études haut de gamme, comme la 3D en haute définition (*BroadSeis*), la 3D à large bande de fréquence (*Broadband*), la 3D *Full Azimuth*, ainsi que les études 4D (en ajoutant le temps comme dimension supplémentaire) et multi-composantes (3C ou 4C) joueront un rôle clé dans le futur en Exploration-Production, tout particulièrement dans le secteur des gisements en mer. En ce qui concerne le secteur terrestre, la demande accrue pour des études à très haute densité de capteurs devrait se traduire dans les cinq prochaines années par l'apparition d'équipes déployant sur le terrain plus d'une centaine de milliers de canaux. Cette évolution devrait transformer à terme toute la chaîne d'acquisition terrestre, avec des développements se portant sur des senseurs moins coûteux, des déploiements plus mécanisés et des contrôles automatisés de la qualité des données.

L'amélioration de l'imagerie et le développement de solutions intégrées pour la simulation de réservoir

Pour anticiper l'accroissement exponentiel des données acquises (*Big Data*), des efforts très importants de recherche et de développement seront nécessaires en traitement de données sismiques, en stockage et gestion de ces données, ainsi que dans l'étude de nouvelles architectures de calculateurs parallèles qui devront permettre de traiter ces données dans un temps acceptable, tout en restant économes en énergie. Le Groupe estime qu'il restera parmi les principaux fournisseurs de prestations de services sismiques haut de gamme en terrestre et en marine grâce à une amélioration continue de ses logiciels de traitement de données sismiques. Ses travaux de recherche et développement continueront donc d'être orientés vers l'amélioration de l'imagerie des zones complexes pour aider à l'exploration et la production en tant que technologie de caractérisation et de surveillance des réservoirs. Le Groupe continuera également à développer la prédiction lithologique (identification des couches rocheuses entourant l'accumulation d'hydrocarbures) et les applications liées à la description des réservoirs et de leur contenu, notamment l'imagerie profondeur 3D avant compactage des mesures, l'imagerie profondeur sous le sel, l'imagerie profondeur utilisant une large gamme de fréquences, l'imagerie d'acquisitions multi-composantes et l'imagerie différentielle propre aux études 4D.

Perspectives 2016 du Groupe CGG

Perspectives commerciales

L'activité sismique du Groupe (équipements, acquisition, imagerie) est fortement corrélée à l'activité d'exploration et devrait donc être en baisse sur l'année 2016. Plus largement, l'activité géosciences devrait également être en repli car les compagnies pétrolières devraient continuer de baisser leurs coûts et diminuer leurs investissements, ce qui entraînera un marché encore plus difficile qu'actuellement pour tout le secteur parapétrolier. C'est dans ce contexte que CGG a lancé récemment une nouvelle étape de son Plan de Transformation.

Perspectives industrielles

En 2016, le Groupe se focalisera sur la conduite de son Plan de Transformation, et notamment sur la mise en œuvre des changements annoncés au mois de novembre 2015. De manière générale, CGG continuera à développer et à promouvoir des solutions haut de gamme, en amont au niveau de l'offre en équipements, puis dans le domaine de l'acquisition qui est essentiel pour entretenir une relation forte et globale avec les principaux donneurs d'ordre, et enfin en aval dans les services liés à l'utilisation des données géologiques et géophysiques. C'est grâce à ce haut niveau d'expertise développé dans chacune de ses activités et à leur intégration au sein d'une seule et même entreprise que le Groupe peut nouer des collaborations R&D et des partenariats avec ses clients qui valorisent son expertise technologique dans tous les domaines des géosciences.

Équipements: Préserver les parts de marché du Groupe par la technologie et une base client solide

Le Groupe estime que le marché des équipements sismiques continuera à être à un niveau bas dans son ensemble, particulièrement affecté par une grande faiblesse de la demande en équipements sismiques marine (qui ne devrait représenter qu'environ 35 % du marché des équipements en 2015 et 2016) en raison de la très forte réduction des investissements industriels des principaux clients du Groupe et de la mise à l'arrêt de nombreux navires sismiques (y compris ceux du Groupe). Quant au marché des équipements sismiques terrestre, le Groupe estime qu'il sera en 2016 globalement stable (à un niveau bas). Cependant la filiale Sercel pourra s'appuyer sur le développement des ventes du 508^{XT}, sa nouvelle génération de système d'acquisition terrestre, dont la qualité et la fonctionnalité ont été démontrées sur le terrain tout au long de l'année 2015. A moyen terme, le marché des équipements terrestres devrait être tiré par le besoin d'une meilleure imagerie de réservoirs conventionnels *onshore* qui sont actuellement exploités particulièrement intensivement (la croissance des volumes produits visant à contrebalancer au mieux la baisse des prix), afin de mieux en contrôler la déplétion.

De manière générale, le marché de la géophysique se caractérise par une demande toujours importante pour de nouvelles technologies, que ce soit en terrestre comme en marine, afin d'atteindre une haute résolution d'imagerie. Le Groupe prévoit que cette tendance se poursuive sur les années à venir. En raison de sa forte réputation et de ses succès passés, Sercel devrait être capable de maintenir sa position de leader (*source* :

⁷ Données élaborées à partir des communications publiques des 4 principaux acteurs du marché des équipements sismiques.

Société) sur le marché de l'équipement sismique en capitalisant sur sa base installée, sur la mise en œuvre de nouvelles technologies dans toute sa gamme de produit et sur la diversification de sa présence géographique.

Acquisition de données contractuelles: Conserver l'expertise et limiter l'exposition

En 2014, l'industrie sismique marine a dû faire preuve de discipline face à la détérioration des conditions d'activité en marine contractuelle avec des prix qui ont chuté de plus de 10 % en moyenne. CGG a été la première compagnie à annoncer sa décision dès début 2014 de réduire la taille de sa flotte de 18 à 13 navires 3D de grande capacité, et cette démarche a été suivie par les principaux acteurs de ce marché. Fin 2014, le marché s'est contracté encore plus fortement du fait de la diminution drastique des budgets d'Exploration-Production offshore des compagnies pétrolières, avec un impact important sur certains marchés traditionnels de l'acquisition sismique marine comme la mer du Nord ou l'Arctique. Le taux d'utilisation des navires de l'ensemble des acteurs a aussi sévèrement baissé au premier semestre 2015. Dans ce contexte, CGG a cessé d'opérer début 2015 2 navires 3D pour n'en conserver plus que 11. Malgré cet ajustement et ceux des autres acteurs, la recherche de solutions pour le placement des bateaux de l'ensemble de l'industrie sismique marine a primé sur le niveau de rentabilité attendu, entraînant une chute des prix à des niveaux qui n'avaient jamais été atteints dans le passé, puisque depuis le deuxième trimestre 2015, le revenu généré par un navire est proche du coût cash des opérations.

C'est dans ce contexte que CGG a annoncé début novembre 2015 une étape supplémentaire de son Plan de Transformation de l'activité acquisition sismique marine, avec sa décision d'arrêter 6 navires supplémentaires de sa flotte pour ne plus opérer que 5 navires 3D de grande capacité. En effet, le Groupe a fait le constat que l'activité d'acquisition sismique marine contractuelle tendait à devenir de plus en plus une 'commodité' pour des clients avec un moindre appétit d'exploration et essentiellement sensible à la dimension prix, avec pour conséquence un caractère déficitaire très marqué. En outre, CGG et ses concurrents ayant mis une partie de leurs navires sismiques à l'arrêt (*cold-stacking*), la capacité de rebond des prix sur ce marché apparaît durablement limitée du fait de cette possibilité de retour rapide de capacité en face d'une amélioration de la demande. Le Groupe a donc pris la décision de diminuer drastiquement son exposition sur le marché de la marine contractuelle, et de dimensionner la taille de sa flotte sur ses besoins en matière de production d'études multi-clients suffisamment préfinancées (autour de 70 %), ce qui implique d'opérer 5 navires 3D dans les 2 prochaines années. L'activité d'acquisition sismique marine sera donc principalement un outil technologique au service de l'acquisition de données multi-clients.

Ainsi, la flotte mondiale de navires sismique 3D de grande capacité, qui devrait être composée d'environ 41 navires à fin 2015 par rapport à 63 navires à fin 2013, continuera à baisser en 2016 au vu des annonces des différents contracteurs.

En acquisition terrestre, CGG poursuit sa stratégie de développement sur les marchés de niches et technologiques, avec un effort marqué de différenciation et d'excellence opérationnelle, en évitant autant que possible la partie commodité de ce marché. Sa stratégie est de répondre, au travers de la solution à large bande *UltraSeis*, à la demande croissante d'acquisition sismique terrestre en haute résolution ou utilisant une technologie haut de gamme, comme c'est déjà le cas au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. CGG continuera de mettre en place des partenariats de long terme dans les régions clés, comme cela a été fait au Moyen-Orient avec TAQA. Le redressement, entamé en 2015, de la joint-venture Seabed Geosolutions, détenue à 40 % par CGG et à 60 % par Fugro, continuera à être une des priorités stratégiques du segment Acquisition pour l'année 2016.

En acquisition multi-physique, la priorité en 2016 sera de capitaliser sur le plan de restructuration de l'activité, qui a mis en place en 2015 une base de coûts durablement adaptée aux conditions de marché actuelles, ainsi que de continuer le programme de rationalisation de la flotte aéroportée du Groupe avec l'objectif de réduire le nombre de modèles d'avions différents pour en optimiser la gestion. Le Groupe a également prévu de pousser plus loin les complémentarités des mesures électromagnétiques et gravimétriques avec les données sismiques.

Au final, et avec une flotte sismique réduite, les revenus générés par le segment Acquisition devraient représenter maintenant moins de 15 % du chiffre d'affaires du Groupe CGG, les revenus générés par le segment Géologie, Géophysique & Réservoir (GGR) représentant environ 60% et les revenus générés par le segment Equipements de l'ordre de 25% du chiffre d'affaires du Groupe, respectivement.

Géologie, Géophysique & Réservoir: Développer une activité géosciences intégrée

L'activité multi-clients a vu ses investissements baisser d'environ de moitié en 2015 par rapport à ceux de 2014 (713 millions de dollars US) puisque le programme IBALT lancé en 2012 dans le Golfe du Mexique, et basé sur la technologie StagSeis, a été achevé mi-octobre 2014. Celui-ci continue de susciter un intérêt croissant de la part des principales sociétés pétrolières actives dans cette région, notamment en amont d'une période de fort renouvellement des blocs sur la période 2015-2017, et devrait générer des après-ventes significatives dans les prochaines années. Pour 2016, les investissements sont attendus en légère hausse et avec un taux de préfinancement supérieur à 70%, tirés par l'appétit intact des sociétés pétrolières pour des données sismiques multi-clients de bonne qualité dans les zones bien connues des sociétés pétrolières (Brésil, mer du Nord...) qui peuvent capitaliser sur leurs infrastructures existantes et réduire le coût marginal d'investissement. Par ailleurs, CGG devrait bénéficier de l'intérêt sur de nouvelles zones de prospection, comme la partie mexicaine du golfe du Mexique où l'expertise du Groupe est reconnue.

En ce qui concerne l'activité multi-clients marine, le Groupe y dédiera donc désormais l'essentiel de l'utilisation de sa flotte sismique, l'acquisition sismique contractuelle occupant la place résiduelle. Ainsi, l'activité multi-clients pourra continuer à être le facteur d'intégration de l'ensemble des technologies du Groupe (équipements, acquisition, imagerie, géosciences), en y construisant les produits qui utiliseront les différentes expertises développées au sein de chacune de ses lignes de produits et qui permettront à ses clients de préparer au mieux leur exploration du sous-sol.

L'activité d'Imagerie du sous-sol a mieux résisté en 2015 que les activités Equipements et Acquisition, stimulée par la complexité croissante des géologies à imager qui nécessite des algorithmes de calcul sophistiqués et haut de gamme, domaine dans lesquels le Groupe bénéficie d'un positionnement inégalé. Par ailleurs, les compagnies pétrolières, soucieuses d'obtenir les meilleures images possibles pour maximiser leurs efforts d'exploration, demandent plus de retraitement de données antérieures afin de bénéficier à moindre coût des évolutions des nouveaux algorithmes d'imagerie. Malgré cela, le marché de l'imagerie du sous-sol suit la tendance globale de réduction des dépenses d'Exploration-Production de ses clients, car la baisse du nombre de projets d'acquisition sismique marine ou terrestre entraîne mécaniquement une forte baisse des volumes de données nouvelles à traiter. Quant à l'activité de ventes de logiciel et de services de conseil, elle a également résisté en 2015, avec une baisse des chiffres d'affaires moins importante que celle des dépenses d'Exploration-Production de ses clients. En effet, le coût de ces produits et services pour les clients sont bien inférieurs à la valeur qu'ils apportent, et en particulier au regard des montants des budgets d'exploration ou de production. Au global, l'activité d'Imagerie & Réservoir a vu son chiffre d'affaire s'éroder en 2015 (baisse de 17 % sur les 9 premiers mois de l'année par rapport à 2014), une tendance qui devrait se poursuivre en 2016.

Perspectives financières

En 2016, le Groupe n'attend pas d'amélioration du marché de la sismique et des géosciences par rapport à l'année 2015. Dans ce contexte, la priorité du Groupe sera la gestion rigoureuse de la trésorerie, la réduction des coûts, l'efficacité opérationnelle et commerciale et une gestion dynamique de la dette. Les investissements industriels devraient diminuer pour s'établir entre 100 et 125 millions de dollars US en 2016. Les investissements cash multi-clients devraient s'établir à un montant compris entre 300 et 350 millions de dollars US en 2016 avec un taux de

préfinancement supérieur à 70 %. Enfin, le Groupe pourrait également procéder en 2016 à des cessions d'actifs non-stratégiques dont le produit serait affecté au financement général de ses activités.

7. INFORMATIONS SUR LA SOCIETE ET LE CAPITAL

Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits dans le Document de Référence. Ces renseignements restent, à la date de la présente actualisation, exacts et sont mis à jour par les informations figurant ci-dessous :

7.2. RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL CONCERNANT LE CAPITAL

7.2.2. Capital social

Capital social

A la date de la présente actualisation du Document de Référence, le capital social s'élevait à 70 826 076 euros représenté par 177 065 192 actions de 0,40 euro de nominal, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

Instruments dilutifs

A la date de la présente actualisation du Document de Référence, les seuls instruments dilutifs émis étaient des options de souscription d'actions (voir paragraphe 5.4.1) et les obligations convertibles en actions à échéance 2019 et 2020 décrites dans la note n° 4 des comptes consolidés pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015 (voir le paragraphe 6.1.5.1. « Rapport financier trimestriel au 30 septembre 2015 »). À cette date, il existe un solde respectif de 10 695 658 options de souscription d'action, et de 26 372 016 obligations convertibles en actions à échéance 2019 & 2020 représentant respectivement un pourcentage de dilution de 6,04 %, et 14,89 %.

Le Conseil d'administration de la Société a décidé, lors de sa réunion en date du 3 décembre 2015 de suspendre l'exercice de l'ensemble des titulaires des obligations convertibles en actions à échéance 2019 et 2020 ainsi que des options de souscription d'actions des plans en date des 14 mars 2008, 16 mars 2009, 6 janvier 2010, 22 mars 2010, 21 octobre 2010, 24 mars 2011, 26 juin 2012 et 24 juin 2013 à compter du 23 décembre 2015 (0h00, heure de Paris) pour une durée maximum de trois mois, soit au plus tard jusqu'au 22 mars 2016 (23h59, heure de Paris).

Aucune évolution du capital social n'a été constatée depuis le 1^{er} janvier 2015.

7.2.3. Descriptif du programme de rachat d'actions propres autorisé par l'Assemblée générale du 29 mai 2015

L'Assemblée générale du 29 mai 2015 a renouvelé, pour une durée de dix-huit mois, l'autorisation donnée au Conseil d'administration d'intervenir sur les actions de la Société. Les renseignements relatifs à ce nouveau programme de rachat d'actions figurent dans le Document de Référence (paragraphe 7.2.3.).

A la date de la présente actualisation du Document de Référence, la Société détient 800 000 de ses propres actions. La Société n'a pas mis en œuvre le programme de rachat autorisé par l'Assemblée générale du 29 mai 2015.

7.3. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

7.3.1. Répartition actuelle du capital et des droits de vote

7.3.1.1. Actionnariat de la Société au 31 décembre 2015

Au 31 décembre 2015, le capital de la Société était réparti de la façon suivante :

	Actions	% capital	Droits de vote théoriques	% en droits de vote théoriques	Droits de vote exerçables en AG	% en droits de vote exerçables en AG
Bpifrance Participations	12 456 577	7,04	24 913 154	12,63	24 913 154	12,68
IFP Énergies Nouvelles	6 346 610	3,58	12 693 220	6,43	12 693 220	6,46
Concert IFP Énergies Nouvelles — Bpifrance Participations	18 803 187	10,62	37 606 374	19,06	37 606 374	19,14
DNCA Finance	12 520 528	7,07	12 520 528	6,35	12 520 528	6,37
Financière de l'Échiquier	10 191 000	5,76	10 191 000	5,17	10 191 000	5,19
CGG Actionnariat	77 800	0,04	155 600	0,08	155 600	0,08
Autres actionnaires	134 672 677	76,06	136 003 884	68,94	136 003 884	69,22
Autodétention	800 000	0,45	800 000	0,41	0	0
NOMBRE D' ACTIONS EN CIRCULATION ET DE DROITS DE VOTE	177 065 192	100 %	197 277 386	100 %	196 477 386	100 %

Déclarations de franchissements de seuils légaux reçues au cours de l'exercice 2015

Date de la déclaration	Franchissement à la hausse/à la baisse	Seuil du capital ou des droits de vote franchi
Par Financière de l'Échiquier		
13 février 2015	Hausse	5 % du capital
8 avril 2015	Hausse	5 % des droits de vote

7.3.2. Marchés des titres de la Société

7.3.2.1. Places de cotation

Depuis le 14 mai 1997, les actions de la Société sont admises à la cote du New York Stock Exchange sous forme d'ADS. Les ADS représentaient au 30 septembre 2015 1,36 % du capital social.

7.3.2.3. Marché des actions et des ADS

	Cours extrêmes de l'action		Volume des transactions		Cours extrêmes de l'ADS		Volume des transactions	
	Plus haut	Plus bas	Actions	Capitaux	Plus haut	Plus bas	ADS	Capitaux
	(en €)		(en M€)		(en US\$)		(en MU\$S)	
2015								
Novembre	4,24	3,01	53 213 050	178,83	4,53	3,30	495 740	1,74
Octobre	4,33	3,03	56 747 192	213,69	4,82	3,45	275 179	1,21
Septembre	4,35	3,06	37 496 881	139,77	4,70	3,50	243 472	1,01
Août	4,58	3,21	57 581 632	229,02	4,89	3,63	383 121	1,67
Juillet	5,13	4,30	53 066 819	244,01	5,71	4,80	573 514	2,94
Juin	6,48	5,00	38 397 877	224,47	7,18	5,62	371 724	2,41
Mai	7,07	6,13	42 230 682	279,44	7,98	6,70	345 593	2,53
Avril	6,98	5,21	56 503 558	353,53	7,35	5,71	439 971	2,97
Mars	6,77	5,22	61 475 705	360,31	7,31	5,64	426 605	2,66
Février	6,56	5,05	62 063 100	369,42	7,44	6,09	648 117	4,45
Janvier	5,72	4,51	49 025 293	242,56	6,65	5,31	593 311	3,42

9. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits dans le Document de Référence. Ces renseignements restent, à la date de la présente actualisation, exacts et sont mis à jour par les informations figurant ci-dessous :

9.1. PERSONNES RESPONSABLES

9.1.1. Responsables

M. Jean-Georges Malcor, Directeur Général.

M. Stéphane-Paul Frydman, Directeur Financier, Directeur Général Délégué.

9.1.2. Attestation

« Nous attestons, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Nous avons obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation.

Les informations financières historiques présentées dans le présent document ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux qui contient l'observation suivante : « *Sans remettre en cause notre conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 8 « Evénements postérieurs à la clôture » qui présente les actions initiées par la Société en vue de s'assurer de la recouvrabilité des actifs et de financer le plan de transformation annoncé le 5 novembre 2015* ». »

Le 8 janvier 2016

M. Jean-Georges Malcor
Directeur Général

M. Stéphane-Paul Frydman
Directeur Financier
Directeur Général Délégué

9.4. TABLE DE CONCORDANCE

La table de concordance ci-dessous renvoie aux principales rubriques exigées par le règlement européen n° 809/2004 pris en application de la directive dite « Prospectus », d'une part, et aux paragraphes du Document de Référence et de la présente Actualisation du Document de Référence, d'autre part. Les informations non applicables à CGG sont indiquées « n.a. ».

Législation européenne ⁽¹⁾	Numéro de paragraphe du Document de Référence	Numéro de paragraphe de l'Actualisation du Document de Référence
1 Personnes responsables	9.1 Personnes responsables	9.1 Personnes responsables
1.1 Personnes responsables des informations	9.1.1 Responsables	9.1.1 Responsables
1.2 Déclaration des personnes responsables	.1.2 Attestation	9.1.2 Attestation
2 Contrôleurs légaux	9.2 Contrôleurs légaux	
2.1 Nom et adresse	9.2 Contrôleurs légaux	
2.2 Démission / non-renouvellement	n.a.	
3 Informations financières sélectionnées	1.1 Informations financières sélectionnées	1.1 Informations financières sélectionnées
	6.1 Examen de la situation financière et du résultat	6.1.5.1 Rapport financier trimestriel au 30 septembre 2015 6.1.6 Communiqués de presse récents
	6.1.2 Comparaison des comptes des exercices 2014 et 2013	
3.1 Présentation pour chaque exercice de la période couverte	6.1 Examen de la situation financière et du résultat	6.1.5.1 Rapport financier trimestriel au 30 septembre 2015
	6.1.2 Comparaison de résultat des exercices 2014 et 2013	
3.2 Période intermédiaire	n.a.	
4 Facteurs de risques	3.1.1 Risques liés à l'activité de la Société et de ses filiales	3.1.3 Risques liés à l'endettement du Groupe
	3.1.2 Risques liés à l'industrie	3.1.4 Autres risques de nature financière
	3.1.3 Risques liés à l'endettement du Groupe	
	3.1.4 Autres risques de nature financière	
	3.1.5 Assurances	
	3.1.6 Sous-traitance	
5 Informations concernant l'émetteur	7 Informations sur la Société et le capital	7 Informations sur la Société et le capital
	6.1 Examen de la situation financière et du résultat	6.1.5.1 Rapport financier trimestriel au 30 septembre 2015
	6.1.4 Commentaires sur la situation financière de la Société et du Groupe	6.1.6 Communiqués de presse récents
5.1 Histoire et évolution de la Société	1.2 Historique et événements importants dans le développement des activités de la Société	
5.1.1 Raison sociale et nom commercial de l'émetteur	7.1.1 Raison sociale et nom commercial de la Société	
5.1.2 Enregistrement	7.1.2 Lieu et numéro d'enregistrement de la Société	
5.1.3 Constitution	7.1.3 Date de constitution et durée de la Société (article 5 des statuts)	
5.1.4 Siège — forme juridique	7.1.4 Siège social — forme juridique de la Société — législation régissant ses activités — pays d'origine — adresse et numéro de téléphone du siège social	
5.1.5 Événements importants	1.2 Historique et événements importants dans le développement des activités de la Société	
5.2 Investissements	1.5 Politique d'innovation et d'investissements	
5.2.1 Décrire les principaux investissements (y compris leur montant) réalisés par l'émetteur durant chaque exercice de la période couverte par les informations financières historiques, jusqu'à la date du document d'enregistrement	1.5 Politique d'innovation et d'investissements	
5.2.2 Décrire les principaux investissements de l'émetteur qui sont en cours, y compris la distribution géographique de ces investissements (sur le territoire national et à l'étranger) et leur méthode de financement (interne ou externe)	1.5 Politique d'innovation et d'investissements 6.1 Examen de la situation financière et du résultat	6.1.5.1 Rapport financier trimestriel au 30 septembre 2015
5.2.3 Fournir des renseignements concernant les principaux investissements que compte réaliser l'émetteur à l'avenir et pour lesquels ses organes de direction ont déjà pris des engagements fermes	6.1.4 Commentaires sur la situation financière de la Société et du Groupe 1.5 Politique d'innovation et d'investissements	

⁽¹⁾ La législation européenne comprend la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et le rectificatif au règlement n° 809/2004 de la Commission du 29 avril 2004 mettant en œuvre la directive.

Législation européenne ⁽¹⁾	Numéro de paragraphe du Document de Référence	Numéro de paragraphe de l'Actualisation du Document de Référence
6 Aperçu des activités	1.3 Principales activités du Groupe	1.3.4 Communiqués de presse récents
6.1 Principales activités	1.3 Principales activités du Groupe 1.3.1 Acquisition 1.3.2 Géologie, Géophysique & Réservoir ("GGR") 1.3.3 Equipements	
6.1.1 Nature des opérations	1.3.1 Acquisition 1.3.1.1 Acquisition Marine 1.3.1.2 Acquisition Terrestre et Aéroportée 1.3.2 Géologie, Géophysique & Réservoir ("GGR") 1.3.3 Equipements	
6.1.2 Nouveaux produits	1.3.1 Acquisition 1.3.2 Géologie, Géophysique & Réservoir ("GGR") 1.3.3 Equipements	
6.2 Principaux marchés	1.3.1 Acquisition 1.3.2 Géologie, Géophysique & Réservoir ("GGR") 1.3.3 Equipements	
6.3 Événements exceptionnels	n.a.	
6.4 Dépendance à l'égard des brevets, licences ou contrats	3.1.1.12 Les résultats du Groupe sont dépendants de sa technologie exclusive et sont exposés aux risques de contrefaçon ou d'usage abusif de cette technologie.	
6.5 Position concurrentielle	1.3.1 Acquisition 1.3.2 Géologie, Géophysique & Réservoir ("GGR")	
7 Organigramme	1.7 Structure juridique — relations intra groupe	
7.1 Organigramme	1.7.1 Organigramme	
7.2 Liste des filiales	1.7.1 Organigramme Note 31 aux comptes consolidés: Liste des principales filiales consolidées au 31 décembre 2014	
8 Propriétés immobilières, usines et équipements	1.4 Liste des principales implantations du Groupe 2.1 Environnement et développement durable 1.4 Liste des principales implantations du Groupe	
8.1 Immobilisations corporelles importantes	3.1.2.8 Le Groupe est sujet aux risques liés à l'environnement	
8.2 Questions environnementales	2.1 Environnement et développement durable	
9 Examen de la situation financière et du résultat	6.1 Examen de la situation financière et du résultat	6.1.5.1 Rapport financier trimestriel au 30 septembre 2015
9.1 Situation financière	1.1 Informations financières sélectionnées 6.1 Examen de la situation financière et du résultat 6.1.2 Comparaison des exercices 2014 et 2013 6.1.4 Commentaires sur la situation financière de la Société et du Groupe 8.1 Comptes consolidés 2012-2013-2014 de CGG	1.1 Informations financières sélectionnées 6.1.5.1 Rapport financier trimestriel au 30 septembre 2015
9.2 Résultat d'exploitation	1.1 Informations financières sélectionnées 6.1 Examen de la situation financière et du résultat 6.1.2 Comparaison des exercices 2014 et 2013 6.1.3 Comparaison des exercices 2013 et 2012 8.1 Comptes consolidés 2012-2013-2014 de CGG n.a.	1.1 Informations financières sélectionnées 6.1.5.1 Rapport financier trimestriel au 30 septembre 2015
9.2.1 Mentionner les facteurs importants, y compris les événements inhabituels ou peu fréquents ou de nouveaux développements, influant sensiblement sur le revenu d'exploitation de l'émetteur, en indiquant la mesure dans laquelle celui-ci est affecté	n.a.	
9.2.2 Lorsque les états financiers font apparaître des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets, expliciter les raisons de ces changements	Chapitres 6 Situation financière, résultats et perspectives Chapitre 8 Comptes de l'exercice 2014 — Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de la Société	6.1.5.1 Rapport financier trimestriel au 30 septembre 2015

⁽¹⁾ La législation européenne comprend la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et le rectificatif au règlement n° 809/2004 de la Commission du 29 avril 2004 mettant en œuvre la directive.

Législation européenne ⁽¹⁾	Numéro de paragraphe du Document de Référence	Numéro de paragraphe de l'Actualisation du Document de Référence
9.2.3 Mentionner toute stratégie ou tout facteur de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations de l'émetteur	n.a.	
10 Trésorerie et capitaux	1.1 Informations financières sélectionnées	1.1 Informations financières sélectionnées
	8.1 Comptes consolidés 2012-2013-2014 de CGG	6.1.5.1 Rapport financier trimestriel au 30 septembre 2015
10.1 Capitaux de l'émetteur (à court terme et à long terme)	8.1 Comptes consolidés Comptes consolidés 2012-2013-2014 de CGG	6.1.5.1 Rapport financier trimestriel au 30 septembre 2015
	6.1 Examen de la situation financière et du résultat	
	6.1.2 Comparaison des exercices 2014 et 2013	
	6.1.3 Comparaison des exercices 2013 et 2012	
10.2 Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur et description de ces flux de trésorerie	1.1 Informations financières sélectionnées	1.1 Informations financières sélectionnées
	8.1 Comptes consolidés 2012-2013-2014 de CGG	
	6.1 Examen de la situation financière et du résultat	6.1.5.1 Rapport financier trimestriel au 30 septembre 2015
	6.1.4 Commentaires sur la situation financière de la Société et du Groupe	
10.3 Conditions d'emprunt et structure de financement de l'émetteur	6.1 Examen de la situation financière et du résultat	6.1.5.1 Rapport financier trimestriel au 30 septembre 2015
	6.1.2 Comparaison des exercices 2014 et 2013	
	6.1.3 Comparaison des exercices 2013 et 2012	
	6.1.4 Commentaires sur la situation financière de la Société et du Groupe	
	3.1.3 Risques liés à l'endettement du Groupe	3.1.3 Risques liés à l'endettement du Groupe
10.4 Restriction à l'utilisation des capitaux	3.1.3 Risques liés à l'endettement du Groupe	3.1.3 Risques liés à l'endettement du Groupe
10.5 Sources de financement attendues pour honorer les engagements relatifs aux décisions d'investissement	n.a.	
11 Recherche et développement	1.5 Politique d'innovation et d'investissements	
	Note aux comptes consolidés n° 20 Coûts de recherche et développement	
12 Informations sur les tendances	1.6 Développements récents	1.6 Développements récents
	6.3 Perspectives	
12.1 Principales tendances	1.6 Développements récents	1.6 Développements récents
	6.3 Perspectives	
12.2 Événements susceptibles d'influer sur les tendances	1.6 Développements récents	1.6 Développements récents
	6.3 Perspectives	
13 Prévisions ou estimations du bénéfice	n.a.	
13.1 Déclaration énonçant les principales hypothèses sur lesquelles l'émetteur a fondé sa prévision ou son estimation	n.a.	
13.2 Rapport élaboré par des comptables ou des contrôleurs légaux indépendants	n.a.	
13.3 Prévision ou estimation du bénéfice élaborée sur une base comparable aux informations financières historiques	n.a.	
13.4 Si une prévision du bénéfice a été incluse dans un prospectus qui est toujours pendant, fournir une déclaration indiquant si cette prévision est, ou non, encore valable à la date du document d'enregistrement et, le cas échéant, expliquant pourquoi elle ne l'est plus	n.a.	

⁽¹⁾ La législation européenne comprend la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et le rectificatif au règlement n° 809/2004 de la Commission du 29 avril 2004 mettant en œuvre la directive.

Législation européenne ⁽¹⁾	Numéro de paragraphe du Document de Référence	Numéro de paragraphe de l'Actualisation du Document de Référence
14 Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale	4.2 Organes d'administration et de direction	4.2 Organes d'administration et de direction
14.1 Information concernant les membres des organes d'administration	4.2.1.1 Composition du Conseil d'administration 4.2.2 Direction Générale	4.2.1.1 Membres du Conseil d'administration de la Société à la date de la présente Actualisation du Document de Référence 4.2.3 Conflits d'intérêts
14.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale	4.2.3 Conflits d'intérêts	
15 Rémunération et avantages	Chapitre 5 Rémunération et avantages Note aux comptes consolidés n° 26 Rémunération des dirigeants	Chapitre 5 Rémunération et avantages
15.1 Rémunération et avantages versés	5.1 Rémunération des membres du Conseil d'administration 5.2 Rémunération des dirigeants mandataires sociaux 5.3 Rémunération des membres du Comité Corporate au titre de l'exercice 2014	Chapitre 5 Rémunération et avantages
15.2 Montant provisionné	5.1 Rémunération des membres du Conseil d'administration 5.2 Rémunération des dirigeants mandataires sociaux 5.3 Rémunération des membres du Comité Corporate au titre de l'exercice 2014 5.2.10 Régime de retraite supplémentaire Note aux comptes consolidés n° 16 Provisions pour risques et charges	
16 Fonctionnement des organes d'administration et de direction	4.3 Fonctionnement du Conseil d'administration — comités	
16.1 Date d'expiration du mandat	4.2.1.1 Composition du Conseil d'administration	4.2.1.1 Membres du Conseil d'administration de la Société à la date de la présente Actualisation du Document de Référence
16.2 Informations sur les contrats de services liant les membres	4.2.1.1 Composition du Conseil d'administration 5.6 Opérations conclues entre la Société et ses dirigeants et/ou un actionnaire détenant plus de 10 % des droits de vote	4.2.1.1 Membres du Conseil d'administration de la Société à la date de la présente Actualisation du Document de Référence
16.3 Informations sur le Comité d'audit et le Comité de rémunération de l'émetteur	4.3.2 Comités institués par le Conseil d'administration	
16.4 Conformité de l'émetteur au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur dans son pays d'origine	4.1 Code de gouvernement d'entreprise auquel se réfère la Société 3.3 Rapport des commissaires aux comptes (article L.225-235 du code de commerce)	
17 Salariés	2.2 Salariés Note aux comptes consolidés n° 25 Effectifs du Groupe	2.2 Salariés
17.1 Nombre de salariés et répartition par principal type d'activité et par site	1.4 Liste des principales implantations du Groupe 2.2.1 Capital humain 2.2.1.1 Répartition	2.2.1 Capital humain 2.2.1.1 Répartition
17.2 Participations et stock-options	Chapitre 5 Rémunération et avantages 5.2.3 Options de souscription d'actions attribuées aux mandataires sociaux	Chapitre 5 Rémunération et avantages
17.3 Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	2.2.3.1 Politique de rémunération 5.4.1 Options de souscription d'actions 5.4.2 Attribution d'actions gratuites soumises à des conditions de performance aux salariés du Groupe	5.4.1 Options de souscription d'actions 5.4.2 Attribution d'actions gratuites soumises à des conditions de performance aux salariés du Groupe
18 Principaux actionnaires	7.3 Principaux actionnaires	7.3 Principaux actionnaires
18.1 Franchissement de seuil	7.3.1 Répartition actuelle du capital et des droits de vote 7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 décembre 2014 7.3.1.2 Modifications de la répartition du capital social au cours des trois derniers exercices	7.3.1 Répartition actuelle du capital et des droits de vote 7.3.1.1 Actionnariat de la Société au décembre 2015 7.3.1.2 Modifications de la répartition du capital social au cours des trois derniers exercices

⁽¹⁾ La législation européenne comprend la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et le rectificatif au règlement n° 809/2004 de la Commission du 29 avril 2004 mettant en œuvre la directive.

Législation européenne ⁽¹⁾

Législation européenne ⁽¹⁾	Numéro de paragraphe du Document de Référence	Numéro de paragraphe de l'Actualisation du Document de Référence
18.2 Droits de vote différents	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 décembre 2014	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 décembre 2015
18.3 Contrôle	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 décembre 2014	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 décembre 2015
18.4 Accord relatif au changement de contrôle	7.3.1 Répartition actuelle du capital et des droits de vote 7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 décembre 2014	7.3.1 Répartition actuelle du capital et des droits de vote 7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 décembre 2015
19 Opérations avec les apparentés	5.6 Opérations conclues entre la Société et ses dirigeants et/ou un actionnaire détenant plus de 10 % du capital ou des droits de vote 7.5 Opérations avec les apparentées Note aux comptes n° 27 Transactions avec des sociétés liées	
20 Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur	Chapitre 8 Comptes de l'exercice 2014 - Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de la Société	6.1.5.1 Rapport financier trimestriel au 30 septembre 2015
20.1 Informations financières historiques	1.1 Informations financières sélectionnées 8.1 Comptes consolidés 2012-2013-2014 de CGG	1.1 Informations financières sélectionnées
20.2 Informations financières <i>pro forma</i>	Chapitre 6 Situation financière, résultats et perspectives	
20.3 États financiers	1.1 Informations financières sélectionnées 8.1 Comptes consolidés 2012-2013-2014 de CGG	1.1 Informations financières sélectionnées
20.4 Vérification des informations financières historiques annuelles	8.1 Comptes consolidés 2012-2013-2014 de CGG 8.3 Rapports des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice 2014	6.1.5.2 Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés intermédiaires résumés du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2015
20.4.1 Fournir une déclaration attestant que les informations financières historiques ont été vérifiées	9.2 Contrôleurs légaux 8.1 Comptes consolidés 2012-2013-2014 de CGG	6.1.5.1 Rapport financier trimestriel au 30 septembre 2015
20.4.2 Indiquer quelles autres informations contenues dans le document d'enregistrement ont été vérifiées par les contrôleurs légaux	9.2 Contrôleurs légaux 8.1 Comptes consolidés 2012-2013-2014 de CGG 8.3 Rapports des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice 2014 5.7 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	
20.4.3 Lorsque des informations financières figurant dans le document d'enregistrement ne sont pas tirées des états financiers vérifiés de l'émetteur, en indiquer la source et préciser qu'elles n'ont pas été vérifiées	9.2 Contrôleurs légaux	
20.5 Date des dernières informations financières	8.1 Comptes consolidés 2012-2013-2014 de CGG	6.1.5.1 Rapoport financier trimestriel au 30 septembre 2015
20.5.1 Le dernier exercice pour lequel les informations financières ont été vérifiées ne doit pas remonter : a) à plus de 18 mois avant la date du document d'enregistrement, si l'émetteur inclut, dans celui-ci, des états financiers intermédiaires qui ont été vérifiés ; b) à plus de 15 mois avant la date du document d'enregistrement, si l'émetteur inclut, dans celui-ci, des états financiers intermédiaires qui n'ont pas été vérifiés		
20.6 Informations financières intermédiaires et autres	8.1 Comptes consolidés 2012-2013-2014 de CGG	6.1.5.1 Rapoport financier trimestriel au 30 septembre 2015
20.6.1 Si l'émetteur a publié des informations financières trimestrielles ou semestrielles depuis la date de ses derniers états financiers vérifiés, celles-ci doivent être incluses dans le document d'enregistrement. Si ces informations financières trimestrielles ou semestrielles ont été examinées ou vérifiées, le rapport d'examen ou d'audit doit également être inclus. Si tel n'est pas le cas, le préciser		

⁽¹⁾ La législation européenne comprend la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et le rectificatif au règlement n° 809/2004 de la Commission du 29 avril 2004 mettant en œuvre la directive.

Législation européenne ⁽¹⁾

20.6.2 S'il a été établi plus de neuf mois après la fin du dernier exercice vérifié, le document d'enregistrement doit contenir des informations financières intermédiaires, éventuellement non vérifiées (auquel cas ce fait doit être précisé), couvrant au moins les six premiers mois du nouvel exercice. Les informations financières intermédiaires doivent être assorties d'états financiers comparatifs couvrant la même période de l'exercice précédent ; la présentation des bilans de clôture suffit toutefois à remplir l'exigence d'informations bilancielles comparables

20.7 Politique de distribution des dividendes

20.7.1 Pour chaque exercice de la période couverte par les informations financières historiques, donner le montant du dividende par action, éventuellement ajusté pour permettre les comparaisons, lorsque le nombre d'actions de l'émetteur a changé

20.8 Procédures judiciaires et d'arbitrage

20.9 Changements significatifs de la situation financière ou commerciale

Numéro de paragraphe du Document de Référence

Numéro de paragraphe de l'Actualisation du Document de Référence

7.1.8 Dividendes

3.5 Litiges et arbitrages
1.6 Développements récents
6.1 Examen de la situation financière et du résultat
6.3 Perspectives

3.5 Litiges et arbitrages
1.6 Développements récents
6.1.5.1 Rapport financier trimestriel au 30 septembre 2015
6.1.6 Événements significatifs survenus depuis le 30 septembre 2015

21 Informations complémentaires

7.2 Renseignement de caractère général concernant le capital

7.2 Renseignement de caractère général concernant le capital

21.1 Capital social

7.2 Renseignement de caractère général concernant le capital

7.2 Renseignement de caractère général concernant le capital

21.1.1 Montant du capital souscrit

7.2.2 Capital social
7.2.2 Capital social
Note aux comptes consolidés n° 15
Capital social et plan d'options
7.2.5 Titres non représentatifs du capital

7.2.2 Capital social
7.2.2 Capital social

21.1.2 S'il existe des actions non représentatives du capital, leur nombre et leurs principales caractéristiques

21.1.3 Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions détenues par l'émetteur lui-même ou en son nom ou par ses filiales

7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 décembre 2014
7.3.1.2 Modifications de la répartition du capital social au cours des trois derniers exercices

7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 décembre 2015

21.1.4 Montant des valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription, avec mention des conditions et modalités de conversion, d'échange ou de souscription

5.4.1 Options de souscription d'actions
5.4.2 Actions gratuites soumises à condition de performance
7.2.2 Capital social – Instruments dilutifs
7.2.4 Capital autorisé non émis

21.1.5 Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attachés au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital

n.a.

21.1.6 Informations sur le capital de tout membre du groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option et le détail de ces options, y compris l'identité des personnes auxquelles elles se rapportent

21.1.7 Historique du capital social pour la période couverte par les informations financières historiques, mettant tout changement survenu en évidence

7.3.1.2 Modification de la répartition du capital social au cours des trois derniers exercices
7.2.2 Capital social

7.2.2 Capital social

21.2 Acte constitutif et statuts

7.1.5 Objet social (article 2 des statuts)
7.1.5 Objet social (article 2 des statuts)

21.2.1 Objet social de l'émetteur et indiquer où son indication peut être trouvée dans l'acte constitutif et les statuts.

21.2.2 Dispositions relatives aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance

4.3.1 Conditions de préparation et d'organisation des réunions du Conseil d'administration

21.2.3 Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions existantes

7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 décembre 2014

7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 décembre 2015

⁽¹⁾ La législation européenne comprend la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et le rectificatif au règlement n° 809/2004 de la Commission du 29 avril 2004 mettant en œuvre la directive.

Législation européenne ⁽¹⁾	Numéro de paragraphe du Document de Référence	Numéro de paragraphe de l'Actualisation du Document de Référence
21.2.4 Actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires et, lorsque les conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit, en faire mention	7.2.1 Modifications du capital et des droits sociaux	
21.2.5 Conditions régissant la manière dont les assemblées générales annuelles et les assemblées générales extraordinaires des actionnaires sont convoquées, y compris les conditions d'admission	7.2.6 Assemblées générales	
21.2.6 Disposition de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement de l'émetteur qui pourrait avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 décembre 2014	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 décembre 2015
21.2.7 Disposition de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement fixant le seuil au-dessus duquel toute participation doit être divulguée	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 décembre 2014	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 décembre 2015
21.2.8 Conditions, imposées par l'acte constitutif et les statuts, une charte ou un règlement, régissant les modifications du capital, lorsque ces conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 décembre 2014	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 décembre 2015
22 Contrats importants	7.4 Contrats importants Note aux comptes consolidés n° 18 Engagements au titre d'obligations contractuelles, engagements hors bilan et risques	
23 Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	n.a.	
23.1 Lorsqu'une déclaration ou un rapport attribué à une personne intervenant en qualité d'expert est inclus dans le document d'enregistrement, indiquer le nom de cette personne, son adresse professionnelle, ses qualifications et, le cas échéant, tout intérêt important qu'elle a dans l'émetteur. Si cette déclaration ou ce rapport a été produit à la demande de l'émetteur, joindre une déclaration précisant que ce document a été inclus ainsi que la forme et le contexte dans lesquels il a été inclus, avec mention du consentement de la personne ayant avalisé le contenu de cette partie du document d'enregistrement	n.a.	
23.2 Lorsque des informations proviennent d'une tierce partie, fournir une attestation confirmant que ces informations ont été fidèlement reproduites et que, pour autant que l'émetteur le sache et soit en mesure de l'assurer à la lumière des données publiées par cette tierce partie, aucun fait n'a été omis qui rendrait les informations reproduites inexactes ou trompeuses. En outre, identifier la ou les source(s) d'information.	n.a.	
24 Documents accessibles au public	9.3 Documents accessibles au public	
25 Informations sur les participations	1.3.1 Acquisition 1.3.1.2 Acquisition Terrestre et Aéroportée : pacte d'actionnaires relatif à la société Argas Ltd. 1.3.3 Équipements, Description de l'activité : Pacte d'actionnaires relatif à la société JunFeng Geophysical Equipment 1.7 Structure juridique — relations intragroupes 6.1 Examen de la situation financière et du résultat	

⁽¹⁾ La législation européenne comprend la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et le rectificatif au règlement n° 809/2004 de la Commission du 29 avril 2004 mettant en œuvre la directive.